

# Nota

On peut se procurer cette publication, ainsi que toutes les publications du gouvernement du Canada, auprès des agents autorisés locaux, dans les librairies ordinaires ou par la poste.

Les commandes par la poste devront parvenir à Ventes et services de publications, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0V7, ou à Imprimerie et édition, Approvisionnements et services Canada, Ottawa, K1A 0S9.

Toutes demandes de renseignements sur la présente publication doivent être adressées à:

Groupe des analyses de conjoncture Statistique économique

Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6 (téléphone: 992-4441) ou à un bureau local des Services consultatifs situé aux endroits suivants:

St. John's (TN.)	(772 - 4073)	Winnipeg	(949-4020)
Halifax	(426-5331)	Regina	(359-5405)
Montréal	(283-5725)	Edmonton	(420-3027)
Ottawa	(992-4734)	Vancouver	(666-3691)
Toronto	(966-6586)		,

On peut obtenir une communication gratuite avec le service régional d'information statistique de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard en composant 1-800-565-7192. En Saskatchewan, on peut communiquer avec le bureau régional de Regina en composant 1(112)800-667-3524, et en Alberta, avec le bureau d'Edmonton au numéro 1-800-222-6400.

Statistique Canada Groupe des analyses de conjoncture

# La conjoncture économique

Août 1982

Publication autorisée par le ministre des Approvisionnements et Services Canada

Reproduction ou citation autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1982

Octobre 1982 5-2001-502

Prix: Canada, \$2.50, \$25.00 par année Autres pays: \$3.00, \$30.00 par année

Catalogue 13-004F, vol. 2, nº 8

ISSN 0228-5827

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue 13-004E)

# Préface

La conjoncture économique vise à fournir une évaluation mensuelle de la conjoncture macroéconomique et ainsi, diffuser davantage les résultats macroéconomiques que fournit le Système de comptabilité nationale.

La publication contient également des renseignements qui peuvent servir à développer ou à modifier l'évaluation de la conjoncture économique par Statistique Canada. En particulier, la partie consacrée aux nouvelles générales (résumé des événements importants) contient un résumé pertinent qui aidera à l'interprétation des données chiffrées. Elle contient aussi pour les analystes qui souhaitent tirer leurs propres conclusions, des tableaux étendus et des graphiques qui fournissent d'utiles transformations analytiques (variations en pourcentage, ratios, lissages, etc.) des données fondamentales. Parce qu'elle s'attache à ces transformations analytiques des données, la publication n'est pas destinée à servir de recueil de données originales macroéconomiques. Les utilisateurs qui s'intéressent à de telles données doivent consulter la Revue Statistique du Canada.

Les termes et concepts techniques utilisés dans cette publication et qui pourraient être mal connus de certains lecteurs sont expliqués brièvement dans le glossaire. De temps en temps, des articles de fond plus complets seront publiés, qui expliqueront ces termes et concepts techniques plus en détail.

# Table des matières

Dévelop	pements de la conjoncture		
	s des données publiées au mois de juillet	XX	vii iii
	es générales	^	,011
intention	alytique: Les états financiers et les s d'investissement des sociétés non		
financièr		XXV	ΖÜ
Étude s	péciale: Le comportement des prix régle- dans l'indice des prix à la consommation	xxx	Vİ
Glossai	re		
Graphiq	ue		
1 D	répense nationale brute en millions de dollars de		
	971, variation en pourcentage des chiffres		
d	ésaisonnalisés		3
	epense nationale brute en millions de dollars de		
	971, chiffres désaisonnalisés aux taux annuels		4
	roduit intérieur réel par industrie, variation		_
	n pourcentage des chiffres désaisonnalisés		O
	ndicateurs de la demande, chiffres ésaisonnalisés		6
-	larché du travail, chiffres désaisonnalisés		7
	rix et coûts		8
	Dépense nationale brute, indices implicites de prix,		
V	ariation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés		9
	dépense nationale brute, indices implicites de prix,		
e	t revenu national, certaines composantes, variation en	The second secon	0
	ourcentage des chiffres désaisonnalisés	TO STATE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE	U
	commerce extérieur, base douanière, variation en ourcentage des chiffres désaisonnalisés	1	1
	alance canadienne des paiements internationaux,		
	nillions de dollars		12
11 Ir	ndicateurs financiers	1	13
12 Ir	ndicateurs avancés et coincidants du Canada		4
13-14 Ir	ndicateurs avancés du Canada	15-1	6
Somma	ire des tableaux		
			17
Section	the state of the s		27
Section			39
Section			19
Section			45 59
Section			37
Section	VI Marchés financiers		11

# Tableau

Princip	paux indicateurs économiques	17
1	Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
2	Produit intérieur réel par industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
3	Indicateurs de la demande, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	20
4	Indicateurs du marché du travail, données désaisonnalisées	20
5	Prix et coûts, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	21
6	Prix et coûts, indices implicites de prix des comptes nationaux, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	21
7	Commerce extérieur, base douanière, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	22
8	Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	22
9	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	23
10	Indicateurs financiers	23
11-12	Indicateurs avancés du Canada, données filtrées	24
13	Indicateurs mensuels des États-Unis, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	25
14-15	Indicateurs avancés et coincidants des États-Unis, données filtrées	25-26
Demai	nde et production	27
16	Revenu national net et produit national brut, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	29
17	Revenu national net et produit national brut, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	29
18	Dépense nationale brute, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	30
19	Dépense nationale brute, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	30
20	Dépense nationale brute, en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	31
21	Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	31
22-24	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	32-33

	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, données exprimées en millions de dollars de 1971, et désaisonnalisées	33
	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	
	et en dollars de 1971	34
	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières et le ratio: valeur réelle des stocks/ livraisons, données désaisonnalisées	34
	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, données exprimées en millions de dollars de 1971 et désaisonnalisées	35
	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, variation des chiffres désaisonnalisés en millions de dollars de 1971	35
	Taux d'utilisation de la capacité par les industries manufacturières, données désaisonnalisées	36
31	Valeur des permis de bâtir, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	36
32	Logements mis en chantier, logements parachevés et prêts hypothécaires approuvés, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
33	Ventes au détail, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	37
Travail		39
34	Sommaire de l'enquête sur la population active, données désaisonnalisées	41
35	Caractéristiques des chômeurs, données non désaisonnalisées	41
36	Sommaire de la population active, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
37	Sommaire de la population active, femmes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
38	Sommaire de la population active, hommes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	43
39	Emploi par branche d'activité, enquête sur la population active, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	43
40	Estimations du nombre d'employés par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44
41-42	Emploi des grandes entreprises par branche d'activité variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44-45

43-44	Salaires et traitements par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	45-46
45	Heures hebdomadaires moyennes par branche d'activité, données désaisonnalisées	46
46	Salaires et traitements hebdomadaires moyens par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres	40
	désaisonnalisés	47
47	Règlements salariaux	47
Prix		49
48	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	51
49	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	51
50	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	52
51	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	52
52	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	53
53	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	53
54	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	54
55	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense	
56	nationale brute, désaisonnalisés Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100,	54
50	variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
57	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	
58	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55 56
59	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries	30
00	manufacturières, non désaisonnalisés	56
60	Coût unitaire de main-d'oeuvre par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	57
61	Indices de prix des exportations et importations, variation en pourcentage des indices de prix Paasche,	
	chiffres non désaisonnalisés	57

Comm	nerce exterieur	59
62	Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	61
63	Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises,	01
00	variation en pourcentage d'une année à l'autre	61
64	Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	62
65	Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre	62
66	Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	63
67	Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	63
68	Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	64
69	Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres	
70	désaisonnalisés  Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	64
March	nés financiers	67
71	Agrégats monétaires	69
72	Devises et indicateurs du marché monétaire, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	69
73	Nouvelles émissions nettes de titres payables en devises canadiennes et étrangères, données exprimées en millions de	
7.4	dollars canadiens et non désaisonnalisées	70
74	Taux d'intérêt, moyenne des mercredis, chiffres non désaisonnalisés	70
75	Taux de change, dollars canadiens par unité monétaire d'autres pays, chiffres non désaisonnalisés	71
76-77	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à long terme, données exprimées en millions de dollars et	
70 70	non désaisonnalisées	71-72
75-79	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à court terme, données exprimées en millions de dollars et	
	non désaisonnalisées	72-73

mo

# Notes

# Remarque sur le rôle des indicateurs avancés au sein du système statistique

Les responsables des politiques et des décisions des secteurs publics et privés utilisent de plus en plus, et ce d'une façon plus sophistiquée, les comptes nationaux trimestriels et d'autres cadres macroéconomiques afin d'évaluer la performance actuelle de l'économie et d'en détecter les tendances fondamentales. Par contre, lorsque les utilisateurs accèdent à la structure perfectionnée qui leur permet d'analyser l'économie d'une façon relativement scientifique, des événements qui influent sur l'avenir à court et à moyen terme ont déjà pu se produire. La première manifestation d'un phénomène conjoncturel s'observe fréquemment dans un groupe d'indicateurs qui précèdent les mouvements cycliques de l'économie et qui peuvent être rapidement rassemblés au fur et à mesure du déroulement des événements. Il n'est donc pas surprenant que les "indicateurs avancés" aient pendant longtemps joué un rôle dans l'évaluation de la conjoncture économique. Au cours de la dernière décennie, la sévérité croissante des récessions mondiales a convaincu la plupart des analystes que la notion du cycle économique n'était pas morte, ce qui devait susciter un regain d'intérêt à l'égard de l'utilisation des indicateurs avancés dans l'analyse économique. Depuis le début des années soixante-dix, le nombre d'organisations au Canada et à l'étranger qui ont mis au point des systèmes d'indicateurs pour surveiller l'évolution de l'économie est assez impressionnant. Tous ces travaux ont stimulé les recherches sur la nature du travail effectué et sur l'avenir possible de ces systèmes.

C'est ainsi que Statistique Canada fût amené à mettre au point un ensemble de propositions théoriques directrices utiles lors de la construction, de l'évaluation ou du quidage du progrès des systèmes d'indicateurs avancés. Des progrès techniques ont ainsi été acquis dans le lissage des données afin de minimiser le nombre de faux signaux émis par l'indice avancé, tout en maximisant l'actualité. Un article sur ces questions a paru dans le numéro de mai 1982 de cette publication. (Numéro 13-004F au catalogue.) Dans cette remarque nécessairement brève, nous pouvons tout au plus signaler qu'un système d'indicateurs avancés doit être structuré autant que possible comme le cadre comptable (c'est-à-dire les comptes nationaux trimestriels) qu'il doit compléter, et il doit contenir un ensemble d'indicateurs suffisamment vaste pour permettre au système de signaler à l'avance tout changement cyclique susceptible d'être causé par n'importe lequel d'un grand nombre de mécanismes de causalité. Même si la version du système des indicateurs

avancés actuellement utilisée à Statistique Canada n'incorpore pas l'intégralité de nos propositions théoriques directrices, nous estimons qu'il forme, avec les propositions directrices, un complément utile aux systèmes d'indicateurs au Canada. Il le deviendra de plus en plus à mesure que le système évoluera parallèlement aux principes théoriques inhérents à son perfectionnement.

# Message de CANSIM

Le CANSIM<sup>10</sup> (système canadien d'information socioéconomique) est le système de Statistique Canada qui se compose d'une banque de données informatisée et de son logiciel de soutien. La plupart des données présentées dans cette publication et beaucoup d'autres peuvent être obtenues de CANSIM par l'intermédiaire d'un terminal, sous forme d'imprimés d'ordinateur ou sous forme lisible par machine. Des données historiques et des données plus actuelles qui n'apparaissent pas dans cette publication sont disponibles de CANSIM.

Pour plus de renseignements, écrivez à Division CANSIM, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0Z8, ou téléphonez à (613)995-7406.

Marque déposée de Statistique Canada.

# Analyse des données publiées au mois de juillet

(fondée sur les données disponibles le 12 août 1982)1

# Résumé

Les données partielles pour le deuxième trimestre indiquent qu'il y aura une autre forte diminution de la production globale. Ceci fait suite à une chute considérable au premier trimestre, alors que le P.N.B. réel avait baissé de 2.0% et le P.I.R. de 1.6%. La diminution du deuxième trimestre a touché principalement les dépenses en immobilisations et les stocks des entreprises, qui semblent avoir baissé dans les deux cas légèrement plus rapidement qu'au premier trimestre. La construction résidentielle a aussi baissé fortement au deuxième trimestre, alors que les mises en chantier de logements sont tombées de nouveau à des niveaux records. La demande des consommateurs semble avoir légérement diminuée, en dépit d'une progression dans le cas des biens durables au début du trimestre. Le solde du commerce de marchandises a accusé une forte hausse au cours du trimestre, actionnée par une importante reprise des exportations automobiles. La diminution des termes de l'échange, principalement à cause de la baisse des prix à l'exportation, a contribué à relever le solde commercial réel. Cependant, la faiblesse des prix reçus à l'exportation a accentué la forte érosion de la rentabilité des sociétés qui caractérise la récession actuelle.

Le repli continu de la production au cours du trimestre s'est produit en dépit d'un raffermissement appréciable de la demande d'automobiles. Les ventes de voitures au Canada et les exportations aux États-Unis ont augmenté fortement au cours du trimestre, et la production automobile s'est accrue de près de 30% par rapport à son creux de janvier. Cette fermeté, qui a servi de rampart à la production totale contre des diminutions plus importantes, sera difficile à maintenir avec la baisse des ventes de voitures en Amérique du Nord qui vont tomber à de nouveaux creux cycliques d'ici juillet et avec une accumulation des stocks au détail d'automobiles. En même temps, tous les principaux indicateurs des dépenses en immobilisations des entreprises suggèrent des diminutions rapides et continues des dépenses d'investissement au second semestre de 1982.

Les estimations de l'inflation des prix à l'échelle nationale mesurées par l'indice implicite de prix du P.N.B. devraient ralentir considérablement par rapport à l'augmentation de 2.7% enregistrée au premier trimestre. Ce ralentissement reflète une diminution des prix dans les secteurs de l'économie particulièrement déprimés, tels que la construction et les

Toutes les données sont désaisonnalisées, sauf indication contraire. De plus, les données ont été traitées spécifiquement pour les besoins de cette analyse conjoncturelle. Ainsi, dans certains cas la désaisonnalisation interpolative fut utilisée au lieu de la désaisonnalisation extrapolative employée par la source des données. Pour cette raison, les chiffres cités dans ce rapport peuvent différer de ceux publiés par la source.

exportations de ressources naturelles. Les prix de vente dans l'industrie ont augmenté en général à des taux modérés, alors que l'I.P.V.I. s'est accru de 1.9% au cours du trimestre, et les firmes ont liquidé leurs stocks à un taux annuel dépassant la baisse de \$2.2 milliards du trimestre précédent. Toutefois, les prix à la consommation ont continué d'augmenter à un taux rapide, alors que l'I.P.C. s'est accru de 3.1% au cours du trimestre. Le redressement prononcé des prix alimentaires et l'augmentation des taxes de vente et des prix de l'énergie dominaient cette augmentation. Les salaires et traitements étaient sensiblement en retard sur l'augmentation des prix à la consommation, alors que la croissance des gains moyens s'est ralentie et que l'emploi a continué sa baisse menuselle ininterrompue depuis le mois de septembre dernier. La recrudescence des grèves et une substitution notable de l'emploi à temps plein pour l'emploi à temps partiel au cours des derniers mois ont contribué à accenturer la faiblesse du revenu du travail.

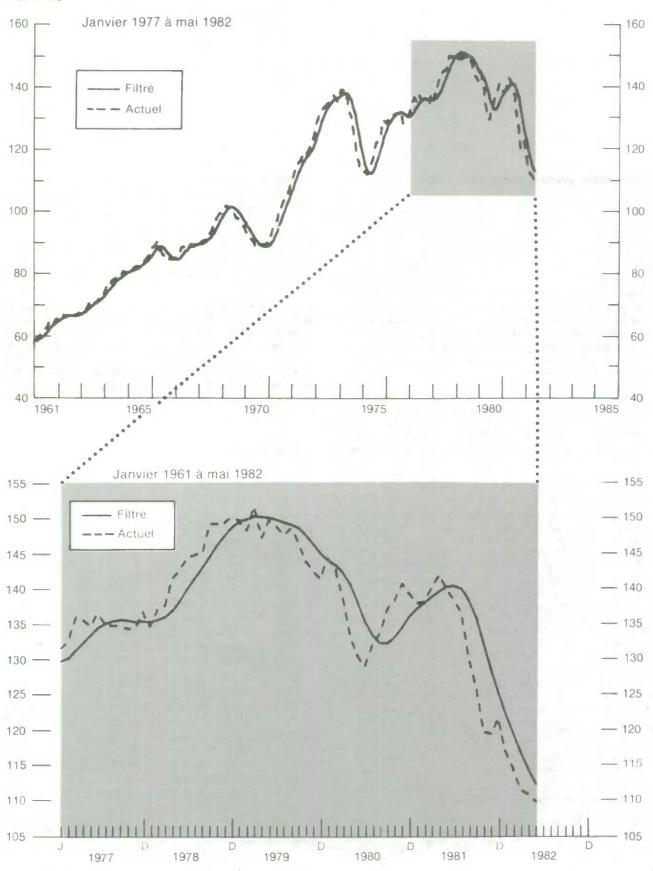
- Le produit intérieur réel a baissê de 0.1% en mai, après une diminution de 0.7% en avril. Le ralentissement du taux de diminution est imputable au redressement de 1.7% de la production manufacturière, qui a été entraîné par la progression appréciable des branches d'exportation telles que les véhicules automobiles. On observe un regain de faiblesse dans la plupart des secteurs de l'économie, notamment les branches qui dépendent des investissements des entreprises et des ressources naturelles. Le pourcentage des industries dont la production augmente est tombé à un creux cyclique de 31.5%, comparativement à des creux d'environ 35.0% au cours des récessions précédentes.
- Les ventes au détail ont augmenté de 1.1% en volume en mai. Les dépenses personnelles en biens et services devraient cependant diminuer légèrement au deuxième trimestre, puisque les ventes au détail ont baissé fortement en juin et que la consommation de services et d'énergie était faible.
- L'emploi a baissé de 0.6% en juin, alors que la demande de main-d'oeuvre était réduite dans tous les secteurs, en particulier la fabrication et les branches primaires. Une autre réduction de 0.3% en juillet et la reprise de la croissance de la population active ont porté le taux de chômage à 11.8%.
- Les mises en chantier de logements sont demeurées à des niveaux bas en juin (114,000 unités au taux annuel) et en juillet (111,000), et les indicateurs avancés suggèrent une poursuite de la tendance à l'affaiblissement à court terme. Le repli des mises en chantier de logements est reflété par une diminution considérable des travaux mis en place au deuxième trimestre. Le prix des maisons neuves a baissé pour le cinquième mois consécutif en juin (-0.4%), en réaction à cette diminution de la demande.

- Les investissements des entreprises en usines et matériel semblent avoir baissé fortement au deuxième trimestre. La diminution est reflétée dans la révision à la baisse des intentions d'investir dans l'enquête mi-annuelle sur les investissements privés et publics. Le niveau des intentions d'investissement indique actuellement une hausse de 3.6% en dollars courants en 1982.
- La tendance à la hausse du solde nominal du commerce de marchandises s'est poursuivie en juin pour passer à \$1,979 millions, alors que les exportations ont augmenté de 4.3% et tandis que les importations ont diminué de 4.4%. La reprise de la demande à l'exportation a continué de toucher plus particulièrement les produits automobiles destinés aux Etats-Unis. Le redressement de \$1,104 milliards de l'excédent commercial du deuxième trimestre est encore plus remarquable en termes réels, alors que les termes de l'échange ont diminué considérablement en raison d'une forte chute du prix des marchandises à l'exportation.
- Les livraisons du secteur de la fabrication ont augmenté de 0.8% en volume en mai, tandis que les stocks de produits finis ont été réduits d'environ \$20 millions. Selon les résultats de juillet de l'enquête sur les perspectives du monde des affaires, la majorité des entreprises envisagent une diminution de la production au troisième trimestre, et les nouvelles commandes se sont repliées de 0.9% en mai.

L'indice des prix à la consommation, avant désaisonnalisation, a augmenté de 1.0% en juin, après des hausses de 1.4% et de 0.5% au cours des deux mois précédents. L'augmentation des taxes de vente et un nouvel accroissement des prix alimentaires (+2.1%) dominaient cette hausse. Les effets atténuateurs d'une demande léthargique sont plus évidents dans le cas des prix de vente dans l'industrie (+0.5%, après désaisonnalisation) et des matières brutes (-0.3%) en juin.

Le taux de diminution de l'indicateur avancé a continué de ralentir en mai à -1.75% et ne donnait aucune indication que la récession prendra fin prochainement. L'indice est tombé de 114.33 à 112.34. Les indicateurs avancés de la demande des ménages sont demeurés négatifs en dépit d'un raffermissement des ventes au détail en avril et en mai. Le redressement des exportations demeure hésitant, comme l'indiquent les nouveaux signes de faiblesse dans l'économie américaine. Les perspectives pour les dépenses en investissements demeurent toujours aussi sombres. La version non filtrée de l'indicateur avancé accusait une baisse plus prononcée que celle de -0.5% en avril, reflétant ces indications négatives. L'indice a diminué de 0.9% pour passer de 110.8 à 109.8 alors que six composantes étaient à la baisse, soit une de plus qu'en avril.

Figure 1 L'indicateur avancé composite du Canada 1971=100



Source: Statistique Canada, La conjoncture économique (13-004F)

# L'indicateur avancé composite

Les indicateurs des dépenses à la consommation en biens ont continué de se replier à des taux moins rapides en mai, en réaction au raffermissement récent de la demande des ménages. Les ventes de meubles et d'articles ménagers, ainsi que de véhicules automobiles neufs ont accusé des baisses respectives de 1.0% et de 2.49%, après des diminutions de 1.44% et de 3.41% en avril, et de 2.15% et 4.04% en mars. La version non filtrée¹ de ces composantes ne semblait toutefois pas encore indiquer que la demande à la consommation ait enjambé son creux cyclique. Les ventes de meubles et d'articles ménagers ont repris leur tendance à la baisse en mai et ont diminué de 1.3%, alors que les chiffres les plus récents sur les ventes de voitures ne sont guère rassurants pour ce qui est d'un redressement persistant.

La chute de l'indice de la construction résidentielle 2 s'accélérait en mai (-5.99%), suite à l'affaissement de 23.0% dans la version non filtrée. La réduction de plus de 50.0% depuis le retrait du programme I.R.L.C. est le présage d'une forte coupure de l'activité de la construction au troisième trimestre.

Toutes les composantes signalent une accentuation de la faiblesse dans ce secteur. Les mises en chantier ont frôlé les 100,000 unités et les permis de bâtir tombaient à 77,000 unités, soit une baisse de 56.0% par rapport au sommet du quatrième trimestre. Les prêts hypothécaires approuvés ont chuté de 28.0% en mai. Il sera difficile de renverser cette tendance à cause des perspectives à la baisse de l'emploi et des salaires dans un climat de fluctuations des taux d'intérêt à des niveaux élevés.

Les indicateurs du secteur manufacturier ont été plus favorables en mai. Toutefois, le confinement des signes positifs à l'intérieur de la version non filtrée témoignent de leur fragilité. Le ratio des livraisons aux stocks de produits finis passait de 1.39 à 1.37, alors que la version non filtrée s'élevait de 1.35 à 1.37, suite à une hausse des livraisons et une baisse des stocks de produits finis. Les livraisons étaient entraînées à la hausse en mai par la demande à l'exportation, mais le retour à la baisse en

# Indicateurs avancés

Variation en pourcentage en mai Indice avancé composite (1971=100) ........... -1.75 1. Durée hebdomadaire du travail -2. Indice de la construction résidentielle 3. Indice avancé composite des États-Unis (1967 = 100) ..... -0.054. Offre de monnaie(M1) (\$ millions de 1971) .... +0.11 5. Nouvelles commandes - Industries de biens durables (\$ millions de 1971) ..... -0.61 6. Commerce de détail - Meubles et articles ménagers (\$ millions de 1971) ..... -1.00 7. Ventes de véhicules automobiles neufs (\$ millions de 1971) .....-2.49 8. Ratio des livraisons aux stocks (produits finis) - Industries manufacturières ..... -0.02° 9. Indice du cours des actions (TSE300, sans le pétrole et le gaz naturel 1975 = 1000) ..... -3.27 10. Variation en pourcentage du prix par coûts unitaires de main-d'oeuvre - Industries manufacturières ..... –0.09\*

\*variation nette

Le filtrage vise à réduire les mouvements irréguliers au sein des données de sorte que l'on puisse mieux déterminer si le mouvement actuel représente une variation du cycle économique. Malheureusement, tout filtrage de cette nature se traduit par une réduction de l'actualité lorsqu'il s'agit d'identifier les changements cycliques.

Nous avons tenté de minimiser cette perte d'actualité en filtrant l'indice avancé et ses composantes avec des filtres occasionnant un déphasage minimum de façon à minimiser les faux signaux et à maximiser l'actualité. Voir D. Rhoades, "La conversion de l'actualité en fiabilité des séries chronologiques économiques ou filtrage des séries chronologiques économiques occasionnant un déphasage minimum", Revue Statistique du Canada, février 1980.

Entre janvier 1952 et janvier 1982, l'indice non filtré a émis 64 faux signaux avec une avance moyenne de 6 mois aux sommets du cycle économique et 2 mois aux creux. L'indice filtré n'a émis que 10 faux signaux au cours de la même période, avec une avance moyenne de 5 mois aux sommets et un retard d'un mois aux creux. Au cours des 361 mois de la période janvier 1952 - janvier 1982, les 10 faux signaux de la version filtrée représentent un taux d'erreur de 2.8%, tandis que les 64 faux signaux de la série non filtrée constituent un taux d'erreur de 17.8%.

Les données utilisées pour les indicateurs avancés sont des données filtrées, sauf indication contraire.

<sup>2</sup>Cet indice est un indice composite des mises en chantier de logements, des permis de bâtir résidentiels et des prêts hypothécaires approuvés.

juin de plusieurs indicateurs de la demande américaine pourrait bien interrompre cet élan. Même si le taux de diminution des nouvelles commandes s'est ralenti pour se situer à -0.61%, la version non filtrée n'a pas réussi à s'élever de façon significative jusqu'à maintenant cette année. Les industries reliées à la demande des consommateurs et des entreprises ont entraîné à la baisse les nouvelles commandes de biens durables de 2.9% en mai. La poursuite du mouvement de correction des stocks dépend de l'évolution à court terme de la demande finale, pour laquelle la baisse des nouvelles commandes n'est pas encourageante. La durée hebdomadaire moyenne du travail dans le secteur de la fabrication a diminué de 0.22% en mai.

La variation en pourcentage du prix par coût unitaire de main-d'oeuvre a continué de diminuer à un taux rapide (-0.09%), indiquant que le resserrement des liquidités des entreprises n'a pas encore cessé. La diminution survenue en dépit d'une chute (-3.2%) de la version non filtrée des coûts unitaires de main-d'oeuvre indique qu'il y a eu une augmentation de la productivité qui n'a pas été reflétée dans les salaires.

Après seize diminutions consécutives qui ont entraîné l'offre réelle de monnaie à un niveau inférieur de 15.0% à celui enregistré à son sommet de 1981, cette composante a accusé une légère augmentation de 0.11% en mai. Le marché boursier n'a pas pour autant sourciller à ces signes de raffermissement, et a continué d'enregistrer de lourdes pertes en mai devant la diminution des profits et des dividendes. L'indice du cours des actions a diminué de 3.27% après une baisse de 2.06% en avril.

L'indicateur avancé des États-Unis a diminué de 0.05% en mai, après des baisses de 0.47% en avril et de 0.88% en mars. Ce ralentissement s'explique par la deuxième hausse consécutive de l'indicateur non filtré en mai, au moment où il y avait une élévation appréciable des exportations canadiennes en direction des États-Unis. Le plafonnement de l'indicateur en juin, qui reflète en particulier la rechute de la demande des ménages, souligne la nature hésitante du redressement de l'activité des États-Unis.

# Production

La production au deuxième trimestre semble s'être repliée à un taux comparable à la forte diminution observée au premier trimestre, alors que le P.N.B. avait baissé de 2.0% et le P.I.R. de 1.6%. La forte reprise de l'industrie automobile et du commerce de détail n'a pas réussi à freiner le taux de diminution, alors que la plus grande partie du raffermissement de la demande finale était compensée par une réduction des stocks. De plus, la chute rapide de la rentabilité des sociétés depuis le milieu de 1981 a déclenché un repli considérable

des investissements des entreprises en usines et matériel au deuxième trimestre, et d'importantes diminutions ont été enregistrées dans la production des industries qui fournissent des biens d'investissement en usines et matériel.

Le produit intérieur réel a baissé de 0.1% en mai, alors qu'une forte réduction de l'activité dans le secteur de la construction compensaitune hausse de 1.0% de la production industrielle et une faible progression des branches productrices de services. La forte chute de 8.6% du secteur de la construction a reflété le retournement des mises en chantier, qui ont baissé de 35.0% au deuxième trimestre, et une nouvelle réduction des investissements des entreprises en usines et matériel. Ces baisses cycliques ont été accentuées par des grèves dans l'industrie en mai. La production industrielle se redressait fortement en mai. ce qui est quelque peu surprenant compte tenu des diminutions récentes des nouvelles commandes de produits manufacturiers alors que les intervenants économiques essayent de réduire les stocks indésirés. La production du secteur de la fabrication (+1.7%) expliquait la totalité de la progression de la production industrielle, dominée par une hausse de 6.1% dans le cas de l'industrie automobile. Il s'agissait de la quatrième augmentation consécutive dans l'industrie automobile, et la production de ce secteur a accusé une hausse de 29.7% au cours de cette période. Bien que l'on pouvait s'attendre à une certaine reprise de la production automobile après le redressement de la demande aux États-Unis en avril et en mai, l'ampleur de la reprise dans la fabrication a dépassé celle de la demande finale. Ceci a entraîné une certaine accumulation des stocks, et les horaires de production en juin reflètent un nouveau repli dans l'industrie. Il existe des indices cependant que les fabricants américains stockent délibérément des produits automobiles (notamment les pièces) en raison de la menace d'une grève au Canada en septembre. En même temps, les coûts de main-d'oeuvre dans l'industrie automobile sont restés beaucoup plus faibles au Canada (voir la rubrique La situation intérieure). Ces facteurs pourraient amortir la réduction de la production au Canada au cours de l'été. Une reprise de la production était aussi évidente dans les industries du pétrole, des minéraux non métalliques, du papier, et des aliments en mai, bien que ces augmentations sont survenues après de fortes baisses en avril. Pour l'ensemble du deuxième trimestre, seuls les véhicules automobiles vont probablement accuser une augmentation dans le secteur de la fabrication. En mai, les plus fortes baisses de la production ont été observées dans les branches reliées aux investissements des entreprises, telles que la fabrication de produits en métal (-2.8%) et les machines (-2.2%), ainsi que dans les industries de produits de consommation, notamment les textiles (-2.6%), les vêtements (-1.0%) et les meubles (-4.9%).

Les effets des importantes coupures de l'activité prévues pour les branches du secteur primaire telles que les forêts et les mines métalliques sont devenus plus apparents en mai. La production de ces industries a baissé de 5.8% et de 9.6% respectivement, et l'emploi dans les branches primaires diminuait d'environ 10.4% au deuxième trimestre. Les mines non métalliques ont baissé de 15.0% en mai, alors que la production d'amiante et de potasse était particulièrement faible en raison d'une réduction de l'activité dans le secteur de la construction. La production minière totale s'est trouvée étayée par un redressement dans le cas des combustibles minéraux, bien qu'il n'y ait peu d'indices d'une reprise des forages. La faiblesse générale de l'activité économique était également visible dans les branches productrices de services telles que les transports et les services communautaires, commerciaux et personnels en mai, et se résumait en une autre diminution de l'indice de diffusion (c'est-à-dire le pourcentage des branches d'activité accusant une tendance à la hausse de la production), qui tombait à un nouveau bas cyclique de 31.5%.

# Ménages

La plupart des indicateurs du secteur des ménages ont continué de s'affaiblir au deuxième trimestre, bien qu'il y ait certaines indications d'un raffermissement des ventes au détail. Ces dernières ont augmenté de 1.1% en volume en mai, après une progression de 0.9% en avril. Toutefois, les indicateurs avancés de la demande des consommateurs sont restés faibles, ce qui correspond à l'érosion continue de l'emploi, en baisse de 1.2% au cours du trimestre. On note quelques signes d'un raffermissement du marché du travail, alors que la durée hebdomadaire moyenne du travail en juin s'est redressée et que la durée moyenne du chômage s'est stabilisée, et on a remarque un ralentissement dans les annonces de mises à pied, après une forte augmentation pour les mois d'été. Un raffermissement du marché du travail pourrait toutefois contribuer à la poursuite du redressement récent des taux d'activité, alors que le nombre de travailleurs découragés a diminué. Le revenu du travail nominal a diminué de 1.6% en mai, alors que la baisse de l'emploi combinée à une substitution notable de l'emploi à plein temps vers l'emploi à temps partiel, ainsi que la recrudescence des effets des grèves ont accentué la faiblesse des salaires et traitements observée en avril (+0.4%). Les perspectives décourageantes des indicateurs avancés pour le logement (-23.0% en mai) laissent présager d'autres diminutions des mises en chantier, lesquelles se situent légèrement au-dessus de 100,000 depuis le mois de mai.

Selon l'enquête sur la population active, l'emploi total a diminué de 0.6% au cours du mois de juin, le dixième mois consécutif de baisse. La baisse globale ayant été enregistrée depuis septembre était de 387,000, alors que les industries primaires et manufacturières ont été les plus touchées par le retrait de l'activité. Les trois quarts de ces emplois étaient occupés par des hommes, de sorte que leur taux de chômage (10.9%) a dépassé en juin, pour la première fois depuis plusieurs années, celui des femmes qui se situait à 10.8%. L'affaiblissement beaucoup moins important de l'emploi dans les industries productrices de services, où les travailleuses sont concentrées, explique ce phénomène; on a remarqué cependant une forte substitution de l'emploi à plein temps par l'emploi à temps partiel, c'est-à-dire une perte de 314,000 emplois à temps plein au profit d'un gain de 243,000 emplois à temps partiel (ces données ne sont pas désaisonnalisées), qui étaye une dégradation simultanée de la qualité de l'emploi dans ces branches d'activités. Au cours des prochains mois, le taux des pertes d'emplois devrait s'amenuiser, bien que ceci pourrait amener les travailleurs découragés à reprendre leur recherche d'emploi. Ainsi, après une hausse de 0.4% en mai, la population active a continué de se redresser de 0.2% en juin et de 0.7% en juillet, élevant considérablement le taux de chômage qui s'établissait pour ce dernier mois à près de 12.0%. L'apaisement des forces négatives pourrait également provoquer une recrudescence des conflits de travail et des grèves, ce qui limite les chances d'un retournement de la production avant 1983.

En juin, le niveau de l'emploi a régressé de 1.5% dans les industries productrices de biens et de 0.3% dans les industries productrices de services alors que chacun des huit principaux groupes étaient à la baisse. Toutefois, la plus grande partie de la diminution du niveau désaisonnalisé de l'emploi semblait provenir du secteur manufacturier en Ontario. Cette chute de 50,000 emplois en Ontario qui survenait après deux augmentations mensuelles consécutives, notamment à cause de la reprise de la production automobile, pourrait en partie s'expliquer par le brusque retournement à la baisse depuis le début de l'année des dépenses des entreprises en investissements. En effet, la liste des mises à pied receuillies par les centres d'emploi du Canada fournissait pour l'Ontario durant ce mois plusieurs cas provenant d'industries reliés à cette composante de la demande finale. Les provinces de la Colombie-Britannique et du Québec ont été touchées à un degré moindre, ayant perdu chacune 19,000 emplois. Dans les autres provinces ou régions. l'emploi a peu varié. La diminution des mises à pied annoncées au cours de l'été pour l'automne nous porte à croire que l'impact du retournement des composantes de la demande ait en plus grande partie déjà été absorbé par la production et l'emploi. Aussi, la durée hebdomadaire du travail augmentait en juin dans toutes les principales branches d'activité. L'apparente contradiction entre l'augmentation de la durée hebdomadaire de travail et la diminution de l'emploi s'explique par le fait que l'accroissement saisonnier de l'emploi était beaucoup moins considérable qu'au cours des années précédentes, alors que les industries ont augmenté les heures de travail avant l'embauchement de nouveaux employés.

Enjuin, labaisse de l'emploi était distribuée de façon plus égale parmi les différents groupes d'âge et de sexe. Après avoir fluctué entre mars et mai autour du bas niveau atteint en février, l'emploi des personnes de 25 ans et plus (-26,000) diminuait en juin à un rythme se rapprochant de celui avant été enregistré pour ce même mois par le groupe des jeunes gens. Le niveau de l'emploi des jeunes diminuait de presque 100,000 entre février et mai, et de 36,000 en juin. Par ailleurs, le fait qu'un plus grand nombre d'étudiants qu'il y a un an fréquentaient encore l'école en juin (surtout en Ontario) biaisait les données désaisonnalisées sur l'emploi de ce groupe d'âge. Ceci surestimait le niveau de l'emploi à temps partiel (+1.3%) puisqu'un nombre beaucoup plus considérable d'étudiants qu'il y a un an détenaient en juin un emploi à temps partiel pour raison de fréquentation scolaire, et sous-estimait le niveau de l'emploi à plein temps (-1.3%) puisque moins d'étudiants qu'il y a un an étaient disponibles pour travailler à plein temps.

La population active a continué de se redresser en juin (+0.2%) et juillet (+0.7%), contribuant à élever le taux de chômage à 11.8%. Toutefois, en juin, cette hausse semble avoir touché en plus grande partie les hommes d'âge adulte, particulièrement au Québec. Même si l'on doit s'attendre à une montée de la population active et en particulier au Québec, où elle a été retranchée de 54,000 au cours de cette récession (données non désaisonnalisées), l'augmentation simultanée du nombre de travailleurs masculins découragés en juin dans cette province soulève une certaine incohérence des variations des données entre les deux mois; nous ne disposons pas des données par groupe d'âge par province. La durée moyenne du chômage a cessé de progresser à un taux rapide, se stabilisant autour de 17 semaines pour l'ensemble du Canada.

Les ventes au détail ont augmenté de 1.1% en volume en mai, ce qui marque la poursuite du raffermissement de celles-ci qui avait commencé en avril, après une forte chute de 3.2% au premier trimestre. Les trois catégories de biens ont accusé un redressement des ventes au détail en avril et en mai. Les biens durables dominaient l'augmentation en mai, avec une progression de 2.2%, bien que la répartition de la demande selon les composantes n'indique pas que l'augmentation des ventes marque le début d'un redressement cyclique. En particulier, les ventes de meubles et

d'articles ménagers ont baissé de plus de 1.0%, alors que celles de voitures ont augmenté de 0.7%. Ces composantes sont normalement les plus sensibles aux cycles des ventes au détail, en ce sens qu'elles dirigent en règle générale les cycles de la demande des consommateurs dans leur ensemble et qu'elles expliquent la plus grande partie du mouvement cyclique des ventes au détail. La lenteur de ces composantes en mai, par conséquent, atténue l'importance des fortes progressions notées pour l'équipement de loisirs (+5.1%) et les accessoires automobiles (+4.5%). La demande de biens semi-durables et non durables a progressé de 0.7% et de 0.3% respectivement, alors que les achats de vêtements, de chaussures et d'aliments ont augmenté pour le deuxième mois consécutif. Par région, le relèvement des ventes au détail nominales était concentré dans le centre du Canada. L'Ontario a accusé une hausse de 4.7%, alors que la demande au Québec s'est accrue de 6.6%, ce qui en fait la première progression appréciable depuis janvier 1981 en dépit d'une nouvelle érosion du marché du travail. Les consommateurs dans ces provinces étaient peut-être désireux d'acheter des produits au détail avant que les taxes de vente soient augmentées dans les budgets provinciaux.

L'augmentation des dépenses personnelles en biens et services au deuxième trimestre sera probablement marginale. comparativement au redressement de 0.8% des ventes au détail en avril et en mai par rapport à la moyenne du premier trimestre. Ceci s'explique en partie par une forte baisse de la consommation de produits énergétiques dans les ménages et par l'inertie de la demande de services de consommation, qui ne sont ni l'un ni l'autre inclus dans les ventes au détail. L'indicateur avancé utilisé par le Conference Board pour son enquête trimestrielle de l'opinion des consommateurs tend à confirmer que les dépenses personnelles vont de nouveau s'affaiblir à court terme. Une analyse de la Banque du Canada! révèle que les intentions des consommateurs, qui étaient tombées à des planchers records au deuxième trimestre, dirigeaient de façon significative l'évolution sous-jacente de la demande des consommateurs. L'analyse révélait également que l'indice des projets d'achat des consommateurs n'est pas un bon prédicteur de la demande des consommateurs à court terme.

<sup>&#</sup>x27;The Leading Indicator Properties of Surveyed Consumer Attitudes and Buying Intentions, par Bruce Rayfuse; Bank of Canada Technical Report 30, février 1982.

# Prix

Les effets de la faiblesse continue de la demande étaient toujours évidents en juin, avec l'augmentation modérée de 0.5% de l'indice des prix de vente dans l'industrie (après désaisonnalisation) et la chute de 0.3% de l'indice des prix des matières brutes. La récession a continué d'exercer une pression à la baisse sur les prix sensibles tels que ceux de la première transformation des métaux. La forte réévaluation du dollar américain par rapport à la devise canadienne a contribué dans une large mesure aux augmentations du niveau des prix de vente dans l'industrie, alors que les prix des exportations exprimés en dollars américains ont augmenté. D'autres augmentations des prix alimentaires et les effets des récentes hausses des taxes de vente provinciales ont contribué a relever l'indice des prix à la consommation de 1.0% en juin. La baisse du prix du boeuf dans les indices des prix des matieres brutes et de vente dans l'industrie signifiait que la pression à la hausse sur les prix alimentaires imputable au secteur de la viande fraîche pourrait se relâcher au cours des mois d'été.

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,0% en juin (avant désaisonnalisation), après des hausses de 1.4% en mai et de 0.5% en avril. Comme en mai, les mesures budgétaires provinciales telles que la hausse du taux de la taxe de vente à 9.0% au Québec et l'introduction de la taxe de vente pour divers services en Ontario contribuaient à l'augmentation mensuelle. L'accroissement de 1.0% des prix des biens représente un ralentissement appréciable par rapport à la hausse de 1.7% enregistrée en mai. Le ralentissement était dû en partie à la décélération des prix des biens durables, dont l'augmentation est tombée de 1.3% en mai à 0.2%. Ce freinage de l'augmentation correspond à la faiblesse de la tendance des prix des biens durables, ce qui comprend une diminution de l'indice pour ces produits entre décembre 1981 et avril 1982. La hausse de 0.2% en juin était principalement le résultat de l'accroissement de 0.4% des prix à l'achat des voitures, en raison de l'expiration de certains programmes de rabais offerts plus tôt en 1982. Le prix des gros articles ménagers a augmenté fortement. Le prix des autres biens durables est demeuré faible. Celui des biens semi-durables a augmenté modérément de 0.6%, une augmentation semblable à celles de 0.4% et de 0.6% des deux mois précédents. Ces augmentations restreintes reflètent dans une large mesure les hausses des prix des vêtements au cours de cette même période, alors que la demande de ces biens s'est redressée légèrement en avril et en mai par rapport aux niveaux très faibles du premier trimestre. L'augmentation de 1.4% du prix des biens non durables était la cause principale de la progression du prix de l'ensemble de ces trois catégories debiens, quoique cette augmentation soit sensiblement moins

prononcée que celle de 2.3% enregistrée en mai. Les prix alimentaires ont continué de progresser rapidement, alors que le prix des aliments achetés dans les magasins ont augmenté de 2.1%, suivant une hausse semblable en mai. Une augmentation additionnelle de 4.8% des prix de la viande était la cause principale, alors que les prix du boeuf et du porc ont continué de progresser en raison de l'accroissement de la demande et des conditions d'approvisionnement plus limitées. Il y a cependant en juin des indices que les prix de la viande fraîche se relâcheraient à court terme, alors que les prix de l'abattage et de la préparation de la viande ainsi que ceux à la ferme ont diminué pour le boeuf et se sont relâchés pour le porc. Une forte augmentation du prix des légumes frais a également contribué à la hausse des prix alimentaires. Celle-ci était en partie imputable aux augmentations saisonnières des légumes stockés tels que les choux et les pommes de terre, alors que les stocks de la récolte de l'an dernier sont bas et aussi en partie à cause des progressions du prix des tomates et du céleri qui peuvent se rattacher à la forte hausse du taux du dollar américain. Les approvisionnements intérieurs commenceront à arriver en juillet et en août, ce qui compensera en partie ces augmentations. Le bond de 2.1% des prix du tabac et de l'alcool, se rattachant à diverses mesures budgétaires provinciales, a aussi contribué à la progression des prix des biens non durables.

Le prix des services a augmenté de 1.0% en juin, après des hausses de 0.8% en avril et en mai. L'accroissement de 2.2% du prix des aliments achetés dans les restaurants était imputable dans une large mesure aux modifications de la taxe de vente au détail sur les repas pris aux restaurants et emportés en Ontario. Les autres augmentations notables dans les services ont été la progression de 0.6% de l'hébergement et un relèvement des tarifs aériens et des admissions au cinéma.

L'indice des prix de vente dans l'industrie a augmenté de 0.5%, après désaisonnalisation, suite à une augmentation semblable en mai. La hausse de 0.6% du prix des biens non durables en était la cause principale. Comme au cours des quatre derniers mois, les augmentations de prix dans les industries des aliments et boissons (+0.6% en juin), en particulier dans celle de l'abattage et de la préparation de la viande, ont été la cause principale de la hausse du prix des biens non durables. La progression de 1.9% des prix de l'abattage et de la préparation de la viande a marqué un ralentissement appréciable par rapport aux quatre mois précédents. Le prix du porc s'est ralenti en raison de la modération de la demande à l'exportation et les prix du boeuf ont diminué. Le prix de la viande fraîche a fortement augmenté au cours des quatre derniers mois en réaction à l'accroissement de la demande à l'exportation et aux restrictions de l'approvisionnement. La hausse de 1.6% des

prix de vente du papier et produits connexes a été imputable à la forte appréciation du dollar américain par rapport à la devise canadienne en juin, alors que ces prix sont exprimés en dollars américains. La demande de papier journal demeure faible à l'exportation. Les prix de vente des autres branches productrices de biens non durables telles que les vêtements, le pétrole et les produits chimiques, sont demeurés faibles.

Le prix de vente des biens durables a augmenté de 0.3%, après une hausse semblable en mai. Comme en mai, cette augmentation était imputable principalement à une forte hausse du prix du matériel de transport. L'augmentation de juin cependant a touché les pièces automobiles, et elle est probablement reliée à la forte réévaluation du dollar américain. (En mai, la progression était due à la cessation des programmes de rabais des principaux fabricants de voitures). L'autre augmentation émanait des industries des produits du bois. La hausse des prix des résineux semble imputable à des problèmes d'approvisionnement, alors que plusieurs scieries ont été fermées, et tandis que la demande à l'exportation aux États-Unis de produits du bois de construction se redresse très légèrement. Ces augmentations étaient en partie compensées par une chute de 0.5% du prix des produits de la première transformation des métaux. Les prix du cuivre sont tombés à un nouveau bas cyclique en juin. Le prix des autres branches productrices de biens durables, en particulier celles de produits électriques et de produits en métal, a accusé des augmentations modérées d'environ 0.3%.

L'indice de prix des matières brutes a baissé de 0.3% en juin, après une hausse de 1.2% en mai. Les principales causes de faiblesse étaient semblables à celles dans le cas de l'indice des prix de vente dans l'industrie. Les prix des produits d'origine animale ont diminué en raison de la chute des prix du bétail et des veaux, après quatre mois de fortes augmentations. Le prix des métaux non ferreux a baissé en raison de la diminution de 10.0% du prix du cuivre et de baisses du prix des métaux précieux. Le prix des produits du bois a baissé, et un grand nombre de scieries ont été fermées en Colombie-Britannique, alors que la demande de billes est faible et tandis que la reprise de la demande à l'exportation de résineux ne s'est pas encore répercutée sur la demande de billes non traitées. Ces diminutions sont en partie compensées par une hausse des prix des légumes (essentiellement des augmentations saisonnières pour les légumes stockés), et des carburants, des textiles et des métaux ferreux.

# Investissements des entreprises

Les dépenses en immobilisations des entreprises semblent avoir été la composante la plus faible dans la forte diminution de la demande globale au deuxième trimestre. La construction résidentielle a enregistré une forte baisse, alors que les mises en chantier se sont repliées de 35.0% au cours du trimestre, et tandis que les ventes de maisons se sont affaiblies. Les investissements des entreprises en usines et matériel ont continue à diminuer, après la chute de 6.9% en volume du premier trimestre. Les machines et la construction ont toutes les deux baisse fortement, et les perspectives à moyen terme ne sont pas encourageantes, comme l'indiquent les coupures des projets d'investissements pour 1982 et la mauvaise situation financière des sociétés, en particulier dans le secteur des mines et de la fabrication. (Pour une étude plus poussée de ces questions, voir la note analytique de ce numéro qui est intitulée "La situation financière et les intentions d'investissement des sociétés non financières.)

Les indicateurs pertinents suggèrent que la diminution des dépenses réelles des entreprises en usines et matériel au deuxième trimestre sera environ du même ordre (-6.9%) qu'au premier trimestre. La construction non résidentielle enregistrera probablement la faiblesse la plus évidente, d'après les indicateurs d'avril et de mai. Le repli était accentué par une forte hausse des effets des grèves dans l'industrie, notamment en Ontario et en Saskatchewan. En même temps, les compagnies énergétiques continuent de réduire l'exploration et le développement. Le volume des forages a baissé de 19.0% en avril et en mai, d'après les données du P.I.R., et de 30.0% depuis le début de l'année. Par contre, les forages ont baissé de 40.0% aux Etats-Unis en raison d'un surplus de pétrole brut.

La diminution des investissements des entreprises en machines et matériel au deuxième trimestre était évidente dans toutes les composantes de la demande. Les ventes de véhicules automobiles ontétéréduites par une baisse de 6.4% des achats de camions en avril et en mai. Cette faiblesse persistante des ventes de véhicules commerciaux, comparativement à la reprise des ventes de voitures en Amérique du Nord au deuxième trimestre, reflète la concentration croissante de l'affaiblissement de la demande finale émanant du secteur des entreprises au sein de l'ensemble de l'économie. Les livraisons intérieures et les importations nettes de machines et de matériel ont accusé des diminutions généralisées. Par catégorie d'utilisation finale, les plus fortes chutes en avril et en mai se sont produites dans le secteur du matériel agricole, des machines industrielles et de l'ameublement de bureau.

L'activité totale du secteur de la construction au deuxième trimestre subira les effets d'une baisse de 11.0% du volume des **travaux mis en place.** La faiblesse ininterrompue de la

construction de maisons unifamiliales, qui a baissé de près de 14.0%, et un regain de faiblesse de la construction de logements multiples expliquent cette diminution. Le renversement dans le cas des unités multiples marque la fin de la pose des fondations nécessaires pour bénéficier des concessions fiscales I.R.L.C. Les estimations du deuxième trimestre peuvent être biaisées à la hausse par la décision de plusieurs entrepreneurs de ne pas poursuivre la construction de bâtiments complets avant que le marché ne s'améliore. Toutefois, le calcul des travaux mis en place suppose que le travail se poursuit à un rythme normal. La faiblesse de la demande de logement a servi à réduire le prix des maisons neuves pendant cinq mois consécutifs, avec une baisse cumulative de 1.8% depuis le mois de janvier.

#### Fabrication

Un redressement appréciable de la demande à l'exportation au deuxième trimestre a entraîné une certaine amélioration des indicateurs de l'activité manufacturière en mai. Les livraisons ont augmenté de 0.8% en volume, notamment à cause de la hausse des ventes à l'étranger de produits automobiles et pétroliers. Le redressement des livraisons devait déclencher une légère réduction des stocks de produits finis en mai, alors que le processus de liquidation des stocks de produits finis était sensiblement en retard par rapport au cycle des stocks de matières brutes. Toutefois, les importantes coupures (\$110 millions) des stocks de matières brutes et la baisse de 0.9% des nouvelles commandes réelles au cours du mois de mai sont conformes aux nouvelles reductions de la production prévues par les entreprises au troisième trimestre (comme l'indiquent les résultats de l'enquête sur les perspectives du monde des affaires et les importantes réductions de l'emploi dans le secteur de la fabrication en juin et en juillet).

Le volume des stocks du secteur de la fabrication a diminué de \$134 millions en mai. La plus grande partie (\$110 millions) de cette diminution continuait d'émaner des stocks de matières brutes. Cette liquidation a été particulièrement évidente dans le cas des branches productrices de biens durables, dont les stocks de matières brutes ont baissé de \$78 millions en mai, après des diminutions moins importantes plus tôt en 1982. Les branches qui dépendent des investissements des entreprises dominaient cette réduction, notamment la première transformation des métaux (-\$17 millions), la fabrication de produits en métal (-\$17 millions) et les machines (-\$10 millions). Ces industries ont également réduit les stocks de matières brutes en avril, et les baisses accélérées de ceux-ci sont conformes aux réductions projetées de la production au cours des prochains mois alors que le climat des investissements des entreprises s'est détérioré rapidement. Cette diminution des horaires de production se retrouve dans les résultats de l'enquête du mois de juillet sur les perspectives du monde des affaires, qui révèle que 59.0% de l'industrie des matériaux de construction et 65.0% de celle des machines et du matériel s'attendent à une diminution de la production au troisième trimestre. La baisse des stocks a continué à un rythme accéléré pour les pièces automobiles et le matériel de transport divers.

Bien que la forte réduction des stocks de matières brutes et l'enquête sur les perspectives du monde des affaires annoncent d'autres diminutions de la production manufacturière à court terme, on constate un événement positif en mai, qui est la diminution de \$20 millions des stocks de produits finis. La réduction des stocks accumulés était plus évidente dans le cas des biens non durables tels que le pétrole (-\$7 millions), les produits chimiques (-\$6 millions), le caoutchouc (-\$6 millions) et les vêtements (-\$3 millions). Dans le cas des biens durables, la réduction de \$7 millions atouché exclusivement les métaux de première transformation.

La réduction des stocks de produits finis a été la première diminution appréciable du repli cyclique actuel, et survient sensiblement après les coupures dans le cas des matières brutes, des produits en cours et des produits achetés pour la revente. Ces trois dernières composantes ont été généralement à la baisse depuis le mois de décembre. Un retard plus important dans le processus de liquidation des stocks de produits finis a également été observé au cours de la récession de 1980, lorsque les stocks de matières brutes ont commencé à baisser en mai, ceux de produits en cours en juin, ceux de produits achetés pour la revente en juillet, et ceux de produits finis en août. Cette séquence dans la réduction des stocks selon le stade de fabrication reflète les facteurs techniques dans le contrôle de ceux-ci. Les stocks de matières brutes et de produits achetés pour la revente, par exemple, peuvent être réduits assez rapidement par une coupure des commandes auprès des fournisseurs dès qu'un repli cyclique devient évident. Les stocks de produits en cours vont commencer à se ralentir dès que la firme productrice intervient en diminuant sa propre production. Cependant, les stocks de produits finis sont plus difficiles à contrôler car ils sont en partie déterminés par la demande ainsi que par la production de la firme. Le délai inhabituellement long de la réduction des stocks de produits finis au cours du cycle actuel reflète la forte chute des livraisons. qui ont baissé de 13.0% par rapport au sommet de juillet dernier, jusqu'au redressement de 0.8% en mai. La question de savoir si la diminution de mai représente le début d'un repli cyclique pour les stocks dépend, par conséquent, en partie de la poursuite de l'accroissement des fivraisons. L'érosion continue des nouvelles commandes, qui ont baissé de 0.9% en mai, n'est pas rassurante pour ce qui est de la demande à court terme.

Le volume des livraisons a augmenté de 0.8% en mai, faisant suite à une chute de 2.0% en avril. Ce sont les branches productrices de biens non durables qui ont progresse le plus (+1.7% au total). Les livraisons de produits chimiques et pétroliers ont augmenté fortement (+7.7% et 10.2% respectivement). Ces augmentations correspondent à des hausses semblables des exportations de ces produits en mai. La tendance à court terme des ventes à l'exportation, cependant, continuait à diminuer en dépit du redressement d'un mois. Les livraisons de caoutchouc et de matières plastiques ont augmenté de 0.8%. Les ventes de cette branche se sont améliorées au cours des derniers mois, compte tenu de la reprise de l'activité dans le secteur automobile. Les livraisons de vêtements ont progressé de 1.0%, après deux mois defortes baisses, et l'on observait un retournement semblable dans le cas des aliments et boissons. La demande ne donnait que peu de signes d'amélioration dans le cas des industries du vêtement, alors que les livraisons des industries du cuir, du textile et de la bonneterie continuaient à diminuer. Les livraisons de papier et produits connexes ont continué à baisser rapidement devant l'affaiblissement de la demande à l'exportation.

Les livraisons de biens durables ont baissé de 0.1%, après des diminutions d'environ 1.0% en mars et en avril. La demande de produits reliés aux investissements des entreprises était particulièrement faible, alors que les livraisons de machines, de produits électriques et de produits en métal ont diminué de nouveau en mai. La baisse de 0.6% des ventes du secteur du matériel de transport faisait suite à une reprise au cours des trois mois précédents. Ces diminutions ont été en partie compensées par une hausse des livraisons de bois et de produits de la première transformation des métaux. Une augmentation des ventes à l'exportation a été enregistrée pour ces deux types de produits en mai.

Le volume des nouvelles commandes a baissé de 0.9% en mai, après un relèvement d'un mois de 1.2% en avril. Cette diminution a découlé d'une forte chute des nouvelles commandes des biens durables, qui a surtout touché les commandes de produits électriques (-9.1%) et de produits en métal (-17.7%). Il y a eu une autre légère augmentation des commandes de matériel de transport, après le bond de 24.0% en avril. En plus des statistiques de l'exportation, ceci était un autre signe d'une poursuite de la reprise du secteur automobile à court terme. Par ailleurs, d'autres progressions des commandes ont été enregistrées dans les secteurs des machines. des minéraux non métalliques et des produits de la première transformation des métaux, qui avaient tous accusé des baisses semblables le mois précédent. Les nouvelles commandes de biens non durables s'accroissaient de 0.9% en mai, ce qui coïncidait avec l'augmentation des livraisons de ces mêmes biens.

# Secteur extérieur

La balance commerciale a augmenté à environ \$2.0 milliards en juin. La demande intérieure n'a pas donne de signes évidents de reprise pour ce mois, alors que les importations ont baissé de 4.4% (sur la base de la balance des paiements et après désaisonnalisation). Avec l'inclusion des données de juin, la tendance à court terme a diminue de 0.8%. La reprise évidente des importations de produits automobiles au cours des mois précédents a temporairement pris fin en juin avec le ralentissement du dédouanement des voitures japonaises importées à Vancouver. La demande d'autres produits a continué de se replier à des taux rapides. La modeste reprise des exportations s'est poursuivie, alors que la tendance à court terme de celles-ci accusait une troisième augmentation consecutive (+1.1%, avec l'inclusion de l'augmentation de 4.3% des ventes en juin). L'amélioration de la demande à l'exportation a continue de se concentrer dans les ventes de produits automobiles aux Etats-Unis. Par pays, la tendance des livraisons vers le Japon a accuse une augmentation, le seul pays autre que les États-Unis à montrer une amélioration de la demande pour les produits canadiens.

En juin, les exportations ont augmenté de 4.3%, ou \$302 millions sur la base de la balance des paiements et après désaisonnalisation. Avec l'inclusion des données pour le mois de juin, la tendance à court terme (qui est en retard sur les données courantes de deux mois) a progressé de 1.1% au cours du dernier mois, ce qui est la troisième augmentation consécutive après sept mois de diminution. La reprise de la tendance des ventes à l'exportation se concentrait encore dans les livraisons de produits automobiles, de céréales, de fer et d'acier, de produits du bois, et de matériel de télécommunication. La tendance à court terme des produits automobiles s'est accrue de 9.0% avec l'inclusion des données pour le mois de juin, portant les livraisons de ces produits à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés au cours des quatre années précédentes. La reprise de la production et des livraisons d'automobiles et de pièces a été compensée en partie par l'augmentation des ventes aux États-Unis. Cependant, le relèvement des ventes n'a pas été suffisant pour empêcher une accumulation des stocks automobiles aux États-Unis. Ceci pourraitêtre une accumulation voulue en prévision d'une grève à l'automne par les Travailleurs unis de l'automobile du Canada (GM 12/7). Les fortes augmentations des ventes de blé et d'orge ont également contribué au redressement de celles à l'exportation. La reprise des ventes de produits du bois a été moins prononcée que celle du secteur automobile, et ne s'est pas reflétée par une amélioration de l'emploi et de la production dans ce secteur. Les exportations de bois de construction peuvent traduire une reconstitution des stocks aux États-Unis, alors que les mises en chantier de

logements ont donné quelques signes de reprise au cours des derniers mois. On note également un relèvement des ventes de matériel de télécommunication et d'équipement divers dans le cas des produits finals. Ces progressions ont été en partie compensées par un repli de la tendance des ventes de minerais bruts et de produits en métal. Bien que les fortes diminutions des livraisons de nickel et de cuivre pourraient être dues aux grèves dans l'industrie minière en juin, la faiblesse de la demande se traduisait également par des prix bas pour ces métaux, alors que les prix du cuivre sont tombés à un nouveau bas cyclique sur les marchés mondiaux en juin. La demande à l'exportation de papier journal, de produits chimiques, de pétrole, de gaz naturel ainsi que de machines industrielles s'est affaiblie de nouveau, comme l'indique l'accentuation de la tendance à la baisse des ventes de ces biens. Par pays, la reprise des ventes à l'exportation était attribuable dans une large mesure au redressement de la demande du marché américain, tandis que la tendance des exportations vers le Japon a également donné quelques signes de reprise. La tendance à court terme des exportations vers les autres pays a continué de diminuer.

Les importations ont baissé de 4.4%, ou \$244 millions en juin. après une baisse semblable en mai. Avec l'inclusion des données du mois de juin, la tendance à court terme des importations a accusé une baisse de 0.8%, après une diminution semblable le mois précédent. Ce taux de diminution représente un ralentissement appréciable par rapport aux baisses de 3.0% en moyenne par mois entre octobre et décembre 1981. Bien que le ralentissement du taux de diminution s'explique par une reprise des importations de produits automobiles (reliée à la reprise des exportations de ces produits), en juin le ralentissement du dédouanement des voitures japonaises importées à Vancouver a entraîné la tendance à augmenter au même rythme que le mois précédent. Ces effets devraient prendre fin bientôt puisque le ralentissement du dédouanement des voitures japonaises s'est terminé à la mi-juillet. La demande intérieure est demeurée faible pour la plupart des autres biens, en particulier les machines et le matériel, les produits chimiques, le fer et l'acier ainsi que le pétrole brut. La tendance à court terme des importations de ces biens a baissé à des taux compris entre 2.0% et 5.0%, qui sont semblables à ceux enregistrés les deux mois précédents.

#### Économie Internationale

Le taux d'inflation de la Communauté économique européenne (C.E.E.) a augmenté de 0.7% en juin pour atteindre un niveau supérieur de 10.4% à celui d'un an plus tôt. L'inflation en Europe demeure sensiblement supérieure à la moyenne de l'O.C.D.E. de 8.4%, reflétant ainsi la meilleure performance des États-Unis (+7.1%) et du Japon (+2.5%). Le taux de chômage de la C.É.E. a passé de 8.9% à 9.1% en juin, bien que ce chiffre soit inférieur au sommet de 9.5% enregistré par la C.É.E. en janvier et au taux de 9.5% aux Etats-Unis en juin. Près de 40% des chômeurs de la C.E.E. avaient moins de 25 ans, et le chômage au sein de celle-ci a augmenté chaque année depuis le premier choc pétrolier de l'O.P.E.P. en 1974.

La revue semi-annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) affirme que la récession qui avait commencé au début de 1981 dans les 24 pays membres entre dans une nouvelle phase. La réduction de la production associée à l'augmentation des prix pétroliers devrait se terminer en 1983, lorsque la production va, selon les prévisions, augmenter de 2.5%. Les mises en stocks des entreprises et la consommation du secteur privé vont dominer la reprise, alors que le déficit combiné du compte courant passera de \$15.3 milliards (É.-U.) à \$20.3 milliards. On ne prévoit pas de reprise soutenue des investissements dans le secteur privé et le manque de confiance de la part des entrepreneurs soulève des "incertitudes" pour la reprise. L'inflation demeurera obstinément élevée à 7.5% en 1983 contre 8.3% en 1982 et un sommet de 13.0% en 1980, alors que le chômage pourrait approcher les 32 millions (soit environ 9.0% de la population active). Les signes d'une reprise du cycle économique sont menacés par les politiques monétaires toujours restrictives dans plusieurs pays, en particulier les États-Unis. Le rapport de l'O.C.D.É. affirme "qu'il y a des inquiétudes en général que les taux d'intérêt réels empêchent sérieusement la reprise désirée des investissements privés, et ceci est accru par la détérioration de la situation financière des sociétés dans certains pays. Plus une forte reprise des investissements est retardée, plus les risques augmentent" (GM, LeD 7/7).

Les indicateurs de la performance économique de l'Allemagne de l'Ouest ne donnent que peu de signes de l'amélioration qui avait été fortement prédite au début de 1982. La production industrielle a donné peu de signes de sortir de sa récession la plus prolongée depuis 1945, et stagnait en mai après la chute de 0.5% en avril. La plus grande partie de la diminution a traduit une chute de 8.0% des commandes des industries d'exportation depuis le mois de février. La faiblesse des commandes à l'exportation était également reflétée dans le quasi-effondrement financier du groupe de produits électriques AEG-Telefunken, jusqu'à ce que le gouvernement ait sauvé l'entreprise avec des prêts garantis de \$241 millions pour les contrats à l'exportation (FT 3-15/7). L'inflation au niveau des prix à la consommation a augmenté de 1.0% en mai (et de 5.8% au cours de l'année écoulée), alors que les impôts ont progressé et que les prix pétroliers se sont accrus.

Les indicateurs économiques pour le Royaume-Uni accusaient une certaine amélioration en mai et en juin, bien que les progrès au niveau de l'inflation et de la production étaient très progressifs, alors que le chômage continuait d'augmenter moins rapidement. La production manufacturière s'est accrue de 1.5% au cours des trois mois se terminant en mai, et a maintenant dépassé de 2.0% le niveau du creux record du deuxième trimestre de 1981. Les indicateurs avancés à court et à long terme prévoient une reprise graduelle et continue de la production au deuxième semestre de 1982. L'indice des prix de detail s'accélérait légèrement au cours des trois derniers mois, et son niveau de juin a dépassé de 9.7% celui d'un an plus tôt. Les gains horaires moyens ont augmenté de 10.3% au cours de l'année qui s'est terminée en mai. Ce relâchement progressif ainsi qu'une forte augmentation de la productivité a ramené le taux de croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre d'une année à l'autre à 3.0%, le plus bas niveau des pays de l'O.C.D.E. Toutefois, le relâchement des coûts de maind'oeuvre imputable aux coupures de l'emploi s'est traduit par une autre augmentation du taux de chômage, qui passe à 12.3% en juillet, comparativement à un sommet de 19.0% en 1933.

# **Économie des États-Unis**

Le P.N.B. réel a augmenté de 0.4% au deuxième trimestre. La production totale était inférieure de 1.7% à son niveau d'un an plus tôt, comparativement à une chute de 6.0% environ au Canada au cours de cette même période. L'augmentation de 0.7% de la demande des consommateurs était dominée par une forte hausse des ventes de voitures. Un ralentissement tresfort desliquidations des stocks (-\$6.6 milliards, comparativement à -\$15.4 milliards le trimestre précédent) correspondait à ce raffermissement de la demande. La construction résidentielle a augmenté de 0.7%, alors que les mises en chantier de logements se sont accrues de 3.9% au cours du trimestre. Les dépenses des entreprises en usines et matériel ont continué de se replier devant la forte chute des achats de matériel (-3.2%) et le ralentissement de la pose de fondations à +0.4%. L'inflation, mesurée par l'indice de déflation de la D.N.B., est demeurée à un taux annuel de 4.6%. Ce relâchement a reflété des augmentations toujours modérées des prix à la consommation (+3.6%) et du logement (+2.2%) et d'autres hausses des termes de l'échange (+10.0% au cours de l'année

Laforme des données coïncidantes indique que la totalité de la progression du P.N.B. s'est produite au début du deuxième trimestre. Cependant, les données de juin et de juillet révélaient des signes croissants d'un nouvel affaiblissement de l'activité économique. Cette tendance est particulièrement évidente

dans le cas des ventes au détail en valeur nominale, qui ont baissé de 1.5% en juin, après des hausses de 1.2% et de 2.7% en avril et en mai. La diminution en juin a été la plus importante de la récession actuelle, et elle a été amplifiée par la hausse de 1.0% de l'I.P.C. Les ventes unitaires de voitures nordaméricaines ont passé d'un taux annuel de 6.3 millions unités en mai à 4.6 millions en juin, et celles-ci sont demeurées en-dessous de 5.0 millions à la mi-juillet. Comme la production automobile a augmenté de façon soutenue, passant de 4.7 millions d'unités au début du trimestre (et du creux cyclique de 3.6 millions en janvier), à 5.9 millions d'unités en juin, il était inévitable que les stocks s'accumulent. Les stocks unitaires de voitures neuves représentaient 79 jours d'approvisionnement à la fin de juin contre 52 jours un mois plus tôt. La chute de la demande des consommateurs reflète le repli de l'indice de la confiance des consommateurs du Conference Board en juin, qui est tombé de 58.3 à 57.1, alors que les taux d'intérêt ont remonté, que le chômage a passé à 9.8% en juillet et que les salaires réels s'étaient comprimés par un ralentissement des règlements salariaux et une accélération de l'inflation.

La production industrielle a baissé de 0.7% en juin, portant la baisse entre le sommet et le creux à 10.1% depuis le mois de juillet. Les importantes coupures dans le cas des biens d'équipement des entreprises (-2.7%) et des matériaux de construction (-0.7%) ont plus que compensé l'augmentation de 0.1% des biens de consommation. Les perspectives à court terme de la production industrielle ne sont pas très intéressantes, particulièrement compte tenude la reprise des fermetures d'usines et des mises à pied dans l'industrie automobile (au moins 9 usines automobiles ont été fermées temporairement en juillet). On observe également un regain de faiblesse dans le cas des forages et de l'industrie des semi-conducteurs, qui avaient contribué à réanimer l'activité économique plus tôt au deuxième trimestre. L'indicateur avancé reflète une partie de cette faiblesse, puisqu'il est demeuré inchangé en juin après deux augmentations consécutives. L'affaiblissement de l'indicateur avancé s'explique dans une large mesure par les baisses des commandes de l'industrie manufacturière en biens de consommation et marchands ainsi que par la diminution de la semaine de travail. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1.0% en juin, après une hausse semblable en mai. La plus grande partie de cette augmentation traduisait les prix élevés de l'énergie et du logement, en dépit d'une diminution du coût des hypothèques. L'accélération de l'I.P.C. se poursuivra en juillet, selon le Bureau of Labor Statistics, bien qu'il estime que la tendance sous-jacente de l'inflation retournera à environ 7.0% d'ici la fin de l'année.

## Marchés financiers

Le président de la Réserve fédérale, Paul Volcker, a affirmé devant le Senate Banking Committee que la Réserve est prête à tolèrer "pendant quelque temps" un certain dépassement des fourchettes monétaires et une réduction des taux d'intérêt. La Réserve est maintenant convaincue qu'une partie de l'augmentation de la demande de monnaie en 1982 s'explique par des raisons de précaution plutôt que par des transactions, alors que les gens ont transféré leur argent vers des types de liquidités rapportant intérêt tels que les commandes négociables de comptes de retrait (N.O.W.). En particulier, l'intégralité de l'accroissement de M1 cette année peut être attribuée à un déplacement des petits comptes d'épargne, qui ne sont pas inclus dans la définition de M1, vers les comptes N.O.W. qui y figurent. Ce changement institutionnel expliquerait pourquoi la vélocité (le ratio du P.N.B. à l'offre de monnaie) augmente moins rapidement que les 3.0-4.0% prévus par la Réserve. En même temps, les réserves bancaires ont augmenté continuellement au cours de l'année. Ce facteur répond en partie à la question de savoir pourquoi la croissance réelle de l'offre de monnaie dépasse sa fourchette visée lors que le staux d'intérêt. les taux de change et l'économie réelle semblent tous suggérer un crédit très resserré (LeD 29/7, GM 29/7, FT 21/7).

Volcker a appuyé la prédiction du *Congressional Budget Office* selon laquelle le déficit du gouvernement fédéral passera à \$140-150 milliards au cours de l'exercice 1983, soit sensiblement plus que le déficit de \$110-114 milliards prévu par l'Administration. Les emprunts publics élevés vont maintenir une pression à la hausse sur les taux d'intérêt, selon Volcker, tandis que la Réserve fédérale maintiendra sa fourchette monétaire visée pour M1 à 2.5%-5.5% en 1983. Volcker a exprimé sa conviction que "le courant inflationniste s'est renversé de façon fondamentale", en particulier la tendance des salaires nominaux (FT 21/7).

Les taux d'intérêt au Canada ont sensiblement baissé en juillet en réaction à une forte chute des taux d'intérêt aux Etats-Unis et au raffermissement du dollar canadien. Le taux d'escompte de la Banque du Canada a baissé de 108 points de base à 15.5%, tandis que le taux privilégié baissait de 100 points de base à 17.25%. Les rendements des obligations du Canada à vingt ans ont diminué d'environ 50 points de base, pour tomber juste en dessous de 16.0%. En dépit de la diminution appréciable des taux d'intérêt au Canada, les taux d'intérêt aux États-Unis ont diminué encore plus brusquement, contribuant à un élargissement du différentiel d'intérêt entre le Canada et les États-Unis. La Banque du Canada a pris des mesures pour limiter la diminution des taux d'intérêt au pays en vendant des bons du Trésor, entraînant par conséquent une réduction de la masse monétaire. Le différentiel accru des taux

d'intérêt a permis au dollar canadien de regagner en juillet la plus grande partie de la baisse de sa valeur parrapport au dollar américain en juin. Le dollar canadien a augmenté de 237 points de base pour passer à 79.85 cents (E.-U.).

Les taux d'intérêt aux États-Unis ont diminué considérablement en juillet, les taux à court terme diminuant beaucoup plus rapidement que les taux des échéances à plus long terme. Ainsi, les rendements des instruments du marché monétaire à 90 jours ont baissé d'environ 300 points de base, comparativement à une diminution d'environ 100 points de base sur les bons du Trésor à vingt ans. La Réserve fédérale a réduit deux fois le taux d'escompte de 0.5%, le ramenant à 11.0% à la fin du mois. La forte poussée de la croissance de la masse monétaire que l'on prévoyait au début de juillet s'est révélée beaucoup moins considérable que prévue. Pour cette raison, la Réserve fédérale n'apas eu à resserrer le crédit, comme s'y attendaient les marchés monétaires, et celle-ci a été plutôt en mesure d'augmenter les réserves du système bancaire. Après la faillite de Penn Square Bank de l'Oklahoma, la Réserve fédérale est devenue plus agressive dans la prestation de réserves bancaires. Les besoins de financement élevés prévus du Trésor et le désir des sociétés de redresser leurs bilans en passant d'un financement à court terme à un financement à long terme ont servi à freiner la diminution des rendements obligataires. L'annonce d'une émission d'obligations de \$500 millions sur 25 ans par I.B.M., par exemple, a poussé le stock d'obligations non garanties et invendues aux États-Unis à \$11.3 milliards (FT 20/7).

# Les banques

La santé du secteur bancaire en Amérique du Nord et en Europe a été le centre de spéculations accrues en juillet. Les inquiétudes tournaient autour du nombre croissant de mauvaises dettes détenues par les consommateurs, les entreprises et les gouvernements étrangers qui ne peuvent plus produire les liquidités nécessaires au service de la dette avec les taux d'intérêt actuels. Les manifestations visibles de ces craintes ont pris la forme de fortes baisses du cours des actions bancaires, la détérioration des prix des obligations, une retrogradation générale des cotes de crédit des banques et une forte augmentation des pertes sur prêts. En même temps, l'effondrement de Penn Square Bank aux Etats-Unis et de Banco Ambrosiano Holdings du Luxembourg indique l'existence de lacunes dans la surveillance et la reglementation d'un système financier qui est de plus en plus complexe et sophistiqué.

La Banque des règlements internationaux (B.R.I.) estime que plus de \$200 milliards de dettes bancaires internationales en cours sont de "qualité douteuse ou potentiellement incertaine". Les plus grands risques étaient attachés aux prêts consentis aux pays de l'Europe de l'est (qui ont \$80 milliards de dettes aux banques B.R.I.) et de l'Amérique latine (\$220 milliards de dettes). Le refinancement des dettes détenues par la Pologne, la Roumanie et le Costa Rica au cours de l'année écoulée et la demande de l'Argentine de refinancer sa dette de \$36 milliards en sont des exemples. Les inquiétudes à propos des \$60 milliards de dettes du Mexique n'ont pas été allégées par la révélation que le Mexique avait dû utiliser \$600 millions sur les \$700 millions de sa ligne de crédit auprès de la Réserve fédérale américaine pour payer ses importations en avril (FT 13/7).

Les préoccupations concernant la santé du secteur bancaire en Europe tournaient autour de la défaillance de Banco Ambrosiano du Luxembourg à propos des \$400 millions de dettes détenues par un consortium de 250 banques. La société mère italienne, Banco Ambrosiano, la première banque privée en Italie, ne fournira aucune aide en raison de ses propres difficultés financières. Elle a été soutenue par un consortium de six autres banques, lorsque des enquêteurs de la Banque d'Italie ont demandé des renseignements sur les prêts de \$1.4 milliard consentis à un certain nombre de compagnies panaméennes qui seraient contrôlées par la Banque du Vatican (Institute per le Opere di Religione). On ne sait encore si Banco Ambrosiano et sa dette de \$1.4 milliard feront l'objet d'une liquidation ou seront reconstituées sous une autre administration. Les banques du consortium demandaient que la Banque soit mise en liquidation afin d'empêcher d'importantes pertes pour elles. La Banque d'Italie, qui a seul le pouvoir d'entreprendre une procédure de liquidation, a préféré sauver celle-ci afin de maintenir la confiance dans le système financier italien. Le 9 août, la Banque d'Italie a changé d'avis et a décidé de mettre Banco Ambrosiano en liquidation obligatoire (GM 5/8, FT 16-17/7, Ecst 24/7, NYT 19/7).

Les complications imputables à l'effondrement de la filiale au Luxembourg de Banco Ambrosiano montrent que les règlements et la surveillance des banques centrales n'ont pas suivi la croissance de la taille et de la complexité du système bancaire international. Il n'existe pas de prêteur de dernier ressort dans le système bancaire international (contrairement au système commercial international, où les pays dont la balance des paiements est en crise peuvent s'adresser au Fonds monétaire international en dernier recours). L'opération de sauvetage italienne du groupe Ambrosiano est à l'heure actuelle limitée à ses activités nationales, et ne

touche pas ses opérations à l'étranger. Pour cette raison, la filiale au Luxembourg a été incapable de rembourser \$400 millions de prêts aux 250 autres banques. La principale préoccupation des banquiers n'est pas l'ampleur des pertes exagérées, mais plutôt le défi que la défaillance représente pour l'accord de Bâle sur la répartition de la responsabilité des banques centrales pour tous les centres financiers à l'extérieur. L'accord de Bâle a été conclu en 1974 pour garantir le soutien de la banque centrale aux banques aux prises à des difficultés financières; cependant, l'accord est vague pour ce qui est de la responsabilité des filiales à l'étranger. Ce problème se complique dans le cas de l'affaire Ambrosiano, puisque ses opérations au Luxembourg ne sont pas techniquement celles d'une banque. Par conséquent, la Banque d'Italie a refusé d'accepter la responsabilité de la défaillance (FT 22/7, Esct 24/7).

Les principales banques canadiennes et américaines ont dû faire face à une importante vente de leurs émissions d'obligations et d'actions en juillet. Les préoccupations des investisseurs étaient bien mises en évidence par les causes de l'effondrement de Penn Square Bank le 5 juillet (avec des actifs de \$500 millions). Penn Square Bank avait 80.0% de ses affaires dans les branches de services reliées à l'énergie en Oklahoma. Le repli des prix mondiaux du pétrole a déclenché une chute de 40.0% des forages cette année, et les compagnies de services pétroliers ont eu des difficultés à régler leurs dettes. Les branches d'activité reliées à l'énergie représentent 17.6% de tous les prêts bancaires consentis en 1982. La faillite de Dresco Energy Services, compagnie de forages pétroliers avec un actif de \$250 millions, est l'exemple le plus frappant des problèmes de ce secteur. Les répercussions de la faillite de Penn Square ont abouti à une perte de \$61 millions au deuxième trimestre pour la Continental Illinois Bank de Chicago, la plus importante perte trimestrielle d'une banque américaine, qui a dû amortir \$220 millions sur le milliard de dollars de prêts qu'elle a rachetés de Penn Square. La Banque a annoncé qu'elle a temporairement cessé de négocier des obligations d'épargne en raison de sa faible cote de crédit après cette perte trimestrielle. La Chase Manhattan Bank a également déclaré une perte de \$6 millions au deuxième trimestre, alors que Drysdale Government Securities ne pouvait pas payer des intérêts de \$285 millions en mai; au total, huit des guinze premières banques américaines ont annoncé une diminution des bénéfices au deuxième trimestre (Ecst 24/7, BW 26/7, GM 22/7, FT 1-10/7, CP 29/7).

Les répercussions de l'effondrement de *Penn Square Bank* et de *Drysdale Securities* sur les principales banques font ressortir l'interdépendance du système financier, et ont soulevé des questions à propos de l'efficacité de la surveillance du système financier par la banque centrale. Des enquêtes sont maintenant en cours concernant le retard du bureau du contrôleur à détecter les problèmes d'opération de *Penn Square*. Le bureau du contrôleur liste actuellement 9 banques sur le point de s'effrondrer, 32 comme ayant des problèmes et 260 comme ayant des faiblesses de fonctionnement. *Penn State* a été listée dans cette dernière catégorie jusqu'en avril 1982, lorsqu'une vérification révélait que la banque était en fait au bord de l'effondrement (Ecst 24/7, Euromoney, juillet 1982).

La cote de crédit des cinq principales banques à charte du Canada a été réduite par la Dominion Bank Rating Service en juillet en raison de la faiblesse de l'économie et de la forte concentration des prêts à des compagnies individuelles. Le Rating Service soulignait que les banques à charte ont une cote de crédit supérieure, avec peu de chances de faire faillite. La plus grande partie du sentiment négatif des investisseurs à l'égard des banques à charte se concentrait sur la dette de \$4.1 milliards de Dome Petroleum, selon les journeaux. (Dome doit un autre \$1.5 milliard aux banques étrangères). Dome Petroleum a contracté la plus grande partie de sa dette au cours de la vague de prises de contrôle par des compagnies canadiennes qui a suivi l'annonce du

Programme énergétique national en septembre 1980 (au cours des 16 mois se terminant en 1982, les prises de contrôle dans le secteur énergétique au Canada ont été d'environ \$7.5 milliards; la prime moyenne des offres publiques d'achat a été de 55.0% du précédent sommet boursier des actions de la compagnie visée). Les autres compagnies canadiennes qui ont des difficultés à rembourser leurs dettes, selon les journeaux, comprennent Sulpetro Ltd. (avec \$600 millions de prêts bancaires), Turbo Resources Ltd. (\$300 millions) et Massey Ferguson Ltd. (\$400 millions). Les provisions pour pertes sur prêts des banques à charte devraient selon les prévisions passer de \$773 millions au cours de l'exercice 1981 à environ \$1.7 milliard au cours de celui de 1982. L'augmentation des prêts non rentables a contribué à ramener l'indice des banques de la bourse de Toronto à son niveau le plus bas des quatre dernières années en juillet, tandis que la plupart des maisons de courtage en obligations européennes suspendaient les opérations sur les titres émis par la Banque canadienne impériale de commerce (B.C.I.C.). Cette dernière a pris l'initiative d'imposer un plafond sur les prêts aux clients individuels de 15.0% de son capital de base. (L'Inspecteur général des banques a suggéré une limite de 50.0% pour les banques.) Le prêt de \$1.0 milliard consenti à Dome Petroleum au cours des deux dernières années représente un peu plus de 40.0% du capital et des réserves de \$2.3 milliards de la B.C.I.C. au 30 avril.

# Nouvelles générales

#### La situation internationale

Les prix du pétrole brut sur le marché au comptant de Rotterdam ont chuté à environ \$31 É.-U. au début de juillet avant de se raffermir devant la reprise des hostilités entre l'!ran et l'Iraq. L'accroissement de la production de l'O.P.E.P., dépassant d'environ 1.1 million de barils par jour (bl/j) le plafond de 17.5 millions bl/j explique l'affaiblissement des prix par rapport à juin. Le gonflement de la production était particulièrement évident dans le cas du Venezuela (dont la production est de 1.8 million bl/j, comparativement à un quota de 1.5 million), de la Lybie (1.3 million bl/j, comparativement à un quota de 0.75 million), de l'Iran et du Nigeria. Ces pays ont dépassé les quotas fixés aux réunions de l'O.P.E.P. en mars en raison de la détérioration de leur balance des paiements. La Banque des règlements internationaux (B.R.I.) estimait que l'excédent commercial des pays de l'O.P.E.P. a pratiquement disparu au cours du premier semestre de 1982, alors qu'il y avait des excédents de \$121 milliards en 1980 et \$66 milliards en 1981. La B.R.I. remarquait qu'un renversement semblable s'était produit au milieu des années 70, après la première augmentation des prix de l'O.P.E.P. en 1973. Toutefois, le renversement de 1982 est le résultat d'une chute d'un tiers du volume des exportations de pétrole, alors que la baisse du milieu des années 70 s'expliquait par la hausse de la demande à l'importation (LeD 14/7, GM 28/7, FT 2-19/7).

Les économistes de l'énergie demeurent prudents à propos des perspectives d'un surplus persistant des marchés mondiaux en pétrole. En particulier, il y avait des indices que les réductions de stocks des compagnies pétrolières ne se poursuivront pas au rythme rapide de l'année écoulée. Par exemple, les conglomérats Shell Oil et British Petroleum en Amérique du Nord ont annoncé qu'ils cesseront leur politique de réduction des stocks de pétrole (au cours de l'année écoulée, Shell a vendu 50 millions de barils pris sur ses stocks de pétrole brut pour une valeur de \$1.5 milliard sur les marchés au comptant, tandis que B.P. vendait 60 millions de barils, d'une valeur de \$2 milliards). À plus long terme, l'International Energy Association prévient que les risques d'un autre choc pétrolier augmentent. Ces risques s'expliquent par la dépendance toujours élevée à l'égard du pétrole et des importations de pétrole des pays industrialisés. L'I.E.A. affirmait que la diminution récente des prix du pétrole a freiné les investissements dans d'autres sources d'énergie telles que le charbon et les carburants synthétiques (LeD 7/7, FT29/6, GM 9/8).

Les 17 pays membres du comité d'aide au développement de l'O.C.D.É. signalent que l'aide directe des pays industrialisés a baissé de 3.8% en volume l'année précédente. Cette diminution reflétait dans une large mesure la chute de 50.0% de l'aide américaine aux organismes multilatéraux. En pourcentage du

P.N.B., l'aide directe des pays de l'O.C.D.E. est tombée à 0.35% en 1981, de 0.38% en 1980, et 0.52% en 1961. Les pays moins développés vont trouver les autres possibilités d'aide directe plus onéreuses après l'annonce de la Banque mondiale qu'elle réduirait l'échéance de ses prêts et rectifierait les taux d'intérêt sur les prêts tous les six mois. Ceci représente un changement appréciable des politiques de prêt de la Banque mondiale, qui l'année dernière offrait un taux d'intérêt moyen de 11.6% sur les prêts avec une échéance de 15 ans (Ecst 3/7, LeD 5/7). Jacques de Larosière, Directeur du Fonds monétaire international, affirmait que les politiques restrictives et les taux d'intérêt élevés des pays industrialisés se sont reflétés dans les coupures des revenus des particuliers pour la grande majorité des pays moins développés et non pétroliers (NYJC 14/7). La détérioration de la conjoncture économique dans les pays moins développés en juillet a touché surtout le Soudan et l'Argentine. Le Soudan était incapable de rembourser \$22 millions sous forme d'intérêts au titre de ses dettes bancaires commerciales (qui avaient elles-mêmes été renégociées en décembre) en raison d'une crise de liquidité imputable à la faiblesse des cours des marchandises. L'Argentine a annoncé qu'elle essaierait de renégocier sa dette étrangère de \$36 milliards. En même temps, le gouvernement a annoncé une dévaluation de 22.0% du peso (la troisième cette année) et a abandonné son programme de marché libre et de politiques économiques monétaristes vieux de six ans (GM 7/7, FT 3/7).

## La situation intérieure

L'enquête du Conference Board sur l'attitude des entreprises au deuxième trimestre révélait un pessimisme profond à propos de l'évolution à court terme de l'économie canadienne. Près de la moitié (47.8%) des répondants croient que l'économie continuera de se détériorer au deuxième semestre de l'année, comparativement à 40.8% d'après les chiffres de l'enquête pour le premier trimestre. Un taux record de 79.3% des firmes estimait que ce n'était pas le moment d'investir, alors que la situation financière des sociétés s'est détériorée dans pratiquement tous les secteurs de l'économie. En plus des difficultés financières bien connues de grandes sociétés telles que International Harvester, Massey-Ferguson et Dome Petroleum, la Banque de Montréal aidentifié les branches dans les secteurs des affaires immobilières, de la construction, des grands magasins, des concessionnaires automobiles et du bois de construction qui connaissent un resserrement important de leurs liquidités (FT 12/7, GM 2/7).

L'industrie minière canadienne commence l'été avec une vague de congés prolongés et des coupures de production dans les mines et les usines de traitement. L'Association

minière du Canada estime que près de 50.0% de la capacité de production sera oisive au début de l'automne, et que 60,000 des 130,000 travailleurs de l'industrie seront mis à pied cet été. Le président de Sherritt Gordon Mines Ltd., David Thomas, caractérisait la situation de l'industrie comme "la plus grande dépression de ce siècle", particulièrement pour ce qui est des bénéfices. L'enquête du Financial Times of Canada des bénéfices du deuxième trimestre des vingt première entreprises minières au Canada a révélé une perte combinée de \$117 millions, comparativement à un bénéfice de \$156 millions un an plus tôt. Seulement six des vingt entreprises n'ont pas enregistré de pertes au deuxième trimestre. Cette forte chute de la rentabilité minière reflète une baisse moyenne de 31.0% du prix des métaux de base et précieux au cours de l'année écoulée. Cette faiblesse a déclenché une chute de 45.0% du cours des actions minières à la bourse de Toronto durant l'année précédente. Les règlements salariaux modérés récents, (comme, par exemple, le règlement récent conclu avec Inco à Sudbury) traduisent l'indifférence des employeurs aux menaces de grève et l'attitude plus coopérative des syndicats dans la conjoncture actuelle. Les effets des mises à pied sur le revenu du travail de l'industrie minière sont amplifiés par les salaires relativement élevés dans ce secteur (les gains hebdomadaires moyens de l'industrie minière en avril 1982 étaient de \$599.40, alors que la moyenne pour l'ensemble de l'économie était de \$386.90) (LeD 15/7, FP 10/7).

L'indice de l'attitude des consommateurs du Conference Board est tombé à son plus bas niveau depuis 1960, soit 54.8 au deuxième trimestre, en baisse de 41 points par rapport au sommet du début de 1981. Les préoccupations devant la montée du chômage et la détérioration de la situation financière expliquent le manque de confiance persistant des consommateurs dans l'économie. Il y avait une légère augmentation, de 11.7% à 12.0%, du pourcentage de consommateurs qui envisagent de faire un achat important. Cependant, le Conference Board a concluqu'en raison des craintes d'autres mises à pied, "le taux de l'épargne personnelle demeurera à des niveaux records ou presque, et les dépenses des consommateurs vont rester faibles à court terme" (FP 24/7).

La demande de l'administration fédérale aux provinces de suivre la **ligne directrice des prix et des salaires** de 6.0% et 5.0% comprise dans le budget de juin n'areçu que peu d'appuis directs. La Nouvelle-Ecosse va appliquer la ligne directrice aux employés non syndiqués, tandis que la Colombie-Britannique a donné son accord. Presque immédiatement après, cependant, près de 50,000 fonctionnaires de la Colombie-Britannique ont déclenché la grève. L'administration fédérale a poussé de façon agressive l'application de ces lignes directrices dans son domaine de juridiction. Le gouvernement

n'aidera pas les compagnies canadiennes qui n'observent pas les lignes directrices. Ces nouvelles mesures toucheront les 1,800 compagnies qui ont reçu environ \$7.0 milliards en subventions ou prêts préférentiels directs l'année dernière. Ces chiffres ne comprennent pas l'aide consentier écemment à Dome Petroleum (celle-ci a reçu \$100 millions de prêts garantis de Petro-Canada, l'aide publique directe devant être renégociée avec les banques à charte qui détiennent \$4.1 milliards de dettes pour Dome Petroleum) et Maislin Ltd. (qui a reçu \$34 millions sous forme de prêts garantis). Le gouvernement a également annoncé que les compagnies réglementées, notamment Bell Canada et Air Canada, devront suivre à la lettre les augmentations de prix de 6.0% et de 5.0% au cours des deux prochaines années, malgré les protestations initiales de ces deux entreprises (FT 26/7, GM 7/8).

Le Conference Board du Canada rejoint le nombre croissant d'analystes qui s'attendent à une reprise de la production au troisième trimestre. Le Conference Boards'attendà un redressement de 0.6% au troisième trimestre en raison de la réduction du taux de liquidation des stocks. La reprise va se raffermir au quatrième trimestre, alors que l'on s'attend à une relance de la demande des consommateurs et à l'exportation. Data Resources Inc. du Canada estime que le P.N.B. se redressera au troisième trimestre, mais prévoit qu'une grève par les travailleurs de l'automobile va réduire la production au quatrième (FTC 2/8). La Banque Toronto-Dominion prévoit un raffermissement de la demande des consommateurs et à l'exportation et à une fin des réductions de stocks qui relèveront la production à la fin de l'été (OC 29/7). McLeod Young Weir Ltd. suggérait que les résultats économiques pour le mois de mai "signalaient probablement un point tournant possible", particulièrement lorsque les commandes et la production du secteur de la fabrication ont augmenté. Aucune de ces firmes ne prévoit un relâchement appréciable des taux d'intérêt au second semestre de l'année. Pitfield MacKay Ross Ltd. soutenait que ceci contribuera à une autre détérioration du bilan des sociétés et de la production au troisième trimestre, quoiqu'il y aura un affaiblissement dutaux de diminution (FTC 2/8). La publication au début d'août de statistiques indiquant que le mois de juillet a été marqué par une forte chute des ventes de voitures, une vive remontée du chômage et une vague de grèves en Colombie-Britannique a poussé les analystes (tel que Woods Gordon) à réévaluer rapidement la probabilité d'une augmentation de la production au troisième trimestre (GM 20/7, 10/8). L'enquête de juillet auprès des gérants des achats a accusé la plus importante chute de la fabrication et des livraisons depuis décembre dernier. L'enquête des États-Unis auprès des gérants des achats a aussi révélé "qu'il n'y avait aucune évidence d'un retournement dans le secteur manufacturier en juillet" (GM 10/8).

Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives ont commencé le 14 juillet entre les Travailleurs unis de l'automobile du Canada et les employeurs. La convention collective actuelle vient à expiration le 15 septembre, et Ford et General Motors reconnaissent qu'ils stockent des pièces et des châssis automobiles aux Etats-Unis en prévision d'une grève au Canada dans l'une de ces entreprises. General Motors a ouvertles négociations en réclamant une réduction des congés payés et un relâchement des règlements du travail afin d'accroître la productivité. Les T.U.A. ont refusé avec véhémence de faire des concessions et ils ont réclamé l'indexation complète traditionnelle des salaires à l'inflation en plus d'une augmentation de 3.0% des salaires. Le directeur des T. U.A. du Canada, Robert White, fait valoir que les concessions consenties par les T.U.A. des Etats-Unis ne se justifiaient pas au Canada en raison de l'avantage compétitif des coûts de main-d'oeuvre imputable à la valeur inférieure du dollar canadien et à l'étendue plus vaste des programmes de sécurité sociale et médicaux publics au Canada (ceux-ci sont subventionnés au Canada alors qu'aux États-Unis, ils sont payés par l'industrie). Le U.S. Bureau of Labour Statistics constatait qu'en 1981 ces facteurs ont contribué à réduire la rémunération horaire totale dans l'industrie automobile canadienne à seulement 71.0% du niveau aux États-Unis. En même temps, l'augmentation de la part du marché américain de l'automobile allant aux gros modèles est passée de 9.4% en 1981 à 10.5% en 1982. Ceci a contribué à relever la demande dans les usines automobiles canadiennes produisant de gros modèles (au contraire la montée in exorable des prix de l'essence au Canada a réduit la part des grosses voitures au pays de 12.4% à 7.2% l'année dernière). (BW 26/7, GM 12-19/7, LeD 13/7).

La publication des estimations budgétaires par toutes les provinces permet de tirer une évaluation globale de la situation financière des administrations provinciales. Le total des recettes des gouvernements provinciaux devrait augmenter de 11.9% au cours de l'exercice 1982-1983, tandis que les dépenses prévues vont s'accroître de 13.4%. Pour cette raison, le déficit budgétaire combiné provincial augmente de près de 30.0% pour passer à \$7.5 milliards, alors que les besoins bruts de financement s'accroissent de 23.7% pour passer à \$9.3 milliards, (comparativement aux besoins de financement de l'administration fédérale qui sont de \$17.1 milliards). L'inclusion des sociétés de la Couronne porterait la croissance estimative des besoins de financement des provinces à \$21.8 milliards, soit une hausse de 29.9%, selon McLeod Young and Weir Ltd. La plus grande partie de l'augmentation des besoins d'emprunts reflète les importantes hausses au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. Seuls la Nouvelle-Écosse et le Québec ont prévu de réduire leurs besoins d'emprunts.

Toutefois, cette austerité relative n'a pas empéché une réduction de la cote de crédit des obligations d'Hydro-Quèbec, des gouvernements du Quèbec et de la Nouvelle-Ecosse par Standard and Poor's Corp. Cette institution prétextait la forte dette de ces provinces, dont le service doit être assuré avec des taux d'intérêt élevés, et la gravité relative de la récession dans celles-ci (GM 28/7, LeD 5/8).

Pratiquement toutes les provinces ont des plans pour stimuler directement le secteur du logement. Ces programmes, résumés ci-dessous, s'ajoutent aux \$300 millions de l'aide au logement du budget fédéral de juin. L'Ontario fournit \$5,000 sous forme de prêts sans intérêts et remboursables sur 15 ans aux acheteurs de maisons neuves; la Colombie-Britannique avance \$2,500 aux acheteurs de maisons neuves; la Nouvelle-Écosse a introduit un rabais de la taxe de vente de \$750 pour les acheteurs de nouvelles maisons afin de compenser les taxes de vente sur les matériaux de construction; et le gouvernement de la Saskatchewan va subventionner tous les taux hypothécaires dépassant 13.25% (jusqu'à concurrence de \$50,000) jusqu'en 1985. Les gouvernements du Manitoba et du Québec ont promis d'émettre une certaine forme d'aide aux logements. La proposition du Québec est de subventionner les taux hypothécaires dépassant 13.5% pour les achats de maisons neuves (jusqu'à concurrence de \$60,000) jusqu'en avril 1984. La première offre dépendait en partie du désir des banques à charte de réduire leurs taux hypothécaires d'un demi-point. La première réaction des banques à charte a été négative, et le gouvernement du Québec a menacé de riposter en relevant l'impôt sur le capital des banques de 0.9% à 1.2% (FTC 5-19/7, MG 17/7, LeD 23/6, FP 3/7, 7/8). Les représentants de l'industrie ont en général bien accueilli ces mesures, qui en elles-mêmes, devraient relever les mises en chantier de logements d'environ 25,000 unités en 1982. La plupart des prévisions des mises en chantier sont révisées à la baisse par rapport aux chiffres prévus de 157,000 unités en mars (voir FP 27/3) en raison de l'expiration du programme I.R.L.C. et du domaine d'application limité de ces programmes d'aide compte tenu de la faiblesse actuelle des revenus des ménages par rapport aux prix des maisons. Par exemple, Clayton Research Associates Ltd., prévoit que les mises en chantier diminueront à 148,000 unités en 1982 (GM 23/7). Les programmes d'aide hypothécaire plus poussés du Québec et de la Saskatchewan ne stimuleront guère la construction neuve, car aujourd'hui les propriétaires hésitent à prendre des hypothèques sans avoir une certaine assurance que les taux hypothécaires ne demeureront pas aussi élevés lorsque les subventions cesseront vers le milieu des années 80 (une situation semblable est survenue en vertu du programme

pour l'accession à la propriété du gouvernement fédéral, qui avait encouragé un grand nombre de propriétaires à prendre des hypothèques au milieu des années 70 qu'ils ne pouvaient plus se permettre lorsque les hypothèques ont été renouvelées suite à la forte augmentation des taux en 1979) (FTC 19/7).

# Calendrier des évènements

9 juillet Le gouvernement fédéral a réintroduit les quotas sur les importations de chaussures en cuir au niveau de 11.1 millions de paires jusqu'en novembre 1984. La Communauté économique européenne menaçait de riposter par une surcharge sur le papier journal canadien.

20 juillet La Réserve fédérale américaine a réduit son taux d'escompte de 12.0% à 11.5%, en raison du ralentissement récent de la croissance monétaire et d'un apaisement des taux d'intérêt à court terme.

21 juillet La Commission canadienne du blé a signé une entente avec le Brésil afin de livrer 4.5 millions de tonnes métriques de blé au cours des trois prochaines années, ayant une valeur de \$750 millions.

# Legende

BW - Business Week

CP — Canadian Press

Ecst — The Economist

FP - Financial Post

FT — U.K. Financial Times

FTC — Financial Times of Canada

GM — Globe and Mail

LeD - Le Devoir

MG - Montreal Gazette

NYJC - New York Journal of Commerce

NYT - New York Times

OC — Ottawa Citizen

# Note analytique: Les états financiers et les intentions d'investissement des sociétés non financières

# Introduction

Les entreprises sont durement touchées par la présente récession, le pourcentage des profits avant impôts dans la production nationale brute a chute au premier trimestre à 6.7%, son plus bas niveau depuis la grande depression et tout indique que cette situation ne s'améliorera pas au cours du deuxième trimestre, ce qui a entraîne la plus importante révision à la baisse des intentions d'investissement des entreprises' en valeur nominale' au cours d'un semestre tant en terme absolu (-\$5.8 milliards) qu'en terme relatif (-9.1%). Les résultats de l'enquête sur les investissements privés et publics (I.P.P.) ont révélé que les entreprises prévoyaient, au début de l'année, investir \$63.1 milliards en 1982, soit \$7.8 milliards (+14.2%) de plus qu'en 1981. Selon la revue de la mi-année de cette enquête, les entreprises prevoient actuellement investir \$57.4 milliards en 1982, soit seulement \$2 milliards (+3.6%) de plus qu'en 1981. De plus, les principaux indicateurs coïncidants montrent que les dépenses en immobilisations devront augmenter fortement au deuxième semestre pour que les intentions de la miannée se realisent. Cette situation a motivé la présente note qui se propose d'analyser les bilans financiers au premier trimestre de 1982 et les intentions d'investissement à la mi-année des sociétes industrielles. Il semble que plusieurs industries ne devraient pas realiser leurs investissements prévus à la mi-année à cause de l'endettement que ces dépenses provoqueraient. Les sociétés minières et manufacturières sont particulièrement touchées. Elles enregistrent les plus importantes détériorations de rentabilité et les plus grandes révisions à la baisse de leurs intentions d'investissement.

'L'enquête sur les investissements privés et publics (I.P.P.) a lieu deux fois par année. La première enquête, I.P.P.-Perspectives, qui se termine à la fin de janvier, révèle les prévisions d'investissement pour l'année en cours. La deuxième enquête, I.P.P.-Revue de la mi-année, qui se termine à la fin de juin, donne les intentions révisées d'investissement pour l'année en cours. Les dépenses réelles provisoires en immobilisations pour une année se retrouvent dans l'enquête I.P.P.-Perspectives de l'année suivante et les cépenses réelles (résultats finaux) dans la même enquête deux ans plus tard.

<sup>2</sup>Toutes les données sont non désaisonnalisées et en valeur nominale, sauf indication contraire.

<sup>3</sup>Tous les secteurs de l'enquête I.P.P. et de l'enquête sur les profits des sociétés non financières ne correspondent pas strictement les uns aux autres, particulièrement pour le secteur du commerce et des services commerciaux. Quelques fois, les industries de l'une ou l'autre des enquêtes ont été regroupées afin de minimiser les incompatibilités. De plus, pour cette raison, les secteurs de l'agriculture et pêche, des forêts, et des finances, assurances et immeubles ne sont pas inclus dans l'analyse.

L'analyse, qui necessite une approche sectorielle<sup>3</sup>, met l'accent sur les benefices (deficits) nets et les réserves (solde à la fin de l'exercice des bénefices non répartis et des réserves) comme mesures de la capacité financière à investir: les revenus (déficits) d'exploitation en proportion des ventes (marges bénéficiaires ou déficitaires) comme mesure de rentabilité; et le pourcentage des paiements d'intérêts en proportion des frais d'operation et du pourcentage de la dette à long terme sur l'avoir net (emprunts de sociétés affiliées plus l'avoir des actionnaires) comme mesure du fardeau de la dette et aussi de la capacité financière d'investir à plus long terme. (Des tableaux sommaires comprenant les variables utilisées se trouvent à la fin de la note).

#### Mines

Le secteur des mines, carrières et puits de pétrole a réduit ses intentions d'investissement de \$1.1 milliard (-9.7%) pour 1982. Cependant, malgré cette réduction, les entre-prises minières prévoient investir \$901 millions (+9.5%) de plus en 1982 qu'en 1981, même si ce secteur a connu l'une des pires détériorations des revenus et des liquidités. Du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982, les bénéfices nets ont chuté de 69.0% comparativement à 44.0% pour l'ensemble des sociétés non financières, alors que les réserves diminuaient de 4.3%.

Parmi les sociétés non financières, les mines de minerais métalliques ont subi la pire détérioration de leurs bilans financiers. Au cours de 1981, les bénéfices nets désaisonnalisés ont passé de \$312 millions au deuxième trimestre à un déficit de \$131 millions au quatrième trimestre, les réserves se sont dégonflées de 3.0% et les frais d'exploitation ont excédé les ventes de près de 4.0% au dernier trimestre de 1981. Au début de l'année, ces sociétés prévoyaient dimineur leurs immobilisations en 1982 de seulement \$166 millions (-9.4% par rapport à ceux réalisés en 1981). Malgré la nouvelle détérioration des états financiers au premier trimestre (déficit net désaisonnalisé de \$100 millions, le déficit des opérations représentant 6.1% des ventes) et malgré les pauvres perspectives d'une reprise économique vigoureuse au deuxième semestre, ces sociétés minières ont réduit leurs intentions premières de seulement \$67.6 millions (-4.0%). Une telle situation implique que le besoin de financement extérieur devrait se poursuivre en 1982, ce qui est difficilement concevable étant donné les piètres états financiers de ces sociétés. Du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982. la dette à long terme s'est accrue de 69.0%, le fardeau de cette dette par rapport à l'avoir net passant de 20.0% à 30.0% et les paiements d'intérêts par rapport aux frais d'exploitation passant de 6.1% à 9.0%. On

peut donc s'attendre à ce que les investissements prévus à la mi-année ne se réalisent pas.

La composante énergétique explique la majorité de la révision à la baisse de la mi-année dans le secteur minier ainsi que l'augmentation des investissements prévus pour 1982 (à la mi-année) par rapport à ceux réalisés en 1981. En effet. malgré une baisse de \$1.2 milliard (-14.3%) des intentions d'investissement au cours du premier semestre pour l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz, la hausse des immobilisations prévues par rapport à 1981 dans cette industrie et dans les mines de charbon (+\$1.1 milliard ou +14.8% au total) explique plus de la totalité de l'augmentation pour l'ensemble du secteur minier. L'ajustement à la baisse dans le cas du pétrole et gaz semble corréler avec la mauvaise performance financière du premier trimestre. Les bénéfices nets désaisonnalisés de cette industrie ont fortement baissé puisque les minéraux combustibles enregistrent une chute de 16.7%, alors que la demande pour le charbon était relativement élevée. Cet effet revenu sur les intentions de cette dernière industrie est accentué par un effet taxation puisque certaines incitations gouvernementales à l'exploration prennent la forme de crédits d'impôts. D'ailleurs, cet effet taxation explique une bonne partie de l'augmentation par rapport à 1981 des investissements prévus (+8.7% ou +\$570 millions) pour l'exploration et l'extraction pétrolière et gazière, puisqu'il est rentable d'investir les bénéfices même s'ils sont maigres. Vu cet effet taxation, il devient évident que les intentions d'investir dans l'exploration pétrolière et gazière seront très sensibles à l'évolution des revenus des sociétés pétrolières. La récession économique, les économies d'énergie et la hausse des prix des produits pétroliers devraient réduire la demande.

Du côté des frais d'opération, le saut de 57.0% (+\$261 millions) au premier trimestre des impôts dans le cas des minéraux combustibles, qui fait passer une hausse de 7.0% des bénéfices avant impôts désaisonnalisés à une baisse de 16.7% pour les bénéfices nets désaisonnalisés, démontre bien l'importance du système de taxation du Programme énergétique national pour l'industrie pétrolière. De plus, le financement extérieur des prises de contrôle et des dépenses en immobilisations a contribué à l'escalade de la dette à long terme (+126.0%) et des exigibilités (+84.0%) du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982, ce qui a. avec la hausse des taux d'intérêt, fait grimper les paiements d'intérêts qui représentaient 18.3% des frais d'exploitation au premier trimestre comparativement à 12.0% et 9.2% pour la même période en 1981 et 1980 respectivement. Bien entendu, le financement des investissements dans les mines de charbon, la seule industrie minière à accroître ses intentions

d'investissement à la mi-année par rapport à ceux du début de l'année (+24.8% ou +\$209 millions, soit +85.1% ou +\$483 millions par rapport à 1981), a contribué à la hausse des dettes pour les minéraux combustibles. Même si les investissements prévus par cette dernière industrie peuvent se justifier en terme de rentabilité future, il n'en demeure pas moins que le financement extérieur qu'ils nécessiteront et le fardeau de la dette qu'ils provoqueront, laisseront ces sociétés dans de piètres états financiers ainsi que très sensibles à l'évolution de leurs marchés.

### **Fabrication**

Les bilans financiers du secteur manufacturier se sont considérablement détériorés au cours du premier trimestre, ce qui, avec l'assombrissement des perspectives économiques. a conduit à d'importantes coupures dans les investissements tels que prévus au début de l'année (-\$1.9 milliard ou -14.0%). À la mi-année, les entreprises manufacturières prévoyaient investir \$504 millions (-4.0%) de moins qu'en 1981. Parmi un total de 19 sociétés manufacturières, seulement une, la première transformation des métaux, enregistre une croissance de ses bénéfices nets désaisonnalisés au premier trimestre. Seulement une autre, les dérivés du pétrole et du gaz, planifiait d'investir plus à la mi-année qu'au début. Seulement deux industries prévoyaient investir plus de \$50 millions de plus en 1982 qu'en 1981. Les baisses de profits et les coupures dans les investissements planifiés sont donc très généralisées.

Les deux plus importantes révisions à la baisse des intentions d'investissement à la mi-année par rapport à ceux du début de 1982 proviennent des industries du papier et des industries connexes (-\$711 millions ou -28.0%, ce qui représente une baisse de \$353 millions ou 16.0% par rapport à 1981) et des sociétés de la première transformation des métaux (-\$488 millions ou -27.0% c'est-à-dire une diminution de \$205 millions ou 14.0% par rapport à 1981). L'importance de ces modifications provient en partie d'un grand optimisme des entrepreneurs au début de l'année puisqu'ils prévoyaient gonfler leurs immobilisations de \$358 millions (+17.0%) et \$283 millions (+19.0%) respectivement, malgré des chutes records respectives de 67.0% et 60.0% de leurs bénéfices nets en 1981. Dans le cas du papier et des industries connexes, une bonne partie des dépenses en investissements prévus pour 1982 découle d'un programme de rénovation et de modernisation subventionné directement par les gouvernements. Une nouvelle baisse de 13.0% des bénéfices nets désaisonnalisés au premier trimestre par rapport au trimestre précédent et les dépenses en immobilisations ont contribué au gonflement de la dette à long terme de cette industrie qui passe de 36.0% de l'avoir net au dernier trimestre de 1981 à 48.0% au trimestre suivant et ont aussi diminué les réserves de 2.8% par rapport au premier trimestre de 1981. Ces contraintes financières et l'affaiblissement de la demande qui s'est traduit par l'annulation de hausses prévues des prix du papier journal au printemps, ont forcé la plus importante révision à la baisse des intentions du secteur manufacturier, et cela en dépit des programmes gouvernementaux. À l'opposé, la première transformation des métaux est la seule société manufacturière qui a enregistré une hausse des ses bénéfices nets désaisonnalisés au premier trimestre de 1982 (+43.0%) par rapport au dernier trimestre de 1981, quoiqu'ils soient en baisse de 56.0% par rapport au premier trimestre de 1981. Cette relativement bonne performance, qui résulte d'un raffermissement de la demande à l'exportation causé en partie par la crainte de grèves à Stelco et Algoma Steel Corp., a permis à cette industrie de contrôler la croissance de la dette et d'accumuler des réserves. L'effondrement de la demande à l'exportation et des prix des métaux de première transformation au deuxième trimestre indique que cette amélioration des états financiers était éphémère et que l'industrie devait réduire ses intentions d'investissement si elle voulait conserver ceux-ci en bon état.

Les quatre industries manufacturières, qui ont enregistré au premier trimestre de 1981 un déficit de leurs opérations, ont réduit substantiellement leurs intentions d'investissement à la mi-année par rapport à leurs premières intentions et comparativement à 1981. Les industries de matériel de transport enregistraient au premier trimestre 1982 leur troisième déficit des opérations, le pourcentage de ces pertes par rapport aux ventes passant de 3.5% à 2.0%, puis à 2.1%. Le déficit net désaisonnalisé se chiffrait à \$83 millions au premier trimestre. comparativement à un bénéfice de \$156 millions au deuxième trimestre de 1981. Les réserves financières ont diminué de près de 12.0% du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982, tandis que la dette à long terme passait de 19.8% de l'avoir net à 17.5% durant cette période, comparativement à 9.0% au premier trimestre de 1980. Ces pauvres états financiers et les déboires (grèves et prix déprimés) de cette industrie au deuxième trimestre l'ont forcée à réduire ses intentions premières de 13.0% (-\$110 millions) ce qui, par rapport à 1981, représente la plus importante diminution (-\$450 millions ou -38.0%) du secteur manufacturier. Les industries des minéraux non métalliques enregistraient aussi un gros déficit des opérations au premier trimestre (12.4% par rapport aux ventes). Les bénéfices nets désaisonnalisés ont baissé fortement passant de \$62 millions au deuxième trimestre 1981 à un déficit de \$1.0 milliard au premier trimestre 1982. Cette évolution s'est traduite par une augmentation de la dette à long terme par rapport à l'avoir net qui passe de 47.0% au premier trimestre de 1981 à 62.0% au quatrième trimestre de la même année, puis à 67.8% au premier trimestre de 1982, alors que les réserves sont restées au même niveau. Le pourcentage des frais d'opération assigné aux paiements d'intérêts est passé de 5.0% à 6.8%, puis à 10.1% pour les premiers trimestres des années 1980, 1981 et 1982 respectivement. En conséquence, cette industrie prévoit investir \$120 millions (-35.0%) de moins qu'en 1981 après un ajustement à la baisse de \$38 millions (-14.0%) par rapport aux premières intentions.

Les deux autres industries déficitaires, le bois et les meubles et accessoires, sont directement liées à la construction résidentielle. L'industrie du bois est la plus durement touchée des deux. Elle connaît un déficit des opérations du troisième trimestre 1981 au premier trimestre 1982 (-4.3%, -7.4% et -7.4% par rapport aux ventes). La dette augmente, les frais d'intérêts passant de 2.8% des coûts totaux au premier trimestre de 1980 à 6.7% un an plus tard, puis à 4.6% au premier trimestre 1982. Les réserves se sont dégonflées de près de 10.0% depuis un an. En conséquence, les industries du bois ont été forcées de réduire de \$131 millions (-36.0%) leurs intentions premières, soit une baisse de \$218 millions (-49.0%) par rapport à 1981. Vu les piètres états financiers de cette industrie, et si les pauvres perspectives de la construction se matérialisent, on devrait s'attendre à d'autres coupures des intentions. La situation financière dans le cas des meubles et accessoires n'est pas aussi dramatique puisque ces sociétés ont pu accroître leurs réserves de 52.0% depuis le premier trimestre de 1981 et réduire le fardeau de la dette à long terme par rapport à l'avoir net de 25.4% à 23.0%. Mais, les perspectives du marché du logement ne sont pas plus encourageantes pour cette industrie qui devra peut-être aussi réduire davantage ses intentions d'investissement qui sont inférieures de 21.0% (-\$11 millions) à ceux réalisés en 1981, si elle veut conserver de bons états financiers.

Des quatre industries qui devraient investir moins de \$50 millions de plus en 1982, deux, les aliments el boissons ainsi que les tabacs, ont été moins durement touchées par la récession, les bénéfices nets désaisonnalisés ayant baissé pour la première fois depuis le début de la récession au premier trimestre de 1982 (déclin de 15.6% et 4.9% respectivement par rapport au trimestre précédent). De plus, la situation financière des industries du tabac est bonne. Les réserves se sont gonflées de 21.0% du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982. Toutefois, elles ont fléchi de 1.0% dans le cas des aliments et boissons, et le pourcentage de la dette à long terme par rapport à l'avoir net est passé de 25.9% à

34.3% au cours de cette période, ce qui devrait affecter leur capacité financière à investir cette année et l'année prochaine. L'industrie des appareils et fournitures électriques qui planifie investir \$14 millions de plus en 1982 (+4.0%), a subi les contrecoups de la récession au quatrième trimestre de 1981, alors que les bénéfices nets désaisonnalisés diminuent de 20.0% par rapport au trimestre précédent, puis de 21.5% au premier de 1982. Cependant, cette industrie a réussi à contrôler ses coûts de telle sorte que les revenus d'opération représentaient 4.7% des ventes au premier trimestre comparativement à 5.8% et 5.7% pour la même période en 1981 et 1980 respectivement. Les paiements d'intérêts n'ont haussé que de 16.0% en un an, permettant ainsi une baisse du pourcentage des frais d'exploitation consacré à cette dépense qui passe de 2.3% au premier trimestre 1981 à 1.8% au premier trimestre 1982. Les réserves se sont gonflées de 16.8% durant cette période. Malgré cette bonne situation financière, l'industrie des appareils et fournitures électriques a réduit de 16.0% (-76 millions) ses intentions premières.

Les deux industries qui prévoient à la mi-année augmenter fortement leurs investissements en 1982 par rapport à 1981 les dérivés du pétrole (+74.0% ou +\$454 millions) et les produits chimiques (+31.0% ou +\$610 millions) - ontpourtant enregistré d'importantes réductions de leurs revenus. Leurs bénéfices nets désaisonnalisés du premier trimestre de 1982 ont diminué de 25.0% et 49.0% respectivement par rapport au trimestre précédent et de 66.0% et 46.0% par rapport au premier de 1981. Ces industries ont pu cependant contrôler leurs coûts de telle sorte que les marges bénéficiaires, quoique historiquement faibles, sont supérieures à 5.0%. Maloré cet aspect positif, de telles intentions vont nécessiter un important financement extérieur. Déjà, les industries des dérivés du pétrole et gaz ont enregistré une hausse de 93.0% de leur dette à long terme du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982, cette dette représentant ainsi 23.2% de l'avoir net comparativement à 12.1% au premier trimestre de 1981. Les paiements d'intérêts ont grimpé de 148.0% au cours de cette période, malgré que ceux-ci ne représentaient que seulement 2.1% des frais d'exploitation au premier trimestre de 1982. Les réserves ne se sont accrues que de 5.0% comparativement à 24.0% et 28.0% pour le même trimestre de 1980 et de 1981. La situation est à peuprès la même pour les industries de produits chimiques. Vu que ces deux industries ont déjà commencé à réduire leurs réserves, il semble bien que leurs dépenses en immobilisations exigeront une nouvelle hausse de la dette, ce qu'elles pouvaient se permettre à la fin du premier trimestre de 1982.

# Services d'utilité publique

Les services d'utilité publique planifiaient à la mi-année la plus importante croissance des immobilisations en 1982 par rapport à 1981, soit \$2.2 milliards ou 13.4%, même s'ils ont révisé de \$720 millions (-3.8%) à la baisse leurs premières intentions. Ce secteur n'a été touché par la récession qu'au premier trimestre de l'année alors que les bénéfices nets désaisonnalisés baissaient de 5.3% par rapport au trimestre précédent, soit une diminution de 13.0% par rapport au premier trimestre de 1981, comparativement à une chute de 44.0% pour l'ensemble des sociétés non financières. Les réserves se sont accrues de seulement 3.0% par rapport au premier trimestre de 1981, mais la dette à court terme a été réduite. Ainsi, les paiements d'intérêts représentaient au premier trimestre 6.0% des frais d'exploitation comparativement à 6.6% au quatrième trimestre de 1981 et 5.4% au premier de 1981. La situation financière des différentes industries de ce secteur nécessite une analyse plus désagrégée.

Les industries reliées à l'énergie (pipeline, énergie électrique et distribution du gaz) ont toutes connu une bonne croissance de leurs bénéfices nets désaisonnalisés au premier trimestre (+45.6%, +8.0% et +20.7% respectivement). L'énergie électrique et la distribution du gaz ont d'ailleurs réduit leurs intentions à la mi-année de seulement 0.2% (\$16 millions) et 1.2% (\$7.9 millions), les immobilisations devant s'accroître de 16.0% (+\$1.2 milliard) et 45.0% (\$195 millions) en 1982 par rapport à 1981. L'énergie électrique devrait pouvoir réaliser ses intentions de la mi-année à cause de ses bons états financiers (du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982, les réserves ont augmenté de 16.0% et les paiements d'intérêts par rapport aux coûts d'opération, quoiqu'élevés, passent de 16.8% à 15.9%). La distribution du gaz possède aussi des états financiers lui permettant de concrétiser ses intentions. Le pourcentage des frais d'exploitation consacré aux paiements d'intérêts a fléchi de 4.3% à 3.3% du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982. Cependant, la réduction de la dette s'est faite au détriment des réserves qui se sont dégonflées de 2.0% durant cette période. Les pipelines ont réduit à la miannée leurs intentions premières de \$305 millions (-13.0%), malgré des gains exceptionnels de \$38 millions au premier trimestre qui ont permis une croissance de 45.6% des bénéfices nets désaisonnalisés par rapport au trimestre précédent (comparativement à +8.5% pour les bénéfices avant impôts). Cette révision à la baisse s'explique probablement en partie par le désir de contrôler la dette à long terme, celle-ci représentant 132.0% de l'avoir net au premier trimestre comparativement à 98.0% et 90.0% pour la même période en 1981 et en 1980 et les paiements d'intérêts représentant 9.7% des coûts comparativement à 5.5% et 4.7% en 1981 et en 1980.

À part les industries des machines, les autres sociétés manufacturières (caoutchouc, cuir, textiles et bonneterie, impressions, publication et industries connexes) ont été touchées plus récemment par la récession, les bénéfices nets ayant commencé à fléchir seulement au dernier trimestre de 1981 ou au premier de 1982. À la fin du premier trimestre, ces sociétés profitaient d'une situation financière relativement satisfaisante. Elles possédaient de bonnes réserves ou contrôlaient bien leurs dettes. Cependant, la détérioration des perspectives économiques a incité ces sociétés à réduire leurs investissements prévus au début de l'année entre 7.0% et 15.0%.

Ces ajustements à la baisse des intentions d'investissement ne sont pas sans affecter l'industrie des machines qui a réduit à la mi-année ses propres intentions premières de 14.6%, ce qui correspond à la révision du secteur manufacturier (-13.9%) et qui reflète aussi les difficultés financières que connaissent ces sociétés: depuis un an, les bénéfices netsont baissé de 64.0%, la dette à long terme s'est gonflée de 215.0% et les réserves se sont accrues de seulement 2.5%.

# Construction

Les données sur les investissements prévus et réalisés dans l'industrie de la construction sont estimées selon une méthode autre que celle utilisée pour la majorité des industries. À la mi-année, on ne réestime pas les investissements prévus, on garde plutôt l'estimation du début de l'année, ce qui laisse croire que l'industrie de la construction prévoit accroître ses dépenses en immobilisations de +\$174 millions ou +13.5% par rapport à 1981, alors que ses états financiers sont lamentables. Les opérations de cette industrie étaient déficitaires au premier trimestre de 0.4% par rapport aux ventes alors que les bénéfices nets baissaient de 74.0% du premier trimestre de 1981 au premier de 1982. L'évolution des bénéfices nets désaisonnalisés démontre bien les problèmes dans ce secteur depuis 1979 (voir tableau 2). Malgré cela, on a réduit la dette à long terme de 11.0% du premier trimestre 1981 au premier trimestre 1982, ce qui s'est répercuté sur les réserves qui ont chuté de 8.0% au cours de cette période. Étant donné la situation au premier trimestre et la détérioration du marché de la construction au cours du deuxième trimestre, on peut s'attendre à ce que cette industrie ne réalise pas les dépenses en immobilisations estimées au début de l'année, rnême si celle-ci pourrait s'endetter davantage puisque les paiements d'intérêts représentent moins de 3.0% des coûts totaux.

Les sociétés non énergétiques de ce secteur ont toutes enregistré au premier trimestre une baisse de leurs revenus. Les sociétés de transport étaient déficitaires au premier trimestre, les pertes des opérations représentant 1.5% des ventes. Les

bénéfices nets désaisonnalisés ont chuté de 25.0% par rapport au quatrième trimestre de 1981 et de 63.0% par rapport au premier de 1981. Ces pertes ont surtout affecté les réserves qui baissent de 13.8% par rapport au premier trimestre de 1981. Malgré cette détérioration des états financiers et des réductions des intentions d'investissement à la mi-année par rapport aux intentions premières (-\$252 millions ou -6.7%), les sociétés de transport prévoient accroître de 3.0% (+\$100 millions) leurs immobilisations en 1982 par rapport à 1981. Il faut spécifier que cette dernière hausse est expliquée plus qu'entièrement par les chemins de fer (+\$16 millions) et les transports par eau et services (+\$249 millions) qui profitent de subventions gouvernementales (tunnel et voie ferroviaire en Colombie-Britannique ainsi qu'un port céréalier à Prince-Rupert). D'ailleurs, la révision à la baisse des intentions en 1982 s'explique en grande partie par les transports routiers (-\$76 millions) et aériens (-\$130 millions). Malgré une baisse des bénéfices nets désaisonnalisés (-10.7% par rapport au trimestre précédent soit -34.0% par rapport au premier trimestre de 1981), dans le cas de l'entreposage<sup>4</sup>, un bon contrôle de la croissance de la dette, de bonnes réserves et une diminution de 10.0% (-\$16 millions) des intentions premières, devraient permettre à cette industrie de réaliser la croissance prévue de 36.0% (+\$37 millions) desimmobilisations en 1982. Malgré une baisse de 11.2% des bénéfices nets désaisonnalisés au premier trimestre de 1982 par rapport au trimestre précédent, les sociétés de communication enregistrent (par rapport au premier trimestre de 1981) une hausse de 15.7% de leurs bénéfices nets, une augmentation de 16.0% de leurs réserves, tout en contrôlant bien la dette. D'ailleurs, les sociétés des communications prévoient investir à la mi-année autant en 1982 que six mois plus tôt. Cependant, il se peut que ces intentions ne se réalisent pas complètement puisque Bell Canada a annoncé en juillet qu'il réduira de \$784 millions ses immobilisations prévues pour les cinq prochaines années, et cela, avant le décret du cabinet limitant les hausses des tarifs de téléphone à 6.0% et 5.0%, alors que cette société demandait au C.R.T.C. d'approuver des augmentations de 25.0% à 35.0%.

#### Commerce

Le commerce était le seul secteur à enregistrer une croissance de ses bénéfices nets désaisonnalisés au premier trimestre (+58.0 par rapport au trimestre précédent et +7.8% par rapport au premier trimestre 1981) et le seul secteur à réviser à la hausse ses intentions d'investissement (+\$72.8 millions ou +3.8%, soit +\$9 millions ou +0.4% par rapport à 1981).

<sup>&#</sup>x27;Dans l'enquête I.P.P., cette composante comprend seulement les silos àgrain tandis que l'enquête sur les profits incluten plus l'entreposage général.

Cependant, ces chiffres encourageants masquent la détérioration de la rentabilité des opérations. En effet, les augmentations des bénéfices nets sont causées par des gains exceptionnels (+\$481 millions) dans une catégorie (grands magasins), alors que les marges bénéficiaires pour le secteur passent de 2.1% au premier trimestre 1981 à 1.2% au premier trimestre 1982. Ces gains exceptionnels ont permis de restaurer les réserves et de diminuer les exigibilités pour cette catégorie et par le fait même pour tout le secteur.

L'ajustement à la hausse des investissements prévus provient des commerçants de gros (+\$60.0 millions ou +11.0%) malgré une détérioration marquée des bénéfices nets désaisonnalisés (-23.8% par rapport au quatrième trimestre et -52.0% par rapport au premier trimestre de 1981). Il faut cependant spécifier que la baisse des revenus est concentrée chez les grossistes de machines et équipement et de matériaux de construction et que la hausse des investissements prévus provient presque exclusivement de l'achat de wagons ferroviaires par la Commission canadienne du blé.

# Services commerciaux

Les différences méthodologiques entre l'enquête sur les bénéfices des sociétés non financières et l'enquête I.P.P. pour ce secteur rendent hasardeuse l'analyse simultanée des résultats de ces deux enquêtes. Mentionnons tout de même que les bénéfices nets désaisonnalisés ont enregistré une baisse de 16.0% par rapport au quatrième trimestre de 1981, soit une baisse de 18.4% par rapport au premier trimestre de 1981. Cependant, les autres variables financières de ces sociétés n'ont pratiquement pas changé depuis un an. Du côté des investissements, il est intéressant de noter que la réduction des intentions de ce secteur (-\$602 millions) depuis le début de l'année est concentrée dans la catégorie "autres services commerciaux" (-\$623 millions). Au début de 1982, cette catégorie prévoyait hausser ses dépenses en immobilisations de \$598 millions (+16.0%).

Tableau 1 Dépenses en immobilisations

Secteurs Industriels	1981 Dépenses provisoires	1982 Prévisions originales (janvier)	1982 Prévisions révisées (juillet)	Prévisions 1982 aux originales	révisées prévisions 1982	Prévisions 1982 aux provisoires	révisées dépenses 1981
	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	\$'000,000	%	\$'000,000	%
Mines	9.437	11,454	10,338	-1,116	-9.7	+901	+9.5
Fabrication	12,432	13,860	11,928	-1,932	-13.9	-504	-4.0
Construction Services d'utilité	1,290	1,464	1,464	-	****	+174	+13.5
publique	16,309	19,221	18,499	-722	-3.8	+2,190	+13.4
Commerce Services	1,990	1,926	1,999	+73	+3.8	+9	+0.4
commerciaux	4,311	4,834	4,232	-602	-12.4	-80	-1.8
Total	45,769	52,759	48,460	-4,299	-8.1	+2,691	+5.7
Total-affaires Industries	55,369	63,133	57,369	-5,764	-9.1	+2,000	+3.6
énergétiques Industries non	17,684	22,277	21,059	-1,219	-5.5	3,374	+19.1
énergétiques	60,828	64,895	59,519	-5,376	-8.3	-1,309	-2.2

Source: Investissements privés et publics au Canada-Revue de la mi-année 1982, Statistique Canada, No. 61-206 au catalogue.

Tableau 2 Variations trimestrielles en pourcentage des bénéfices nets désaisonnalisés

	Total secteurs industriels	Mines	Fabrication	Construction(1)	Services d'utilité publique	Commerce	Services commerciaux
79 1	8.28	10.06	10.27	-29.68	6.25	6.43	-1.25
79 2	9.41	19.70	4.56	58.43	18.12	4.28	15.82
79 3	5.60	18.61	-0.53	-25.73	~3.89	10.74	7.65
79 4	11.39	24.69	16.83	2.27	4.13	-6.21	-10.41
80 1	-0.70	1.79	-2.15	-15.74	0.20	2.90	3.40
80 2	-7.17	-22.25	2.11	-2.18	8.30	-7.54	-6.30
80 3	-0.02	5.77	-4.87	- 14.76	32.11	-5.82	26.61
80 4	-2.66	-20.87	5.40	-25.97	9.95	7.42	- 8.08
81 1	-4.14	-14.25	-2.22	57.35	10.69	-7.16	-9.79
81 2	0.12	16.10	-1.33	-10.24	-14.24	1.24	-1.38
81 3	- 13.94	-21.87	-16.81	-11.28	-2.29	-7.07	-5.31
81 4	-30.07	-65.22	-35.54	-7.24	10.16	-27.09	8.85
82 1	-4.79	-7.47	-24.17	-11.59	-5.32	58.03	-15.99

Source: Sociétés industrielles, statistique financière, premier trimestre 1982, Statistique Canada, No. 61-003 au catalogue.

(1) La procédure X11-ARMMI a été utilisée pour la désaisonnalisation.

Tableau 3 Variations d'une année à l'autre en pourcentage des réserves(1)(2)

	Total secteurs industriels	Mines	Fabrication	Construction	Services d'utilité publique	Commerce	Services commerciaux
79 1	11.01	8.86	14.63	-1.98	9.36	12.05	24.55
79 2	12.81	18.85	15.75	5.95	10.39	12.59	25.03
79 3	15.71	22.27	16.79	12.18	12.75	13.67	24.31
79 4	17.35	31.71	19.18	22.14	18.60	15.39	25.14
80 1	21.38	25.18	18.16	26.91	18.89	18.91	21.50
80 2	19.84	25.46	17.39	23.78	15.85	17.48	17.22
80 3	18.94	21.36	16.55	5.81	14.27	17.08	12.71
80 4	17.33	16.20	17.27	8.63	12.17	15.54	18.35
81 1	16.40	18.11	15.97	20.71	11.48	13.43	13.34
81 2	15.67	17.14	14.82	16.18	10.74	14.54	16.02
81 3	14.96	12.06	13.04	14.20	3.64	12.92	22.21
81 4	12.16	6.03	7.52	12.71	5.17	7.89	18.00
82 1	7.27	4.31	3.32	-8.43	3.13	9.49	17.41

Source: Sociétés industrielles, statistique financière, premier trimestre 1982, Statistique Canada, No. 61-003 au catalogue.

<sup>(1)</sup> Les réserves correspondent au solde à la fin de l'exercise.

<sup>(2)</sup> Société dont l'actif total est de \$10 millions ou plus.

Tableau 4 Marges bénéficiaires ou déficitaires (Pourcentage des revenus ou des déficits d'opération/ventes)

	Total secteurs Industriels	Mines	Fabrication	Construction	Services d'utilité publique	Commerce	Services commerciaux
79 1	6.00	24.94	6.77	0.64	7.77	2.48	4.85
79 2	6.56	26.21	7.67	2.47	8.58	2.27	7.24
79 3	6.60	27.79	7.28	3.82	8.20	2.59	8.02
79 4	6.82	30.32	7.72	3.71	6.92	2.63	5.76
80 1	6.75	30.85	7.39	0.69	6.96	2.70	4.76
80 2	6.24	27.91	7.39	1.02	6.77	1.90	5.55
80 3	5.89	23.73	6.66	2.56	8.14	1.85	7.65
80 4	5.93	23.11	6.73	2.16	7.30	2.18	6.38
81 1	5.62	20.77	7.00	0.25	6.50	2.08	4.60
81 2	5.30	18.26	6.82	0.46	6.11	1.63	5.43
81 3	3.82	11.92	4.64	2.59	5.40	1.25	5.37
81 4	3.24	9.34	3.44	2.36	5.99	1.24	5.00
82 1	2.63	9.86	2.25	-0.36	5.33	1.21	3.47

Source: Sociétés industrielles, statistique financière, premier trimestre 1982, Statistique Canada, No. 61-003 au catalogue.

Tableau 5 Pourcentage de paiements d'intérêts/frais d'opération

	Total secteurs industriels	Mines	Fabrication	Construction	Services d'utilité Publique	Commerce	Services commerciaux
79 1	1.95	5.66	1.57	1.91	5.02	1.19	3.42
79 2	1.94	5.68	1.52	1.89	5.17	1.22	3.61
79 3	2.10	6.41	1.71	1.95	5.14	1.30	3.92
79 4	2.11	5.76	1.74	1.94	4.94	1.37	3.62
80 1	2.31	7.01	1.87	2.41	5.01	1.51	3.74
80 2	2.38	7.17	2.02	2.21	5.29	1.54	3.55
80 3	2.32	7.20	1.94	2.02	5.20	1.46	3.70
80 4	2.25	6.74	1.90	2.36	5.14	1.38	3.42
81 1	2.62	8.82	2.27	2.61	5.41	1.59	3.70
81 2	2.71	9.89	2.28	2.97	5.93	1.67	3.53
81 3	3.34	12.93	2.96	2.49	6.80	1.90	3.86
81 4	3.37	12.20	2.96	2.52	6.64	1.99	3.72
82 1	3.50	13.72	3.04	2.82	6.01	1.97	4.11

Source: Sociétés industrielles, statistique financière, premier trimestre 1982, Statistique Canada, No. 61-003 au catalogue.

Tableau 6 Pourcentage de la dette à long terme/avoir net(1)(2)

	Total secteurs industriels	Mines	Fabrication	Construction	Services d'utilité publique	Commerce	Services commerciaux
79 1	35.02	31.46	23.72	57.75	76.40	31.91	48.12
79 2	35.07	31.00	23.87	63.63	75.33	34.24	52.28
79 3	33.76	28.22	23.49	65.95	74.31	32.60	49.82
79 4	32.75	26.59	23.31	71.79	72.07	28.93	56.01
80 1	31.71	26.63	22.22	77.33	72.18	25.01	54.51
80 2	30.90	27.14	21.41	80.07	67.14	24.48	57.56
80 3	30.86	27.12	20.91	75.27	66.59	26.19	62.02
80 4	31.97	28.30	22.43	72.66	68.10	25.83	60.84
81 1	31.94	26.83	23.67	57.60	67.53	25.26	58.99
81 2	35.46	36.12	23.65	60.27	79.24	27.00	61.94
81 3	37.66	40.60	26.28	58.29	81.11	24.90	59.03
81 4	40.51	44.79	28.99	56.39	82.45	25.82	59.72
82 1	43.67	51.25	31.59	52.94	83.77	26.10	56.90

Source: Sociétés industrielles, statistique financière, premier trimestre 1982, Statistique Canada, No. 61-003 au catalogue.

<sup>(1)</sup> L'avoir net se compose de l'avoir des actionnaires plus les emprunts auprès des sociétés affiliées.
(2) Société dont l'actif total est de \$10 millions ou plus.

# Étude spéciale: Le comportement des prix réglementés dans l'indice des prix à la consommation

Karen Wilson!

### Résumé

Cette étude spéciale analyse le comportement cyclique des prix à la consommation "réglementés" et "non-réglementés" au sein de l'économie canadienne entre avril 1973 et juin 1982. Bien que les prix soient réglementés pour une foule de raisons et par différents moyens, dans la plupart des cas le mécanisme de détermination des prix a tendance à se baser davantage sur les coûts de production que sur les variations de la demande. La conséquence en est que les prix du secteur réglementé pourraient être moins sensibles à un repli cyclique de la demande que ceux du secteur non réglementé, qui sont fixés dans des conditions plus concurrentielles. Le comportement à long terme de ces deux secteurs n'est pas analysé dans la présente étude.

Plusieurs composantes de l'indice des prix à la consommation (I.P.C.) ont été identifiées comme étant déterminées dans une large mesure par la réglementation. Ces composantes sont ensuite combinées pour obtenir un sous-agrégat "réglementé" de l'I.P.C. (Celui-ci ne doit pas être interprété comme un indice officiel des prix réglementés pour diverses raisons qui sont exposées dans l'article). Les autres composantes, désignées comme le secteur non réglementé, servent à calculer un sous-agrégat "non réglementé." Le comportement cyclique de ces deux agrégats fait l'objet d'une comparaison. Des approximations pour les coûts sont calculées et utilisées pour indiquer si la différence du comportement cyclique des deux agrégats de prix peut s'expliquer par les différences de comportement cyclique des coûts.

Les résultats statistiques tendent à confirmer l'hypothèse sur le comportement des prix réglementés. Au cours des replis cycliques de 1974-1975 et de 1980-1981, les prix du secteur non réglementé se sont ralentis plus tôt que ceux du secteur réglementé. Une analyse du comportement cyclique des approximations des coûts indique que le sommet de l'inflation des prix dans le secteur non réglementé est apparu avant celui des coûts, tandis que dans le secteur réglementé les prix sont passés par leur sommet sensiblement plus tard que les coûts.

#### Introduction

Depuis le début de la présente récession, la variation en pourcentage d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation du Canada s'est ralentie, passant de 13.0% en juillet 1981 à 11.2% en juin 1982. Il est surprenant toutefois que

'Karen Wilson est économiste et elle fait partie de la Division des analyses de conjoncture économique à Statistique Canada. Des remerciements sont adressés aux spécialistes de la Division des prix de Statistique Canada pour leurs commentaires à propos de versions antérieures de ce document et pour leurs précieux conseils pendant toute la préparation de cette étude.

cette diminution soit aussi faible compte tenu du relâchement considérable des prix de vente à l'importation et des prix industriels au cours de la même période; ces deux indices ont un certain impact sur l'I.P.C. Les prix des importations ont actuellement baissé de 1.1% (mesurés à l'aide de l'indice de Paasche) et l'indice des prix de vente dans l'industrie s'est ralenti, accusant des augmentations d'une année à l'autre de 11.4% en juillet 1981 et 6.5% en juin 1982. L'examen des prix à la consommation sur une base mensuelle révèle d'une part que le prix d'un grand nombre de biens a eu tendance à se relâcher. comme dans le cas des automobiles, des vêtements et des meubles, et que d'autre part une grande partie du mouvement inflationniste est attribuable aux prix de l'énergie, aux tarifs téléphoniques, aux tarifs aériens et à ceux du transport en commun. Ceci suggère que le taux d'accroissement toujours élevé de l'I.P.C. s'explique en partie par le taux d'augmentation continu des prix fixés par législation ou par des organismes de réglementation en dépit de l'affaiblissement de la demande globale. Cette inertie peut être due à l'interaction d'un certain nombre de facteurs, tels que le rôle important des coûts dans la détermination des prix réglementés et les taux rapides et continus des augmentations des taxes indirectes (par exemple, les taxes qui sont comprises dans les prix au détail du tabac, de l'alcool et de l'énergie).

Cette étude analyse le comportement cyclique des prix "réglementés" et "nonréglementés" au cours de la période de 1973 à 1982. Plusieurs composantes de l'I.P.C. qui sont déterminées principalement par la réglementation sont identifiées et ensuite combinées pour calculer un sous-agrégat "réglementé" de l'I.P.C. (Ce sous-agrégat n'est pas un indice officiel des prix réglementés, puisqu'il y a divers problèmes méthodologiques associés au calcul d'un tel indice qui ne peuvent pas être réglés par la méthodologie utilisée ici)2. Les autres composantes peuvent être désignées comme le secteur "non réglementé", et un sous-agrégat de l'I.P.C. non réglementé peut être calculé de la même façon. Les cycles de l'agrégat réglementé sont comparés à ceux des prix non réglementés ainsi qu'aux cycles des coûts et des marges bénéficiaires. Les résultats indiquent que les prix réglementés réagissent après les prix non réglementés au cours d'un repli de la demande.

## Identification des prix réglementés

Afin d'étudier le comportement cyclique des prix réglementés, on a identifié plusieurs composantes de l'I.P.C. comme étant déterminées dans une large mesure par réglementation. Ces

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Pour plus de renseignements, voir la partie méthodologie de ce document.

composantes peuvent être classées dans une ou plusieurs des quatre principales catégories d'influence directe du gouvernement sur les prix:

- 1) Prix des biens fournis par les entreprises publiques.
- 2) Prix obligatoirement approuvés par un organisme public.
- Prix qu'une administration ou un organisme public peut fixer par législation.
- Prix constituant un impôt ou un paiement pour un service public.

Plusieurs composantes de l'I.P.C. peuvent être classifiées dans une ou plusieurs de ces catégories. Ainsi, les prix de l'essence et du mazout sont fortement déterminés par l'accord sur le prix du pétrole brut à la tête de puits en vertu du Programme énergétique national; en outre une grande partie de leurs prix de détail comprend les impôts indirects fédéraux et provinciaux. Voici les composantes de l'I.P.C. qui répondent clairement à un ou plusieurs de ces quatre critères:

- 1) Transports publics: Sont inclus ici les prix des services de transports en commun urbains tels que les tarifs des autobus et des taxis, qui sont dans la plupart des cas fixés par les organismes municipaux. Figurent ici également ceux des transports interurbains, tels que les tarifs aériens et ferroviaires, qui sont approuvés par la Commisssion canadienne des transports, et ceux des autobus interurbains, qui sont réglementés par les provinces.
- 2) Communications: Les tarifs postaux et téléphoniques sont les principales composantes. Les tarifs postaux sont maintenant fixés par une société de la Couronne. Les tarifs téléphoniques sont en partie réglementés par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, et parfois, par les provinces et les municipalités.
- Produits laitiers, volaille et oeufs: Les prix de ces produits sont établis à la ferme par les offices de commercialisation fédéraux ou provinciaux.
- Frais d'immatricultion des véhicules et permis de conduire: Il s'agit d'une forme d'impôt prélevé par les administrations provinciales.
- 5) Eau: Ce service est fourni par les municipalités.

- 6) Impôts fonciers: Ce sont des impôts prélevés par les municipalités afin de couvrir le coût des services municipaux, y compris les écoles.
- 7) Énergie: Cette composante comprend l'essence, le mazout et le gaz naturel, dont les prix sont déterminés dans une large mesure par ceux à la tête de puits établis en vertu de l'accord national de fixation des prix de l'énergie. En outre, au niveau de détail, une importante proportion de ces prix inclut des taxes fédérales et provinciales. L'électricité, qui est essentiellement fournie par des compagnies appartenant à des provinces est aussi comprir e. Les tarifs de distribution du gaz naturel et de l'électricité sont fixés dans une large mesure par les administrations provinciales et municipales.
- 8) Tabacs et alcools: Les prix du tabac au détail comprennent un montant considérable d'impôts fédéraux et provinciaux, alors que le prix à la ferme est également fixé par un office de commercialisation provincial. Les offices provinciaux déterminent, en général, le prix de la bière, des boissons alcooliques et du vin; de plus, les impôts fédéraux et provinciaux constituent une importante partie du prix de détail final.
- 9) Télédistribution: Celle-ci est réglementée par le C.R.T.C., tout comme les tarifs téléphoniques.

D'autres prix ont été considérés dans la construction de l'agrégat réglementé; ils ont été rejetés toutefois parce qu'il n'était pas evident qu'ils étaient, en proportion considérable, déterminés par l'une des quatre catégories de réglementation du gouvernement, ou bien, parce que leur inclusion aurait entraîné une accumulation de données trop considérable vules buts visés par cette étude. Par exemple, le loyer payé relève de différents types de réglementation dans plusieurs provinces et ceux-ci ont été modifiés avec le temps. On n'a pas inclus les côuts des intérêts hypothécaires, bien que certains économistes pourraient prétendre que la Banque du Canada a une influence considérable sur les taux hypothécaires par son influence sur le niveau général des taux. 3 L'élément éducation de l'indice des prix à la consommation comprend les frais d'études universitaires. Or les universités sont fortement subventionnées par les administrations fédérale et provinciales;

<sup>\*</sup>On a calculé un sous-agrégat réglementé comprenant les taux d'intérêt hypothécaires, dont l'inclusion dans le secteur réglementé n'a pas modifié de façon significative le comportement cyclique. Ceci s'explique en partie par la méthodologie employée dans le calcul de la composante intérêts hypothécaires de l'I.P.C., c'est-à-dire une moyenne mobile sur soixante mois.

mais l'établissement des frais d'étude n'est réglementé que dans quelques provinces seulement. Les taxes de vente devraient aussi être comprises dans cette analyse. Comme il est expliqué dans la section méthodologie de cette étude, la présente analyse n'essaie pas d'imputer les effets des taxes de vente sur l'I.P.C. car il faudrait effectuer un calcul détaillé de celles-ci par province ainsi que par type de biens. Le comportement de la proportion des dépenses personnelles nominales sur les biens, qui est dû aux taxes de vente au cours de la dernière décennie, suggère que les taxes de vente n'ont pas augmenté sensiblement plus vite que l'inflation. De facon générale, les éléments qui font partie du secteur réglementé sont ceux qui indiscutablement tombent dans le cadre de la réglementation telle qu'elle est définie ici. Lorsque l'inclusion d'un élément dans l'indice réglementéest douteuse de que la ue façon que ce soit, l'élément est laissé dans l'indice non réglementé.

## Comportement attendu des prix

Dans certains cas, l'administration publique devient le seul producteur d'un bien, généralement pour des marchés qu'on pourrait appeler "monopoles naturels". Ce type particulier de réglementation et le comportement des prix qui en résulte, s'appliquent aux services d'utilité publique tels que l'énergie électrique, l'eau et les transports urbains. Pour ces types de marchés, l'échelle optimale minimum de production est si large que seule une grande firme peut fonctionner efficacement. En d'autres termes, la fonction de coût unitaire à long terme diminue jusqu'au point de saturation de la demande. La réglementation s'impose pour empêcher une exploitation monopolistique de la détermination des prix, et ceux-ci sont généralement fixés d'après les coûts auquel on ajoute un rendement "juste" Pour cette raison, on doit s'attendre à ce qu'un repli cyclique de la demande ne soit reflété par les augmentations plus lentes des prix que lorsque les coûts ont aussi commencé à se relâcher. Au cours de redressements cycliques, l'augmentation des prix de ces industries surviendra après l'accelération dans les marchés concurrentiels puisque les coûts ont tendance à être en retard sur les variations cycliques de la demande.

Lorsque le bien est fourni par quelques grandes firmes, il existe une certaine marge de manoeuvre pour la détermination du prix. Au lieu de devenir le seul producteur, le gouvernement a établi des agences, telles que le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et la Commission canadienne des transports, afin de réglementer ces industries. On peut citer comme exemple la prestation des services téléphoniques, qui a tendance à être dominée par quelques grandes firmes. D'autres cas sembla-

bles sont la télédistribution, les transports aériens et ferroviaires. La pratique de réglementation conventionnelle consisterait à fixer les prix de façon à laisser un rendement de capital juste, compte tenu des coûts courants (ou certaines estimations des coûts futurs). On peut peut-être s'attendre à ce que les prix de ces industries se déplacent de pair avec les variations des coûts qui ont tendance à être en retard sur les mouvements de la demande.

Un autre type de réglementation se présente lorsque le gouvernement devient le vendeur de produits fabriqués par le secteur privé. Le mécanisme de détermination des prix est semblable à celui du monopole réglementé, c'est-à-dire que le prix a tendance à être déterminé par le coût total. On peut citer comme exemple de ce type de réglementation les offices de commercialisation fédéraux des aliments. Un autre exemple est la distribution provinciale de la bière, des boissons alcooliques et du vin.

Comme exemples de prix qui constituent un impôt ou un paiement pour un service public, on peut citer les impôts fonciers, les droits d'immatriculation des véhicules automobiles et les impôts indirects sur les tabacs, les alcools et l'énergie. On peut prétendre que ces prix sont rattachés aux coûts. Par exemple, les impôts fonciers sont prélevés afin de couvrir le coût des services municipaux, y compris l'enseignement, tandis que les droits d'immatriculation de véhicules automobiles et les impôts provinciaux sur l'essence sont prélevés afin d'aider à financer l'entretien des routes. Toutefois, en raison de la complexité du système des finances publiques et des programmes de transfert entre administrations, il est difficile de justifier un rattachement direct de ces prix aux coûts des services fournis par le gouvernement au cours du cycle.

Bien que la détermination réglementée des prix se fasse de diverses façons, le mécanisme de "recouvrement complet des coûts" domine dans les trois premiers des quatre principaux types de réglementation, et il est évident à un certain point dans le quatrième. En conséquence, les variations de prix réglementés ont probablement une forte corrélation avec les variations des coûts pendant la durée du cycle. Pendant un repli cyclique, alors que la demande diminue, les prix qui sont déterminés sur des marchés relativement concurrentiels devraient commencer à ralentir plus rapidement que les prix réglementés, tandis que les vendeurs réduisent les marges bénéficiaires afin de maintenir les ventes. Lorsque la récession atteint le point où les coûts commencent également à se

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>Voir Industrial Market Structure and Performance, F.M. Scherer, 1970, chapitre 22, "Public Regulation in Theory and Practice".

relâcher, les prix réglementés devraient commencer à ralentir. Par conséquent, on peut peut-être s'attendre à ce que le cycle des prix non réglementés précède le cycle des prix réglementés.

## Méthodologie

Comme on l'a déja expliqué, dans cette étude, l'indice des prix à la consommation est partagé en deux sous-agrégats, l'indice des prix à la consommation réglementé (I.P.C.R.), qui comprend les neuf composantes mentionnées ci-dessus, et l'indice des prix à la consommation non réglementé (I.P.C.N.R.). Les sous-agrégats sont calculés pour la période commençant en avril 1973 sur la base avril 1973 = 100. Le choix de cette période a été guidé par la disponibilité des données. Afin d'isoler le comportement cyclique de l'I.P.C. et de ses deux agrégats, la variation mensuelle en pourcentage de chacun est lissée grâce à un filtre autorégressif à moyenne mobile. 5 Celui-ci est concu de facon à éliminer tout cycle inférieur à 15 mois, incluant la saisonnalité et l'irrégularité, ce qui permet de dater avec davantage de précision les points de retournement cycliques de l'inflation des prix réglementés et des autres prix à la consommation.

Avant de passer à l'analyse des résultats, il faut ajouter quelques précisions. Même si les composantes de l'I.P.C. qui sont identifiées comme étant déterminées dans une large mesure par la réglementation sont utiles pour la comparaison du comportement cyclique de ces prix à celui des autres prix,le sous-agrégat I.P.C.R. ne doit pas être interprété comme un indice officiel des prix réglementés. Pour calculer un tel indice, il aurait fallu prendre en compte plusieurs facteurs qui ne pourraient pas être traités avec la méthodologie décrite ci-dessus. La principale omission sont les taxes de vente provinciales. Ces dernières sont clairement un prix contrôlé par l'administration gouvernementale et payé par les consommateurs. En raison de la nature variée des régimes de taxes de vente d'une province à l'autre, on n'a pas essayé dans la présente étude d'imputer une taxe de vente de l'I.P.C. dans la construction de l'agrégat I.P.C.R.

<sup>8</sup>Voir "La conversion de l'actualité en fiabilité des séries chronologiques économiques ou filtrage des séries chronologiques occasionnant un déphasage minimum". Darryl Rhoades, Revue statistique du Canada, février 1980. Les données ont été filtrées de façon prospective puis rétrospective. Le filtrage rétrospectif annule les déphasages imputables au filtrage prospectif, et lisse davantage les données. Le filtre autorégressif à moyenne mobile utilisé nécessite l'estimation des "valeurs de départ" autorégressives pour filtrer dans chaque direction. Pour cette raison, les dernières données des séries ne sont pas des estimations de la composante cyclique aussi certaines que celles du milieu de la série.

Comme l'étude s'attache principalement au comportement cyclique des taux d'inflation, l'analyse que l'on présente ici ne devrait pas se trouver modifiée de façon significative par cette omission, car le taux d'inflation des taxes de vente pour un bien donné divergerait du taux global seulement lorsqu'il y aurait une variation des taux d'imposition. Étant donné que ces variations des taux d'imposition de la taxe de vente se produisent à des moments précis dans le temps, elles n'auraient pas un grand rôle dans le comportement cyclique des taux d'inflation. Il faut aussi signaler que les taxes de vente appliquées aux prix réglementés tels qu'ils sont définis dans ce document seront incluses dans la partie réglementée de l'I.P.C.; par contre, la partie impôts indirects des prix au détail de l'I.P.C. non réglementé n'est pas comprise dans le l'I.P.C.R.

Les autres principaux problèmes associés au calcul d'un indice officiel des prix réglementés se rattachent aux différences de réglementation d'une province à l'autre et à la quantification de la partie réglementée de certains prix. On pourrait citer comme exemple du premier cas les loyers, dont les prix sont strictement contrôlés dans certaines provinces, et pas du tout dans d'autres. Un exemple du second problème serait la ségrégation de la partie des prix du tabac qui est déterminée exclusivement par les forces du marché. Dans ce dernier cas, la plus grande partie du prix au détail final est déterminée par les taxes fédérales et provinciales. Cependant, il y a une partie du prix final qui s'explique par les forces du marché, alors que les détaillants ont une certaine flexibilité pour ce qui est de la détermination des prix des cigarettes.

Pour ces raisons, les pondérations associées aux neuf composantes de l'I.P.C.R. ne sont pas une mesure quantitative précise de l'importance des prix réglementés de l'I.P.C. Ces problèmes changent relativement peu les aspects qualitatifs de l'analyse.

## Analyse des résultats

La variation en pourcentage filtrée des agrégats réglementé et non réglementé est présentée à la figure 1. Cette figure montre que l'agrégat réglementé accélère fortement à partir de 1980. Ce phénomène peut en grande partie s'expliquer par l'importance de la composante énergétique du secteur réglementé au cours de cette période. (L'énergie compte pour 25% à 30% de l'I.P.C. réglementé au cours de la période étudiée). L'accélération des prix énergétiques est un cas spécial de la réglementation, en ce sens que la datation des changements de prix ont été des décisions convenues en vertu de divers programmes énergétiques des administrations fédérales et provinciales, dont le Programme

énergétique national de 1980. Afin de ne pas fausser l'analyse du cycle des prix réglementés, on a calculé un deuxième sous-agrégat excluant l'essence, le mazout, le gaz naturel et l'huile à moteur. La variation en pourcentage mensuelle filtrée de ce sous-agrégat ainsi que des séries non réglementées est présentée à la figure 2. Une comparaison des cycles de ces deux agrégats révèle deux importants résultats:

- 1) Après la spirale des salaires et des prix de 1973-1974, on constate un ralentissement rapide des deux sousagrégats correspondant à la récession de 1974-1975. (Les sommets de l'inflation pour les deux agrégats se produisent bien avant l'introduction des contrôles des prix et des salaires en octobre 1975). Le sommet de l'inflation du sous-agrégat réglementé semble être sensiblement en retard par rapport au sommet de la série non réglementée. La décélération a été plus importante et a duré plus longtemps dans le cas du secteur non réglementé.
- 2) On note un ralentissement distinct des deux agrégats vers la fin (1980-1982) de la période étudiée. La décélération du secteur non réglementé commence plus tôt que celle du secteur réglementé, et elle pourrait être une réaction combinée aux récessions de 1980 et 1981 compte tenu du fait qu'elle commence en novembre 1980 (à peu près sept mois avant le début de la récession de 1981). Le sommet de novembre 1981 de l'inflation du sousagrégat réglementé est en retard de quatre mois par rapport au début de la récession de 1981.

Le tableau 1 ci-dessous présente les dates des sommets et des creux correspondants de l'inflation des prix non réglementés et réglementés. Le repli du taux d'inflation des prix non réglementés précède celui des prix réglementés de 8 et de 12 mois au cours des cycles de 1974-1975 et 1980-1981 respectivement. Au cours de ces cycles, il semble que l'ies

Tableau 1 Comparaison des sommets et des creux Prix réglementés et prix non réglementés

	1974-1975	1980-1981	
Prix réglementés (exclu	ant énergie)		
Sommets Creux	janv. 1975 juil. 1976	nov. 1981	
Prix non réglementés			
Sommets	mai 1974	nov. 1980	
Creux	mai 1976		

prix réglementés réagissent moins aux replis cycliques de la demande. Les prix du secteur non réglementé semblent avoir réagi beaucoup plus tôt au cours de ces deux mêmes cycles.

Comme on l'a mentionné plus tôt dans ce document, le cycle des prix réglementés sera probablement corrélé aux coûts en raison de la nature du système de fixation réglementaire des prix. Dans le secteur non réglementé, le cycle des prix peut aussi être corrélé avec celui des coûts. Cependant, en raison de forces plus concurrentielles dans le secteur non réglementé, il y a des incitations lors d'un repli cyclique à réduire les prix (et les marges bénéficiaires) afin de stimuler la demande et de réduire les stocks. L'hypothèse proposée, par conséquent, est que la différence dans les cycles des agrégats réglementé et non réglementé peut s'expliquer par une réaction hâtive des prix dans le secteur non réglementé plutôt que par une différence des cycles de coûts respectifs.

Il n'existe pas de mesures mensuelles complètes des coûts. Cependant, comme les frais de main-d'oeuvre représentent la plus grande partie des coûts dans l'économie, on a calculé une variable "coût unitaire de main-d'oeuvre" afin d'obtenir une estimation du cycle des coûts. On l'a obtenue en divisant les estimations mensuelles du revenu nominal du travail par le produit intérieur réel. La variable du coût unitaire de maind'oeuvre obtenue est partagée en deux composantes, afin de déterminer si le cycle des coûts du secteur réglementé diffère considérablement de celui du secteur non réglementé. D'abord, comme approximation des coûts unitaires de maind'oeuvre du secteur réglementé, le revenu du travail du secteur non commercial plus les transports, communications et services publics ont été divisés par une mesure correspondante de la production. On a ensuite divisé le reste du revenu du travail (le secteur commercial moins les transports, communications et services publics) par une mesure de la production correspondante, afin d'obtenir une approximation des coûts du secteur non réglementé. Toutefois, ces approximations des coûts unitaires de main-d'oeuvre ne correspondent pas exactement aux prix compris dans les secteurs réglementé et non réglementé, car les mesures du coût unitaire de maind'oeuvre correspondent à la production de biens et de services pour distribution au sein de l'économie toute entière; elles ne sont donc pas particulières au secteur des consommateurs, comme c'est le cas des mesures de prix.

La variation en pourcentage mensuelle filtrée des deux variables de coûts est présentée à la figure 3. Les cycles des deux mesures de coûts ne diffèrent pas considérablement au cours de la période étudiée, à l'exception d'un important sommet supplémentaire pour le secteur réglementé après la récession de 1974-1975. Au cours de la période 1980-1982, les deux

Figure — 1 Prix à la consommation (1)

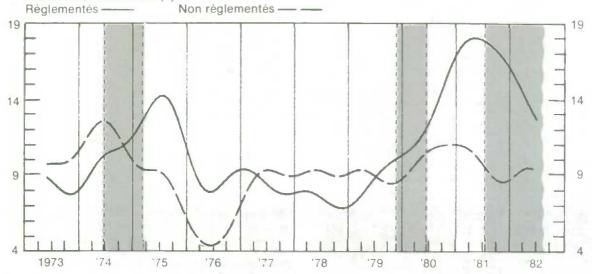


Figure — 2 Prix à la consommation excluant l'énergie (1)

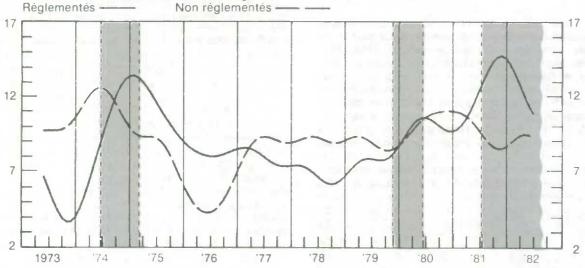
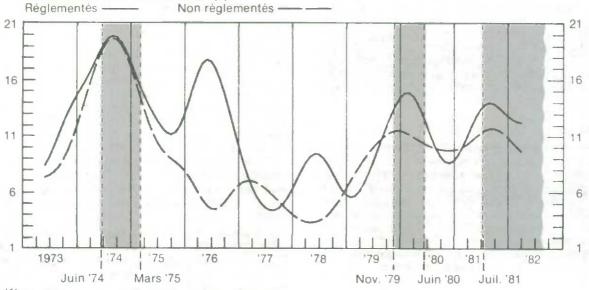


Figure — 3 Coûts unitaires de main-d'oeuvre (1)



cycles de coûts sont très semblables. Mais, comme le montre la figure 5, il apparaît que le sommet de l'inflation dans le secteur non réglementé est survenu bien avant le sommet des approximations du coût unitaire de main-d'oeuvre au cours du cycle de 1974-1975. La relation retard-avance est incertaine au cours des cycles de 1980-1982 alors que la variable des coûts unitaires de main-d'oeuvre présente deux cycles et que la variable des prix n'en indique qu'un seul. Toutefois, ces deux cycles de coûts unitaires de main-d'oeuvre peuvent être causés par une diminution de la production des industries avec des coûts unitaires de main-d'oeuvre élevés plutôt que par une décélération des salaires. Quoiqu'il en soit, ceci correspond à l'hypothèse qu'il y a une relation différente entre les prix et les coûts pour ces deux secteurs pendant le cycle. De plus, comme on peut le voir à la figure 4, la variation du taux de l'inflation du secteur réglementé vient après celle des approximations du coût unitaire de main-d'oeuvre dans les deux cycles. Ces résultats tenderaient à confirmer l'hypothèse selon laquelle les marges bénéficiaires sont réduites sur les marchés non réglementés lors d'un repli cyclique afin de réduire les prix et de stimuler la demande, tandis que les prix réglementés se ralentissent avec un certain retard, après la réduction de l'inflation des coûts.

On se sert souvent d'une variable prix par coût unitaire de main-d'oeuvre comme indicateur des marges bénéficiaires pendant le cycle. Une telle variable a été calculée pour le secteur non réglementé. La figure 6 révèle que les replis de l'inflation dans ce secteur sont hautement corrèlés avec le repli de l'approximation des marges bénéficiaires dans celui-ci à partir de 1976 jusqu'en 1982. La réaction des marges bénéficiaires semble avoir dirigé le repli des taux d'inflation au cours du cycle de 1974-1975. Cependant, cette anomalie correspond à l'accélération de la pression à la hausse des coûts sur l'inflation précédant cette rècession, qui résultait en la détérioration des marges bénéficiaires avant le repli de la demande. Ce résultat est conforme au ralentissement et à la diminution subséquente des bénéfices que l'on observe lors de la rècession de 1981.

## Conclusion

Le partage de l'indice desprix à la consommation en un secteur réglementé et un secteur non réglementé et la comparaison subséquente avec les approximations des coûts ne tiennent pas compte de tous les facteurs intervenant dans une telle division. Malgrécela, les résultats sont intéressants du point de vue analytique pour une étude de l'inflation au cours du cycle. Les effets des mécanismes de réglementation des prix impliquent que ces types de prix tendent à réagir moins à un repli cyclique de la demande, ce qui implique que l'inflation du secteur non réglementé réagirait plus

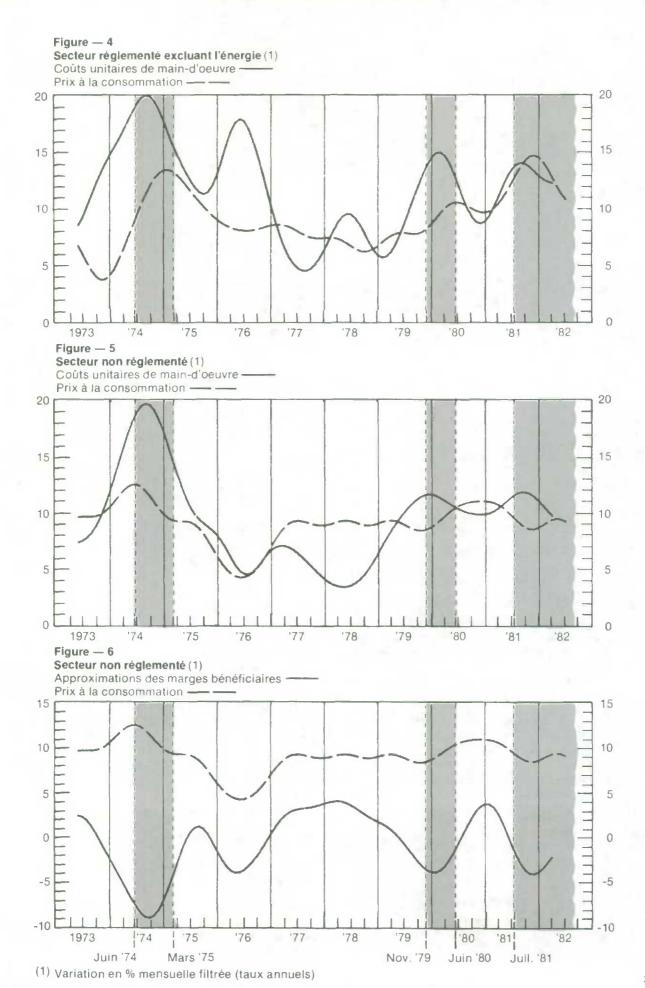
rapidement aux variations de la demande en raison de la nature plus concurrentielle de ces marchés. Les résultats de cette étude tendent à confirmer cette hypothèse du comportement cyclique des indices des prix à la consommation réglementé et non réglementé au cours de ces deux replis.

Le délai observé entre le ralentissement des prix réglementés et non réglementés lors d'un repli aide à expliquer pourquoi les prix réglementés semblent contribuer davantage à la montée des taux d'inflation lors d'une phase de contraction du cycle économique. Il est clair, dans le cas du repli actuel, que les prix de l'énergie fixés par la réglementation du Programme énergétique national jouent un rôle majeur dans la différence du taux d'inflation des prix réglementés et non réglementés. Lors du sommet le plus récent (avril 1981), les prix réglementés totaux ont augmenté au rythme de 18.0% (variation mensuelle en pourcentage filtrée et exprimée à des taux annuels), et les prix réglementés à l'exclusion du pétrole et du gaz naturel, de 14.7% (novembre 1981), comparativement à 11.0% (novembre 1980) pour les prix non réglementés. Depuis ces sommets, toutes les trois mesures ont diminué et au mois de juin 1982, les prix réglementés totaux augmentent à un taux de 12.7%, les prix réglementés excluant l'énergie s'accroient à 10.8%, tandis que les prix non réglementés s'élèvent à 9.2%. Les graphiques révèlent que l'inflation s'est ralentie pendant douze mois environ dans le secteur non réglementé avant que l'inflation des prix réglementés ne passe par son sommet au cours du cycle actuel. Ce comportement est conforme à la théorie économique, et ce type de retard pourrait se produire pendant tout repli cyclique de la demande.

### Annexe A

L'indice des prix à la consommation est une chaîne d'indices Laspeyres comme expliquée dans la publication n° 62-546 "L'indice des prix à la consommation". En vertu de cette méthodologie, la pondération utilisée pour agréger au niveau total est changée à des moments précis dans le temps, et les indices sont "raccordés" à ces points. Les périodes de raccordement de l'I.P.C. depuis 1961 ont été janvier 1961, avril 1973, septembre 1978 et mars 1982. Lors du calcul d'un sous-agrégat spécial du total, il faut prendre en considération les différentes périodes de pondération de sorte que le sous-agrégat puisse être "raccordé" et qu'il soit comparable à l'I.P.C. publié.

Comme plusieurs des composantes identifiées comme réglementées commencent en 1971 ou après, il n'était possible de calculer un sous-agrégat cohérent qu'à compter d'avril 1973 sur la base avril 1973 = 100. Cette période est convenable en ce sens qu'elle contient la principale période inflationniste après



1970 et commence à peu près au moment où les offices de commercialisation fédéraux sont créés pour réglementer les prix des produits laitiers, des oeufs et de la volaille.

Le processus commence par le calcul de la portion réglementée de l'I.P.C. (I.P.C.R.) pour la période avril 1973 à septembre 1978 comme suit:

$$(1) \quad \text{CPIR(t)} = \left[\begin{array}{c} 0.023 \times \frac{\text{PUBTR(t)}}{\text{PUBTR(avril 1973)}} \\ + \ 0.015 \times \frac{\text{COMM(t)}}{\text{COMM(avril 1973)}} + \ 0.040 \times \frac{\text{MEGGS(t)}}{\text{MEGGS(avril 1973)}} \\ + \ 0.003 \times \frac{\text{TURK(t)}}{\text{TURK(avril 1973)}} + \ 0.004 \times \frac{\text{VLIC(t)}}{\text{VLIC(avril 1973)}} \\ + \ 0.005 \times \frac{\text{WATER(t)}}{\text{WATER(avril 1973)}} + \ 0.030 \times \frac{\text{PRT(t)}}{\text{PRT(avril 1973)}} \\ + \ 0.015 \times \frac{\text{ELECT(t)}}{\text{ELECT(avril 1973)}} + \ 0.012 \times \frac{\text{FOIL(t)}}{\text{FOIL(avril 1973)}} \\ + \ 0.29 \times \frac{\text{GASO(t)}}{\text{GASO(avril 1973)}} + \ 0.007 \times \frac{\text{GAS(t)}}{\text{GAS(avril 1973)}} \\ + \ 0.003 \times \frac{\text{MOIL(t)}}{\text{MOIL(avril 1973)}} + \ 0.059 \times \frac{\text{TOBALC(t)}}{\text{TOBALC(avril 1973)}} \right] \times \frac{1}{0.245}$$

où t = avril 1973 à septembre 1978.

L'expression ci-dessus calcule un sous-agrégat de l'I.P.C.R. basé sur avril 1973 utilisant la pondération d'après la composition des dépenses de 1967 aux prix d'avril 1973.

$$(2) \quad \text{CPIR(t)} = \text{CPIR(sept. 1978)} \times \left[ 0.019 \times \frac{\text{PUBTR(t)}}{\text{PUBTR(sept. 1978)}} + 0.014 \times \frac{\text{COMM(t)}}{\text{COMM(sept. 1978)}} + 0.030 \times \frac{\text{MEGGS(t)}}{\text{MEGGS(sept. 1978)}} + 0.002 \times \frac{\text{TURK(t)}}{\text{TURK(sept. 1978)}} + 0.003 \times \frac{\text{VLIC(t)}}{\text{VLIC(sept. 1978)}} + 0.004 \times \frac{\text{WATER(t)}}{\text{WATER(sept. 1978)}} + 0.028 \times \frac{\text{PRT(t)}}{\text{PRT(sept. 1978)}} + 0.016 \times \frac{\text{ELECT(t)}}{\text{ELECT(sept. 1978)}} + 0.012 \times \frac{\text{FOIL(t)}}{\text{FOIL(sept. 1978)}} + 0.034 \times \frac{\text{GASO(t)}}{\text{GASO(sept. 1978)}} + 0.01 \times \frac{\text{GAS(t)}}{\text{GAS(sept. 1978)}} + 0.002 \times \frac{\text{MOIL(t)}}{\text{MOIL(sept. 1978)}} + 0.005 \times \frac{\text{CHICK(t)}}{\text{CHICK(sept. 1978)}} + 0.002 \times \frac{\text{CABLE(t)}}{\text{CABLE(sept. 1978)}} + 0.063 \times \frac{\text{TOBALC(t)}}{\text{TOBALC(sept. 1978)}} \times \frac{1}{0.244} \times \frac{\text{CABLE(sept. 1978)}}{\text{CABLE(sept. 1978)}} \times \frac{1}{0.244} \times$$

où t = septembre 1978 à mars 1982.

L'expression ci-dessus calcule l'I.P.C.R. pour la période de septembre 1978 à mars 1982, septembre 1978 étant la période de base, utilisant les pondérations d'après la composition des dépenses de 1974 aux prix de septembre 1978. Elle est "raccordée" à l'indice précédent en le multipliant par la valeur de septembre 1978 obtenue à partir de l'équation (1). La télédistribution et les prix du poulet sont inclus à compter de septembre 1978. Ces inclusions traduisent le fait que la télédistribution n'a été incluse dans l'I.P.C. officiel qu'à partir de cette date, et que l'office de commercialisation du poulet a commencé à fonctionner à ce moment-là.

$$(3) \quad \text{CPIR(t)} = \text{CPIR(mars 1982)} \times \left[ 0.021 \times \frac{\text{PUBTR(t)}}{\text{PUBTR(mars 1982)}} \right] \\ + 0.015 \times \frac{\text{COMM(t)}}{\text{COMM(mars 1982)}} + 0.027 \times \frac{\text{MEGGS(t)}}{\text{MEGGS(mars 1982)}} \right] \\ + 0.002 \times \frac{\text{TURK(t)}}{\text{TURK(mars 1982)}} + 0.004 \times \frac{\text{VLIC(t)}}{\text{VLIC(mars 1982)}} \\ + 0.003 \times \frac{\text{WATER(t)}}{\text{WATER(mars 1982)}} + 0.023 \times \frac{\text{PRT(t)}}{\text{PRT(mars 1982)}} \\ + 0.016 \times \frac{\text{ELECT(t)}}{\text{ELECT(mars 1982)}} + 0.015 \times \frac{\text{FOIL(t)}}{\text{FOIL(mars 1982)}} \\ + 0.048 \times \frac{\text{GASO(t)}}{\text{GASO(mars 1982)}} + 0.10 \times \frac{\text{GAS(t)}}{\text{GAS(mars 1982)}} \\ + 0.002 \times \frac{\text{MOIL(t)}}{\text{MOIL(mars 1982)}} + 0.006 \times \frac{\text{CHICK(t)}}{\text{CHICK(mars 1982)}} \\ + 0.002 \times \frac{\text{CABLE(t)}}{\text{CABLE(mars 1982)}} + 0.055 \times \frac{\text{TOBALC(t)}}{\text{TOBALC(mars 1982)}} \times \frac{1}{0.249}$$

où t = mars 1982 jusqu'à aujourd'hui.

L'équation ci-dessus calcule le sous-indice de la période commençant en mars 1982, basée sur mars 1982, utilisant la pondération d'après la composition des dépenses de 1978 aux prix de mars 1982 et raccorde ce sous-indice au précédent en le multipliant par la valeur de mars 1982 obtenue dans l'équation (2).

La partie non réglementé de l'indice (I.P.C.N.R.) se calcule en soustrayant l'I.P.C.R. pondéré de l'I.P.C. total, qui se fait en trois étapes comme ci-dessus.

'Les codes sont CPI = Indices des prix à la consommation, PUBTR = Transports publics, COMM = Communications, MEGGS = Produits laitiers et oeufs, TURK = Dinde, VLIC = permis de conduire, WATER = eau, PRT = Impôts fonciers, ELECT = Énergie, FOIL = mazout, GASO = essence. GAS = gaz naturel, MOIL = huile à moteur. CHICK = poulet. CABLE = télédistribution, TOBALC = tabacs et alcools, CPIR = I.P.C. réglementé.

## Bibliographie

Conseil économique du Canada, *Rationalisation de la réglementation publique*, Ministre des Approvisionnements et des services, Ottawa, 1979.

Conseil économique du Canada, *Réformer la réglementation*, Ministre des Approvisionnements et des services, Ottawa, 1980.

Musgrave, P.B. and Musgrave, R.A. *Public Finance in Theory and in Pratice*. U.S.A. McGraw Hill, 1973.

Rhoades, D. «La conversion de l'actualité en fiabilité des séries chronologiques économiques ou filtrage des séries chronologiques occasionnant un déphasage minimum», Revue statistique du Canada, février 1980.

Scherer, F.M. Industrial Market Structure and Economic Performance. Chicago, Rand McNally and Company, 1970.

## Glossaire

#### Base monétaire

Somme des billets en circulation, de la monnaie métallique hors des banques et des dépôts des banques à charte auprès de la Banque du Canada. Également appelée l'offre de monnaie centrale "high powered Money Supply".

Désaisonnalisation interpolative Cette méthode de désaisonnalisation n'utilise que les données réelles disponibles pour estimer le facteur saisonnier actuel, différant ainsi de la désaisonnalisation extrapolative qui utilise des prévisions afin de calculer le facteur saisonnier actuel. Ainsi la désaisonnalisation interpolative est plus sensible aux variations de la structure saisonnière.

## Commerce extérieur

Base de la balance des paiements

Données qui contiennent un certain nombre de corrections apportées aux totaux douaniers afin de les aligner sur les concepts et les définitions utilisés dans le système de comptabilité nationale.

**Évaluation**Dollar constant

L'évaluation en dollars constants représente la valeur des dépenses ou de la production mesurée en terme des prix d'une période de base fixe quelconque. (Les variations des dépenses ou de la production exprimées en dollars constants ne peuvent être imputables qu'aux variations des quantités physiques des biens achetés ou produits).

### Base douanière

Totaux de données détaillées sur le commerce de marchandises préparés directement à partir des documents douaniers.

Exportations moins importations.

Dollar courant

L'évaluation en dollar courant va représenter la valeur des dépenses ou de la production mesurée en prix courants. Une variation des dépenses ou de la production mesurée en dollars courants peut s'expliquer par une variation de la quantité des biens achetés ou produits ou par une variation du niveau des prix de ces mêmes biens.

## Exportations nettes

Termes de l'échange Il s'agit du ratio du prix des exportations de marchandises à celui des importations de marchandises. Il est possible de calculer ce ratio chaque mois sur base douanière à partir des données du commerce extérieur, ou chaque trimestre sur la base de la balance des paiements à partir des données du PNB.

Demande intérieure finale plus les

stocks.

stocks.

exportations. Elle est aussi égale au PNB moins les variations des

Valeur nominale

La valeur nominale représente la valeur des dépenses ou de la production mesurée en prix courants.

Demande intérieure finale

Demande finale

C'est la somme des dépenses personnelles en biens et services, les dépenses publiques courantes et la formation brute de capital fixe des Canadiens. La demande intérieure finale est aussi égale au PNB plus les importations moins les exportations et les variations des stocks. En d'autres termes, c'est une mesure de la demande finale des Canadiens, quelle que soit la façon dont elle a été satisfaite, soit par la production intérieure, les importations ou par les variations des

Valeur nominale est synonyme de valeur en dollars courants.

Valeur réelle

Valeur "réelle" est synonyme de valeur en dollars constants.

Filtrage, filtré

En général, on entend par filtrage, la suppression, ou le filtrage, des mouvements des données qui se répètent avec approximativement la même fréquence. Dans notre contexte, il s'agit d'éliminer les hautes fréquences ou les mouvements

irréguliers, de sorte que l'on puisse mieux évaluer si le mouvement courant représente une variation de la tendance-cycle. Malheureusement cette opération entraîne une perte d'actualité dans l'avertissement en ce qui concerne les changements cycliques. Nous avons essayé de minimiser cette perte d'actualité en filtrant de manière à minimiser le déphasage.

Indice de diffusion

Un indice de diffusion est une mesure, couvrant un groupe de séries chronologiques, qui exprime l'uniformité de mouvement du groupe en question. Plus précisément, pour toute période donnée, l'indice de diffusion est égal au pourcentage de séries du groupe qui font ressortir une expansion pendant la période en question. L'indice de diffusion donne par conséquent la dispersion, ou la diffusion, d'une variation donnée de l'agrégat. Comme les variations de cycles économiques touchent en général un grand nombre de processus économiques, les indices de diffusion servent à déterminer si une variation est causée par des forces cycliques.

Marché du travail Chômeurs

Les chômeurs sont les personnes qui, au cours de la période de référence:

 a) étaient sans travail, en avaient activement cherché au cours des quatre dernières semaines (y compris la semaine de référence) et étaient prêtes à travailler,

oи

b) n'avaient pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais étaient mises à pied (et s'attendaient à être rappelées au travail) depuis moins de 26 semaines et étaient prêtes à travailler. OL

c) n'avaient pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais devaient commencer à travailler à un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins à compter de la semaine de référence et étaient prêtes à travailler.

Effectifs des grandes entreprises

Il s'agit de toutes les personnes qui sont rétribuées pour leurs services ou leurs absences pendant la semaine de référence et pour lesquelles l'employeur verse des contributions au RPC ou RRQ et/ou à la caisse d'assurance-chômage. Le concept de salarié exclut les propriétaires et les partenaires d'entreprises non constituées en sociétés et ceux qui possèdent un bureau pour l'exercice d'une profession, les travailleurs autonomes, les travailleurs familiaux non rémunérés, les bénévoles, les retraités, les travailleurs à domicile, les membres de corps élus ou nommés, le personnel militaire et les personnes fournissant des services à un établissement sur une base forfaitaire. La statistique est établie à partir des données recueillies lors de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les

Enquête sur la population active

Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures personnes Il s'agit d'une enquête mensuelle auprès des ménages qui mesure la situation de ses membres par rapport au marché du travail, au cours de la période de référence. Les pensionnaires des institutions et les membres à plein temps des Forces armées canadiennes sont exclus, car on les considère comme n'appartenant pas au marché du travail.

heures-hommes.

Il s'agit d'un recensement par la poste auprès des entreprises employant au moins 20 employés, au cours de laquelle on recueille des renseignements sur les feuilles de Hypothèse des travailleurs d'appoint

Hypothèse des travailleurs découragés

Personnes occupées

paye de la dernière semaine ou de la dernière période de paye du mois de référence, dont des chiffres sur la durée moyenne, les gains et les effectifs.

Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle, à mesure que le taux de chômage augmente, le principal salarié de l'unité familiale peut devenir chômeur de sorte que les autres membres de la famille qui n'étaient pas actifs sont poussés à se chercher un emploi. On appelle aussi parfois cet hypothèse "effet du travailleur secondaire".

Il s'agit de l'hypothèse selon laquelle, à mesure que le taux de chômage augmente, certaines personnes cherchant activement de l'emploi peuvent se "décourager" à mesure que la période de recherche se prolonge et se retirer de la population active.

Entrent dans cette catégorie toutes les personnes qui, pendant la période de référence de l'enquête sur la population active:
a) ont fait un travail quelconque, contre rémunération ou en vue d'un bénéfice pour un employeur ou à son propre compte. Il peut également s'agir d'un travail familial non rémunéré qui contribue directement à l'exploitation d'une ferme, d'une entreprise ou d'un bureau professionnel, qui est possédé ou exploité par un membre apparenté du ménage.

b) avaient un emploi mais n'étaient pas au travail pour l'une des causes suivantes: maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales, mauvais temps, conflit de travail ou autres raisons (à l'exception des personnes mises à pied et des personnes qui devaient commencer à travailler à une date future déterminée).

Population active

Les actifs sont les personnes de la population âgées de 15 ans ou plus qui, au cours de la période de référence, étaient soit employées ou en chômage.

Taux d'activité

Exprime la population active en pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus. Le taux d'activité d'un groupe donné est le pourcentage de ce groupe faisant partie de la population active.

Taux d'emploi

Nombre de personnes employées en pourcentage de la population agée de 15 ans et plus.

Travailleurs rémunérés Les personnes qui ont fait un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'un bénéfice au cours de la période de référence. Les travailleurs rémunérés ne comprennent pas les personnes qui ont fait un travail non rémunéré qui a contribué directement à l'exploitation d'une ferme familiale, d'une entreprise ou d'un bureau pour l'exercice d'une profession, possédé ou exploité par un membre apparenté du ménage.

Prix Indice de prix Laspeyres

Les poids utilisés pour calculer un indice de prix agrégé Laspeyres sont des poids fixes calculés pour une période de référence. Ainsi, les changements d'un indice de prix de ce type sont strictement limités aux mouvements des prix.

Indice de prix Paasche Les poids utilisés pour calculer un indice de prix agrégé Paasche sont les poids de la période courante. Les changements d'un indice de prix de ce type réflètent à la fois les changements de prix et d'importance des composantes.

Prix à la consommation

Prix au détail, y compris toutes les taxes de vente, d'accise et autres se rapportant aux marchandises. C'est-à-dire, qu'il s'agit des prix que l'acheteur final paierait dans un magasin ou un point de vente. L'indice des prix à la consommation est concu de façon à mesurer la variation dans le temps du coût d'un "panier" constant de biens et de services, représentant les achats d'un groupe particulier de la population au cours d'une période donnée. Comme le panier contient un ensemble de biens et de services dont la quantité et la qualité ne varient pas ou qui sont comparables, les variations du prix du panier sont imputables uniquement au mouvement des

Prix des marchandises Prix quotidiens en espèces (au comptant) des marchandises. Le prix des marchandises se rapporte habituellement au prix au comptant des matières brutes.

Prix implicites

Prix obtenus par un procédé de déflation. Ils traduisent non seulement les variations des prix, mais aussi les variations du régime des dépenses ou de la production pour le groupe auquel ils se rapportent.

Prix industriels

Il s'agit des prix pratiqués pour les nouvelles commandes dans le secteur de la fabrication, à l'exclusion des escomptes, des allocations, des rabais, des taxes de vente et d'accise pour la période de référence. Le point de fixation des prix est la première étape de la vente après la production. L'indice de prix de vente dans l'industrie est un ensemble d'indices de prix à pondération de base destinés à mesurer le mouvement des prix des produits vendus par les établissements canadiens classés dans le secteur de la fabrication par la classification des activités économiques de 1970.

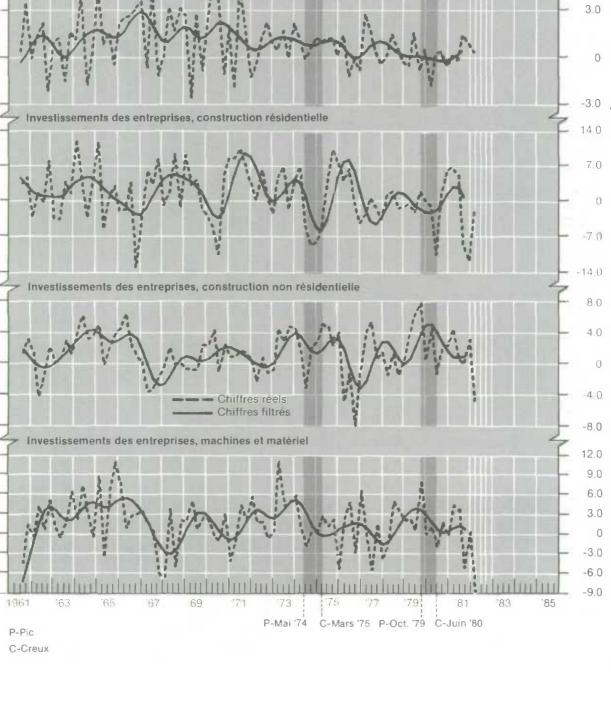
Stocks Par étape de fabrication

On classifie les stocks à l'intérieur d'une industrie donnée selon que la fabrication des biens, du point de vue de cette industrie, est complétée, est en cours ou n'a pas encore commencé. Les stocks détenus à ces différentes étapes de fabrication sont respectivement définis comme étant les stocks de produits finis, les stocks de produits en cours, et les stocks de matières brutes. Notons que, dans ce contexte, les matières brutes ne sont pas nécessairement des produits de base tels le blé, le minerai de fer, etc... Ce sont simplement les matières qui servent d'intrants à l'industrie en question.

# Graphique

1	Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	3
2	Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés aux taux annuels	4
3	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	5
4	Indicateurs de la demande, chiffres désaisonnalisés	6
5	Marché du travail, chiffres désaisonnalisés	7
6	Prix et coûts	8
7	Dépense nationale brute, indices implicites de prix, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	9
8	Dépense nationale brute, indices implicites de prix, et revenu national, certaines composantes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	10
9	Commerce extérieur, base douanière, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	11
10	Balance canadienne des paiements internationaux, millions de dollars	12
11	Indicateurs financiers	13
12	Indicateurs avancés et coincidants du Canada	14
13-14	Indicateurs avancés du Canada	15-16

Graphique - 1 Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971 (Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) 1961 Q2-1982 Q1 4.0 Dépenses personnelles 3.0 3.0 2.0 2.0 1.0 1.0 0 -1.0-1.0 Dépenses publiques courantes 6.0 6.0 3.0 3.0 0 -3.0 -3.0 vestissements des entreprises, construction résidentielle 14.0 14.0 7.0 7.0 0 0 -7.0 -14.0 -14.0 vestissements des entreprises, construction non résidentielle 8.0 8.0 40 4.0 0 -40 4.0 Chiffres réels Chiffres filtrés -8.0 -8.0 Investissements des entreprises, machines et matériel 12.0 12.0 9.0



6.0

3.0

-3.0

-6.0

-9.0

0

Graphique — 2

Dépense nationale brute en millions de dollars de 1971

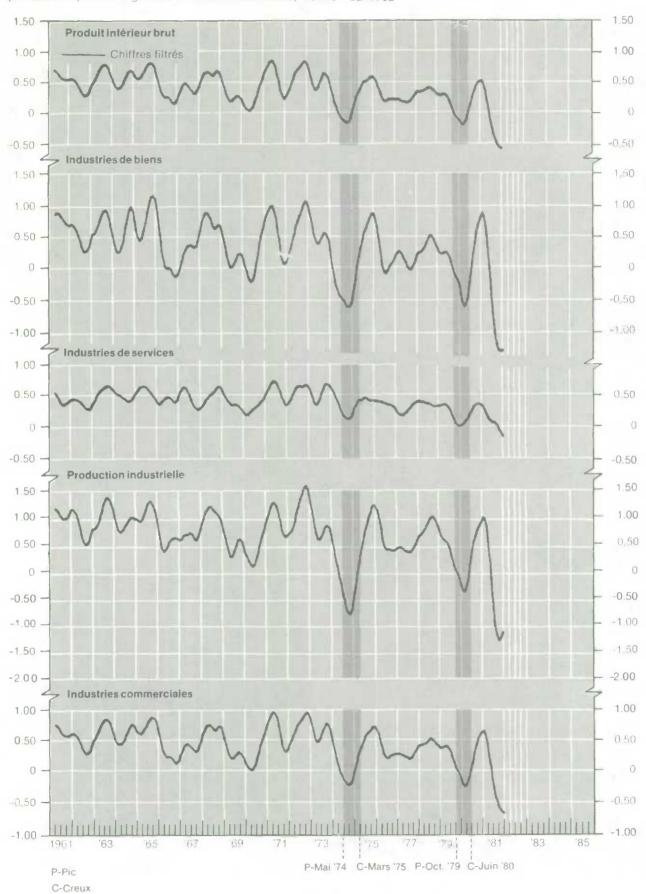
(Chiffres désaisonnalisés aux taux annuels) 1961 Q2-1982 Q1



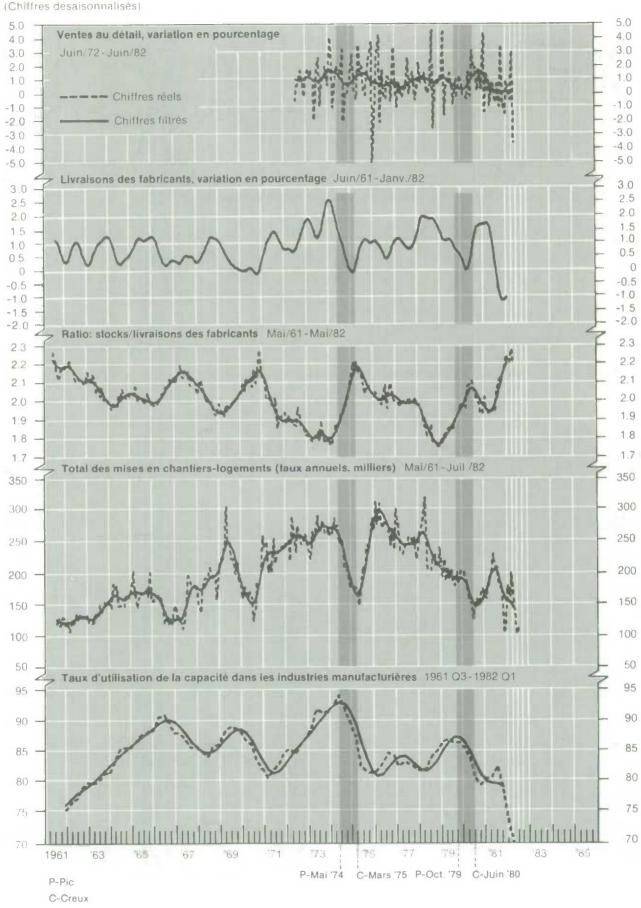
C-Creux

Graphique — 3

Produit intérieur brut par industrie
(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) Juin/61-Janv./82

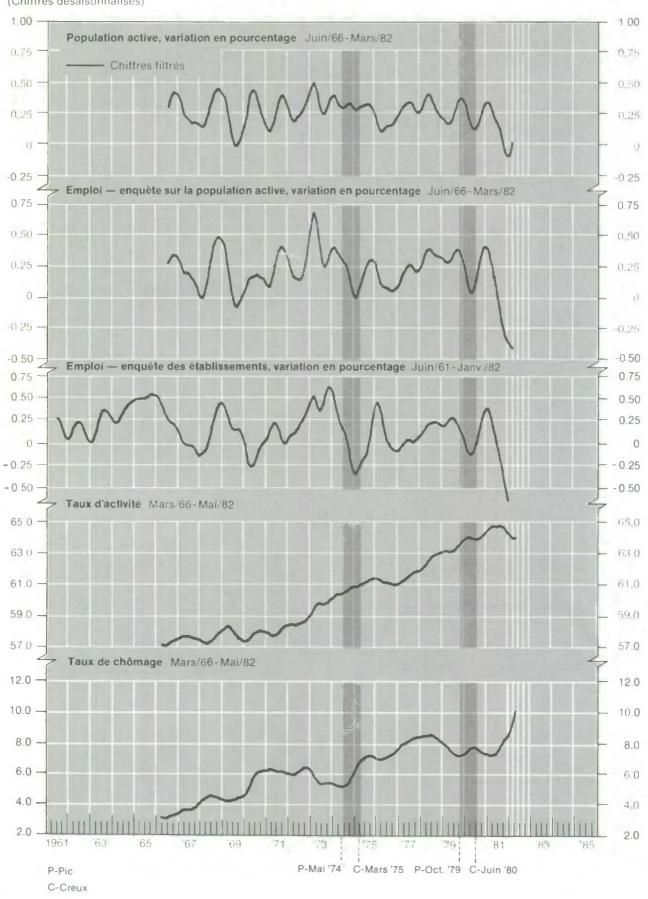


Graphique — 4
Indicateurs de la demande

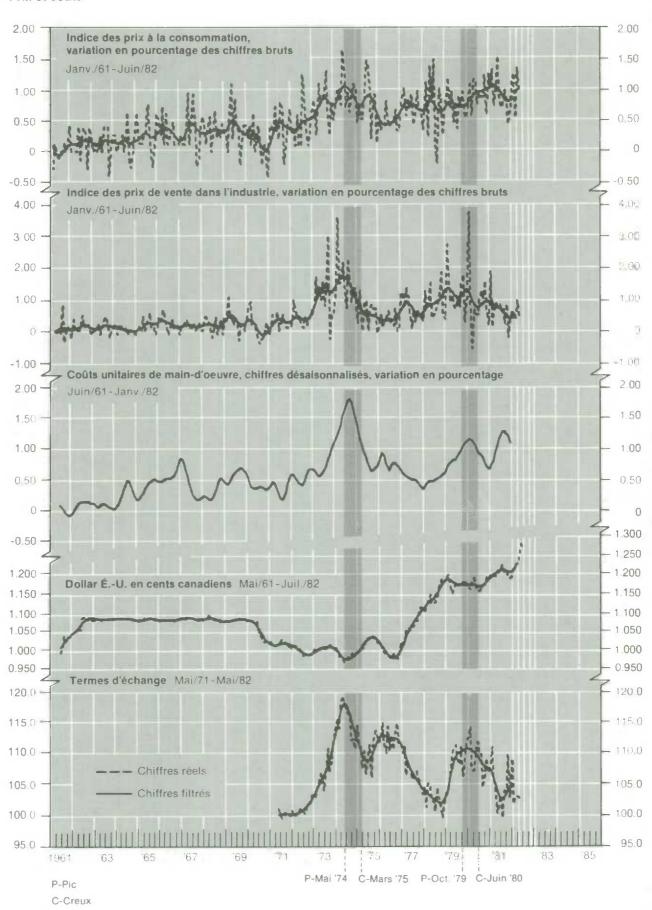


Graphique — 5

Marché du travail
(Chiffres désaisonnalisés)

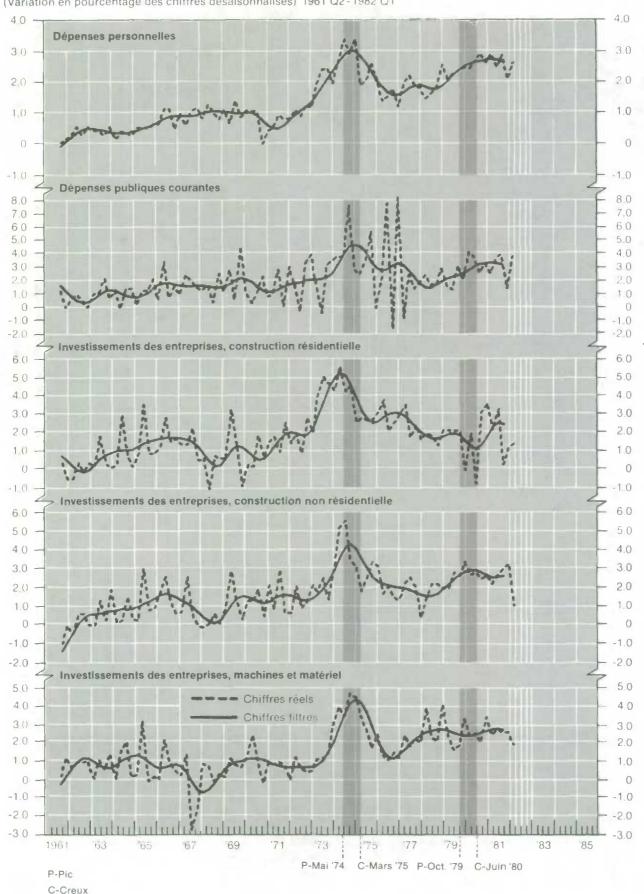


Graphique — 6
Prix et coûts

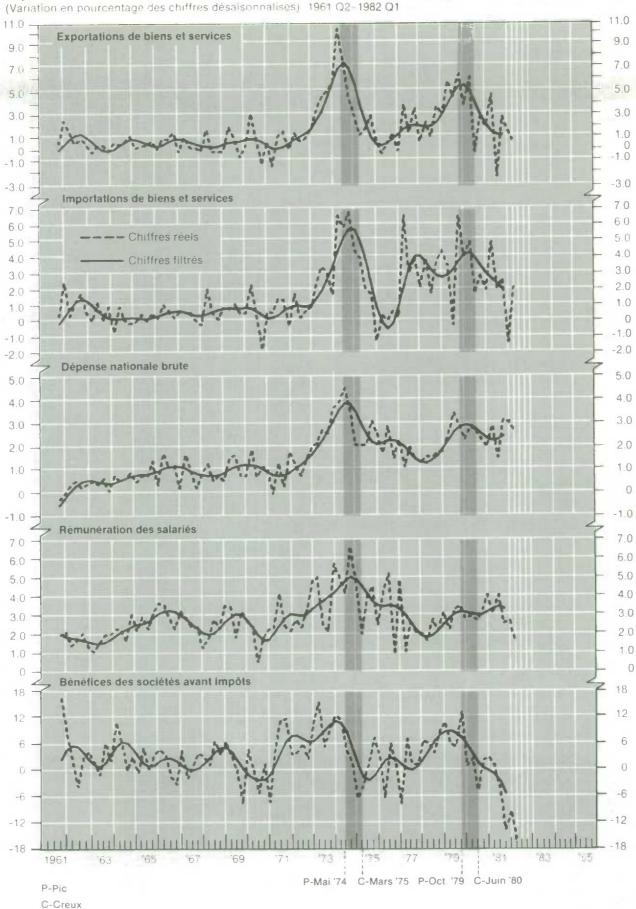


Graphique — 7

Dépense nationale brute, indices implicites de prix
(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés) 1961 Q2-1982 Q1



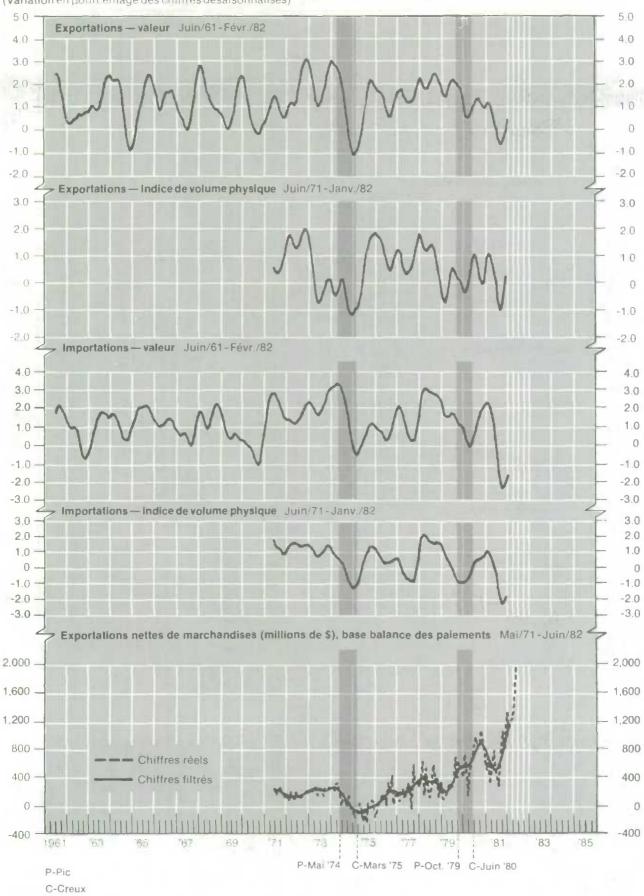
Graphique — 8 Dépense nationale brute, indices implicites de prix et revenu national, certaines composantes



Graphique - 9

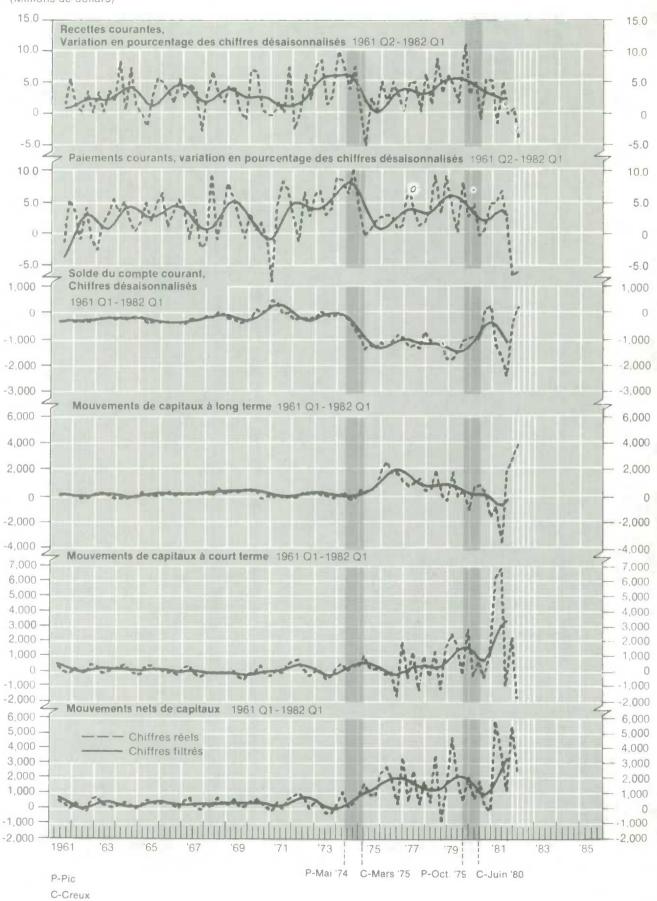
## Commerce extérieur, base douanière

(Variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés)

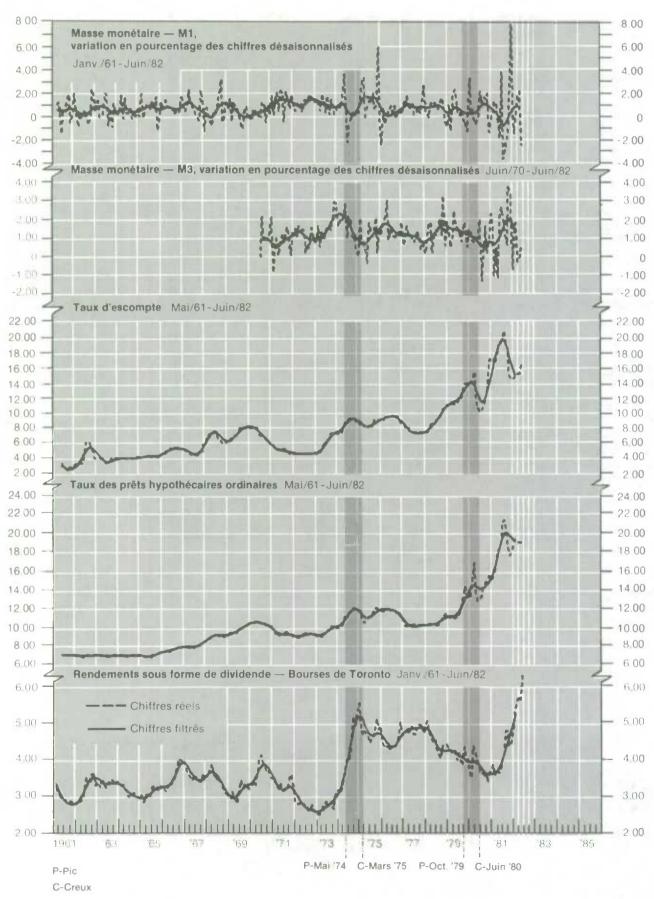


Graphique — 10

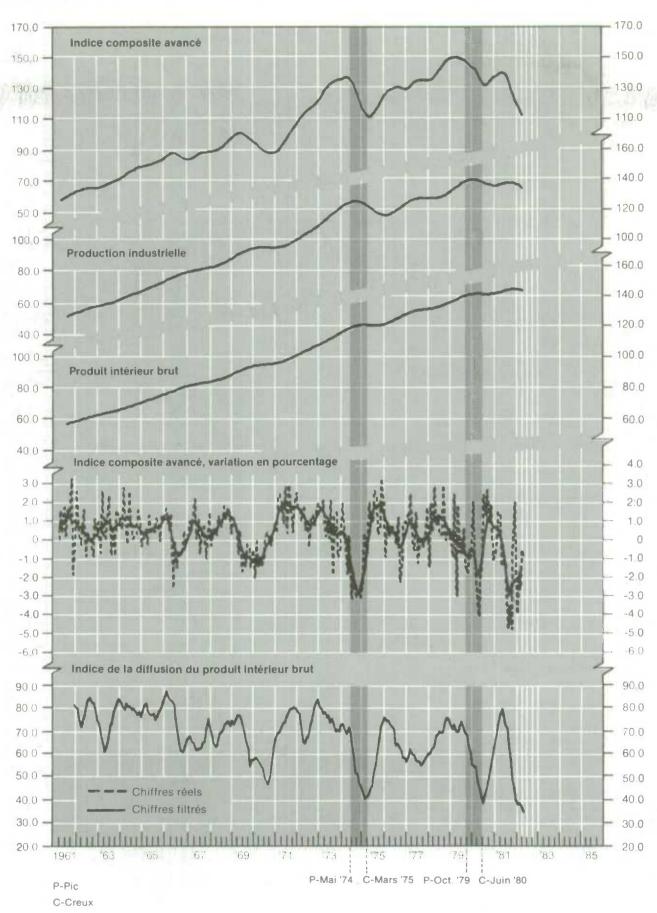
Balance canadienne des paiements internationaux (Millions de dollars)



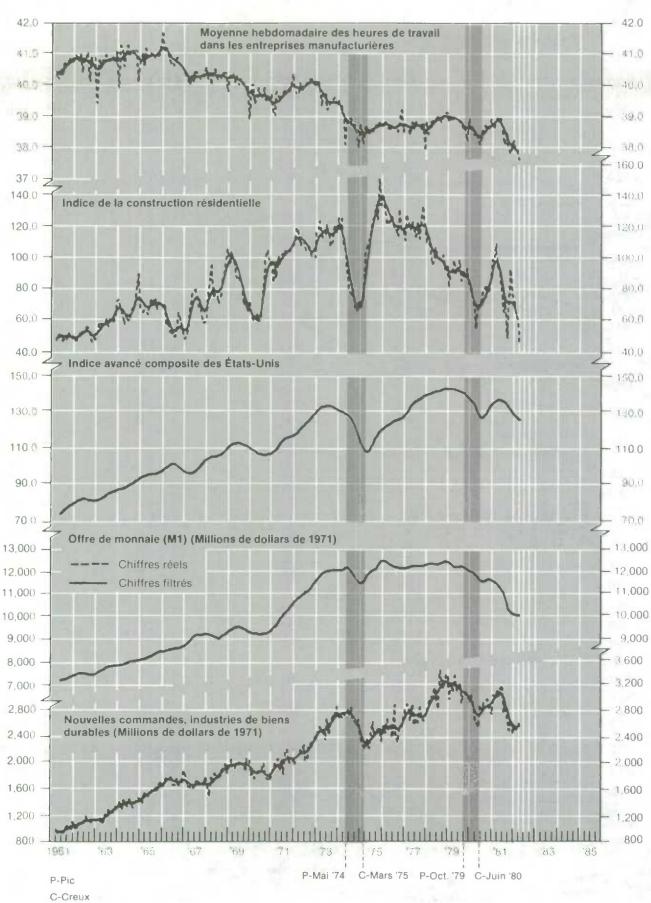
Graphique — 11 Indicateurs financiers



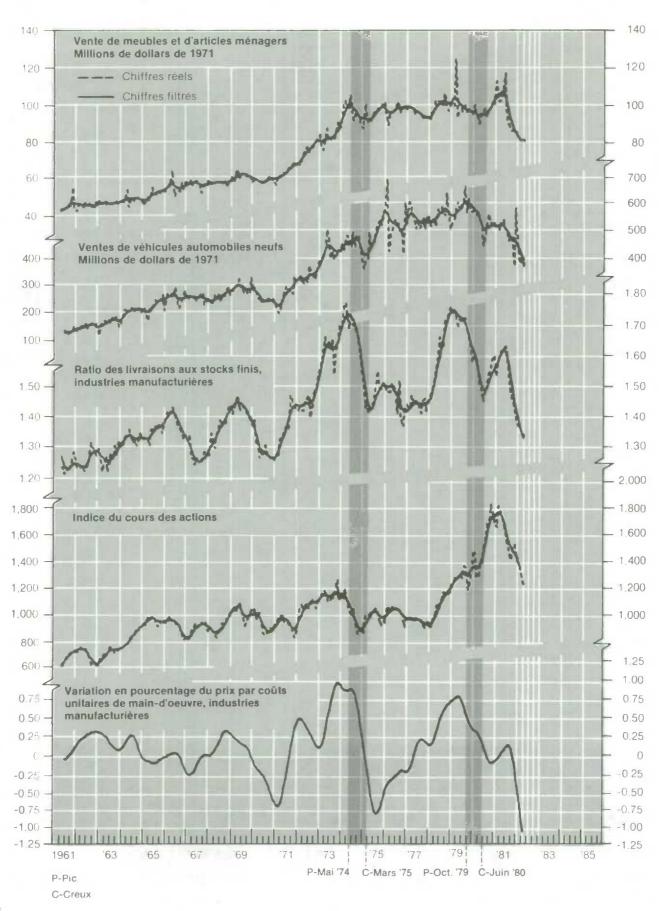
Graphique — 12 Indicateurs avancés et coïncidants du Canada Janv./61-Mai/82



Graphique — 13 Indicateurs avancés du Canada | Janv./61-Mai/82



Graphique — 14
Indicateurs avancés du Canada Janv./61-Mai/82



## Principaux indicateurs économiques

1	Dépense nationale brute en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
2	Produit intérieur réel par industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	19
3	Indicateurs de la demande, variation en	
4	pourcentage des chiffres désaisonnalisés Indicateurs du marché du travail, données	20
	désaisonnalisées	20
5	Prix et coûts, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	21
6	Prix et coûts, indices implicites de prix des comptes nationaux, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	21
7	Commerce extérieur, base douanière, taux de variation des chiffres désaisonnalisés	22
8	Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et	0.0
9	désaisonnalisées  Compte de capital de la balance des paiements	22
3	internationaux, soldes, données exprimées en millions	00
10	de dollars et non désaisonnalisées Indicateurs financiers	23 23
	Indicateurs avancés du Canada, données filtrées	24
13	Indicateurs mensuels des États-Unis, variation	24
	en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	25
14-15	Indicateurs avancés et coincidants des États-Unis,	
	données filtrées	25-26

## DEPENSE NATIONALE BRUTE EN DOLLARS DE 1971 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

				ES DES ENTRE IMMOBILISATI			SEMENT EN ENTREPRISES			
	DEPENSES PERSON- NELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	CONST- RUCTION RESIDEN- TIELLE	CONST- RUCTION NON-RESI- DENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES (1)	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)	EXPORTA- TIONS	IMPDRTA- TIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
977 978 979 980 981	2.9 2.7 2.0 1.1	3.2 1.8 .9 -1.0	-6.3 -1.8 -2.8 -6.1 5.6	3.0 1.3 12.9 11.0 8.4	4 1.0 11.9 4.5	-571 -60 1629 -2389 1251	-335 216 -136 -122 312	6.9 10.4 2.9 1.8	2.1 4.7 7.2 -2.0 2.6	2.1 3.6 2.9 .5
980 11 111 1V	7 1 . 6 . 9	. 3	-10.5 2.0	-1.2 1.9	-2.0 1.7	-232 -3016	-544 176	8 3.2	-1.8 -2.4	-1.3
981 1 11 111	1.1	5 .2 1 1.5	6.2 6.8 4.9 -8.7	2 . 4 4 . 5 . 7 . 0	4.3 3.7 -5.2	1256 2364 -572 920	72 236 12 376	3.3 -6.1 7.8 -3.0	3.3 2 4.6 1	1.9 1.6 -1.1
982 I	-1.1	. 9	-11.7	3.2 -4.9	-8.8	-2080 -1580	-508 108	4 - 4 . 6	-5.3 -5.0	9

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA (1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

12 ADUT 1982

TABLEAU 2

15H 05

#### PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE 1971=100 TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	PRODUIT INTERIEUR BRUT	P.1.8. SANS AGRI- CULTURE	INDUSTRIES DES BIENS	INDUSTRIES DES SERVICES	PRODUCTION INDUS- TRIELLE	INDUSTRIES MANUF. DURABLES	INDUSTRIES MANUF. NON- DURABLES	HINES	INDUSTRIES CDMMER- CIALES	INDUSTRIE: NON COMMER- CIALES
977 978	2.9	2.9	1.9	3.5	2.6	2.5	1.5	3.0	3.2	1.7
979	3.3	4.0	3.5	3.8	5.3	3.4	6.0	-7.8 9.8	3.7	1.5
980	. 4	.3	-1.6	1.6	-2.0	-4.7	-1.4	2.1	. 3	. 3
981	2.5	2.3	2.3	2.6	1.1	2.2	1.2	-5.8	2.6	1.9
980 JUIN	- , 4	3	9	. 0	2	+.3	. 0	5	4	. 2
JUIL	. 1	. 1	. 2	. 1	4	*.1	-1.0	-2.9	. 1	. 2
ADUT	. 4	. 5	. 4	. 4	. 8	1.7	1	2.0	. 4	. 2
DET	. 5	. 6	1.1	. 1	1.4	2.5	1.4	-2.9	. 6	. 2
NOV	. 6	. b	.9	.5	. 7	1.1	. 4	-1.1	. 8	. 2
DEC	. 0	. 1	. 5	3	. 2	. 8	3	5.0	.5	. 6
981 JAN	. 4	. 2	1	. 7	-1.5	-2.6	2	.0	5	. 0
FEV	8	. 7	1.9	. 1	1.9	3.7	1.6	1.4	1.0	- 3
MARS	. 5 . 2 . 3	. 5	1.1	. 1	1.5	2.6	. 7	-1.0	. 5	. 1
AVR	. 2	. 3	. 1	. 3	. 0	. 3	4	. 3	. 3	3
MAI	. 3	. 4	1.0	. 1	1.3	1.8	1.5	-2.7	. 3	. 7
JUIN	. 5	. 5	. 7	. 3	. 9	2.8	. 0	-2.4	. 5	. 1
JUIL	-1.1	-1.2	-1.9	5 . 0	-2.3	-3.0	-1.3	-8.1	-1.4	. 9
AOUT SEP	6	6	-1.7	. 0	-1.7	-5.5	7	10.0	7	+.2
OCT	1	1 5	-1.2	. 5	-1.5	~3.1	4	-2.1	1	. 0
NDV	. 1	4	7	3 .8	-1.4	-2.7 -2.0	8	3	5	. 5
DEC	7	- 17	-1.6	2	-1.3	-1.7	-1.4	1.2	8	.0
982 JAN	-1.0	-1.1	9	-1.1	9	-2.2	-1.8	-2.7	-1.2	2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2
FEV	. 0	1.1	2	1,1	2	.7	8	2.3	. 0	- 1
MARS	6	7	-1.2	3	-1.2	-2.1	2	3	8	. 6
AVR	9	9	-1.5	6	-1.4	. 7	-3.8	-5.2	-1.1	. 6
MAI	1	n. 1	8	. 3	1.0	1.7	1.6	-1.0	1	. 0

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (61-005), STATISTIQUE CANADA.

## INDICATEURS DE LA DEMANDE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	VENTÉS AU DETAIL	VENTES- MAGASINS A SUCC	VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS	LIVRAISONS DES FABRICANTS	FABRICA DE BIENS DURABLES- NDUVELLES COMMANDES	RATIO STOCKS/ LIVRALSONS DES FABRICANTS	DUREE HEBDD. MOYENNE DU TRAVAIL, FABRICATION (1)	TOTAL DES MISES EN CHANTIER- LOGEMENTS (2)	PERMIS OE BATIR	LIVRAISONS MATERIAUS DE CONS- TRUCTION
1977 1978 1979 1980 1981	8.3 11.8 12.1 8.7 12.6	6.9 11.0 10.8 9.5 9.9	11.1 12.4 18.8 .1 3.9	11.2 18.7 17.8 9.2 13.2	17.2 22.5 16.4 1.4 10.0	1.99 1.84 1.86 2.00 2.02	38.6 38.8 38.8 38.5 38.5	244.0 234.8 197.4 159.6 180.7	1.9 5.8 7.7 9.2 21.2	3.3 18.3 16.2 6.0
1980 111 1V 1981 1 11 111 1V 1982 1	5.6 3.5 5.0 1.4 .4 1.3 2	4.2 2.5 3.9 3.2 -2.6 1.4	14.7 .2 1.3 2.0 -5.8 1.0 -17.6 6.8	5.3 6.1 2.1 6.6 3 -3.1	15.0 3.9 1.6 8.2 -3.4 -11.2 -3.4	2.03 1.94 1.97 1.93 2.02 2.14 2.21	38.3 38.7 38.8 38.5 38.5 38.1	158.3 167.0 191.3 216.3 180.0 135.0 179.3 117.0	16.4 22.6 5.3 -9.0 9.7 -17.9 -29.7	3.9 5.9 4.3 7.3 -1.1 -3.3 -8.2
1981 JUIL ADUT SEP OCT NDV DEC 1982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN JUIL	.3 7 .7 9 3.5 9 1.5 1.0 .2 5 3.6	-5.1 .4 -1.2 1.0 2.6 -1.9 -4.9 -4.2 2.7	-4.4 2 7.7 -23.5 54.6 -20.6 -21.1 12.7 -3.8 2.2	1.3 -3.9 -1.5 4 .3 -1.8 -2.7 2.7 2.7 .5 -3.7	4.3 -14.7 2.3 -6.1 -6.7 9.4 -10.2 8.3 -5.5 -3.2	1.93 2.04 2.09 2.12 2.13 2.17 2.24 2.20 2.20 2.27 2.19	38.7 38.5 38.5 38.1 37.8 38.1 38.2 37.9 37.6	184.0 176.0 180.0 105.0 121.0 179.0 164.0 201.0 173.0 104.0 114.0	5.7 -16.2 -8.4 -1.6 32.2 10.9 -26.3 -10.5 -21.8 -16.9 -3.9	8 -1.6 .3.5 -5.7 -9.7 5 -4.8

SOURCE: CDMMERCE DE DÉTAIL (NO.63-005 AU CATALOGUE), EMPLOI, GAINS ET DURÉE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE),
STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES (NO.31-001 AU CATALOGUE), VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES
NEUFS (NO.63-007 AU CATALOGUE), PERMIS DE BATIR (NO.64-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA, STATISTIQUE SUR LE LOGEMENT
AU CANADA, SDCIETE CANADIENNE D'HYPDTHEQUES ET DE LOGEMENT.
(1) PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) MILLIERS DE MISES EN CHANTIER, TAUX ANNUEL.

12 AOUT 1982

TABLEAU 4

15H 05

15H 05

## INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL DONNEES DESAISONNALISEES

	L'ENSEMBLE ENQUETE ETABLISE- MENT (1)	FABRICATION ENQUETE ETABLISE- MENT (1)	L'ENSEMBLE ENQUETE POPULATION ACTIVE (2)	POPULATION ACTIVE (2)	D'ACTIVITE	RAPPORT EMPLOI/ POPULATION (3)	TAUX DE CHOMAGE TOTAL	TAUX DE CHOMAGE 15-24 ANS	TAUX DE CHOMAGE 25 ANS ET PLUS	ASSURANCE- CHDMAGE (4)
1977 1978 1879 1980 1981	2.7 2.0 3.6 2.1 3.5	.1 1.6 3.9 -1.2	1.8 3.4 4.0 2.8 2.6	2.9 3.7 3.0 2.8 2.7	81.5 62.6 63.3 64.0 64.7	56.6 57.4 58.6 59.2 59.8	8.1 8.4 7.5 7.5 7.5	14.4 14.5 13.0 13.2 13.3	5.8 6.1 5.4 5.6	2807 2809 2602 2762 2895
1980 III 1981 I 111 111 111 1982 I 11	.8 1.3 1.0 .0 3	1 1.0 1.5 1.5 -1.4 -1.8	1.2 1.2 .5 1 7	.3 .9 1.2 .5 .3 .2	63.9 64.2 64.7 64.7 64.7 64.6 83.9 64.0	59.0 59.5 60.0 60.1 59.8 59.1 58.4 57.4	7.6 7.3 7.2 7.2 7.6 8.4 8.6	13.3 12.7 13.0 12.7 13.1 14.6 15.3 17.6	5.5 5.3 5.2 5.3 6.3 7.7	597 825 711 542 683 959 939
1981 JUIL ADUT SEP OCT NDV OEC	3 2 .5 4 2	-1.5 6 -1.1 79	2 .3 4 2 5	2 .0 .8 2 3	64.6 64.5 65.0 64.8 64.6	59.9 60.0 59.6 59.4 59.2 58.8	7.4 7.1 8.2 8.3 8.3	12.7 12.2 14.3 14.2 14.7 14.8	5.5 5.3 6.1 6.2 6.1	242 184 257 235 352 372 385
1962 JAH FEV MARS AVR MAI JUIN JUIL	-1.1 .3 .2 3	- 1.5 9 7 - 1.1	2 4 1 7 2 6 3	6 1 .4 1 .4 .2 .7	64.0 63.8 64.0 63.9 64.1 64.1	58.5 58.3 58.7 57.5 57.1 56.9	8.6 9.0 9.6 10.2 10.9	15.0 15.8 16.6 17.5 18.6 20.9	6.4 6.7 7.2 7.7 8.3	257 297 28D 265

SOURCE: ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR PROVINCE ET PAR INDUSTRIE (ND. 72-008), LA POPULATION ACTIVE
(ND.71-00), RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LDI SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE (ND.73-001), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE. ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES, L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS REMUNERES DANS LES
INDUSTRIES NON-AGRICOLES.
(2) VARIATION EN POURCENTAGE.
(3) EMPLOI EN POURCENTAGE DE LA POPULATION AGEE DE 15 ANS ET PLUS.
(4) DEMANDES INITIALES ET DEMANDES DE RENDUVELLEMENT RECUES, DONNEES EN MILLIERS ET NON DESAISONNALISEES.

PRIX ET COUTS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION			DDLLAR CANADIEN	INDICE OES PRIX	PRIX DES ENTREES	PRIX DES ENTREES	SALAIRES ET TRAITEMENTS	PRODUCTION PAR	COUTS
	L'ENSEMBLE	ALIMENTS	ARTICLES NON ALIMEN- TAIRES	EN CENTS E.U. (1)	DE VENTE DANS L'INDUSTRIE	DANS LA CONSTRUC.	DANS LA CONSTRUC- TION NON RESIDEN	HEBDO. HDYENS (2)	PERSONNE EMPLOYEE (3)	OE MAIN D'DEUVRE (3)
1977 1978 1979 1980	8.0 9.0 9.1 10.1 12.5	8.4 15.5 13.2 10.7	7.8 6.4 7.9 10.0	94.10 87 72 85.38 85.54 83.42	7.9 9.2 14.5 13.5	9.3 9.4 10.1 5.4 9.7	8.4 7.5 11.1 9.0 9.7	9.9 6.2 8.6 9.8	109.3 109.2 108.9 106.3 106.2	177.5 187.4 202.2 227.2 252.7
1980 III IV 1981 I III III IV 1982 I II	2.8 2.8 3.2 3.1 3.0 2.5 2.5 3.1	4.2 3.1 3.0 2.3 2.5 6 1.9 4.1	2.4 2.3 3.4 3.4 2.7 2.8	86.32 84.47 83.78 83.43 82.53 83.91 82.72 80.37	2 . 8 3 . 3 2 . 6 2 . 2 2 . 1 1 . 3 1 . 4 1 . 9	3.1 .9 2.6 5.2 1.2 7	2.6 1.2 1.9 3.9 2.1 1.6 1.9	2.7 3.3 2.7 2.4 2.9 3.1	105 .9 106 .2 106 .3 107 .0 105 .9 105 .7 105 .0	230.8 236.7 240.8 247.5 256.7 265.9 274.3
1981 JUIL AOUT SEP DCT NOV DEC 1982 JAN	. 9 . 7 . 7 1 . 0 . 9 . 4	1.3 .3 -2 1 2 8	.7 .9 1.0 1.3 1.2 .8	82.55 81.77 83.28 83.14 84.22 84.38 83.86	.7 .7 .3 .9 2 .4	4 - 1 . 1 2 - 4 - 3	. 4 . 2 . 3 . 8 . 5 . 7	. 1 1. 5 . 9 . 9 . 9 . 6	106.4 105.5 105.8 105.6 105.7	253.7 253.9 262.4 263.2 265.4 269.2 272.1
FEV MARS AVR MAI JUIN JUIL	1.2 1.3 .5 1.4	2.0 .8 .6 2.2 2.2	1.4 .5 1.1	82.37 81.94 81.65 81.04 78.41 78.75	. 5 . 4 1 . D . 5	4 . 3 . 2 . 0 1 . 4	. 3 . 1 . 2 . 1 1 . 8	9	105 . 3 104 . 7 104 . 5 104 . 6	273.3 277.4 280.6

SOURCE:

STATISTIQUES DES PRIX OF LA CONSTRUCTION (62-007). INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (62-011). PRODUIT INTERIEUR
BRUT PAR INDUSTRIE (61-005). ESTIMATION DU REVENU DU TRAVAIL (72-005). LA POPULATION ACTIVE (71-001). L'INDICE DES PRIX
A LA CONSOMMATION (62-001). EMPLDI. GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (72-002). STATISTIQUE CANADA. REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
MOYENNE DES COURS AU COMPTANT A MIDI: (PAS DE VARIATIONS EN POURCENTAGE).
DONNEES DESAISDHNALISEES.
LA PRODUCTION EST DEFINIE COMME ETANT LE PRODUIT INTERIEUR BRUT TOTAL. ET L'EMPLDI EST DEFINI D'APRES L'ENQUETE SUR LA
POPULATION ACTIVE.
FORMULE INDICIELLE, 1971=100, EN UTILISANT DES DONNEES DESAISDNNALISEES: (PAS DE VARIATIONS EN POURCENTAGE).

12 ADUT 1982

TABLEAU 6

15H 05

PRIX ET COUTS INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSES PERSONNELLES					ES DES ENTRE				
	BIENS DURABLES	BIENS SEMI- DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	CONSTRUC- TION RESI- DENTIELLE	CONSTRUC- TION NON RESI- DENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	EXPOR- TATIONS	IMPOR- TATIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE
1977	4.9	6.1	8.9	7.7	10.9	7.9	7.4	7.8	12.3	7.1
1978	5.1	4.5	10.4	7.1	7.5	7.0	11.1	8.5	13.1	B.5
1979 1980	8.2 8.6	10.9 11.2	10.2 12.2	8.5 9.7	7.6 5.4	9.8 11.9	10.3	19.1	13.8	10.3
1981	8.9	7.5	14.7	10.9	9.4	11.1	10.2	15.7 7.7	15.0 11.1	11.D 10.1
1980 11	2.8	2.2	2.6	2.4	8	2.8	2.5	3	1.7	2.7
111	2.9	2.2	4.2	2.6	3.1	2.5	2.0	2.8	2.8	2.3 2.0 2.9 1.5
IV	1.2	1.7	4.6	2.2	3.6	2.7	3.4	2.0	1.9	2.0
1981 1	2.1	1.6	3.2	3.6	2.2	2.2	2.5	4.8	4.9	2.9
111	2.7	2.3	3.2 3.8	2.3	3.3	2.8	2.7	-2.3	2.0	1.5
īv	2.1	1.5	1.6	2.6	1,2	3.0	2.6	2.7	2.6	3.1
1982 1	.9	1.0	3.4	2.6	1.4	1.1	1.9	1.3	-1.3 2.1	2.7

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (13-001), STATISTIQUE CANADA.

## COMMERCE EXTERIEUR BASE DOUANIERE (1) TAUX DE VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		ATTUNS DE MARCH			ATIONS DE MARCH		EXPORTA-	
	VALEUR TOTALE	AOF NWE DO INDICE	INDICE DU PRIX (2)	VALEUR TOTALE	THOTCE DU VDLUME	INDICE DU PRIX (2)	TION NETTES DE MARCHAN. (3)	TERMES DE L'ECHANGE (4)
1977	15.8	9.3	6.5	13.0	. 7	12.1	2730	106.7
1978	19.4	9.5	8.8	18.3	3.2	13.4	4007	102.3
1979	23.4	1.8	20.9	25.5	11.1	14.3	4118	108.2
1980	16.8	-1.2	17.2	10.2	-5.1	16.7	8488	108.8
1981	9.9	2.6	5.4	14.2	2.3	11.1	7 3 5 1	104.3
1980 []]	5.4	3.2	2.2	. 3	9	3.5	2548	107.7
IV	4.3	3.2	1.0	7.3	3.7	1.4	2851	107.2
1981 I	1.D	-5.5	6.4	4.6	-1.1	5.8	1818	108.0
11	6.1	10.4	-4.1	7.5	5.5	1.8	1636	101.7
111	-2.6	-4.9	2.5	3	-2.4	2.4	1185	102.0
14	1	-1.2	1.0	-7.2	-5.0	-2.3	2712	105.4
1982 I	-2.1	-3.2	1,5	-8.4	-10.8	2.5	3548	104.3
11	5.2			-2.2			4652	
1981 JUIN	7.7	8.2	4	2.6	4.5	-1.9	775	101.7
JUIL	-5.5	-7.9	2.3	-1.0	-1.9	1.1	541	102.8
ADUT	-2.5	-3.9	2.1	-2.2	-7.5	5.7	366	99.4
SEP	4	1.4	-1.8	2.0	8.6	-5.9	278	103.7
DCT	6	-1.0	1	-7.5	~ 7 . 5	4	825	104.0
NDV	4.4	2.2	2.4	9 1.2	2.8	-2.8	1056	109.6
DEC	-3.6	-3.6	. 0	1.2	-8.0	6.8	831	102.6
1982 JAN	-8.4	- 12 . 2	4.5	- 17.9	-16.4	-1.6	1324	108.9
FEV	12.6	17.7	-4.3	18.5	15.4	2.6	1062	101.5
MARS	-1.2	. 9	-2.3	-3.5	1	+3.4 -1.8	1162	102.7 102.8
AVR			-1.9				1240	102.8
	-2.0	-1.1	2		-1.3	. 0		102.4
HAI	-2.0 5.9	-1.1	2	-1.3 -4.8	-1.3	. 0	1433 1979	1

SOURCE :

COMMERCE DU CANADA. EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES (65-004). COMMERCE DU CANADA. IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES (65-007).
STATISTIQUE CANADA.
VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
MON DESAISONNALISE.
BASE BALANCE DES PAIEMENTS (VOIR LE GLOSSAIRE). MILLIONS DE DOLLARS.
INDICE DU PRIX DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES PAR RAPPORT A L'INDICE DU PRIX DES IMPORTATIONS DE
MARCHANDISES, NON DESAISONNALISE, PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE. (1) (2) (3) (4)

12 AOUT 1982 TABLEAU 8 15H 05

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX SOLDES
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

		DPER		TRE DES SERVI	CES		TRANSFERTS			
	COMMERCE DE MARCHAN- DISES	VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITU- TIDNS	TOTAL	81ENS ET SERVICES	COMPTE COURANT
1977	2730	-1641	-3658	-26	-7444	455	- 33	413	-4714	-4301
1978	4007	- 1706	-4696	131	-8992	364	14	50	-4985	-4935
1979	4118	-1068	-5241	309	-9744	544	11	664	-5626	-4962
1980	8488	-1228	-5384	536	-10831	895	37	1247	-2343	- 109E
1981	7351	-1116	-6474	487	-14258	1131	38	1561	-6907	-5348
1980 11	1286	-275	-1316	109	-2559	242	4	361	-1271	-910
III	2648	-317	-1380	150	-2660	231	18	247	-12	235
IV	2851	-374	-1301	145	-2848	250	14	348	3	351
1981 1	1818	-253	-1483	112	-3345	283	-1	360	-1527	-1167
11	1636	-285	-1643	142	-3605	279	5	357	-1969	- 16 12
111	1185	-267	-1854	111	-3941	261	21	434	-2756	-2322
IV	2712	-311	- 1494	122	-3367	308	13	410	- 655	-245
1982 I	3571	-279	-1822	118	-3853	340	-4	370	-82	288

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

## COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INVESTIS- SEMENTS DIRECTS AU CANADA	INVESTIS- SEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER	COMMERCE DES VALEURS MOBILIERES CANADIENNES	COMMERCE DES VALEURS MOBILIERES ETRANGERES	MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME (SOLOE)	RESERVES EN OEVISES ETRANG. DES BANQUES A CHARTE AVEC DES NON-RES	MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME (SDLDE)	ERREURS ET OMISSIONS NETTES	ALLOCATION DE DRDITS DE TIRAGE SPECIAUX	MOUVEMENTS MONETAIRES OFFICIELS NETS
1077	A 7 E	740	F 1 1 1	001	4047	1201		2001		
1977 1978	475 85	-740 -2150	5111 4854	221 25	4217	1384 2771	668 1237	-2005 -2682	0	-1421
1979	675	-2350	3906	-582	2099	4107	6752	-2200	219	- 3299 1908
1980	585	-2780	5421	-114	1305	1406	1113	-2819	217	- 1280
1981	-5300	-4900	10883	-95	1340	17898	14203	-8981	210	1426
1980 11	2 15	-660	1708	162	1035	96	684	64	0	673
III	340	- 475	1314	-27	562	-254	-404	-1787	0	-532
IV	-220	-1200	929	-236	-1262	2270	1149	-1181	0	-993
1981 I	2 0 5	- 1305	1055	-256	-520	5912	6114	-3479	210	400
11	-3405	-840	1717	- 335	-3314	8098	6803	-2107	0	-640
111	-580	- 1560	2797	500	2087	2721	-900	-751	0	-745
IA	- 1520	-1195	5314	- 4	3087	1167	2186	-2644	0	2411
1982 1	- 1950	1175	3860	36	4041	1173	-1705	-3214	0	- 15 46

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA

12 AOUT 1982

TABLEAU 10

15H 05

### INDICATEURS FINANCIERS

	MA	SSE MONETAIRE		_				TAUX DES	INDICE	INDICE
	M1 (1)	M2 (2)	M3 (3)	TAUX PRIVILEGIE (4)	CANADA-E.U. DIFFERENCE DU PAPIER COMMERCIAL (4)	TAUX DES EFFETS DES SOCIETES DE FINANCES (4)	TAUX DES PRETS HYPO. DRDINAIRES (4)	OBLIGATIONS A LONG TERME DU FEDERAL (4)	DES COURS DE LA BOURSE DE TORONTO (5)	DOM JONES (E.U.) DES COURS DE LA BOURSE (B)
1977 1978 1979 1980 1981	8.4 30.0 6.9 6.3 4.2	14.1 10.7 15.7 18.1 14.5	15.8 13.7 19.3 14.3 12.2	8.50 9.69 12.90 14.25 19.29	1.73 .51 .64 .12 2.44	7.48 8.83 12.07 13.15 18.33	10.36 10.59 11.97 14.32 18.15	8.70 9.27 10.21 12.48 15.22	1009.9 1159.1 1577.2 2125.6 2158.4	885 .8 814 .0 843 .2 895 .2 932 .7
1980 III 1981 I 11 11 11 1982 I 11	3.2 3.9 .3 1.2 -1.0 -2.9 4.0	3.36 2.55 3.8 4.7 4.5 3.2	2.2 1.6 3.9 5.7 6.1 4.4	12.25 14.92 18.08 19.25 21.67 18.17 16.67 17.42	.37 -1.65 1.57 1.60 3.37 3.22 .82	10.72 14.53 17.13 18.57 21.02 16.62 15.35 16.05	13.68 15.40 17.61 20.55 19.04 18.86 19.16	12.57 12.97 13.27 15.02 17.17 15.42 15.34 15.17	2225.1 2303.7 2246.4 2346.3 2104.7 1936.3 1682.0 1479.5	933.4 960.6 975.3 988.8 894.8 872.2 839.4
1981 JUIL AOUT SEP OCT NOV DEC	3.8 -3.6 -2.8 -1.9 7	2 . 4 . 7 1 . 2 . 7 3 . 0 2 . 4	2.6 2.1 1.4 .7 3.7	21.00 22.75 21.25 20.00 17.25 17.25	3.04 4.04 3.02 3.38 3.84 2.45	21.25 22.20 19.60 18.80 15.40	18.90 21.30 21.46 20.54 18.80	17.07 16.77 17.66 16.66 14.32	2253.9 2176.7 1883.4 1842.6 2012.1 1954.2	952.3 881.5 850.0 852.6 889.0 875.0
1982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN JUIL	1 - 1.5 .1 1.7 2.2 -2.4	1.1 .7 .9 1.0 2.0	6 1 . 3 1 . 9 3	16.50 16.50 17.00 17.00 17.00 18.25 17.25	. 63 . 87 . 95 1. 01 1. 92 1. 83 3. 43	14.90 15.00 16.15 15.50 15.60 17.05 15.65	18.21 18.97 19.41 19.28 19.11 19.10	15.94 15.01 15.06 14.75 14.72 16.03	1786.9 1671.3 1587.8 1548.2 1523.7 1366.8	871.1 824.4 822.8 848.4 819.5 811.9

SOURCE

- (1)
- REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

  MONNAIE ET DEPOTS A VUE. DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.

  MONNAIE ET TOUS LES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUES, DEPOTS A PREAVIS, DEPOTS A TERME DES PARTICULIERS.

  DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.

  MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOIS BANCAIRES DU PUBLIC, DONNEES DESAISONNALISEES, VARIATION EN POURCENTAGE.

  POURCENTAGE ANNUEL.

  300 TITRES, FIN DE MOIS, 1975=1000.

  30 VALEURS INDUSTRIELLES, FIN DE MOIS.
- (3) (4) (5) (6)

TABLEAU 11

### INDICATEURS AVANCES DU CANADA DONNEES FILTREES (1)

	IN	DICE COMPOSITE AVA	NCE	MOYENNE	INDICE DE	INDICE	OFFRE DE
	CHIFFRES FILTRES	(10 SERIES) CHIFFRES NON FILTRES	VARIATION EN % DES CHIFFRES FILTRES	HEBDO DES HEURES DE TRAV. DANS LES ENT. MANUF.	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE (2)	AVANCE E.U.	MONNAIE EN DDLLARS CONSTANTS (M1) (3)
979 OCT	147.61	143.9	65	38.82	91.2	140.27	12068.5
NOV	146.36	142.5	85	38.77	90.5	139.27	12031.8
DEC	144.96	141.4	96	38.67	90.4	138.14	11960.9
980 JAN	144.04	144.2	64	38.64	89.2	137.01	11904.0
FEV	143.31	142.6	5 1	38.61	87.3	135.96	11859.1
MARS		138.9	72	38.61	84.7	134.74	11821.4
AVR	140.46	133.2	-1.28	38.58	81.0	132.88	11780.5
MAI	138.05	130.4	-1.72	38.55	75.3	130.47	11714.6
JUIN	N 135.42	129.0	-1.91	38.50	71.4	128.17	11604.6
JUIL	133.42	132.0	-1.47	38.42	68.8	126.81	11516.5
ADUT	132.27	133.6	86	38.35	67.8	126.54	11462.7
SEP	132.25	337.1	02	38.35	68.9	127.44	11440.8
OCT	133.05	138.3	. 61	38.39	71.2	128.98	11451.5
NOV	134.55	140.7	1.13	38.45	73.6	130.89	11497.4
DEC	136.05	139.2	1.12	38.50	75.7	132.74	11534.2
MAL 186	137.19	138.0	. 84	38.58	78.4	134.15	11521.8
FEV	138.00	138.2	.59	38.65	82.7	135.11	11472.9
MARS	138.77	140.2	.56	38.68	87.2	135.88	11412.4
AVR	139.55	142.1	. 64	38.71	92.8	136.55	11369.1
MAI	140.24	140.1	. 41	38.77	96.2	136.78	11318.1
JUIN	140.34	138.5	. 07	38.82	97.7	136.55	11206.9
JU11		136.8	30	38.86	96.5	136.19	11095.1
ADUT	138.38	130.3	-1.10	38.83	91 7	135.72	10952.2
SEP	135.80	125.8	-1.87	38.71	86.5	134.78	10760.1
GCT	132.13	119.8	-2.70	38.61	78.4	133.34	10526.3
NOV	128.27	119.4	-2.92	38.47	72.5	131.83	10278.4
DEC	125.13	121.7	-2.45	38.30	71.7	130.35	10154.4
982 JAN	122.18	116.9	-2.36	38.17	71.7	128.87	10110.9
FEV	119.41	114.4	-2.27	38.10	71.6	127.50	10083.8
MARS		111.4	-2.26	38.03	70.7	126.38	10053.8
AVR	114.33	110.8	-2.04	37.97	68.8	125.78	10042.0
MAI	112.34	109.8	-1.75	37.89	64.7	125.71	10053.1

(1) (2)

: GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE, STATISTIQUE CAMADA, 992-4441.

VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
INDICE COMPOSITE DES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENT (UMITES), DES PERMIS DE BATIR (DOLLARS) ET DES PRETS HYPOTHECAIRES APPROVES (NOMBRE).

DONNEES OBTENUES APRES DEFLATION PAR L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION, L'ENSEMBLE.

12 ADUT 1982

TABLEAU 12

10H 02

## INDICATEURS AVANCES DU CANADA DONNEES FILTREES (1) SUITE

		BIENS DURABLES NOUVELLES COMMANDES \$ DE 1971	VENTES DE MEUBLES ET D'ARTICLES MENAGERS S DE 1971	VENTES DE VEHICULES AUTOMOBILES NEUFS 5 DE 1971	RATIO: LIVRAISONS/ STOCKS FIMIS (2)	INDICE DU COURS DES ACTIONS (3)	VAR. EN % DU PRIX PAR COUTS UNITAIRES DE MAIN- D'DEUVRE (2)
1979	NOV	3094.9 3071.5	98761 98103	611088 606315	1.70	1313.7 1298.5	.52
	DEC	3056.1	97387	600129	1.66	1294.3	. 41
1980		3028.3	97401	591544	1.64	1317.3	. 37
	FEV	3010.1	97307	584760	1.62	1349.6	. 37 . 35 . 33 . 30 . 26 . 20
	MARS	2983.8	96902	577088	1.60	1360.0	. 33
	AVR	2926.7	95861	565707	1.58	1355.8	. 30
	MAI	2846.6	95260	543999	1.55	1358.2	. 26
	JUIN	2756.3	95 09 1	523916	1.52	1364.3	. 20
	JUIL	2717.7	95489	512621	1.50	1388.7	. 12
	ADUT	2705.4	95574	513922	1.49	1432.4	.04
	SEP	2726.7	96051	517945	1.49	1493.1	03
	DCT	2767.2	96835	520842	1.49	1558.2	08
	NOV	2815.7	98035	524475	1.51	1632.0	10
	DEC	2842.6	99205	525844	1.53	1691.1	10
1981		2842.8	101895	525773	1.55	1722.9	08
	FEV	2866.5	104163	523288	1.56	1732.9	06
	MARS	2895.7	105314	524882	1.57	1750.1	03
	AVR	2936.8	105797	528527	1.59	1763.9	. 01
	MAI	2970.1	106302	528219	1.60	1767.2	. 04 . 07 . 11
	JUIN	3012.1	108164	523938	1.61	1756.2	. 07
	JUIL	3058.6	107717	514121	1.62	1730.9	. 11
	ADUT	3045.3	105139	504202	1.61	1688.4	. 14
	SEP	3014.0	101457	496004	1.60	1633.1	. 14
	DCT	2948.1	97345	475 145	1.57	1570.8	. 14
	NOV	2844.6	93553	478311	1.53	1528.0	01
	DEC	2755.2	90473	475111	1.49	1502.1	15
1982		2659.8	87791	461200	1.46	1477.2	33
	FEV	2591.3	85592	446248	1.42	1450.9	53
	MARS	2533.1	83754	428210	1.40	1421.1	74
	AVR	2506.0	82547	413601	1.37	1383.3	91
	MAI	2490.7	81725	403289	1.35	1338.0	-1.02

GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE, SYATISTIQUE CANADA, 992-4441. VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES. INDUSTRIES MANUFACTURIERES. LA BOURSE DES VALEURS MOBILIERES DE TDRONTO (INDICE DE 300 TITRES A L'EXCEPTION DE LA COMPOSANTE PETROLE ET GAZ NATUREL).

### INDICATEURS MENSUELS DES ETATS-UNIS VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE DE LA PRODUCTION INDUS- TRIELLE	EMPL01	LIVRAISONS DES FABRICANTS	MISES EN CHANTIER	DEPENSES PERSON- NELLES \$ DE 1972	VENTES DES VDITURES PARTICU- LIERES PRODUITES AU PAYS	REVENU DISPONIBLE PAR HABITANT \$ DE 1972	INDICE DES PRIX A LA CONSOM- MATION	INDICE DES PRIX AU COMPTANT DES MATERIAUX	TAUX PRIVILEGIE
1977 1978 1979 1980 1981	5.9 5.8 4.4 -3.6 2.6	3.7 4.4 2.9 .5	14.5 12.1 13.4 6.9 8.2	27.8 2.0 -14.2 -24.4 -15.3	4.9 4.7 2.9 .5 2.5	5.8 2.0 -10.1 -20.1 -4.6	2.5 3.4 1.9 5	6.5 7.7 11.3 13.5 10.3	4.9 9.8 26.9 1.7 -4.8	6.8 9.1 12.7 15.3 18.9
1980 II III 1981 I III III 1982 I	-5.4 -1.5 -4.5 -2.0 -5 -3.1	8 . 5 . 6 . 7 1	-4.9 4.4 6.3 1.8 2.1 -4.2 -2.6	-15.7 31.2 8.3 -6.7 -16.2 -18.0 -10.0 6.4	-2.5 1.3 1.7 1.4 5 6	-30.9 17.8 3.1 12.1 -24.8 24.5 -25.0 14.7	-1.5 .7 .5 .5 .1 .4	3.2 1.9 3.1 2.6 1.9 2.8	-11.3 2.4 4.1 -4.2 .0 -9 -5.3 -4.3	16.3 11.6 16.7 19.2 18.9 20.3 17.0
1981 MAI JUIN JUIL ADUT SEP DCT NDV DEC 1982 JAN FEV MARS AVR	.5 .17 .72 -1.3 -1.69 -2.0 -1.9	. 2 6 . 4 0 1 2 6 . 0 1	. 0 2 . 4 7 5 - 2 . 7 - 1 . 3 6 - 2 . 8 1 . 8 7 5	-9 9 -10.8 -9 0 -5.0 -5.7 2.6 6.8 -1.5 -4.5	2	-1.7 -8.8 13.5 39.0 -18.3 -22.4 3.8 -7.4 14.0 10.5 -6.3	- 1 .0 .3 .0 .4 .0 .5 - 4 .6 .2	.8 .7 1.1 .8 1.1 .4 .5 .4 .3 .2 .3	-1.2 -2.1 8 1.3 -2.0 -2.5 -2.5 -2.5 -2.5 -2.6	19.6 20.0 20.4 20.5 16.8 15.8 15.8 16.5

SOURCE: CITIBASE: CITIBANK ECONOMIC DATABASE, MEN YORK. NA. 1978.
(1) PAS DE VARIATION EN POURCENTAGE.

12 AOUT 1982

TABLEAU 14

10H 02

### INDICATEURS AVANCES ET COINCIDANTS DES ETATS-UNIS DONNEES FILTREES (1)

		INDICE COM	POSITE AVANCE SERIES)		MOYENNE	INDICE	INDICE DU	INDICE DES	RECLAMA-	BIENS DE
	CHIFFRES FILTRES	CHIFFRES NDN FILTRES	VARIATION EN CHIFFRES FILTRES	POURCENTAGE CHIFFRES NON-FILTRES	DE TRAVAIL HEBOD. FABRICATION (HEURES)	DE CREATION NETTE D'ENTRE- PRISES	COURS DES ACTIONS	PERMIS DE BATIR D' HABITATIONS PRIVEES (UNITES)	TIONS INITIALES D'ASSURANCE -CHOMAGE (2)	CONSOM- MATIONS NOUVELLES COMMANDES (3)
1979 DCT NOV DEC	140.27 139.27 138.14	137.8 135.6 135.2	45 71 81	-1.64 -1.60 29	40.15 40.12 40.09	131.2 131.3 131.7	104 . 64 105 . 13 105 . 78	127.8 123.7 118.3	379 388 399	37.14 36.70
1980 JAN FEV MARS	137.01 135.96 134.74	134.7 134.1 131.5	82 77 89	37 45 -1.94	40.08 40.06 40.00	131.9 131.7 130.8	106.84 108.60 109.11	113.2 107.9 101.1	407 411 417	36.24 35.04 36.04 35.75
AVR MAI JUIN JUIL	132.88 130.47 128.17 126.81	126.2 123.0 123.9 128.1	-1.38 -1.82 -1.76 -1.06	-4.03 -2.54 .73 3.39	39.93 39.84 39.71 39.57	128.9 126.3 123.2 120.3	108.58 108.15 108.76 110.61	92.3 84.1 80.1 80.6	435 471 506 528	34.98 33.90 32.75 32.04
AOUT SEP OCT NDV	126.54 127.44 128.98 130.89	130.7 134.4 135.0 136.5	21 .71 1.21 1.48	2.03 2.83 .45	39.48 39.44 39.45	118.3 117.4 117.2	113.42 116.83 120.62	85.0 92.2 98.9	536 534 521	31.71 31.86 32.47
DEC 1981 JAN FEV	132.74 134.15 135.11	136.3 135.2 135.1	1.41 1.06 .71	15 81 07	39.51 39.59 39.71 39.79	117.3 118.0 118.3 118.4	124 . 87 128 . 5 1 13 1 . 24 132 . 46	104.5 107.3 108.0 106.8	5 01 476 45 7 4 3 8	33.21 33.90 34.28 34.69
MARS AVR MAI JUIN	135.88 136.55 136.78 136.55	136.7 137.5 135.3 134.1	. 57 . 49 . 16	1.18 .59 -1.60 89	39.85 39.94 40.03 40.10	118.3 118.2 117.8 117.1	133.27 133.90 133.98 133.80	104.5 102.0 99.6 95.5	424 412 403 399	34.95 35.20 35.37 35.54
JUIL AOUT SEP	136.19 135.72 134.78	134.9 134.2 130.8	26 35 69	.60 52 -2.53	40.13 40.12 40.01	116.2 115.1 114.0	133.06 132.17 129.78	90.5 84.9 79.3	395 397 409	35 . 64 35 . 49 35 . 19
DCT NDV DEC 1982 JAN	133.34 131.83 130.35 128.87	128.2 128.3 127.5 125.7	-1.06 -1.14 -1.12 -1.14	-1.99 -08 62 -1.41	39.88 39.72 39.53 39.16	112.6 111.2 109.7	127.04 124.88 123.47 121.81	73.4 68.1 64.5 62.5	431 458 487 514	34.53 33.66 32.80 31.76
FEV MARS AVR	127.50 126.38 125.78	125.2 125.1 126.8	-1.06 88 48	40 08 1.36	38.98 39.97 38.83		119.86 117.50 115.96	61.5 61.9 63.3	529 544 555	30.81 30.18 29.72
MAI JUIN JUIL	125.71 125.97	127.9	05 .20	. 87	38.84 38.88		115.11 113.89 112.60	65.9 68.7	566 570	29.58 29.52

BUSINESS CONDITIONS DIGEST, BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE. VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.
MOYENNE DES DONNEES HEBDOMADAIRES, MILLIERS DE PERSONNES.
MILLIARDS DE DOLLARS DE 1972. SOURCE:

TABLEAU 15

# INDICATEURS AVANCES ET COINCIDANTS DES ETATS-UNIS DONNEES FILTREES (1) SUITE

		CONTRATS ET COMMANDES DE MATERIEL ET D'USINE	SOLDE MONETAIRE (M2)	VARIATIONS NETTES DES STOCKS	PRIX SENSIBLES (VARIATION EN 2)	VARIATION EN % DES DISPONI- BILITES	RESULTATS DES VENTES (5)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (4 SERIES)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (4 SERIES)	INDICE COMPOSITE COINCIDANT (VARIATION	INDICE COMPOSITE CDINCIDAN (VARIATION
		(2)	(2)	(2)	(3)	(4)			( E )	EN %)	EN %) (6
1979	OCT	14.35	846.5	10.58	2.18	1.08	60	145.25	145.1	07	. 14
	NOV	14.37	842.6	5.77	2.20	1.00	56	145.15	145.0	07	07
	DEC	14.48	837.9	. 88	2.25	. 89	52	145.10	145.2	03	. 14
1980	JAN	14.64	832.6	-3.80	2.28	. 77	50	145.21	146.1	. 07	. 62
	FEV	14.58	827.1	-8.13	2.31	.70	47	145.27	145.2	. 04	62
	MARS	14.46	821.5	-11,29	2.23	. 67	45	145.07	143.5	14	-1.17
	AVR	14.23	815.2	-12.61	1.97	. Б7	43	144.33	140.5	50	-2.09
	MAI	13.83	809.3	-12.64	1.55	. 67	41	143.05	138.0	89	-1.78
	JUIN	13.52	804.5	-12.75	1, 11	. 67	38	141.45	135.7	-1.12	94
	JUIL	13.49	802.5	-13.50	.81	. 67	35	139.85	136.5	-1.13	15
	AGUT	13.47	803.0	-14.20	. 71	. 68	33	138.48	136.7	97	. 15
	SEP	13.50	804.4	-13.88	. 83	.71	33	137.63	138.1	61	1.02
	OCT	13.45	805.9	-12.23	1.08	. 75	34	137.41	139.7	16	1.16
	NOV	13.56	807.0	-9.63	1.40	. 78	37	137.74	140.8	. 24	. 79
	DEC	13.78	806.7	-7.00	1.69	.81	39	138.41	141.3	. 49	. 36
981	JAN	14.05	805.4	-5.47	1.91	. 84	42	139.28	142.0	. 63	.50
	FEV	14.00	803.5	-5.10	2.18	. 88	44	140.23	142.5	. 68	. 35
	MARS	13.98	802.3	-5.03	2.48	.91	47	141.07	142.4	. 60	07
	AVR	14.08	802.7	-4.48	2.69	. 92	50	141.72	142.2	. 46	14
	MAI	14.10	803.6	-3.28	2.70	.91	5.1	142.15	142.2	.31	.00
	JUIN	14.08	804.5	-1.36	2.51	.91	52	142.49	142.7	. 23	. 35
	JULL	14.04	804.8	1.37	2.23	.92	52	142.70	142.6	. 15	07
	AOUT	14.02	805.0	4.20	1.82	.93	51	142.78	142.4	. 06	14
	SEP	13.96	804.3	6.40	1.36	. 95	49	142.69	141.7	07	49
	DCT	13.69	803.3	7.54	.90	. 95	47	142.23	139.7	32	-1.41
	NOV	13.60	803.1	7.63	. 47	. 95	44	141.47	138.B	53	79
	DEC	13.62	803.6	6.35	. 10	.94	40	140.37	136.6	78	-1.44
982	JAN	13.58	805.4	2.95	19	.92	36	138.89	134.1	-1.06	-1.83
	FEV	13.34	807.7	-2.48	-,44	. 89	34	137.59	135.7	94	1.19
	MARS	13.15	811.3	-8.63	72	. 87	33	136.48	135.0	81	52
	AVR	13.13	815.9	-13.47	-1.01	. 86	32	135.50	134.0	72	74
	MAI	12.89	820.4	-16.14	-1.17	.88	32	134.79	134.5	52	.37
	JUIN	12.52	823.7		-1.07	. 89	32	134.17	133.3	46	89

SOURCE: BUSINESS CONDITIONS DIGEST. BUREAU OF ECONOMIC ANALYSIS, U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE.

(1) VOIR LE GLOSSAIRE DES TERMES.

(2) MILLIARDS DE ODLLARS DE 1972.

(3) INDICE DES PRIX DE GROS DES MATIERES BRUTES, A L'EXCEPTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES ALIMENTS POUR ANIMAUX.

(4) MESURE DES CHANGEMENTS DANS LA RICHESSE GARDEE SOUS FORME LIQUIDE PAR DES INVESTISSEURS NON-FINANCIERS DU SECTEUR PRIVE.

(5) POURCENTAGE DES SOCIETES DECLARANT DES LIVRAISONS LENTES.

(6) DONNEES NON FILTREES.

## Demande et production

16	Revenu national net et produit national brut, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	29
17	Revenu national net et produit national brut, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	29
18	Dépense nationale brute, en millions de dollars, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	30
19	Dépense nationale brute, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	30
20	Dépense nationale brute, en millions de dollars de 1971, chiffres désaisonnalisés, taux annuel	3:
21	Dépense nationale brute, en dollars de 1971, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	3:
22-24	Produit intérieur réel par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	32-33
25	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, données exprimées en millions de dollars de 1971, et désaisonnalisées	33
26	Valeur réelle des livraisons, des commandes et des commandes en carnet des industries manufacturières, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés et en dollars de 1971	34
27	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières et le ratio: valeur réelle des stocks/livraisons, données désaisonnalisées	34
28	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, données exprimées en millions de dollars de 1971 et désaisonnalisées	
	Valeur réelle des stocks possédés par les industries manufacturières, selon le stade de fabrication, variation des chiffres désaisonnalisés en millions de dollars de 1971	35
30	Taux d'utilisation de la capacité par les industries manufacturières, données désaisonnalisées	35
31	Valeur des permis de bâtir, variation en pourcentage des	36
32	chiffres désaisonnalisés Logements mis en chantier, logements parachevés et prêts hypothécaires approuvés, variation en	36
33	pourcentage des chiffres désaisonnalisés Ventes au détail, variation en pourcentage des	37
	chiffres désaisonnalisés	37

#### REVENU NATIONAL NET ET PRODUIT NATIONAL BRUT EN MILLIONS DE DOLLARS CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

	REMUNE - RATION DES SALARIES	BENE- FICES DES SDCIETES AVANT IMPOTS	DIVIDENDES VERSES AUX NON- RESIDENTS	INTERETS ET REVENUS DIVERS DE PLA- CEMENTS	REVENU AGRICOLE	REVENU DES ENTREPRISES INDIVI- OUELLES NON AGRICOLES	AJUSTEMENT DE LA VALEUR DES STDCKS	REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS	IMPOTS INDIRECTS MOINS SUB- VENTIONS	P.N.B. AUX PRIX DU MARCHE
1977	118992 129846	20928 25668	-2094 -2843	13147	2831	9113	-3419	161029	23907	208868
1979	145213	33941	-3064	15923 19101	3616 3909	9853 10685	-4653 -7114	178944 204219	25563 27815	230490 261576
1980	163786	36456	-3117	22164	4005	11669	-7096	229536	29012	291869
1981	185628	32638	-3740	26951	4473	13290	-7002	255107	37627	331338
1980 11	160712	35468	-3528	21504	3360	11380	-5760	224828	28128	285660
111	165624	36096	-3112	22464	4232	11696	-7240	231480	28856	294240
IV	172328	36928	~2772	23240	4744	12392	-7820	240708	30668	305888
1981 I	177616	37192	-3624	24272	5084	12872	-8100	246996	35 300	318704
11	184768	35332	-3408	25784	5096	13264	-8984	253728	36864	328704
111	189528	30458	-4720	29068	3996	13488	-6432	257336	38904	335324
IV	194600	27560	-3208	28680	3716	13536	-4492	262368	39440	342520
1982 I	197732	23160	-3644	28540	4132	13580	-3772	261896	40508	344592

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO. 13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

5 JUIL 1982

TABLEAU 17

14H 34

### REVENU NATIONAL NET ET PRODUJT NATIONAL BRUT VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	REMUNE - RATION DES SALARIES	BENE- FICES DES SOCIETES AVANT IMPOTS	DIVIDENDES VERSES AUX NON- RESIDENTS	INTERETS ET REVENUS DIVERS DE PLA- CEMENTS	REVENU AGRICOLE	REVENU DES ENTREPRISES INDIVI- DUELLES NON AGRICOLES	AJUSTEMENT OE LA VALEUR DES STDCKS (1)	REVENU NATIONAL NET AU CDUY DES FACTEURS	IMPOTS INDIRECTS MOINS SUB- VENTIONS	P.N.B. AUX PRIX DU MARCHE
1977 1978 1979 1980	10.3 9.1 11.8 12.8 13.9	4.7 22.6 32.2 7.4 -10.5	21.8 35.8 7.8 1.7 20.0	17.6 21.1 20.0 16.0 21.6	-14.7 27.7 8.1 2.5 11.7	8.0 8.1 8.4 9.2 13.9	-1355 -1234 -2461 18 94	8.4 11.1 14.1 12.4 11.1	11.1 6.9 8.8 4.3 29.7	9.3 10.4 13.5 11.6 13.5
1980 II III 1981 I II III	2.7 3.1 4.0 3.1 4.0 2.6	-5.0 1.8 2.3 -7 -5.0	15.4 -11.8 -10.9 30.7 -5.0 38.5	. 3 4 . 5 3 . 5 4 . 4 5 . 2 12 . 7	-8.8 25.0 12.1 7.2 .2	1.5 2.8 6.0 3.9 3.0	1804 -1480 -580 -280 -884 2552	1.7 3.0 4.0 2.6 2.7	9 2 . 6 6 . 3 15 . 1 4 . 4 5 . 5	1.4 3.0 4.0 4.2 3.1 2.0
IV 1982 I	2.7 1.6	-9.5 -15.0	-32.0 13.6	-1.3	-7.0 11.2	. 4	1940 720	2.0	1.4	2.2

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO. 13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

29

### DEPENSE NATIONALE BRUTE EN MILLIONS DE DOLLARS CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

				ES DES ENTRE IMMOBILISATI			SEMENT EN ENTREPRISES			
i	DEPENSES PERSON- NELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	CONSTRUCTION RESIDENTIFIELLE	CONSTRUC- TION NON RESIDEN- TIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL	EXPORTA- TIONS	IMPORTA- TIONS	DEPENSE NATIONALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHE
1977	122530	43374	12806	13472	15 125	294	37	52548	-57262	208868
1978 1979	135 15 3 15 05 2 1	47811 52301	135 23	14590 18127	17008	3523	435 128	62985 77181	-67970 -82807	230490 261576
1980	168395	58538	13993	22483	24152	-1360	-463	90944	-93287	291869
1981	191025	66749	16 147	27077	28054	313	538	99468	-106375	331338
1980 11	163916	57824	12908	21780	23548	3156	-896	86824	-91908	285660
111	171376	59576	13576	22768	24420	-5488	-452	92120	-92168	294240
IV	177580	51184	14948	23936	25204	-5260	-888	97104	-97092	305888
1981 I	183424	62860	16304	25568	26944	2040	48	95540	- 101648	318704
11	190168	65132	17664	26448	28692	-450	424	100656	-108532	328704
111	193476	68696	16 168	27236	27900	2480	1692	100288	-111312 -104008	335324 342620
14	197032	70308	14452	29056	28680	-2788	- 12 372	101388 97340	-97668	344592
1982 I	199956	73268	14380	27952	26652	-6088	3/2	3/340	-3/600	344332

SOURCE: COMPTES MATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO. 13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

5 JUIL 1982

TABLEAU 19

14H 34

### DEPENSE NATIONALE BRUTE VARIATION EN POURCENTÂGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

				ES DES ENTRE			SEMENT EN ENTREPRISES			
	DEPENSES PERSON- NELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	CONSTRUCTION RESIDENTIELLE	CONSTRUC- TION NON RESIDEN- TIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NON AGRICOLES (1)	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)	EXPORTA- TIONS	IMPORTA- TIONS	DEPENSE NATIONALI BRUTE AUX PRIX DU MARCHE
977	10.5	13.2	3.9	11.3	6.9 12.4	-755 -294	-436 399	15.2 19.9	14.6 18.7	9.3
1978 1979 1980	10.3 11.4 11.9	10.2 9.4 11.9	5.6 4.6 -1.1	8.3 24.2 24.0	23.4 15.1	3523 -4883	-308 -591	22.5 17.8	21.8	13.5
1981	13.4	14.0	15.4	20.4	16.2	1673	1001	9.4	14.0	13.5
11 080	2.0	4.1	-11.2 5.2	1.5	.5 3.7	1004 -8544	- 1080 444	-1.0 6.1	1 . 3	1.4
1V 1981 I	3.6 3.3 3.7	2.7 2.7 3.6	10.1 9.1 8.3	5.1 6.8 3.4	3.2 6.9 6.5	228 7300 -2500	-236 736 376	5.4 -1.6 5.4	5.3 4.7 6.8	4.0 4.2 3.1
III	1.7	5.5	-8.5 -10.6	3.0	-2.8 2.8	2920 -5248	1268 -1704	4 1.1	2.6 -6.6	2.0
1982 I	1.5	4.2	5	-3.8	-7.1	-3300	384	-4.0	-6.1	. 6

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO. 13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE, TAUX ANNUELS.

#### DEPENSE NATIONALE BRUTE EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 CHIFFRES DESAISONNALISES, TAUX ANNUEL

				ES DES ENTRE IMMOBILISATI			SEMENT EN ENTREPRISES			
	DEPENSES PERSON- NELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	CONSTRUC- TION RESIDEN- TIELLE	CONSTRUC- TION NON RESIDEN- TIELLE	MACHINES ET MATERIEL	NDN AGRICOLES	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL	EXPORTA- TIONS	IMPORTA- TIONS	DEPENSE NATIONALI BRUTE
1977	77416	22392	6152	7647	95 15	172	-112	28046	-32844	121762
1978	79539	22797	6042	7745	9610	112	104	30958	-34393	12619
1979	81123	23011	5873	8745	10758	1741	- 32	31868	-36857	129850
1980	81984	22782	5512	9708	11243	-648	- 154	32447	-36113	130467
1981	83535	22988	5821	10521	11765	603	158	32979	-37064	134540
1980 II	81020	22784	5224	9528	11100	488	-396	3 1600	-36096	129024
111	82284	22876	5328	9712	11284	-2528	- 220	32624	-35224	129840
14	83064	22756	5660	9944	11264	- 1272	-148	33716	-36388	132348
1981 I	83352	22792	6044	10388	11752	1092	88	31672	-36316	133980
11	84288	22764	6340	10456	12184	520	100	34140	- 38004	136132
111	83356	23096	5788	10452	11548	1440	476	33124	-37972	134628
IV	83144	23300	5112	107B8	11576	-640	- 32	32980	-35964	133420
1982 I	82196	23384	5016	10264	10556	-2220	7.5	31460	-33072	130700

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES, NO. 13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

5 JUIL 1982

TABLEAU 21

14H 34

#### DEPENSE NATIONALE BRUTE EN DOLLARS DE 1971 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

				ES DES ENTRE			SEMENT EN ENTREPRISES			
	DEPENSES PERSON- NELLES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES	CONSTRUC- TION RESIDEN- TIELLE	CONSTRUC- TION HON RESIDEN- TIELLE	MACHINES ET MATERIEL	AGRICOLES (1)	AGRICOLES ET CEREALES EN CIRCUIT COMMERCIAL (1)	EXPORTA- TIONS	IMPDRTA- TIDNS	OEPENSE NATIONALE BRUTE
977 978 979 98D 981	2.9 2.7 2.0 1.1 1.9	3.2 1.8 .9 -1.0	-6.3 -1.8 -2.8 -6.1 5.6	3.0 1.3 12.9 11.0 8.4	1.0 11.9 4.5 4.6	-571 -60 1629 -2389 1251	- 335 216 - 136 - 122 312	6.9 10.4 2.9 1.8 1.6	2.1 4.7 7.2 -2.0 2.6	2.1 3.6 2.9 .5
980 II III 981 I III III 1V 982 I	7 1 . 6 . 9 . 3 1 . 1 - 1 . 1	.3 .4 .2 1	-10.5 2.0 6.2 6.8 4.9 -8.7 -11.7	-1.2 1.9 2.4 4.5 .7 .0 3.2	-2.0 1.7 2 4.3 3.7 -5.2 .2	-232 -3016 1256 2364 -572 920 -2080 -1580	-544 176 72 236 12 376 -508	8 3.2 3.3 -6.1 7.8 -3.0 4	-1.8 -2.4 3.3 2 4.6 1	-1.2 .6 1.9 1.2 1.6 -1.1

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES RÉVENUS ET DES DEPENSES, HO.13-001 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.
(1) DIFFERENCE DE LA PERIODE PRECEDENTE. TAUX ANNUELS.

#### PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE EN PRIX DE 1971 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	PRODUIT INTERIEUR BRUT	P.I.B. SANS AGRICULTURE	PRODUCTION INDUS- TRIELLE	INDUSTRIES DE BIENS	INDUSTRIES DE BJENS SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES DE SERVICES	INDUSTRIES COMMER- CIALES	INDUSTRIES COMMER- CIALES SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES  NON  COMMER- CIALES
1977 1978 1979 1980	2.9 3.3 3.7 .4 2.5	2.9 3.5 4.0 .3 2.3	2.6 3.5 5.3 -2.0	1.9 2.3 3.5 -1.6 2.3	1.8 2.6 4.5 -2.0 1.9	3.5 4.0 3.8 1.6 2.6	3.2 3.7 4.3 .3 2.6	3.2 3.9 4.8 .1 2.4	1.7 1.5 .3 .8 1.9
980 11 111 981 1 11 111 111 110 982 1	1.5 1.3 1.2 -1.1 9	7 . 3 1 . 5 1 . 1 1 . 3 - 1 . 1 9 - 1 . 7	-2.5 .0 2.2 .6 2.8 -3.0 -4.5	-2.4 3 2.1 1.9 2.3 -2.6 -3.3 -2.9	-2.7 2 2.4 1.3 2.6 -2.8 -3.6 -3.1	. 4 . 5 1 . 1 . 9 . 5 2	-1.1 .1.6 1.6 1.4 -1.5 -1.1	-1.2 1.7 1.3 1.4 -1.5 -1.2	1.9 .5 .8 2 .1
981 MAI JUIN JUIL AOUT SEP OCT NOV OEC 982 JAN FEV MARS AVR MAI	.3 .5 -1.1 6 1 4 7 -1.0 6 9	. 4 .5 -1.2 6 1 5 7 -1.1	1.3 .9 -2.3 -1.7 -1.5 -1.4 -1.7 -1.3 9 -1.2 -1.4	1.0 .7 -1.9 -1.7 -1.2 7 -1.6 9 2 -1.2	1.1 .8 -2.1 -1.7 -1.4 -1.6 -1.1 -1.4 -1.6	.1 .35 .55 .95 .38 .22 -1.1	. 3 .5 -1.4 7 1 5 1 8 -1.2 8	. 4 . 6 -1.5 7 2 6 8 -1.3 9	. 7 . 9 2 . 0 . 5 1 . 2 1 . 6 . 2

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO. 61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

3 AOUT 1982

TABLEAU 23

9H 50

#### PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INQUSTRIE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONMALISES SUITE

	AGRICULTURE	FORETS	CHASSE	MINES	INDUS	TRIES MANUFACTUR	RIERES	CONSTRUC
			ET PECHE		TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS HON DURABLES	TION
1977	3.4	6.0 4.8	12.0 11.9	3.0 -7.8	2.0	2.5	1.5	-2.0 -2.1
979 980 981	-10.1 5.4 8.4	1.4 -3.7 -4.4	1.2 -7.4 7.4	9.8 2.1 -5.8	4.7 -3.1 1.7	3.4 -4.7 2.2	6.0 -1.4 1.2	1.2 -1.8 6.3
980 II III	2.2 -2.6	-9.1 .5	-15.0 -11.0	1.7	-3.2	-5.0 .7	-1.4 -1.1	-2.4 6
1981 I II III	-1.5 11.2 -1.2	4.7 8.2 -13.0 -18.1	13. 1 10. 1 . 2 1. 9	6 7 - 2 . 5 - 5 . 2	2.6 1.3 3.5 -3.4	3.8 1,2 5.4 -5.4	1.3 1.4 1.6 -1.4	2.5 3.5 3.4 5
1V 982 I	. 6	27.4 -10.3	-9.1 -6.9	1.8	-5.8 -4.1	-8.3 -4.2	-3.1 -4.0	-2.1 -3.3
981 MAI JUIN JUIL	6 6 1 . 1	-20.0 8.5 -17.5	. 3 - 1 . 8 4 . 6	-2.7 -2.4 -8.1	1.7 1.3 -2.2	1.8 2.6 -3.0	1.5 .0 -1.3	2.8 .1 .1
AOUT SEP OCT NOV	8 .5 1	-7.3 21.2 13.1 7.9	-1.9 8 -7.3 3.4	10.0	-3.1 -1.8 -1.8 -2.1	-5.5 -3.1 -2.7 -2.0	7 4 8 -2 . 1	-1.1 -2.4 1.2 9
DEC 982 JAN FEV	9 1.7 -2.2	-9.4 -1.9 3.6	-8.9 -8.8 5.7	1.2 -2.7 2.3	-1.6 -2.0	-1.7 -2.2	-1.4 -1.8	-2.3 -1.3
MARS AVR MAI	1.1 6 .3	-20.3 -3.8 -5.8	10.8 -3.7 -16.9	3 -5.2 -1.0	-1.1 -1.5 1.7	-2.1 .7 1.7	2 -3.8 1.6	9 -1.7 -8.6

SOURCE: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO. 61-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

#### PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES SUITE

	TRANSP	ORTS, COMMUNICA CES D'UTILITÉ F			COMMERCE		FINANCES.	SERVICES	ADMINIST
	TOTAL	TRANSPORTS	SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	TOTAL	DE GROS	DE DETAIL	ASSURANCES, IMMOBILIER	011171010	PUBLIQUE
977	5.5	4.1	6.3	1.4	1.4	1.5	6.0	3.1	2.3
978 979	4.3 6.9	3.4	4.1	3.4	4.8	2.5	5.2 4.4	3.9	2.5
1980	2.4	5	2.5	.0	. 9	7	3.1	1.3	1.1
1981	3.1	. 8	3.1	.9	4	1.8	2.9	3.6	1.8
11 080	5	-1.4	-1.4	-1.1	-1.0	-1.1	. 4	1.7	. 8
III	1.2	4	3.1	. 7	-1.1	2.0	.3 .9 .9	. 4	. 7
1V 981 1	.6	1.3	2.6	1.6	2.1	1.2	. 9	. 9	6
11	1.1	.5	2.2	.0	. 5	3	. 3	. 9	. 4
111	-1.2	-3.5	2.2	-2.3	-2.7	-2.1	1.0	1.0	1.4
IV	1.7	1.3	8	-1.9	-3.3	9	1.3	. 4	. 9
982 1	9	-3.4	2.4	-2.9	-3.4	-2.6	2	3	. 4
981 MAI	. 5	. 2	1.7	9	.5	-1.9	2	. 2	1.8
TIUE	-2.8	. 9 -3.5	1.6	1	-1.4	-1.2	. 3	. 3	. 5
ACUT	. 6	-2.2	4	7	-1.1	-1.3	. 6	3	5
SEP	2.1	2.4	. 4	-1.0	-2.6	. 2	. 5	. 4	. 6
DCT	4	5	2	-1.1	3	-1.5	4	. 1	. 5
NDV	. 6	1.3	4	1.0	3	1.8	1.7	. 3	. 1
DEC 1982 JAN	-1.0	-4.5	-1.5 6.8	-1.7 -2.0	-3.1	-3.7	. 4	1 2	- 1
FEV	2	. 1	-3.6	1.1	2	2.0	5	3	. 3
MARS	. 0	1.2	-1.8	-2.6	-5.0	9	2	. 3	. 7
AVR	-1.2	-3,4	2.6	-1.0	-2.5	. 0	8	. 5	. 0
MAI	9	-1.2	-1.5	1.4	1.6	1.2	. 9	1	. 1

SOURCE: PROBULT INTERIEUR BRUT PAR INDUSTRIE (NO. 61-005 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

3 ADUT 1982

TABLEAU 25

94 50

#### VALEUR REELLE DES LIVRAISONS, DES COMMANDES ET DES COMMANDES EN CARNET DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES DONNEES EXPRIMEES EM MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 ET DESAISONNALISEES

		LIVRAISONS		NO	JVELLES COMMA	NDES	10.3	MMANDES EN CA	RNET
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
977	64109	31864	32245	64856	32559	32297	7297	6440	857
978	69975	35 170	34805	71302	36342	34960	8624	7511	1013
979	72752	36468	35284	73576	37357	36219	9448	8500	947
980	69697	34278	35419	69308	33878	35429	9058	8101	958
981	70998	35 198	35800	70169	34467	35702	8229	7369	0.38
980 11	16910	8172	8738	16469	7763	8707	9005	8117	888
111	17268	8471	8797	17323	85 18	8805	9061	8164	897
14	17763	8810	8952	17760	8747	9013	9058	8101	958
981 1	17723	8811	8912	17647	8765	8882	8982	8055	927
II	18453	9329	9123	18299	9190	9109	8829	7916	913
III	17846	8859	8987	17720	8753	8967	8702	7810	892
14	16977	8200	8777	16504	7759	8745	8229	7369	860
982 I	16507	8014	8492	15908	7457	8451	7630	6812	818
981 MAI	6131	3099	3032	6027	3006	3021	8836	7932	803
JUIN	6181	3 15 3	3028	6174	3137	3037	8829	7916	913
JUIL	6154	3 107	3047	6186	3155	3031	8861	7964	897
ADUT	5908	2950	2958	5684	2738	2947	8638	7752	885
SEP	5784	2802	2982	5849	2860	2989	8702	7810	892
DCT	5714	2751	2964	5593	2662	2931	8581	7722	859
NOV	5671	2730	2941	5 3 9 5	2465	2930	8305	7457	848
23d	5592	2719	2873	55 16	2632	2884	8229	7369	860
982 JAN	5486	2656	2830	5266	2434	2832	8009	7147	862
FEV	5535	2691	2844	5377	2567	2810	7851	7023	829
MARS	5486	2667	2819	5 2 6 5	2458	2809	7630	6812	818
AVR	5376	2641	2735	5329	2585	2744	7584	6756	827
MAI	5421	2638	2783	5280	25 1 1	2770	7443	8629	B14

SOURCE: STOCKS. LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, (NO.31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA. D'APRÈS LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRÈS DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE A LA NOMENCLATURE À DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

## VALEUR REELLE DES LIVRAISDNS. DES COMMANDES ET DES COMMANDES EN CARNET DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES EN DOLLARS DE 1971

			LIVRAISONS		NC	UVELLES COMMA	NDES	CC	MMANDES EN CA	
		TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS MON DURABLES
1077		3.1	3.4	2.9	6. O	9.2	3.0	11.4	12.1	6.5
1977		9.1	10.4	7.9	9.9	11.6	8.2	18.2	18.2	18.1
1978 1979		4.0	3.7	4.3	3.2	2.8	3.6	9.6	11.7	-6.4
1980		-4.2	-6.0	-2.4	-5.8	-9.3	-2.2	-4.1	-4.7	1.1
1981		1.9	2.7	1.1	1.2	1.7	. 8	-9.2	-9.0	-10.2
1980	11	-4.8	-7.4	-2.2	-7.2	-12.3	-2.2	-4.7	-4.8	-3.4
1000	iii	2.1	3.7	. 7	5.2	9.7	1.1	. 5	. 6	1.0
	1 V	2.9	4.0	1.8	2.5	2.7	2.4	. 0	8	6.8
1981	1	2	.0	4	6	. 2	-1.5	8	6	-3.2
	11	4.1	5.9	2.4	3.7	4.9	2.6	-1.7	-1.7	-1.6
	III	-3.3	-5.0	-1.5	-3.2	-4.8	-1.6	-1.4	-1.3	-2.2
	IV	-4.9	-7.4	-2.3	-6.9	-11.4	-2.5	-5.4	-5.6	-3.6
1982	1	-2.8	-2.3	-3.2	-3.6	-3.9	-3.4	-7.3	-7.6	-4.9
1981	MAI	1	.7	-1.0	-1.2	-1.4	-1.0	-1.2	-1.2	-1.2
	JUIN	. 8	1.7	1	2.4	4.4	. 5	-, 1	2	1.0
	JUIL	4	-1.5	. 6	. 2	. 6	2	. 4	. Б	-1.7
	AOUT	-4.0	-5.0	-2.9	-8.1	-13.2	-2.8	-2.5	-2.7	-1.3
	SEP	-2.1	-5.0	. 8	2.9	4.4	1.4	. 7	. 7	. 8
	OCT	-1.2 -	-1.8	6	-4.4	-6.9	~2.0	-1.4	-1.1	-3.7
	NOV	8	7	8	-3.5	-7.4	. 0	-3.2	-3.4	-1.3
	DEC	-1.4	4	-2.3	2.2	6.7	-1.6	9	-1.2	
1982		-1.9	-2.3	-1.5	-4.5	-7.5	-1.8	-2.7	-3.0 -1.7	-3.9
	FEV	. 9	1.3	. 5	2.1	5.5	8	-2.0	-3.0	-1.2
	MARS	9	9	9	-2.1	-4.3	. 0	-2.8	-3.0	1.1
	AVR	-2.0	-1.0	-3.0	1.2	5.2	-2.3	-1.9	-1.9	-1.6
	MAI	. 8	1	1.7	9	-2.9	. 49	*1.3	- 1.3	- 1.0

SOURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES.(NO.31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE,
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970 (VDIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

3 ADUT 1982

TABLEAU 27

9H 50

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ET LE RATIO: VALEUR REELLE DES STOCKS/LIVRAISONS DONNEES DESAISONNALISEES

	VALEUR REE			RATIO: VALEUR		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	DURABLES
1977	11504	5924	5580	2.14	2.20	2.09
1978	11650	6 19 1	5 458	1.99	2.07	1.91
1979	12555	6912	5843	2.00	2.17	1.83
1980	1225 1	6715	5536	2.16	2.42	1.91
1981	12963	7216	5747	2.15	2.41	1.90
1980 11	12690	7013	5678	2.28	2.58	1.96
III	12463	6905	5559	2.19	2.46	1.92
IV	12251	6715	5536	2.08	2.31	1.86
1981 ]	12507	6887	5620	2.10	2.32	1.89
11	12657	7027	5640	2.05	2.24	1.86
111	12878	7143	5735	2.15	2.41	1.90
1 V	12963	7216	5747	2.29	2.65	1.96
1982 I	12954	7169	5785	2.36	2.69	2.04
1981 MAI	12617	6954	5663	2.08	2.24	1.87
JUIN	12657	7027	5640	2.05	2.23	1.86
JUIL	12579	7028	5652	2.06	2.26	1.85
AOUT	12798	7110	5688	2.17	2.41	1.92
SEP	12878	7143	5 735	2.23	2.55	1.92
DCT	12967	7236	5731	2.27	2.63	1.93
NDV	13003	7262	5741	2.29	2.66	1.95
DEC	12963	7216	5747	2.32	2.65	2.00
1982 JAN	12977	7208	5769	2.37	2.71	2.04
FEV	12987	7187	5801	2.35	2.67	2.04
MARS	12954	7169	5785	2.36	2.69	2.05
AVR	12847	7135	5712	2.39	2.70	2.09
		7055	5657	2.35	2.67	2.03
MAI	12713	1033	2027	2.35	2.07	2.03

OURCE: STOCKS, LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES.(NO.31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.

LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE

A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

(1) EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 (VOIR LA NOTE TECHNIQUE, MARS 1982).

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
SELON LE STADE DE FABRICATION
DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1971 ET DESAISONNALISEES

		M.A	ITIERES PREMIE	RES		ROBULTS EN CO	URS		PRODUITS FINI	,
		TOTAL	BIENS OURABLES	OTENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON BURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977		4245	2144	2102	25.20	1000		4500		
1978		4403	2306	2097	2536 2682	1660	876	4723	2120	2603
1979		4751	2537	2214	2966	1793 2103	888 864	4565	2092	2473
1980		4648	2455	2192	2936	2089	848	4837 4667	2272	2566
1981		4945	2747	2199	3024	2166	859	4993	2171	2496
		10.10	2,4,	2100	3024	2100	053	4333	2304	2689
1980	11	4768	25 38	2230	2961	2110	850	4961	2364	2597
	111	4679	25 04	2175	2926	2091	836	4858	2310	2548
	14	4648	2455	2192	2936	2089	848	4667	2171	2496
1981		4796	2613	2183	2958	2 105	853	4752	2169	2583
	11	4832	2648	2184	3061	2197	864	4774	2181	2593
	111	49 15	2713	2201	3060	2188	872	4904	2242	2562
	IV	4945	2747	2199	3024	2166	859	4993	2304	2689
1982	I	4897	2681	2217	3054	2193	861	5002	2295	2707
1981 P	MAI	4834	2638	2196	3015	2153	862	4768	2163	2605
	JUIN	4832	2648	2184	3061	2197	864	4774	2181	2593
	JUIL	4844	2667	2177	3029	2162	867	4806	2199	2607
	AOUT	4921	2720	2202	3038	2177	850	4839	2213	2625
	SEP	4915	2713	2201	3060	2188	872	4904	2242	2662
	TOCT	4943	2734	2209	3075	2205	870	4949	2297	2652
	VOV	4963	2769	2194	3055	2190	864	4986	2302	2684
	DEC	4945	2747	2199	3024	2165	859	4993	2304	2689
982		4912	2715	2197	3053	2188	865	5011	2304	2707
	FEV MARS	4936	2707	2228	3055	2176	879	4997	2304	2694
	AVR	4897 4797	2681	2217	3054	2193	861	5 002	2295	2707
	AVK	4687	2642	2156	3036	2185	850	5014	2308	2705
	164.1	400/	2563	2124	3044	2197	846	4981	2294	2587

SOURCE: STOCKS. LIVRAISONS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES.(NO.31-001 AU CATALOGUE). STAYISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.1 C.). LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE.

LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE À DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

3 AOUT 1982

TABLEAU 29

9H 50

VALEUR REELLE DES STOCKS POSSEDES PAR LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES
SELDN LE STADE DE FABRICATION
VARIATION DES CHIFFRES DESAISONNALISES EN MILLIONS DE DOLLARS DE 1871

	MA	TIERES PREMIE			RODULTS EN CO	JRS		PRODUITS FINI	S
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NDN DURABLES	TDTAL	BIENS DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS NDN DURABLES
1977	20	42							
1978	-70 158	- 13	-58 -4	98	90	8	NA	NA.	MA
1978		162		148	134	12	- 158	-28	- 130
	348	2 32	117	285	309	- 25	272	179	93
1980	-104	-82	-21	-30	-14	-18	-170	- 101	-69
1981	298	291	6	88	77	7.1	325	133	193
1980 II	24	17	8	14	23	- 9	110	58	52
111	-89	-34	-55	-34	-20	- 15	-104	-54	-49
IV	-31	-48	17	10	- 2	12	-190	-139	-51
981 I	149	158	- 9	22	16	6	84	-2	87
11	36	35	0	103	92	10	22	12	9
111	82	65	18	-2	- 9	R	130	61	69
1 V	31	34	- 3	- 35	-22	- 13	89	62	27
1982 I	-48	- 6 6	18	30	28	2	9	- 9	18
1981 MA]	13	4	9	9	9	-1	28	6	21
JUIN	-2	11	- 12	46	44	2	6	18	-12
JUIL	12	18	- 6	-32	-36	3	32	18	14
TUGA	77	53	24	9	16	- 7	33	14	19
SEP	-7	-7	0	22	11	11	65	29	36
OCT	28	20	8	15	17	-2	45	55	-10
NDV	20	36	- 16	-21	- 15	-5	37	2 J	32
DEC	-17	-23	5	- 30	- 25	-5	7	1	52
982 JAN	-33	- 32	- 2	29	23	6	18	1	18
FEV	23	-8	31	1	-13	14	-14	o	- 13
MARS	-39	-27	- 12	ò	18	- 18	5	- 9	14
AVR	-100	-39	-61	- 19	-8	-11	12	13	-2
MAI	-110	-78	- 32		12	-4	-33	-14	- 19

SOURCE: STOCKS. LIVRAISDNS ET COMMANDES DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES, (ND.31-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE 1970 (S.I.C.), LES STOCKS SONT MESURES EN FIN DE PERIODE,
LES VALEURS EN DOLLARS DE 1971 SONT OBTENUES APRES DEFLATION PAR LES INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE
A LA NOMENCLATURE A DEUX CHIFFRES DE LA C.A.E. DE 1970.

## TAUX D'UTILISATION DE LA CAPACITE DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES DONNÉES DESAISONNALISEES

	INDUSTR	RIES MANUFACT	URIERES	PAPIER ET	PREMIERE	FABRICATION	MACHINES	MATERIEL	PRODUITS	PRODUITS
	TOTAL	NON DURABLES	DURABLES	INDUSTRIES CONNEXES	TRANS- FORMATION DES METAUX	DE PRODUITS EN METAL		TRANSPORT	ELECTRIQUES	CHIMI QUES
1977	82.4	84.5	80.4	81.1	73.3	78.6	78.2	97.4	74.0	77.3
1978	84.3	87.3	81.4	91.2	75.4	79.9	83.7	96.0	73.9	75.0
1979	86.2	90.7	81.8	97.0	76.6	82.6	96.0	86.0		76.1
1980 1981	80.9 78.9	87.2 85.1	74.8	94.5 88.6	77.8 75.5	79.6 79.0	89.7 87.4	66.7 62.1	77.0 78.4	73.9
1980 II	80.3	87.5	73.4	95.6	76.0	79.0	91.6	63.1	76.8	73.9
III	79.3	85.9	72.9	91.6	76.4	77.0	87.6	64.1	75.7	72.1
1v	80.3	86.2	74.6	91.5	79.6	77.4	85.9	67.7	76.0	73.8
1981 I	80.5	86.6	74.5		79.0	79.2	92.6	62.0	77.7	74.7
111	82.4	87.2	77.7	92.1	82.4	82.3	88.7	68.1	82.0	73.2
	78.9	85.0	72.9	83.3	76.3	80.4	87.5	64.1	81.0	72.1
IV	73.7	81.7	65.8	87.2	64.4	74.2	80.7	54.4	73.0	67.7
1982 I	69.7	77.7	62.0	82.1	64.9	70.9	79.6	50.7	66.9	64.7

SOURCE: TAUX D'UYILISATION DE LA CAPACITE (NO.31-003 AU CATALOGUE) STATISTIQUE CANADA.

3 AOUT 1982

TABLEAU 31

11H 34

VALEUR DES PERMIS DE BATIR VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISDANALISES

	TOTAL		CONSTRUCTION NON	RESIDENTIELLE		RESIDEN-	TOTAL POUR
		TOTAL	INDUS- TRIELLE	COMMER- CIALE	INSTITU- TIONNELLE ET GOUVER- NEMENTALE	TIELLE	55 MUNICI- PALITIES
1977	1.5	1.5	~ . 5	-3.6	14.1	1.4	2.9
1978	5.8	15.8	4.1	28.5	1.7	6	5.4
1979	7.7	14.5	24.9	18.7	-2.9	2.6	5.3
980	9.2	25.2	45.3	15.9	31.3	-3.9	10.8
981	21.2	11.7	-9.4	21.0	11.9	31.4	39.7
11 086	-17.3	-18.9	-8.5	-9.9	-42.4	-15.3	-15.2
III	16.4	5.5	1.2	5.6	10.2	28.8	14.5
IV	22.6	29.3	79.1	18.5	7.2	16.4	7.3
981 I	. 4	-14.0	-34.1	-7.4	. Б	15.4	7.2
11	5.3	8.6	-8.1	19.5	-2.4	2.7	19.5
III	-9.0	. 9	5.8	-8.7	27.6	-17.1	-6.7
IV	9.7	14.3	-13.5	21.8	20.6	5.2	36.2
982 I	-17.9	-7.3	3.3	-2.7	-25.1	-29.4	-36.5
981 MAI	-12.3	-11.8	-19.4	-14.2	5.5	- 12 . 7	-28.7
JUIN	5.6	9.5	5.6	16.3	-6.4	2.4	18.4
JUIL	5.7	11.3	10.1	-1.5	58.7	. 9	18.2
AOUT	-16.3	-12.4	1.9	- 14.1	-18.9	- 19.9	-24.8
SEP	-8.4	-9.2	-3.9	-7.4	-18.0	-7.6	- 15 . 1
DCT	- 1 . B	4.6	-17.D	12.1	7.4	-8.0	18.2
NOV	32.2	40.0	11.8	31.5	86.8	23.1	59.9
DEC	10.9	-9.4	-4.2	2	-29.9	37.7	7.1
982 JAN	-26.3	- 16 . 5	-21.1	- 19.3	-5.5	-34.9	-54.8
FEV	-10.5	. 9	28.9	14.5	-47.3	-23.1	20.3
MARS	9.8	18.9	25 . 1	3.6	89.2	-3.4	10.8
AVR	-21.8	-32.6	-44.8	-34.8	-15.5	-2.3	-13.0
MAI	-16.9	-16.7	-4.7	-23.7	-8.3	-17.1	-26.8

SOURCE: PERMIS DE BATIR (NO.64-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### LOGEMENTS MIS EN CHANTIER, LOGEMENTS PARACHEYES ET PRETS HYPOTHECAIRES APPROUVES VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	MILLIERS DE MISES EN CHANTIERITI	TOTAL	MAISONS UNIFAMI- LIALES	MAISONS MULTI- FAMILIALES	LOGEMENTS URBAINS EN CONS- TRUCTION	LOGEMENTS URBAINS PARACHEVES	PRETS HYPOTI		ROUVES(2) ORDINATRES	INDICE DES PRIX DES LDGEMENTS NEUFS
1977 1978 1979 1980 1981	198.5 183.6 151.4 125.6 144.2	-6.5 -7.5 -17.5 -17.1 14.8	-14.2 -1.1 -1.0 -15.8 7.2	-1.1 -11.3 -28.5 -18.2 -22.0	2.1 -8.2 -22.1 -24.6 -2.8	15.0 -3.8 -10.1 -19.8 -3.4	6987 5636 4346 3287 2818	4302 2313 363 114 155	2685 3324 3983 3173 2663	3.3 2.6 3.7 8.0 12.0
1980 III 1981 I 111 III 111 IV 1982 I	122.3 134.0 143.3 176.3 145.0 112.0 148.0 100.0	9.2 9.5 7.0 23.0 -17.8 -22.8 32.1 -32.4	13.2 19.4 20.0 -0 -31.0 -47.8 9.7	5.6 .0 -8.0 57.6 -5.2 -5.4 40.7	-4.9 2.1 -7.0 10.5 3.7 -6.0 4.7	-11.0 -2.8 8.3 1.7 -6.4 -9.6 -6.7	988 978 740 1068 607 403 436	32 64 7 20 46 82	956 914 733 1048 561 321 432	2 . 0 3 . 3 4 . 0 4 . 4 . 8 3
1981 JUIN ADUT SEP OCT NOV DEC 1982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN	167.0 149.0 141.0 145.0 82.0 98.0 156.0 133.0 170.0 141.0 115.0 87.0	-3.5 -10.8 -5.4 2.8 -43.4 19.5 59.2 -14.7 -17.1 -17.7 -25.0	-5.8 -19.8 -9.5 -37.0 -17.6 10.7 2.9 -5.7 -8.6	-1. 1 -2. 3 -2. 4 11. 0 -47. 3 45. 8 -78. 5 -20. 8 36. 4 -20. 0 -25. 0 -32. 1 12. 7	3.1 -1.1 .3 .0 -5.3 -3.2 3.9 3.4 .2 -1.0 -1.6	18.5 -7.8 -5.6 9.7 -11.6 -6.2 -22.5 14.2 8.3 -26.0 7	314 246 170 191 114 118 171 144 161	9 12 15 19 21 27 34 0 1	305 234 155 172 93 91 137 144 160	.5 -1 -1 -2 -2 -1 -4 -6 -1 -1 -2 -2

SOURCE: LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVES (NO.64-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA, ET STATISTIQUES DU LOGEMENT AU CANADA, SCHL.
(1) DONNEES DESAISONNALISEES. TAUX ANNUELS.
(2) LOI NATIONALE SUR L'HABITATION.

3 AOUT 1982

TABLEAU 33

11H 34

### INDICATEURS DES DEPENSES PERSONNELLES EN BIENS VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

		EN DO	LLARS COURAN	15 (1)			EN DO	LLARS DE 197	1 (2)	
	TOTAL	VOITURES PARTICU- LIERES NEUVES	BIENS OURABLES	BIENS SEMI- DURABLES	BIENS NON DURABLES	TOTAL	VOITURES PARTICU- LIERES NEUVES	BIENS DURABLES	BIENS SEMI- DURABLES	BIENS NON DURABLES
1977	8.7	11.8	8.7	7.7	9.2	1.9	4.8	3.4	1.1	. 8
1978 1979 1980	11.1 11.7 9.6	9.6 14.8 3.1	10.6 12.4 4.1	10.6 10.9 7.2	11.6 15.0	1.3	. 6 2 . 4 -7 . 3	2.6 -6.1	.9 -3.7	6 .2 4.3
1981	13.2	9.4	14.4	13.0	12.4	1.8	-1.8	5.2	5.2	-3.2
1980 II III IV	1.2 5.5 3.6	-10.7 16.1 2.2	-2.2 7.8 4.0	2.5 4.0 3.2	3.1 4.5 3.4	-1.8 2.4 .9	-13.2 12.3 4	-4.8 4.9 2.4	2.0 2.0	.4
1981 1	4.6	3.6	7.5	6.1	2.0	1.8	.3 -2.1	5.2	3.9	-2.8
111 1V 1982 1	.7 1.7 8	-2.5 1.8 -21.2	-3.3 1.5 -5.0	. 6 . 6	3.7 2.4 1.7	-2.3 4 -3.1	-4.3 -1.0 -21.1	-5.3 -1.3 -6.4	-1.2 .0 -1.7	3 .3 .2 7
									-1.0	
1981 MAI JUIN JUIL	6 1.8 -1.0	-6.4 1.3 -4.7	-2.5 2.9 -4.9	5 2.0 4	. 8 . 9 1 . 7	-1.3 .8 -2.3	-7.7 1.0 -5.3	-2.8 2.4 -5.6	1.0	.2 9 .5
ADUT SEP	.6 1.0 -1.3	2.6	2.1	2	1.5 .6 1.4	3 .3 -2.0	1.9 5.4 -21.5	-1.0	5 3	. 6 2 . 7
OCT NOV DEC	4.3	-22.5 59.5 -27.1	-6.1 15.5 -9.7	. 2	-1.3 2.8	3.8 -3.2	51.5 -26.1	-5.9 12.1 -9.7	.1	-1.8 1.9
1982 JAN FEV	-1.9 1.8	-19.1 9.8	-4.5 3.0	-1.2	3 1.1	-2.4 1.0	-18.4 9.6	-4.2 1.9	-1.9 1.1	-1.0
MARS AVR MAI	5 1 . 7 2 . 4	-4.1 6.3 3.2	5 .6 3.4	-1.3 1.5 1.6	2.4 2.0	-1.4 .9	-4.9 7.0 3.3	-1.2 .6 2.2	-2.0 1.4	-1.2 .9

SDURCE: COMMERCE DE BETAIL (63-005). VENTÉS DE VEHICULES AUTÓMOBILES NEUPS (63-007) ENQUETE SUR LES MARCHANDISES VENDUES AU DETAIL, 1974 (63-526). L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (62-001). STATISTIQUE CANADA.

(1) CES INDICATEURS SONT CALCULES EN PONDERANT DE VENTES AU DETAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE (63-005) PDUR OBTENIR LES VENTES AU DETAIL PAR MARCHANDISE. LES POIDS PROVIENNENT DE L'ENQUETE SUR LES MARCHANDISES NOUES AU DETAIL EN 1974 (63-526). LES VENTES DE VOITURES PARTICULIERES PROVIENNENT DES VENTES DE LA DESAISOMNALISATION INTERPOLATIVE (VDIR LE GLOSSAIRE) EST FAITE PAR MARCHANDISE (VOIR LA NDTE TECHNIQUE, FEVRIER, 1982).

(2) CES DONNEES SONT LE RESULTAT DE LA DEFLATION DES VENTES AU DETAIL PAR MARCHANDISE, CALCULEES PAR LA METHODE EXPLIQUEE DANS LA NDTE 1.

## Travail

34	Sommaire de l'enquête sur la population active, données désaisonnalisées	41
35	Caractéristiques des chômeurs, données non désaisonnalisées	41
36	Sommaire de la population active, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
37	Sommaire de la population active, femmes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	42
38	Sommaire de la population active, hommes, 15-24 ans et 25 ans et plus, données désaisonnalisées	43
39	Emploi par branche d'activité, enquête sur la population active, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	43
40	Estimations du nombre d'employés par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44
41-42	Emploi des grandes entreprises par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	44-45
43-44	Salaires et traitements par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	45-46
45	Heures hebdomadaires moyennes par branche d'activité, données désaisonnalisées	46
46	Salaires et traitements hebdomadaires moyens par branche d'activité, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	47
47	uesaisti i alises	47

SOMMAIRE DE L'ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE DONNEES DESAISONNALISEES

	POPULATION		EMP				TAUX DE CHOMA	GE	CHOMAGE	TAUX
	ACTIVE (1)	TOTAL (1)	PLEIN TEMPS (1) (2)	TEMPS PARTIEL (1) (2)	TRAVAIL- LEURS REMUNERES (1)	TOTAL	15-24 ANS	25 ANS ET PLUS	(1)	D'ACTIVITE
1977 1978	2.9	1.8	1.0	8.1	1.6 3.0	8.1 8.4	14.4 14.5	5.8 6.1	16.9 7.2	61.5 62.6
1979 1980 1981	3.0 2.8 2.7	4.0 2.8 2.6	3.5 2.2 2.0	7.6 6.2 6.8	4.1 3.3 2.7	7.5 7.5 7.6	13.0 13.2 13.3	5.4 5.4 5.6	-8.0 3.5 3.6	63.3 64.0 64.7
111 0801 VI	. 3	. 6 1.2	. 4	2.6	1.2	7.6 7.3	13.3 12.7	5.5 5.3	-2.8 -2.9	63.9 64.2
1981 I II III	1.2	1.2 .5 1	1.1 .5 .0	2.4 1.6	1.4 .5 2	7.3 7.2 7.6	13.0 12.7 13.1	5.2 5.2 5.6	1.1 2 5.3	64.7 64.7 64.7
1982 I II	. 3	7 9 - 1 . 2	-1.3 -1.1 -1.4	.1	8 8 -1.4	8.4 8.6 10.2	14.6 15.3 17.6	6.3 6.4 7.7	11.4 2.1 18.7	64.6 63.9 64.0
1981 JUIN JUIL AOUT	.3 2 .0	2	. 6	-2.4 .6	. 1 3 . 2	7.4 7.4 7.1	12.9 12.7 12.2	5 . 4 5 . 5	2.1	64.8 64.6
SEP	. 8	4	7 4	9	4	8.2	14.3 14.2	5.3 6.1 5.2	-3.7 17.0 .7	64.5 65.0 64.8
NOV DEC 1982 JAN	3 1 6	2 5 2	3 8 2	1.1 -1.0 1.1	3 4 1	8.3 8.6 8.3	14.7 14.8 15.0	6.1 6.5 6.0	6 4.4 -4.2	64.6 64.4 64.0
FEV MARS AVR	1 .4 1	4 1 7	3 . 0 7	5 5	4 2 7	8.6 9.0 9.6	15.0 15.8 16.6	6.4 6.7 7.2	2.7 5.8 6.2	63.8 64.0 63.9
MAI JUIN	. 4	2 5	2	1.3	-1.1	10.2	17.5 18.6	7.7	6.3	64.1 64.1

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.
(2) DESAISONNALISATION INTERPOLATIVE (VOIR GLOSSAIRE) PAR LE GROUPE DES ANALYSES DE CONJONCTURE.

26 JUIL 1982

TABLEAU 35

11H 27

### CARACTERISTIQUES DES CHOMEURS DONNEES NON DESAISONNALISEES

	CHOMAGE			POURCENT	AGE DU CHOMAG	TOTAL	NE CHERC	117 848	DUREE
	TOTAL	1-4	5-13	14 SEMAINES	DEBUTANT	MISES A	DE TRA		MOYENNE DI CHOMAGE
	(1)	SEMAINES	SEMAINES	ET PLUS	PLUS TARD	PEID	MISES A PIED	EMPLOI FUTUR	(SEMAINES
977	850	24.4	27.3	33.1	4.0	1.3	6.5	3.5	14.6
978 979 980	911 838 867	23.8 25.9 25.8	27.1 27.0 27.0	35.2 32.6 32.1	3.8 4.3 3.9	1.3 1.3 1.9	5.3 5.3 6.2	3.4 3.5 3.2	15.5 14.8 14.7
981	898	25.9	26.1	32.3	4.2	1.8	6.2	3.5	15.2
980 111	817 785	27.8 27.8	26.5 29.4	29.5 30.6	4.1	2.0	5.8 4.9	4.3 2.1	14.5
981 I II	952 865	23.5 24.3	28.0 22.0	33.9 36.1	3.7	2.2	6.4	2.3	15.1
III	839 935	28.3 27.5	24.9 29.6	29.8 29.2	4.6	1.5	6.9	4.0	15.1 14.2
982 I II	1147 1259	20.8 21.1	28.5 23.4	34.5 40.7	2.9	2.9	8.3 5.9	2.1 3.2	15.1 17.2
981 JUIN	855	27.7	22.9	32.2	6.0	1.2	4.2	5.8	15.5
TUDA	835 790	29.0 22.0	25.0 26.8	29.1 31.5	4.8	1.3	7.4	3.4 5.9	14.6 15.1
SEP	891 891	33.9 29.9	22.8 28.2	28.8 29.4	4.3	1.6 1.6	5.8 5.8	2.8	14.5 14.5
DEC	928 987	28.0 24.5	31.4 29.4	28.1 30.2	2.9	2.2	5.9 9.0	1.5	14.0 14.1
982 JAN FEV	1095 1116	23.6 19.1	27.6 30.4	30.5 35.1	2.6	3.0 2.9	10.8 7.9	1.9	13.8 15.2
MARS	1228 1233	19.6 18.2	27.5 22.5	38.0 43.1	3.3	2.7	5.3 7.4	2.5	16.3 17.2
MAI	1241 1303	22.2	22.4 25.3	40.3 38.6	3.5	2.3	5.8 4.7	3.8 2.8	17.1 17.2

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) EN MILLIERS DE PERSONNES.

### SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE. 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS DONNEES DESAISONNALISEES

			15 - 24 ANS			25 ANS ET PLUS						
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLO1 (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	D'ACTIVITE		
1977	3.0	1.0	16.6	14.4	63.2	2.8	2.0	17.2	5.8	61.0		
978	3.3	3.1	3.9	14.5	64.4	3.8	3.4	9.9	δ.1	62.0		
979	3.7	5.6	-7.1	13.0	88.2	2.7	3.4	-8.6	5.4	62.3		
980	1.9	1.6	3.8	13.2	67.3	3.1	3.2	2.9	5.4	62.9		
1981	. 4	. 3	1.0	13.3	67.9	3.5	3.4	6.1	5.6	63.6		
111 086	2 .3 .9	.4	-3.8	13.3	67.3	. 5	. 6	-1.8	5.5	62.7		
IV	. 3	1.0	~4.1	12.7	67.5	1.2	1.3	-1.8	5.3	63.1		
981 1	. 9	. 6	3.2	13.0	68.2	1.2	1.4	7	5.2	63.5		
11	± 1	.2	-2.5	12.7	68.2	. 7	. 7	1.9	5.2	63.6		
111	-1.0	-1.4	1.7	13.1	67.8	.8	. 4	8.4	5.6	63.7		
IV	7	-2.4	10.6	14.5	67.5	. 5	2	12.0	6.3	63.7		
982 I	~1.8	~2.6	3.0	15.3	66.5	2	4	1.4	6.4	63.1		
11	~1.1	-3.8	13.7	17.8	65.9	1.1	4	22.8	7.7	63.4		
981 JUIN	. 2	. 1	1.0	12.9	68.5	. 3	. 2	3.1	5.4	53.6		
1015	-1.3	-1.0	-3.0	12.7	67.7	. 1	. 0	2.3	5.5	63.6		
ADUT	7	2	-4.1	12.2	67.3	. 2	. 4	-3.3	5.3	63.6		
SEP	1.4	-1.0	18.1	14.3	68.3	. 6	2	15.2	6.1	63.9		
OCT	-1.1	~1.1	-1.4	14.2	67.6	. 2	. 0	2.4	6.2	63.9		
NOV	3	~ . 8	2.7	14.7	67.5	3	1	-3.3	6.1	63.6		
DEC 982 JAN	3	5 -1.5	. 4	14.8	67.3	. 0	~.5	7.7	6.5	63.5		
FEV FEV	5	-1.5	4	15.0 15.0	66.6 66.3	3 .0	4	-7.8 5.5	6.0	63.1		
MARS	. 1	8	4.9	15.8	66.5	. 6	4	6.6	6.4	63.0		
AVR	5	-1.5	4.9	16.6	66.2	. 0	4	7.2	7.2	63.2 63.1		
MAI	7	-1.8	4.8	17.5	65.8	. 8	**	7.4	7.7	63.5		
JUIN	2	-1.5	5.8	18.6	65.7	. 4	.3 3	8.6	8.3	63.6		

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

26 JUIL 1982

TABLEAU 37

11H 27

## SDMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, FEMMES, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS DONNÉES DESAISDNNALISEES

			15 - 24 ANS				25	ANS ET PLU	S	
	POPULATION ACTIVE (1)	(1)	CHOMAGE (1)	CHOMAGE	D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	D'ACTIVIT
1977	2.7	. 5	17.3	13.8	57.5	4.8	4.0	16.3	7.4	42.1
1978	3.7	3.7	4.5	13.9	58.9	7.0	6.6	12.5	7.7	44.0
1979	4.2	5.5	-4.9	12.7	61.0	4.2	5.0	-B.2	7.0	44.9
1980	2.7	2.7	2.3	12.7	62.6	5.5	6.0	-1.4	6.5	46.2
1981	. 4	. 8	-2.8	12.3	63.2	δ.1	5.9	8.7	6.7	47.9
111 0881	. 1	. 5	-2.2	12.7	62.7	. 6	1.1	-6.7	6.4	46.0
IV	. 1	. 7	-4.1	12.2	62.8	2.0	2.3	-2.3	6.1	46.6
1981 I	. 5	. 4	1.3	12.3	63.3	2.0	1.9	3.7	6.2	47.3
11	. 5	1.0	-2.7	11.9	63.7	1.6	1.6	1.6	6.2	47.8
III	-1.5	-1.6	8	12.0	63.0	1.4	. B	9.7	6.7	48.1
1982 I	1.7	-1.3	7.1	12.9	63.0	. 7	~.1	11.1	7.4	48.2
II	9	-2.7	10.9	14.9	62.7 62.4	1.6	. 2	-3.6	7.2	47.9
4.4		-2.1	10, 5	14,3	02.4	1,6	. 1	21.5	8.6	48.3
1981 JUIN	~.2	1	-1.2	11.9	64.0	. 4	.2	3.4	6.3	48.0
JUIL	-1.7	-1.4	-3.5	11.6	63.1	.0	+.1	1.4	6.4	47.9
AGUT	-1.0	r . 5	-4.8	11.2	62.5	1.3	.5	. 0	6.4	48.0
SEP	1.2	~1.0	19.1	13.2	63.3	1.3	. 2	17.4	7.4	48.5
OCT	9	~ . 2	-5.3	12.6	62.8	. 1	*.1	1.6	7.5	48.5
NOV	. 4	2	4.5	13.1	63.1	*.5	4	-1.5	7.4	48.2
DEC 1982 JAN	~.2 ~.3	1	-1.1	13.0	63.0	2	1	-1.2	7.4	48.0
FEV FEV	8	6 6	1.6	13.2 13.1	62.9	. 0	. 8	-10.3	6.6	47.9
MARS	. 4	5	6.0	13.1	62.5 62.8	+ . 1 . 8	7	8.8	7.2	47.7
AVR	. **	5	3.6	14.3	62.9	. 3	2	8.1 7.1	7.7 8.2	48.0
MAI	-1.1	-1.7	2.0	14.7	62.3	1.2	. 7	6.3	8.7	48.1 48.5
JUIN	5	-1.8	8.9	15.8	62.0	. 0	2	2.0	8.8	48.4

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

SOMMAIRE DE LA POPULATION ACTIVE, HOMMES, 15-24 ANS ET 25 ANS ET PLUS DONNEES DESAISONNALISEES

			15 - 24 ANS					S ANS ET PLU		
	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHOMAGE	D'ACTIVITE	POPULATION ACTIVE (1)	EMPLOI (1)	CHOMAGE (1)	TAUX DE CHDMAGE	D. VCLIAIL
1977	3.3	1.4	16.1	14.9	68.8	1.8	1.0	18.0	4.9	80.9
1978	2.8	2.7	3.9	15.1	69.7	2.1	1.7	8.2	5.2	81.0
1979	3.5	5.6	-9.2	13.3	71.4	1.9	2.6	-11.0	4.5	80.9
1980	1.3	. 7	5.0	13.8	72.0	1.7	1.5	6.8	4.8	80.5
1981	. 4	1	3.9	14.2	72.5	2.0	1.9	4.0	4.9	80.3
111 080	5	. 3	-5.1	13.9	71.7	. 5 . 6	. 3	2.5	4.9	80.4
IV	. 4	1.2	-4.2	13.2	72.1	. 6		-1.4	4.7	80.5
981 I	1.3	. 7	4.7	13.6	73.1	. 8	1.0	-4.2	4.5	80.7
III	7	4	-2.3	13.4	72.6	- 1	. 1	2.1	4.6	80.4
IV	5	-1.1	3.6	13.9	72.4	. 4	. 1	7.3	4.9	80.2
982 I	-2.B	-3.9	13.1	16.0 16.9	71.9 70.1	- 4	3	12.8 5.8	5.5 5.9	80.0 79.3
11	-1.4	-4.8	15.7	19.9	69.3	. 8	- : 7	23.9	7.2	79.4
981 JUIN	. Б	. 3	2.7	13.8	72.9	. 3	. 2	2.8	4.8	80.3
ADIL	-1.0	7	-2.6	13.5	72.2	.3	. 1	3.1	4.9	80.3
TUGA	5	.0	-3.5	13.1	72.0	. 0	. 3	-6.1	4.6	80.2
SEP	1.5	9	17.4	15.2	73.1	. 2	5	15.0	5.3	80.2
DCT	-1.2	-1.7	1.6	15.6	72.3	. 2	. 1	3.2	5.4	80.2
DEC	4	8	1.5	16.0	71.8 71.5	1	7	-4.8 15.8	5.2	80.0
982 JAN	-2.1	-2.4	4	16.6	70.1	- 6	2	-5.9	5.0 5.7	79.9 79.3
FEV	2	4	. 7	16.7	70.1	.0	1	3.0	5.8	79.2
MARS	2	-1.0	4.1	17.5	70.0	. 4	. 1	5.4	6.1	79.4
AVR	-1.0	-2.4	5.7	18.6	69.4	1	6	7.3	6.6	79.1
MAI	3	-1.9	6.8	20.0	69.2	. 5	. 0	8.2	7.1	79.4
JUIN	. 1	-1.2	5.1	21.0	69.4	. 6	4	13.9	8.0	79.7

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.
(1) VARIATION EN POURCENTAGE.

26 JUIL 1982

TABLEAU 39

11H 27

## EMPLDI PAR BRANCHE D'ACTIVITE, ENQUETE SUR LA POPULATION ACTIVE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

			INDUSTRIE	S DE BIENS				RIES DE SE		
	TOTAL SANS AGRICULTURE	TOTAL SANS AGRICULTURE	SECTEUR PRIMAIRE SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES	CONSTRUC- TION	TOTAL	TRANSPORTS. COMMUNIC. ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	FINANCES, ASSURANCES, IMMOBILIER	AUTRES SERVICE:
1977 1978 1979	2.0 3.4 4.1	-1.0 3.0 4.8	2.6 7.1 5.8	-1.7 3.5 5.9	3 3	3.3 3.6 3.8	6 4.6 4.8	2.1 3.5 3.9	7.1 2.8	4
1980 1981	3.0	1.4	8.4 6.1	1.7	-3.3	3.7	.3	1.4	1.3 9.9 -2.6	3.4 4.1 4.1
111 08e	.8	5 .7	-1.8 4.5	3 .6	8 -1.5	1.4	. 0	.8	-1.4	2.3
981 Î 11 111	1.3	1.9	2.7	1.0	4.4	, 9 , 6	1.0	. 6	-3.6	1.1
111 1V 1982 I	6 7	.2 -2.4 -2.9	1.2 -4.7 -5.2	3 -2.8 -2.6	1.3 3 -2.9	3	-1.3 1.5 3	1.0	1.0 1.1 3.2	!
II	-1.4	-3.5	-10.4	-2.4	-3.9	2	-3.7	. 2	. 9	
JUIN JUIL AOUT SEP OCT NOV DEC	. 1 3 1 2 3 2	3 . 6 . 0 8 - 1 . 2 3 - 1 . 8	.0 .3 2.2 .9 -3.7 -1.0	7 .3 1 8 -1.0 5 -2.7	. 8 1 . 7 6 5 5	.6 8 1 1 1	2.4 -3.6 1.6 .1 1.0	.2 .1 1.1 1 1 7	1,4 .2 .0 3 .7	
982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN	3 2 1 6 4 -1.0	-1.4 -1.6 -1.7 6 -1.5	-1.0 -1.0 -7.4 -5.8 -1.2	2 4 2 - 1 . 1 5 - 1 . 9	-1.1 -4.6 -1.6 -1.9 -1.8	1 .0 .2 .0 3		3 2 .3 1	2.0 1.5 .5 1.6 -1.9	

SOURCE: LA POPULATION ACTIVE (NO.71-001 AU CATALOGUE).STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1970.

(1) SERVICES SDC10-CULTURELS, COMMERCIAUX, PERSONNELS ET ADMINISTRATION PUBLIQUE.

### ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR INDUSTRIE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

			INDUSTRIE	S DE BIENS			INDUST	RIES DE SE	RVICES	
	TOTAL SANS AGRICULTURE	TOTAL SANS AGRICULTURE	SECTEUR PRIMAIRE SANS AGRICULTURE	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES	CONSTRUCT- TION	TOTAL	TRANSPORTS. COMMUNIC. ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	TOUS SERVICES COMMERCIAUX	SERVICES NON COMMERCIAU ET ADMINIS TRATION PUBLIQUE
1977 1978 1979 1980 1981	2.7 2.0 3.6 2.1 3.5	1.1 1 4.7 6 2.2	7.1 .2 7.4 8.0 1.8	.1 1.6 3.9 -1.2	2.4 -6.5 6.8 -2.2 4.3	3.4 2.9 3.1 3.2 4.0	2.0 1.0 2.1 2.8	.9 3.8 3.3 2.6 4.7	8.5 4.1 5.8 5.5 6.3	2.1 2.0 1.1 2.0 2.9
1980 II III 1981 I II II IV 1982 I	.2 .8 1.3 1.3 1.0 .0	-1.7 .5 1.4 1.3 1.7 -1.6 -1.8	.9 5 1.7 .5 1.9 -3.3 1.1	-1.6 1 1.0 1.5 1.5 -1.4 -1.8	-3.5 3.4 3.2 1,1 2.3 -1.9 -3.1 -2.5	1.0 .9 1.3 1.3 .8 .7 .2	. 9 . 7 . 7 1 - 1 . 0 1 . 3 6	2 7 1.3 1.5 1.9 1.0 7	1.4 1.2 1.9 2.8 .4 1.2 .3	1.2 .9 .8 .6 .6 .7
1981 AVR MAI JUIN JUIL ADUT SEP OCT NOV DEC	.2 .5 .2 .55	.7 .3 -1.5 6 .2 -1.1	. 4 .0 1.3 -4.7 9 3.8 .0	. B . 3 . 3 -1.5 6 . 4 -1.1	1.5 .3 -1.5 .2 -7 -2.4 -1.6	.0 .2 .2 .1 .6 2	-1.5 .8 .0 -2.9 2.4 .4 .2 2	5 1.1 7 .3 -6 .9	. 4 . 3 1 . 1 4 1 . 3 3	.0 .4 .2 .6 2 1
1982 JAN FEV MARS AVR	-1.1 .3 .2 3	-2.1 1 4 -1.8	-2.6 1.8 .3 -5.2	-1.5 9 7	-4.3 2.1 .7 -3.0	7 . 5 . 5	7 1 1	-1.0 .4 .1	7 1.2 .9	5 . 2 . 6

SOURCE: ESTIMATIONS DU NOMBRE D'EMPLOYES PAR PROVINCE ET PAR INDUSTRIE (NO. 72-008 AU CATALÓGUE).

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

(1) FINANCE, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIERES ET SERVICES COMMERCIAUX SOCIO-CULTURELS, D'AFFAIRES ET PERSONNELS.

27 JUIL 1982

TABLEAU 41

9H 59

### EMPLOI DES GRANDES ENTREPRISES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ (1) VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	INDICE	FORETS	MINES	IND	USTRIES MANUFACTURIE	RES
	COMPOSITE SECTORIEL (2)			TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS HON DURABLES
1977 1978 1979 1980	. 1 1.5 2.8 1.1 2.1	3.2 4.4 2.3 -4.0 -8.1	3.7 -3.0 7.5 11.5 3.5	-1.4 1.1 3.0 -1.8	-1.8 1.7 3.9 -3.0	-1.0 .5 2.1 7 1.5
1980 II III IV 1981 I III III IV 1982 I	5 . 1 . 7 1 . 4 . 7 5 3 - 1 . 8	-3.3 -6.0 .3 3 -2.0 -6.1 .9 -3.7	4.1 .6 1.8 1.4 .4 -1.7	-2.0 4 .9 1.3 1.1 -1.7 -2.3 -2.6	-3.5 4 1.0 1.0 1.7 -3.0 -2.5 -2.7	7 7 1.2 1.4 4 5 -1.5 -2.7
1981 AVR MAI JUIN JUIL ADUT SEP DCT NOV DEC 1982 JAN FEV	. 2 . 3 . 3 - 1. 1 . 3 . 2 2 3 - 1. 2	-2.5 1.3 4 -11.4 3.5 10.3 7 -5.4 -6.7	- 1 3 1 - 2 . 8 1 . 2 - 3 - 1 - 1 - 1 . 5 - 2 . 2	.5 .2 .6 -2.0 2 2 -1.2 -1.1 6	.6 .3 1.0 -3.6 5 .7 -1.2 -1.0 2	. 4 . 2 . 0 5 7 6 7 7 7
MARS AVR	7 7	+.3 -1.9	8 -2.5	6 - 1 . 4	5 -1.8	9

SOURCE:

EMPLOI, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO. 72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

VOIR LE GLOSSAIRE.

SANS L'AGRICULTURE. LA PECHE ET LE PIEGEAGE, L'EDUCATION, LES SERVICES D'HYGIENE, LES DRGANISATIONS RELIGIEUSES
ET L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DEFENSE.

## EMPLOI DES GRANDES ENTREPRISES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (1) VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES SUITE

	CONSTRUC- Tion	TRANSPORTS. COMMU- NICATIONS ET SERVICES PUBLICS	TOTAL	COMMERCE GRÓS	DETAIL	FINANCES. ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILI- ERES	SERVICES SOCIO- CULTURELS, D'AFFAIRES ET PERSONNELS
1977 1978 1979 1980 1981	-2.0 -10.6 -3.2 -3.2 5.3	1.0 1.9 1.7 3.3	-1.5 2.4 3.1 1.9	-2.2 4 3.0 1.5	-1.1 3.9 3.4 1.7 2.5	5.7 2.3 3.4 1.4 3.2	3.0 4.3 4.0 4.6 6.4
1980 II III 1981 I III III IV 1982 I	-3.5 2.2 1.1 3.2 1.1 .0	1 . 1 . 2 . 4 . 2 2 5 1 . 6 8	. 0 . 6 . 3 1 . 1 . 6 . 1 1	3 . 5 . 4 . 6 . 5 5 8	. 2 . 6 . 2 1 . 5 6 1 1 - 2 . 1	.7 .1 .4 .8 .9 1.6	.8 1.0 3.1 1.3 1.2 1.6
AVR MAI JUIN JUIL AOUT SEP OCT NDV DEC	1.3 3 .1 1 1 3	7	.2 .1 .5 3 2 3 .0	.1 .1 .2 2 9 .2	.3 .1 .7 4 1 1	. 2 . 6 . 3 . 6 1 . 0 . 0	.5 .6 .2 .5 3 1 .3
1982 JAN FEV MARS AVR	-1.7 .1 -1.3 -1.5 -2.5	. 1 4 4 - 1 . 0	-2.3 4 4	2 - 3 . 5 3 - 1 . 2	-2.0 3 2	.2 .3 .3 3	-2.5 -2 5 2

SOURCE: EMPLOI. GAINS ET DURÉE DU TRAVAIL (ND.72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

(1) VOIR LE GLOSSAIRE.

27 JUIL 1982

TABLEAU 43

9H 59

### SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR BRANCHE D'ACTIVITE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

			INDUSTRIES	DE BIENS		
	TOTAL	AGRICULTURE	FORETS	HINES	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES	CONSTRUC- TION
1977 1978 1979 1980	9.1 6.6 12.6 10.5 13.3	17.7 14.8 12.7 7.5 7.9	10.2 10.8 13.2 9.2 2.4	13.8 5.2 20.5 25.8 17.6	8.4 9.9 13.5 9.9	8.6 -3.3 7.0 7.6 17.2
1980 II III IV 1981 I II III IV 1982 I	.7 2.5 4.8 3.5 4.5 .4 2.1	9.3 -1.7 7.3 -3.4 2.8 3.2 3.1 -5.7	1.1 -5.8 5.1 3.9 1.5 -12.9 -7.4	7.6 3.5 5.2 4.2 4.3 1.8 3.4	.8 2.0 4.3 3.5 5.0 4 1.3 3	-4.0 5.8 6.6 4.2 3.5 4.1 2.5
981 AVR MAI JUIN JUIL AOUT SEP OCT NDV DEC	1.3 2.5 2.0 9 -2.5 2.4 .7	1.8 4.0 -2.5 2.2 1.2 1.9 -1.0 2.8	-3.7 1.2 2.6 -12.6 -12.5 20.7 12.9	2.5 1.0 1.2 .9 -1.4 2.0	1.8 2.0 2.6 -1.0 -3.9 2.6 .5	2 4.5 1.2 2.2 .0 3
982 JAN FEV MARS AVR	-1.1 .5 .1 -1.0	1.6 -10.4 4.2 1.3 4.6	-8.1 -3.8 4.2 3.8 -2.8	1.9 1.6 1.6 1.0 -3.3	. 8 -1.3 .9 -5 -1	-1.5 2 -2.1 .9 -3.3

SOURCE: ESTIMATIONS DU REVENU DU TRAVAIL (NO. 72-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

## SALAIRES ET TRAITEMENTS PAR BRANCHE D'ACTIVITE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES SUITE

			INDUSTRIES	DE SERVICES						
-	TOTAL	TRANSPORTS, ENTREPOSAGE ET COMMUNI- CATIONS	COMMERCE	FINANCES ASSURANCES ET AFFAIRES IMMO- BILIERES	SERVICES SDC10- CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	ADMINISTRA- TION PUBLIQUE ET DEFENSE (1)	TOTAL SALAIRES ET TRAITEMENTS (2)	REVENU SUPPLE- MENTAIRE DU TRAVAIL	TOTAL REVENU DU TRAVAIL	PERTE DE TEMPS DU AUX ARRET DE TRAVAI (3)
1977 1978 1979 1980 1981	10.5 9.9 11.7 14.5 14.0	10.7 9.7 12.6 16.3 12.0	6.0 7.9 12.4 12.8 11.5	13.4 12.5 15.9 15.1 14.0	11.6 10.4 11.2 14.6 15.5	11.8 9.8 8.1 13.8 15.3	10.0 8.7 12.0 13.1 13.7	13.6 13.9 9.8 8.9 16.8	10.3 9.1 11.8 12.8 13.9	275.7 616.1 648.8 747.9 728.0
980 II IV 981 I II III IV 982 I	3.8 3.5 2.5 3.8 3.7 3.0	3.4 2.9 2.3 2.3 3.9 1.0 6.9	2.3 3.1 3.5 2.9 2.6 2.3	1.6 3.7 4.6 3.4 2.8 3.5 1.7 4.5	5.8 3.2 3.7 2.4 4.4 4.9 2.7	2.6 4.2 4.5 1.8 4.2 5.8 2.0	2.7 3.1 4.1 2.8 4.0 2.6 2.7	2.7 2.9 4.2 5.7 4.0 2.4 2.8	2.7 3.0 4.1 3.0 4.0 2.5 2.7	706.7 959.0 525.9 584.0 482.4 1382.8
981 AVR MAI JUIN JUIL ADUT SEP DCT NOV DEC	1.8 1.4 1.3 .8 .5 3.6 5	2.7 .8 .1 .3.2 3.7 4.4 2.0 1.2	1.0 .5 1.3 1.3 4 .4 .7 .7	1.3 1.4 .8 2.1 1 1.3 3 1.1	2.0 1.5 1.8 .7 5.6 -2.2 .9	1.7 3.0 2.1 3.5 -1.7 3.2 2 .8	1.6 1.7 1.6 .2 5 3.2 1	1.7 1.7 1.5 .0 4 3.4 2	1.6 1.7 1.6 .2 5 3.2 1	561.1 462.6 423.5 1764.1 1713.3 671.1 651.0 545.3
982 JAN FEV MARS AVR	.7 .4 1.2 .9	5 1.5 1.5 2.3	-1.8 .6 4	2.9 1.0 6 1.1	2.1 9 .8 .9	1 2.5 5.5 .2	. 1 . 5 . 8 . 3	1 .5 .8	.1.5.8.3	151.2 204.8

SOURCE: ESTIMATIONS DU REVENU DU TRAVAIL (NO. 72-005 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

(1) SANS LES SOLDES OU INDEMNITES MILITAIRES.

(2) Y COMPRIS LA PECHE ET LE PIEGEAGE.

(3) EN MILLIERS DE JOURS-PERSONNES CHIFFRES NON DESAISONNALISES.

27 JUIL 1982

TABLEAU 45

9H 59

## HEURES HEBDOMADAIRES MDYENNES PAR BRANCHE D'ACTIVITE DONNEES DESAISONNALISEES

				INDUSTR	IES MANUFAC	TURIERES			CONSTRUCTION   GENIE   CIVIL	
		MINES	TOTAL		81ENS OURABLES		BIENS NON OURABLES	TOTAL	BATIMENT	
977 978 979 980		40.6 40.5 41.1 40.8 40.4	38.6 38.8 38.6 38.5 38.5		39.5 39.6 39.5 39.2 39.3		37.8 37.9 38.1 37.8 37.7	39.0 39.4 39.0	37.3 37.8 37.6	42.1 42.6 41.9
987	11 111 1 V 1 1 1 1 1 1 1 V	41.1 40.6 40.4 40.6 40.5 40.4 40.0 40.3	38.3 38.7 38.7 38.8 38.5 38.1 38.0		39.0 39.6 39.4 39.6 39.3 38.8		37.8 37.7 37.9 37.9 38.0 37.6 37.5	38.9 39.3 39.3 38.6 38.9	37.6 37.8 37.9 37.3 37.5	41.8 42.0 42.1 41.6 42.1 41.8
	AVR MAI JUIN JUIL AOUT SEP OCT NOV GEC JAN	40.6 40.7 40.3 40.1 40.5 40.6 40.4 40.2 39.4	38.8 38.9 38.8 38.7 38.5 38.2 38.5 38.1 37.6 38.1		39.6 39.6 39.7 39.3 38.9 39.2 38.7 38.6		37.9 38.0 38.0 37.8 37.5 37.5 37.7 37.6 37.3	38.9 38.8 39.1 38.9 38.0 39.1 39.5 36.5	37.7 37.5 37.5 37.7 37.6 37.4 37.7 37.3	41.7 41.8 41.3 43.3 41.8 40.0 41.8 41.2
	MARS AVR	40.2 40.7 40.2	38.2 37.8 38.0		38.9 38.4 38.7		37.5 37.3 37.2	38.5 38.5 38.5	37.1 37.2 37.0	41.3 41.4 41.5

SOURCE: EMPLOT, GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE).STATISTIQUE CANADA.
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DES INDUSTRIES DE 1960.

### SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBODMADAIRES MOYENS PAR BRANCHE D'ACTIVITE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONMALISES

INDICE COMPOSITE SECTORIEL	FORETS	MINES	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES	CONSTRUC- Tion	TRANSPORTS	COMMERCE DE GROS	COMMERCE DE DETAIL	FINANCES	SERVICES SOCIO- CULTURELS. COMMERCIAU) ET PERSONNELS
9.9 6.2 8.6 9.8	8.7 4.4 10.7 12.2 11.8	9.8 8.1 11.4 11.7 14.0	10.6 7.4 8.9 9.7	11.7 5.4 8.5 9.2 12.9	11.1 7.8 9.0 11.6 12.2	9.8 6.7 9.3 10.4 11.2	7.8 5.4 7.7 7.6 9.8	7.8 8.2 9.5 11.5 16.5	7.0 5.1 7.3 8.0
2.8 2.6 3.2 3.3 2.8 2.4 2.9 3.1	1.0 3.5 2.9 3.9 1.7 1.4 5.2	3.0 2.4 2.7 4.3 3.3 3.7 3.0 4.6	2.7 2.9 3.3 3.2 3.0 2.3 3.1	.5 3.7 4.1 2.6 3.0 3.7 2.5	1.8 2.0 3.0 3.4 2.7 4.4 -4.4	3.2 2.6 3.0 2.9 2.0 2.5 3.0 3.8	3.0 2.3 2.3 3.0 1.9 2.1	2.6 3.0 4.4 7.1 2.5 2.2 1.1 3.6	3.4 2.8 2.5 2.9 2.7 3.0 2.5 4.2
. 9 1. 6 . 1 1. 5 . 9 . 9 . 6 1. 2	-1.2 .8 2.0 -2.3 1.9 2.9 3.2 -1.7 1.7	1.7 1.3 .4 1.3 1.7 1.7 .5 1.2 1 2.8 1.5	1. 0 1. 4 . 7 . 5 . 9 . 8 1. 5 . 7	3 4.6 1.2 -1.0 3.7 4 5 2.7	1.0 1.9 .2 2.7 1.5 1.6 1.0 -21.2 29.6	. 6 1.2 . 7 . 5 1.1 1.3 . 8 . 9 . 9	.9 .3 .4 1.2 .5 .8 .5 - 4 2.0	1.1 1.5 .6 1.1 .0 .4 .1 .8 .6	1.2 1.1 .9 1.0 1.1 .7 .8 1.1 .3 2.5
	9.9 6.2 8.6 9.8 12.2 2.8 2.6 3.2 3.3 2.8 2.4 2.9 3.1	9.9 8.7 6.2 4.4 8.6 10.7 9.8 12.2 12.2 11.8 2.8 1.0 2.6 3.5 3.2 2.9 3.3 3.9 2.8 1.7 2.4 1.4 2.9 5.2 3.1 -9 9 -1.2 1.6 .8 6 2.0 1.1 -2.3 1.5 1.9 9.9 3.2 9.9 3.2	9.9 8.7 9.8 6.2 4.4 8.1 8.6 10.7 11.4 9.8 12.2 11.7 12.2 11.8 14.0  2.8 1.0 3.0 2.6 3.5 2.4 3.2 2.9 2.7 3.3 3.9 4.3 2.8 1.7 3.3 2.4 1.4 3.7 2.9 5.2 3.0 3.19 4.6  .9 -1.2 1.7 1.6 .8 1.3 6 2.0 .4 1.1 -2.3 1.5 1.9 1.7 9 2.9 1.7 9 2.9 1.7 9 3.2 5.9 1.7 1.2 1.7 1.2 1.7 1.2 1.7 1.2 1.7 1.2	OMPOSITE SECTORIEL MANUFACTURIERES  9.9 8.7 9.8 10.6 6.2 4.4 8.1 7.4 8.6 10.7 11.4 8.9 9.8 12.2 11.7 9.7 12.2 11.8 14.0 12.5  2.8 1.0 3.0 2.7 2.6 3.5 2.4 2.9 3.2 2.9 2.7 3.3 3.3 3.9 4.3 3.2 2.8 1.7 3.3 3.0 2.4 1.4 3.7 2.3 2.8 1.7 3.3 3.0 2.4 1.4 3.7 2.3 3.1 -9 4.6 3.4  .9 -1.2 1.7 1.0 1.6 .8 1.3 1.4 .6 2.0 .4 .7 .1 -2.3 1.3 1.4 .6 2.0 .4 .7 .1 -2.3 1.3 5.5 .9 -1.7 1.9 1.7 9.9 .9 3.2 5.5 1.5 .9 -1.7 1.2 .7 .8 9.9 3.2 .5 1.5 .9 -1.7 1.2 .7 .8 1.7 -1 9.9 .9 3.2 .5 1.5	OMPOSITE SECTORIEL MANUFACTURIERES  9.9 8.7 9.8 10.6 11.7 6.2 4.4 8.1 7.4 5.4 8.6 10.7 11.4 8.9 8.5 9.8 12.2 11.7 9.7 9.2 12.2 11.8 14.0 12.5 12.9  2.8 1.0 3.0 2.7 .5 2.6 3.5 2.4 2.9 3.7 3.2 2.9 2.7 3.3 4.1 3.3 3.9 4.3 3.2 2.6 2.8 1.7 3.3 3.0 3.0 2.4 2.9 3.7 3.2 2.9 1.7 3.3 3.0 3.0 2.4 2.9 3.7 3.1 -9 4.6 3.4  .9 -1.2 1.7 1.0 -3 1.6 8 1.3 1.4 4.6 6 2.0 4 7 1.2 1.6 8 1.3 1.4 4.6 6 2.0 4 7 1.2 1.5 1.9 1.7 9 3.7 9 2.9 1.7 8 -4 9 3.7 9 2.9 1.7 9 3.7 9 2.9 1.7 8 -4 9 3.2 5.5 1.5 9 3.1 -9 3.2 -5 9 3.2 5.5 1.5 9 3.2 7 7.7 9 3.7 9 2.9 1.7 1.2 7 9 3.7 2.7 9 3.2 7 7 9 3.2 7 9 3.2 5.5 1.5 -5 9 -1.7 1.2 7 1.6 1.7 -1 9 6 1.2 -1.7 2.8 1.6 -8	## SECTORIEL ## MANUFACTURIERES TION  9.9	SECTORIEL   MANUFACTURIERES   TION   DE GROS	SECTORIES	SECTORIES   MANUFACT TION   DE GROS   DETAIL

SOURCE: EMPLOI. GAINS ET DUREE DU TRAVAIL (NO.72-002 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA,

27 JUIL 1982

TABLEAU 47

9H 59

### REGLEMENTS SALARIAUX

		S LES CONVEN	ITTONS	AVEC UN	E CLAUSE D'I	NDEMNITE	SANS UNE	LA CONVENTIO	E VIE CHERE	EMPLDYES COUVERTS
	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMER- CIALES	INDUSTRIES NON-COMMER- CIALES (2)	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMER- CIALES	INDUSTRIES NON-COMMER- CIALES (2)	TOUTES LES INDUSTRIES	INDUSTRIES COMMER- CIALES	INDUSTRIES NON-COMMER- CIALES (2)	PAR LES NOUVELLES CONVENTION
1977	7.6	7.4	7 . 6	8.5	6.0	6.7	7.8	7.9	7.7	260603
1978 1979	7.0 8.2	7.2 6.1	6.7 8.3	6.2 7.4	5.8	7.2	7.2	7.8	8.7	326761
1980	10.3	9.8	10.6	8.8	8.2	9.6	8.8	9.4	8.3 10.8	280741
1981	12.3	11.4	13.3	9.6	9.3	10.2	13.6	13.9	13.5	302953 222315
1980 II	10.3	9.1	10.9	9.0	8.1	10.1	11.2	10.9	11.2	326610
111	11.1	11.2	10.9	9.4	9.0	10.2	11.5	12.0	11.1	233240
IA	10.8	10.1	11.4	8.0	7.6	9.1	11.6	11.6	11.7	248040
1981 I	12.3	11.6	13.0	8.7	8.3	11.2	13.7	14.5	13.1	172845
II	12.0	10.8	12.4	9.4	8.8	10.8	12.6	12.7	12.5	310575
III	12.2	11.5	13.9	10.5	10.5	6.6	14.3	14.4	14.3	229900
IV	12.7	11.8	13.9	9.8	9.7	12.1	14.D	13.9	14.0	175940
1982 1	11.2	9.7	12.4	8.5	8.5	8.8	12.7	13.1	12.5	221250

SOURCE :

DONNÉES SUR LE TRAVAIL. ÉVOLUTION DES SALAIRES, TRAVAIL CANADA. SELON LES NOUVELLES CONVENTIONS VISANT TOUS LES GROUPES DE NEGOCIATIONS DE SOO TRAVAILLEURS OU PLUS DANS LES INDUSTRIES AUTRES QUE CELLE DE LA CONSTRUCTION. TAUX COMPOSES D'AUGMENTATION.

Y COMPRIS L'ENTRETIEN DES ROUTES ET DES PONTS. LES SYSTEMES D'AQUEDUC ET AUTRES SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE, LES HOPPITAUX, LES ORGANISATIONS DE CHARITES, LES DRGANISATIONS RELIGIEUSES, LES SERVICES AUX RESIGENCES PRIVEES. L'EDUCATION ET LES SERVICES COMMEXES. L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DEFENSE: LES INOUSTRIES COMMERCIALES ENGLOBENT TOUTES LES INDUSTRIES SAUF LES INDUSTRIES NON-COMMERCIALES.

## Prix

48	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	51
49	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	51
50	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	52
51	Indices des prix à la consommation, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de l'ensemble, non désaisonnalisés	
52	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	52
53	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	
54	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971=100, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	53
55	Indices implicites de prix des comptes nationaux, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice de la dépense nationale brute, désaisonnalisés	54
56	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
57	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries	
58	manufacturières, non désaisonnalisés Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, variation en pourcentage des chiffres non désaisonnalisés	55
59	Indices des prix de vente dans l'industrie, 1971 = 100, ratio de certaines composantes à l'indice des industries manufacturières, non désaisonnalisés	56
60	Coût unitaire de main-d'oeuvre par industrie, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	57
61	Indices de prix des exportations et importations, variation en pourcentage des indices de prix Paasche, chiffres non désaisonnalisés	57

### INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	L'ENSEMBLE	ALIMENTS	LOGEMENT	HABILLEMENT	TRANSPORTS	SANTE	LOISIRS ET EDUCATION	TABACS ET ALCOOLS	ENERGIE
1977 1978 1979 1980 1981	8.0 9.0 9.1 10.1 12.5	8.4 15.5 13.2 10.7 11.4	9.4 7.5 7.0 8.2 12.4	6.8 3.8 9.2 11.8 7.1	7.0 5.8 9.7 12.8 18.4	7.4 7.2 9.0 10.0	4.8 3.9 6.9 9.5 10.1	7.1 8.1 7.2 11.2 12.9	12.2 9.3 9.8 16.0 30.1
1980 111 1V 1981 I II III IV 1982 I II	2.8 2.8 3.2 3.1 3.0 2.5 2.5 3.1	4.2 3.1 3.0 2.3 2.5 6 1.9 4.1	2.3 2.6 3.1 3.3 3.5 3.4 2.6	1.3 2.1 1.3 1.8 1.3 2.0 .4 2.3	2.8 4.2 5.8 4.4 3.5 4.1 3.7	2.8 2.7 3.7 2.1 1.7 2.8 3.5	2.6 2.3 2.7 2.2 2.0 2.6 1.2	3.0 1.4 4.4 4.9 2.3 3.1	2.5 8.6 9.6 6.4 4.3 9.4
JUIL ADUT SEP OCT NOV DEC JAN FEV MARS	1.5 .9 .7 1.0 .9 .4 .7	1.8 1.3 2 1 2 8 1.0 2.0	1.4 1.1 1.1 1.0 1.9 .4 .7 1.3	. 7 3 1. 1 . 9 . 7 4 -1. 6 2. 4 1. 3	2.3 .6 .3 1.8 .4 2.5 2.0 .7	. 3 . 7 1 . 1 . 2 2 1 . 3 . 3 . 4 1 . 3 2 . 3	.5 .6 .6 .2 1.8 .7	2.5 1.0 .6 2.1 2.6 .5	4.9 .5 3.1 1.0 .1 2.9 1.0
AVR MAI JUIN	1.4 1.0	. 6 2.2 2.2	. 6 . 8 . 6	. 1 . 5 . 4	. 9 1 . 4 . 6	1.4 .4	.5 1.5 .6	2.7 2.1	1.2

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

27 JUIL 1982

TABLEAU 49

10H 03

10H 03

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION, 1971 = 100
RATID DE CERTAINES COMPOSANTES À L'INDICE DE L'ENSEMBLE, NON DESAISONNALISES

	ALIMENTS	LÖGEMENT	HABILLEMENT	TRANSPORTS	SANTE	LOISIRS EY EDUCATION	TABACS ET ALCOOLS	ENERGIE
977	112.0	100.7	87.7	95.4	96.4	88.7	89.4	118.0
978	118.7	99.4	83.6	92.6	94.9	84.6	88.8	118.4
379	123.1	97.4	83.6	93.1	94.8	82.9	87.2	119.2
980	123.7	95.6	84.8	95.3	94.6	82.4	88.0	125.4
381	122.6	95.5	80.8	100.3	93.3	80.6	88.3	144.9
111 086	124.5	95.2	84.5	95.1	94.8	82.4	88.6	123.5
IV	124.8	95 . 1	84.0	96.3	94.0	82.0	87.9	130.4
81 1	124.5	95.0	82.4	98.7	93.5	81.5	86.3	138.4
11	123.6	95.1	81.3	99.9	94.0	80.8	87.4	143.0
111	123.0	95.6	80.0	100.4	93.2	80.1	88.6	147.8
IV	119.4	96.5	79.6	102.0	92.5	80.2	90.7	150.4
182 I II	118.7	97.0	78.0	103.2	92.7	79.1	90.5	154.0
11	119.9	98.6	77.4	103.5	93.2	78.7	90.5	156.8
81 JUIN	123.2	95.1	80.7	100.6	93.3	80.5	88.5	146.7
JUIL	123.8	95.3	79.7	100.3	93.2	80.3	88.5	146.8
AOUT	123.3	95.6	80.0	100.0	93.5	80.2	88.8	146.6
SEP	122.1	95.9	80.2	101.0	93.0	79.7	88.7	150.0
NOV	120.7	96.7	79.9	100.4	92.2	80.4	89.7	150.1
DEC	119.5 118.0	96.3	79.8	102.0	92.7	80.2	91.3	148.7
182 JAN	118.3	96.5 97.1	79.2	103.6	92.6	79.9	91.2	152.4
FEV	119.2	96.8	77.4 78.3	103.6	92.4	79.3	91.1	152.9
MARS	118.7	97.1	78.3	102.7	92.5	79.4	90.8	15 1 . 5
AVR	118.8	97.1	78.0	103.3	93.4 93.4	78.7	89.7	157.6
MAI	119.7	96.5	77.3	103.7	93.4	78.7 78.8	89.4	157.5
JUIN	121.1	96.1	76.9	103.7	92.8	78.5	90.5 91.5	157.2 155.8

SOURCE: L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

			BI	NS				
	L'ENSEMBLE	TOTAL	DURABLES	SÉMI- DURABLES	NON DURABLES	SERVICES	TOTAL SANS ALIMENTS	TOTAL SANS ENERGIE
1977 1978 1979 1980 1981	8.0 9.0 9.1 10.1 12.5	7.4 10.1 10.6 11.4 13.1	5.1 5.8 9.6 10.9 9.4	6.5 3.9 8.7 9.7 8.1	8.1 12.4 11.2 12.2 15.9	9.0 6.8 7.0 8.2 11.5	7.8 6.4 7.9 10.0 12.8	7.6 8.9 9.1 9.8 11.0
1980 III 1981 I III III 1982 I II	2.8 2.8 3.2 3.1 3.0 2.5 2.5	3.1 3.4 3.1 3.0 1.7 1.9 3.3	2.5 2.1 2.1 2.4 2.0 2.6 .4	1.8 2.2 1.5 2.5 1.4 2.2 .6 2.8	3.8 4.2 4.4 3.6 3.7 1.3 2.8 4.3	2.4 2.1 3.0 3.0 3.0 3.6 3.4 2.7	2.4 2.8 3.3 3.4 3.1 3.4 2.7 2.8	2.9 2.4 2.7 2.8 2.6 2.3 2.2 2.8
1981 JUIN JUIL AGUT SEP OCT NOV DEC 1982 JAN MARS AVR MAI JUIN	1.5 .9 .7 1.0 .9 .4 .7 1.2 1.3 .5 1.4	1.8 .9 .5 .7 .5 .8 .2 .2 1.3 1.5 .4	. 4 . 6 . 3 . 5 . 3 2 . 5 . 4 7 1 1 . 1	.8 1 1.0 .8 .9 .8 3 -1.5 2.3 1.4 .6	2.6 1.1 .5 .7 .5 .1 .2 1.0 1.5 2.0 .5 2.3	1.2 .9 1.1 .8 1.7 1.0 .9 1.4 1.1 .9 .8	1.5 .7 .9 1.0 1.3 1.2 .8 .9 1.4 .5	1.2 .9 .7 .5 1.0 .9 .6 .6 .6 .1.1

SOURCE: L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

27 JUIL 1982

TABLEAU 51

10H 03

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE L'ENSEMBLE, NON DESAISDNNALISES

		81	ENS				
	BIENS TOTAUX	DURABLES	SEMI- DURABLES	DURABLES	SERVICES	TOTAL SANS ALIMENTS	TOTAL SAN: ENERGIE
977	99.5	81.9	86.0	107.6	101.5	95.8	98.7
978	100.6	79.6	82.1	111.0	99.5	93.6	98.7
979	101.9	79.9	81.7	113.1	97.6	92.5	98.6
980	103.1	80.4	81.3	115.1	95.9	92.4	98.2
981	103.7	78.3	78.2	118.7	95.0	92.6	97.0
980 III	103.2	80.5	81.1	115.4	95.7	92.2	98.3
IV	103.8	79.9	80.6	116.9	95.0	92.2	97.9
981 I	103.9	79.0	79.2	118.2	94.8	92.2	97.4
II	103.9	78.5	78.7	118.8	94.7	92.4	97.1
III	103.9	77.8	77.5	119.6	94.7	92.6	96.8
IV	103.2	77.9	77.3	118.3	95.8	93.4	96.6
982 [	102.5	76.2	75.8	118.6	96.6	93.5	96.3
11	102.8	74.7	75 . 6	120.1	96.3	93.3	96.1
981 JUIN	104.1	78.2	78.1	119.5	94.5	92.5	96.8
JULL	104.1	78.0	77.3	119.8	94.5	92.4	96.8
AOUT	103.9	77.7	77.6	119.5	94.8	92.5	96.8
SEP	103.8	77.6	77.6	119.5	94.9	92.8	96.6
OCT	103.3	77.D	77.5	119.0	95.5	93.1	96.6
NOV	103.2	78.3	77.4	118.1	95.7	93.4	96.7
DEC	102.9	78.2	76.9	117.8	96.1	93.7	96.5
982 JAN	102.4	77.2	75.2	118.1	96.8	93.6	96.4
FEV	102.5	76.2	76.0	118.4	96.7	93.4	96.5
MARS	102.7	75.3	76.1	119.3	96.4	93.5	96.1
AVR	102.5	74.9	76.2	119.2	95.7	93.5	96.1
MAI	102.9	74.8	75.4	120.3	95.2	93.3	96.1
JUIN	102.9	74.3	75.1	120.8	96.1	93.0	96.2

SOURCE: L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (NO. 62-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX. 1971 = 100 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	DEPENSE			EPENSES PERSONNELL	ES								
	NATIONALE BRUTE	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS SEMI- DURABLES	BIENS NON DURABLES	SERVICES	PUBLIQUES COURANTES						
1977 1978	7.1 6.5	7.5	4.9	6.1	8.9	7.7							
1979 1980	10.3	9.2	5.1 8.2 8.6	4.5 10.9 11.2	10.4 10.2 12.2	7.1 8.5 9.7	8.4						
1981	10.1	11.4	8.9	7.5	14.7	10.9							
111 080	2.7	2.7	2.8	2.2	2.6	2.4	3.7						
1V 1981 I	2.0	2.6	1.2	1.7	4.6	2.2	3.3						
111	1.5	2.5	2.1	1.6 2.3	3.2	2.3	2.6						
1¥ 1982 I	3.1	2.1	2.1	1.5	3.8	1.9	3.9 1.5						
302 1	2.7	2.7	. 9	1.0	3 . 4	2.6	3.8						

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

27 JUIL 1982

TABLEAU 53

10H 03

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTÉS À L'INDICE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE. DESAISONNALISES

			DEPENSES PI	RSONNELLES		
	TOTAL	BIENS DURABLES	BIENS SEMI- DURABLES	BIENS HON DURABLES	SERVICES	DEPENSES PUBLIQUES COURANTES
977 978	92.3 93.0	79.9 78.8	83.2 81.6	98.2	96.5	112.9
979	92.1	77.4	82.1	101.9 101.9	97.0 95.5	114.8 112.9
980 981	91.8 92.8	75.7 74.9	82.2	102.9	94.3	114.9
	34.0	74.3	80.3	107.2	95.0	117.8
980 11	91.4	75.6	82.2	101.3	94.1	114.6
111 1V	91.9 92.5	76.0 75.5	82.1 81.9	103.1	94.3	114.9
981 1	92.5	74.9	80.8	105.8 106.0	94.5 95.1	116.4
11	93.4	75.3	81.4	107.7	95.9	115.9 118.5
111	93.2	75.0	80.1	108.4	94.7	119.4
IV	92.3	74.3	78.9	106.8	94.3	117.5
982 I	92.3	73.0	77.6	107.5	94.2	118.8

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX. 1971 = 100 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

TOTAL	ES DES ENTREPRIS	ES EN IMMOBILIS			ATIONS	IMPDRIATIONS	
IUIAL	TION RESIDEN- TIELLE	CONSTRUC- TION NDN-RESI- DENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	TOTAL	MARCH- ANDISES	TOTAL	MARCH- ANDISES
8.4 8.5 8.8 9.2 10.7	10.9 7.5 7.6 5.4 9.4	7.9 7.0 9.8 11.9	7.4 11.1 10.3 10.2	7.8 8.5 19.1 15.7 7.7	7.1 8.8 21.2 16.7 6.5	12.3 13.1 13.8 15.0	12.2 13.4 14.3 16.7
1.6 2.4 3.3 2.4 2.9	8 3.1 3.6 2.2 3.3 .3	2.8 2.5 2.7 2.2 2.8 3.0	2.5 2.0 3.4 2.5 2.7 2.6 2.6	2.8 2.0 4.8 -2.7 1.5	6 2.3 1.7 5.1 -3.5 2.8 1.4	1.7 2.8 1.9 4.9 2.0 2.6	1.1 3.5 1.2 5.3 2.1 2.4 -2.3
	8:5 8:8 9:2 10:7 1:5 2:4 3:3 2:4 2:9 2:1	8.4 10.9 8.5 7.5 8.8 7.6 9.2 5.4 10.7 9.4 1.68 2.4 3.1 3.3 3.6 2.4 2.2 2.9 3.3 2.1 .3	8.4 10.9 7.9 8.5 7.5 7.0 8.8 7.6 9.8 9.2 5.4 11.9 10.7 9.4 11.1 1.68 2.8 2.4 3.1 2.5 3.3 3.6 2.7 2.4 2.2 2.2 2.9 3.3 3.0 2.1 .3 3.0 2.4 1.2 3.3	8.4 10.9 7.9 7.4 8.5 7.5 7.0 11.1 8.8 7.6 9.8 10.3 9.2 5.4 11.9 10.2 10.7 9.4 11.1 11.0  1.68 2.8 2.5 2.4 3.1 2.5 2.0 3.3 3.6 2.7 3.4 2.4 2.2 2.2 2.9 3.3 2.8 2.7 2.1 .3 3.0 2.6 2.4 1.2 3.3 2.6	S. 4	S. 4	R. 4

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

27 JUIL 1982

TABLEAU 55

10H 03

INDICES IMPLICITES DE PRIX DES COMPTES NATIONAUX, 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DE LA DEPENSE NATIONALE BRUTE, DESAISONNALISES

	DEPENS	ES DES ENTREPRIS	ES EN IMMOBILIS	ATIONS	EXPORT	ATIONS	IMPORT	ATIONS
	TOTAL	CONSTRUC- TION RESIDEN- TIELLE	CONSTRUC- TION NON-RESI- DENTIELLE	MACHINES ET MATERIEL	TOTAL	MARCH- ANDISES	TOTAL	MARCH- ANDISES
1977 1978 1979 1980 1981	110.9 112.4 114.8 113.7	130.0 130.5 131.9 126.0	109.9 109.8 113.3 114.9	99.3 103.1 106.7 106.7 106.6	116.9 118.5 132.5 139.2 134.9	118 - 1 120 · 0 136 · 4 144 · 5 138 · 6	108.9 115.0 122.9 128.3 128.3	110.5 117.0 125.6 133.0 132.7
1980 II III IV	113.2 112.7 113.8	124.2 124.4 125.0	114.9 114.5 114.8	106.6 105.7 106.8	138.1 137.9 137.4	143.7 142.9 141.9	127.9 127.8 127.3	132.2 133.0 131.5
1981 I 11 111 1V	113.3 113.5 113.2 113.7	125.1 125.8 123.3 122.3	114.1 114.2 115.0 116.5	106.4 106.4 106.5 107.2	139.9 133.2 133.6 133.0	145.0 136.4 137.0 136.2	129 · 8 129 · 0 129 · 3 125 · 1	134.7 133.9 134.0 128.3
1982 1	112.2	120.5	114.5	106.1	130.1	132.5	124.1	127.7

SOURCE: COMPTES NATIONAUX DES REVENUS ET DES DEPENSES (NO. 13-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE. 1971 = 100 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES. TOTAL	ALIMENTS ET BDISSONS	PRODUITS DU TABAC	CAOUTCHOUC ET PRODUITS EN MATIERE PLASTIQUE	PRDDUITS DU CUIR	TEXTILE	BONNETERIE	Bots	MEUBLE ET ARTICLES D' AMEUBLEMENT	PAPIER ET ACTIVITES CONNEXES
1977 1978 1979 1980 1981	7.9 9.2 14.5 13.5	7.0 10.6 12.7 10.7 8.9	6.0 5.1 7.4 12.0	5.5 5.6 11.5 16.3	7.8 10.5 25.0 2.5 6.8	5.5 6.2 13.2 12.8 11.9	5.6 5.7 10.0 8.8 8.4	12.4 19.4 15.8 -6.2	5.8 6.2 13.8 12.0 10.5	5.9 5.5 17.3 15.7
1980 III 1981 I III IV 1982 I II	2.8 3.3 2.6 2.2 1.3 1.4	5.1 5.1 .6 .7 1.7 .1	1.2 5.2 2.6 1.7 .9 9.3	1.8 1.9 3.2 2.1 2.8 3.0 2.3	1.8 1.7 3.6 1.4 .2 1.1 2.1	1.8 2.1 4.4 2.8 2.7 .8 .2	2.0 .7 3.0 2.3 2.3 .7 2.0	5 . 6 4 3 2 . 5 1 - 6 . 6 . 3	2.7 1.5 3.4 2.2 3.1 2.0 3.8	1.0 2.3 3.4 1.3 3.2 1.7
1981 JUIN JUIL AOUT SEP OCT MOV DEC 1982 JAN	. 9 . 7 . 7 . 3 . 9	1.3 .6 .4 4 4	.0 .1 .1 1.3 7.2 1.6	.7 .8 1.7 .5 1.6 .6	1 . 0 . 1 . 1 . 3 . 8 . 2 1 . 7	1.1 1.1 .6 .2 .6	.7 1.4 .5 1 .5 .1	.1 2.4 -2.7 -3.9 -3.1 -1.0	. 9 1. 6 . 5 . 5 . 8 . 8	. 5 1 . 1 2 . 5 6 1 . 3
FEV MARS AVR MAI JUIN	.5 .4 1.0 .5	1.1 2 2.0 1.2	.0 .1 1 .0 3.7	. 8 . 7 . 1 . 2	1 .0 .1 .0	.3	.1 .6 .3 .3	4 .7 1.1 1	.6 .1 .4 1	.9 .46 .6

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

27 JUIL 1982

TABLEAU 57

10H 03

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE. 1971 = 100
RATID DE CERTAINES COMPOSANTES A L'INDICE DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES. NON DESAISONNALISES

	ALIMENTS ET BDISSONS	PRODUITS DU TABAC	CAOUTCHOUC ET PRODUITS EN MATIERE PLASTIQUE	PRODUITS DU CUIR	TEXTILE	BONNETERIE	BOIS	MEUBLE ET ARTICLES D' AMEUBLEMENT	PAPIER ET ACTIVITÉS CONNEXES
0.11	100 0								
977 978	106.6 108.0	83.8 80.7	85.0 82.2	99.4	86.3	75.9	108.2	99.2	111.0
979	106.4	75.7	79.9	100.5	83.9	73.4	118.3	96.5	107.3
980	103.7	74.7	82.0	99.3	82.5	70.6 67.7	119.8	95.9	110.0
981	102.6	75.8	82.2	96.3	83.8	66.6	99.0	94.6	112.1
301	102.0	/3,0	04.4	30.3	53.5	60.b	90.2	94.9	112.4
111 088	104.5	73.7	82.3	98.4	82.8	68.0	99.1	95.3	112.6
IV	106.4	75.1	81.3	97.0	81.8	66.3	95.5	93.6	111.6
981 [	104.3	75.1	81.7	97.9	83.3	66.6	92.7	94.3	112.4
II	102.7	74.7	81.6	97.1	83.8	66.6	93.0	94.3	111.5
111	102.3	73.8	82.1	95.2	84.2	66.7	91.0	95.2	112.6
IV	101.1	79.6	83.5	95.0	83.8	66.3	83.9	95.9	113.1
982 1	100.9	79.1	84.3	95.6	82.9	66.7	83.0	98.1	112.9
11	102.5	78.6	83.7	93.9	81.7	66.1	82.9	97.1	111.6
981 JUIN	102.8	74.3	81.5	96.3	84.0	56.4	92.8	94.5	111.1
JUIL	102.7	73.8	81.5	95.6	84.3	86.9	94.4	95.2	111.6
AOUT	102.4	73.4	82.3	95.1	84.2	66.8	91.2	95.1	113.5
SEP	101.8	74.2	82.5	94.9	84.1	66.6	87.4	95.3	112.7
DCT	101.3	78.8	83.1	94.4	83.9	66.3	84.0	95.2	113.2
NOV	101.2	80.2	83.8	95.4	84.1	66.5	83.2	96.1	113.1
DEC	100.8	79.9	83.6	95.2	83.5	66.2	84.5	96.3	113.0
982 JAN	100.5	79.5	84.0	96.1	83.1	66.9	83.4	98.2	112.6
FEV	101.2	79.1	84.3	95.6	82.9	66.6	82.6	98.3	113.0
MARS	100.9	78.8	84.5	95.2	82.6	66.7	82.9	97.9	113.0
AVR	101.9	77.9	83.8	94.3	B1.9	66.2	83.0	97.4	111.2
IAM	102.7	77.6	83.5	93.9	81.7	66.0	82.5	96.8	111.4
JUIN	102.9	80.2	83.7	93.5	81.4	65.9	83.2	97.1	112.3

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE. 1971 = 100 VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	PREMIERE TRANSFORM- ATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	VEHICULES AUTOMOBILES	PIECES DE VEHICULES AUTDMOBILES	PRODUITS ELECTRIQUES	MINERAUX NON METALLIQUES	CHIMIE	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES, BIENS NON DURABLES	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES. BIENS DURABLES
1977 1978 1979 1980	12.1 9.0 24.6 19.1	6.1 9.3 12.4 10.0	8.2 8.8 12.2 11.9 12.2	10.1 11.0 8.0 10.5 9.7	5.1 6.6 9.8 9.9 7.5	8.8 8.3 9.2 11.9 15.2	5.2 7.7 13.5 17.1 13.8	7.6 8.9 14.5 15.8 12.3	8.5 9.5 14.4 10.5 7.4
980 III IV 981 I III IV 982 I II	2.1 2.0 -1.6 1.6 .4 .1	1 . 4 2 . 1 3 . 3 2 . 7 1 . 2 3 . 4 2 . 5 1 . 7	3.3 5.5 1.7 2.6 .6 5.1	1.8 1.6 2.8 2.6 1.5 4.3 2.2	1 . 4 1 . 5 1 . 7 2 . 3 1 . 9 1 . 7 1 . 3	. 9 2.7 8.3 2.9 1.8 1.4 7.1	.7 1.7 6.0 3.3 2.7 2.2 1.8	3.2 4.1 3.4 2.1 2.7 1.3	2.4 2.2 1.6 2.4 1.3 1.3
981 JUIN JUIL AOUT SEP OCT NOV DEC 982 JAN MARS AVR MAI JUIN	.00 -1.2 1.8 .6 1 -1.5 .7 3 .8	.3 .7 1 2.6 .6 .5 1.6 .5	5.4 6 -0 -1.1 6 3	. 3 . 8 2. 1 -1. 2 1. 2 . 5 . 4 2. 6 1. 9 . 1	1 1.3 .4 1.0 .3 .5 .6 .7 .1 .0	. 4 . 5 . 3 . 4 . 9 . 0 . 3 . 6 . 1 . 7 . 9 . 3	.5 1.6 .7 .0 1.9 .0 .2 1.7 .0 .0 .2 1.7	1.4 .9 .9 .4 .8 -2 .3 .5 .6	. 2 . 5 . 4 . 1 ? . 0 2 . 5 . 9 . 4 1 . 8

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-01) AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

27 JUIL 1982

TABLEAU 59

10H 03

INDICES DES PRIX DE VENTE DANS L'INDUSTRIE. 1971 = 100
RATIO DE CERTAINES COMPOSANTES À L'INDICE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES. NON DESAISONNALISES

	PREMIERE TRANSFORM- ATION DES METAUX	FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	VEHICULES AUTOMOBILES	PIECES DE VEHICULES AUTOMOBILES	PRODUITS ELECTRIQUES	MINERAUX NON METALLIQUES	CHIMIE	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES. BIENS NON OURABLES	INDUSTRIE MANUFAC- TURIERES BIENS DURABLES
977	109.3	98.8	75.8	90.4	84.5	101.9	100.9	104.4	95.0
978	109.3	98.9	75.5	91.9	82.5	101.1	99.5	104.1	95.3
	118.6	97.1	74.1	86.7	79.2	96.5	98.6	104.2	95.3
979 980	124.8	94.1	73.0	84.4	76.7	95.1	101.8	106.3	92.8
981	114.8	94.0	74.4	84.0	74.8	99.4	105.2	108.4	90.4
111 089	123.3	94.1	73.1	84.2	76.7	94.5	102.1	106.5	92.5
IV	121.7	93.0	74.7	84.3	75.4	94.0	100.5	107.4	91.5
981 [	116.6	93.6	74.0	83.5	74.7	99.1	103.8	108.1	90.6
11	116.0	94.0	74.3	83.9	74.8	99.7	104.9	108.0	90.8
III	114.0	93.2	73.2	84.3	74.7	99.3	105.5	108.6	90.1
IV	112.5	95.1	76.0	84.5	75.0	99.5	106.4	108.7	90.0
982 1	110.6	96.2	73.7	86.9	74.9	105.1	106.8	108.6	90.1
11	108.5	96.0	72.6	87.1	74.7	105.2	106.0		
981 JUIN	115.2	93.6	74.1	83.9	74.2	99.6	104.7	108.3	90.5
JUIL	113.0	93.7	73.5	83.9	74.6	99.5	105.6	108.5	90.3
ADUT	114.3	92.9	73.1	85.1	74.4	99.2	105.6	108.7	90.0
SEP	114.7	93.0	73.0	83.9	75.0	99.3	105.3	8.801	89.9
DCT	113.6	94.6	76.3	84.1	74.6	99.4	106.4	108.7	90.0
NDV	112.1	95.4	76.0	84.6	75.1	99.6	106.6	108.8	90.0
DEC	112.3	95.4	75.6	84.5	75.2	99.5	106.4	108.6	90.2
982 JAN	111.2	96.3	74.3	86.2	75.2	104.8	107.4	108.4	90.3
FEV	111.4	96.3	73.5	87.4	74.9	105.0	106.9	108.5	90.2
MAR 5	109.2	95.9	73.2	87.1	74.6	105.5	106.2	109.0	89.7
AVR	109.2	96.2	72.2	86.7	74.8	104.8	106.2	109.2	89.5
MAI	108.6	96.0	72.9	87.0	74.6	105.4	106.1	109.3	89.4
JUIN	107.6	95.8	72.8	87.6	74.6	105.5	105.8		

SOURCE: INDICES DES PRIX DE L'INDUSTRIE (NO. 62-011 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### COUT UNITAIRE DE MAIN-D'OEUVRE PAR INDUSTRIE VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	AGRICULTURE	EXPLOITA- TIONS FORESTIERES	MINES	INDUSTRIES MANUFAC- TURIERES	CONSTRUC- TION	TRANSPORTS. COMMUNICA- TIONS ET SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE	COMMERCE	FINANCES ASSURANCES IMMOBILIER	SERVICES SDCIO- CULTURELS. COMMERCIAUX ET PERSONNELS	ADMINIS. PUBLIQUE ET DEFENSE
1977 1978 1979 1980 1981	13.8 16.6 25.5 2.0	3.9 6.1 11.2 13.4 8.2	10.5 14.2 9.4 23.4 25.1	6.3 4.6 8.5 13.4 10.5	10.8 -1.2 5.6 9.6	5.0 5.2 5.4 13.6 8.7	4.5 4.3 8.6 12.9 10.7	7.0 7.0 11.0 11.7 10.8	8.3 6.3 7.6 13.1	9.4 7.1 8.6 12.5 13.3
1980 II 111 1V 1981 I 11 11 11 11 11 1982 I	5.9 1.0 8.8 -13.1 4.1 3.1 2.4 -6.4	11.6 -6.6 .4 -3.9 17.6 5.5 -10.5 4.4	5.7 5.8 5.0 7.0 7.4 1.4 5.3	4.2 2.2 1.7 2.2 1.4 3.1 7.5	-1.6 6.5 4.0 .6 .1 4.7 4.8 2.5	3.9 1.7 .6 1.7 2.8 2.1 5.2	3.4 2.4 1.9 1.6 2.6 4.7 3.7	1.2 3.4 3.6 2.5 2.5 2.5	4.1 2.8 2.8 1.5 3.5 3.9 2.2 3.3	1.8 3.5 3.7 2.4 3.8 4.4 1.2 3.6
1981 AVR MAI JUIN JUIL ADUT SEP OCT NDV DEC	3.3 4.7 -1.9 1.1 2.0 1.4 9 1.4 2.4 -11.8	-3.7 26.5 -5.4 -5.7 4 2 -13.0 1.5 -1.9	2.3 3.8 3.7 8.9 10.4 4.2 1.5 1.0 -7	1.9 .3 1.2 7 4.5 2.3 2.3 2.4	-1.3 1.7 1.1 .2 3.4 2.5 -1.5 4.8 .8	2.7 5 4 3.1 2.2 5 5 5 5	1 1 . 5 2 . 5 . 4 1 . 8 3 2 . 9	1.4 1.6 .5 1.7 6 .8 .2 6 .8 3.5	1.6 1.3 1.4 .1 1.0 5.2 -2.4 .6 1.7 2.3	2.5 1.2 1.5 2.9 -1.2 2.8 7 .5
MARS AVR	.6 5.4	30.4	1.3	1.5	2.2 -1.2	1.6	2.0 1.2	1.6 7 2.2	. 3	2.2 4.8

SOURCE: INDICES DU PRODUIT INTERIEUR REEL PAR INDUSTRIE (NO 61-005 AU CATALOGUE), ESTIMATION DU REVENU DU TRAVAIL (NO 72-005 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

27 JULL 1982

TABLEAU 61

TOH 03

## INDICES DE PRIX DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS VARIATION EN POURCENTAGE DES INDICES DE PRIX PAASCHE (1) CHIFFRES MON DESAISONNALISES

			XPORTATION					IMPORTATION	Š	
	TOTAL	ALIMENTS. BDISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES	MATIERES TRAVAILLEES	PRODUITS	TOTAL	ALIMENTS. BOISSONS ET TABACS	MATIERES BRUTES	PRODUITS SEMI-FINIS	PRODUIT: FINIS
977 978 979 980 981	5.5 8.8 20.9 17.2 6.4	-9.3 10.9 22.1 15.2 8.6	11.0 8.7 26.9 34.1 3.6	11.3 11.1 23.6 14.7 7.5	7.8 9.3 11.5 11.0 9.7	12.1 13.4 14.3 16.7	19.3 12.5 12.6 10.5 4.9	11.0 7.4 20.2 19.2 19.7	13.4 16.1 21.8 20.5 4.0	12.3 14.0 10.8 12.0
980 II III IV	2.2 1.0	3.7 4.7 8.9	-8.6 -2.8 7.1	-3.2 8 7.4	3.2 2.6 1.6	1.2 3.5	3.2	1.3	1.8	2.8
981 i 111 111	6.4 -4.1 2.5	-3.2 7.7 -6.4	11.9 -11.7 -1.5 3.1	2.9 -2.0 3.0	2.4 1.4 3.0 4.1	1.4 5.6 1.8 2.4 -2.3	6.9 2.9 -4.3 -3.3 -6.7	-3.1 14.9 5.4 9.7 -15.8	2.5 .1 6.5 -1.2 -2.1	3.8 6.7 1.3
982 I	1.5	-6.1	16.2	-1.5	. 2	2.5	8.5	9.0	2.8	2.8
JUIN JUIN JUIL AOUT SEP	6 4 2.3 2.1 -1.8	8.0 -1.1 -5.1 -3.4 -2.3	-14.5 -8.9 12.3 1 -3.2	-1.0 3 3.5 .1	1.0 1 1.1 1.7	2.7 -1.9 1.1 5.7 -5.9	-4.7 4.0 -3.2 6 -1.8	10.9 -1.1 -2.3 27.1 -20.3	2.9 -3.1 8 -1.4 5.2	1.9 .1 .8 1.5
DCT NOV DEC 982 JAN	1 2.4 .0 4.5	1.4 2.3 -3.0 -5.8	9.3 -2.3 20.4	2.3 -1.7 .5	1.9 .0 2.0	4 -2.8 6.8	-4.6 -2.0 1.7	-7.6 -13.5 26.1	-6.2 1.8 .6	1,5
FEV MARS AVR MA1	-4.3 -2.3 -1.9	1.1 .4 5.0	-14.2 2.2 -9.5	-2.1 8 -1.9	-,2 -1.9 1.1 -1.5	-1.6 2.6 -3.4 -1.8	8.5 .2 -1.5 .5 -2.3	-3.0 7.8 -10.2 -13.2 -5.5	1.0 1.7 -1.1 1.0 -4.9	. 8 3. 2 -1. 4 4 1. 5

SOURCE: SOMMAIRE DU COMMERCE EXTERIEUR (NO. 65-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.
(1) VOIR LE GLOSSAIRE.

## Commerce extérieur

Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées	61
Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre	61
Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non	
Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises,	62
Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	63
Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	63
Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	64
Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés	64
Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	65
	données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées  Commerce extérieur, exportations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre  Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, données exprimées en millions de dollars et non désaisonnalisées  Commerce extérieur, importations par groupes de marchandises, variation en pourcentage d'une année à l'autre  Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées  Compte courant de la balance des paiements internationaux, recettes, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés  Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées  Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisées  Compte courant de la balance des paiements internationaux, paiements, variation en pourcentage des chiffres désaisonnalisés  Compte courant de la balance des paiements internationaux, soldes, données exprimées en millions de dollars et

## COMMERCE EXTERIEUR EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	140105	-0741 050	ALIMENTS	MATIERES		TATIONS DOMEST		11170114114	178 178 4111 8 4
	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES EXPORTAT.	ET ANIMAUX VIVANTS	BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES TOTAL	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILE ET PIECES
977	131.8	44554.4	4608.0	8850.2	3778.7	14926.9	15231.1	2128.1	10423.8
978	144.8	53182.7	5301.6	8830.8	3763.1	19155.0	18855.0	2707.1	12540.4
979	147.5	65641.2	6314.0	12537.8	5293.8	24375.7	20923.8	3572.4	11899.7
980	145.7	76158.7	8263.3	14759.4	5883.0	29345.0	21850.5	4082.1	10923.9
1981	149.5	83678.1	9441.0	15209.3	6874.9	30530.8	25351.2	4997.0	13084.1
111 080	135.6	17847.3	2320.5	3473.5	1449.1	6961_1	4627.2	895.1	2158.E
IV	155.6	20677.3	2425.2	3588 1	1652.1	7669 5	6420.5	1012.9	3587.5
981 I	141.3	20081.8	1842.7	3962.4	2046.1	7948 3	5550.9	1133.0	2738.7
H	164.1	22402.6	2505.9	3757.9	1576.2	8321.4	6969.1	1307.5	3695.4
111	139.2	19509.6	2354.5	3587.9	1493.4	6948.0	5851.5	1234.3	2956.7
1 V	153.2	21684.1	2737.9	3901.1	1759.2	7313.1	6979.7	1322.1	3693.3
982 I	142.3	20361.3	1858.3	3948.1	2152.8	7203.0	6684.7	1236.6	3591.7
11		22475.5	2871.1	3696.6	1685.5	7020.5	8110.7	1198.6	4962.9
981 JUIN	178.1	8056.3	1043.4	1336.5	481.3	2970.5	2423.7	447.2	1311.2
JUIL	144.8	6734.8	697.8	1158.3	484.3	2536.9	2054.1	450.3	1004.2
AOUT	126.4	5968.5	792.6	1140.4	499.1	2126.5	1680.0	360.1	815.9
SEP	146.5	6806.3	864.1	1289.2	510.0	2284.6	2117.4	423.9	1136.6
DCT	155.4	7218.5	936.6	1241.5	532.3	2455.0	2337.0	455.8	1211.6
HOV	150.5	7633.9	1002.0	1380.4	521.1	2544.0	2433.2	424.1	1393.8
DEC	143.7	6831.7	799.3	1279.2	605.8	2314.1	2209.5	442.2	1087.9
982 JAN	121.0	5999.9	537.9	1259.7	721.5	2228.0	1779.2	384.7	831.9
FEV	142.2	6757.4	599.5	1329.7	764.5	2318.6	2284.7	403.0	1288.3
MARS	163.7 155.1	7604.0	720.9 758.7	1358.7	666.8	2656.4	2620.8	448.9	1471.5
AVR		7113.2 7454.3	963.6	1229.3	619.8	2281.3	2563.4	386.4	1533.6
JUIN	164.2	7908.0	1148.8	1253.9	530.1	2348.6	2647.6	407.4	1587.1
AUIN		7300.0	1140.5	1213.4	535.6	2390.6	2899.7	404.8	1842.2

SOURCE: EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO.65-004 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

12 AOUT 1982

TABLEAU 63

9H 42

#### COMMERCE EXTERIEUR EXPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNEE A L'AUTRE

	21/22/24	Holls, 655			EXPOR	TATIONS DOMEST			
	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES EXPORTAT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATTERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT ET GAZ NATUREL	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES TOTAL	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1977 1978 1979 1980 1981	8.9 9.9 1.8 -1.2 2.6	15.8 19.4 23.4 16.0 9.9	7.3 15.1 19.1 30.8 14.3	6.8 2 42.0 17.7 3.0	-3.2 4 40.7 30.0 1	22.1 28.3 27.3 20.4 4.0	19.8 23.8 11.0 4.4 16.0	16.4 27.2 32.0 14.3 22.4	26.7 20.3 -5.1 -8.2 19.8
980 III 1981 I 111 111 111	-4.3 2.2 -1.9 11.3 2.7 -1.5	9.5 14.2 7.6 18.1 9.3 4.9	32.8 22.0 21.2 25.5 1.5 12.9	5.7 .6 3.8 -3.1 3.3 8.7	17.0 2.5 1.5 -10.7 3.1 6.5 5.2	11.6 16.5 5.8 15.5 2 -4.6 -9.4	7 15.3 3.3 28.4 25.5 8.7 20.4	5.4 8.7 15.6 37.9 30.5 9.1	-8.2 21.3 3.5 45.9 37.0 2.9 31.1
11 981 JUIN JUIL AOUT SEP OCT NOV	16.2 5.3 1.0 1.6 -6.8 2.7	.3 22.3 11.6 7.3 8.9 6	14.6 16.3 -5.7 -5.6 16.7 -1.5	-1.6 -1.2 -4.6 5.9 9.0 2.8 14.7	6.9 -15.0 -1.9 4.7 6.6 8.1 16.9	-15.6 21.9 4.8 -2.3 -3.3 -9.1	16.4 38.1 36.2 27.2 17.8 5.3	-8.3 28.7 34.3 32.7 46.9 27.2 36.8	34.3 61.7 63.0 46.1 15.5 -3.7 9.9
DEC 982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN	-11 -13.1 8.2 6.7 1.2 2.0	4,6 -10.0 6.1 8.0 1.2 1.9	5.7 -17.0 4.6 15.9 28.2 10.7	8.7 -10.4 1.9 8.5 3.1 2.1 -9.2	-3.6 2.3 7.7 5.6 2.8 7.7	-2.6 -15.8 -8.9 -3.7 -16.2 -10.7	9.0 1.3 35.5 24.3 14.6 14.6	28.4 5.7 15.2 7.1 -11.9 -3.4	2.4 4.5 55.7 32.0 31.2 30.6

SOURCE: EXPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO. 65-004 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

## COMMERCE EXTERIEUR IMPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES DDNNEES EXPRIMEES EN MILLIDNS DE ODLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INDICE DE VDLUME PHYSIQUE	TOTAL DES IMPORT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATTERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES	MACHINES ET MATERIEL PDUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
977	153.1	42362.6	3306.7	5320.2	32 15 . 2	6993.2	26321.5	6101.7	11575.6
978	158.D	50107.9	3781.7	5882.1	3457.0	8748.2	313D3.5	7308.9	13385.9
979	175.5	62870. S	4235.2	7970.0	4497.1	12023.8	38073.3	9770.5	15 160 . 7
980	165.8	69273.9	4802.8	11344.6	6919.3	12708.3	39656.1	11082.7	13609.2
981	170.6	79129.4	5238.9	12170.6	7861.4	14552.1	46237.3	12462.3	15995.9
980 111	148.3	15756.6	1169.4	2870.0	1792.2	2702.4	8824.9	2575.4	2553.8
14	172.3	18544.8	1495.2	2942.1	1691.7	3146.6	10740.2	2815.1	3936.0
981 [	166.5	18936.1	1207.1	2992.9	1984.7	3316.6	11213.4	3065.3	3732.5
II	188.4	21829.5	1356.7	3292.3	2164.2	4086.5	12868.0	3360.0	4973.9
iii	161.2	19088.1	1313.9	3055.3	2039.5	3572.2	10905.8	3026.9	3623.1
IV	166.5	19275.7	1361.2	2830.1	1673.0	3576.8	11250.1	3010.1	3666.4
982 I	146.9	17448.7	1146.3	2322.8	1605.1	3186.2	10562.2	2821.3	3426.4
11	140.5	18075 . 1	1281.3	2100.9	1073.2	2953.1	11473.1	2696.6	4702.4
981 JUIN	197.0	7578.1	489.4	1061.7	727.0	1387.4	4553.7	1191.6	1821.6
JUIL	172.7	6717.3	487.3	1030.4	648.0	1190.4	3916.8	1088.8	1346.8
ABUT	139.7	5746.1	389.2	1095.9	821.2	1080.4	3112.8	874.3	986.2
SEP	171.2	6624.7	437.4	929.0	570.3	1301.4	3876.2	1063.8	1290.1
DCT	176.6	6804.3	490.6	987.3	587.6	1284.6	3941.7	1105.7	1277.0
NDV	173.3	6491.9	452.4	760.8	394.6	1221.2	3976.0	1012.3	1318.8
DEC	149.5	5979.5	418.2	1082.0	690.8	1071.0	3332.4	892.1	1070.6
982 JAN	125.4	4939.3	334.3	688.4	454.1	981.0	2869.7	829.4	800.1
FEV	143.9	5815.1	357.2	824.7	597.4	1032.7	3521.6	894.7	1208.8
MARS	171.5	6694.3	454.8	809.7	553.6	1172.5	4170.9	1097.2	1417.5
AVR	160.2	6140.7	402.7	659.5	360.9	1067.4	3924.5	943.4	1573.2
MAI	154.1	5906.6	418.2	667.8	334.0	977.6	3759.5	883.1	1570.9
JUIN	1941	6027.8	460.4	773.6	378.3	908.1	3789.1	870.1	1558.3

SOURCE: IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO. 55-007 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

12 AOUT 1982

TABLEAU 65

9H 42

#### COMMERCE EXTERIEUR IMPORTATIONS PAR GROUPES DE MARCHANDISES VARIATION EN POURCENTAGE D'UNE ANNÉE A L'AUTRE

	INDICE DE VOLUME PHYSIQUE	TOTAL DES IMPORT.	ALIMENTS ET ANIMAUX VIVANTS	MATTERES BRUTES NON COMESTIBLES	PETROLE BRUT	PRODUITS SEMI-FINIS NON COMESTIBLES	PRODUITS FINIS NON COMESTIBLES	MACHINES ET MATERIEL POUR L'INVEST.	VEHICULES AUTOMOBILES ET PIECES
1977 1978 1979 1980 1981	.7 3.2 11.1 -5.5 2.9	13.0 18.3 25.5 10.2 14.2	15.2 14.4 12.0 13.4 9.1	4.5 10.6 35.5 42.3 7.3	-2.0 7.5 30.1 53.9 13.6	12.6 25.1 37.4 5.7 14.5	15.3 18.9 21.6 4.2 16.6	8.3 19.8 33.7 13.4 12.4	22.6 15.6 13.3 -10.2 17.5
1980 III 1981 I III III 1982 I II	-11.5 -2.1 9 7.8 8.7 -3.4 -11.7	2.3 10.2 11.2 21.7 21.1 3.9 -7.9	6.1 28.1 22.9 17.3 12.4 -9.0 -5.0 -5.6	30.3 23.2 6.7 20.7 6.5 -3.8 -22.4 -36.2	41.0 26.0 9.1 34.0 13.8 -1.1 -19.1	-9.7 -9.2 -3.5 19.4 32.2 13.7 -3.9 -27.7	-1.4 11.6 16.3 23.1 23.6 4.7 -5.8 -10.8	.2 16.7 11.8 13.8 17.5 6.9 -8.0	-15.3 -11.4 32.0 41.9 -6.8 -8.2 -5.5
1981 JUIN JUIL ADUT SEP OCT NDV DEC	15.0 8.8 1.9 14.8 -7.5 1.6	31.7 21.4 18.9 22.9 1.1 8.3 4.1	17.3 6.5 2.7 31.3 -4.7 -6.4 -15.9	37.1 8.0 37.5 -17.0 -15.3 -10.5 16.8	88.5 10.0 75.1 -22.3 -15.1 -17.7 32.9	29.7 24.6 22.2 50.8 7.9 24.4 9.8	32.6 26.2 14.5 29.1 2.3 10.3	23.6 16.1 5.6 31.4 6.5 11.5 2.7	52.4 53.0 41.2 32.3 -8.1 -2.1 -10.8
1982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN	-19.5 -9.9 -6.7 -14.7 -14.6	-17.7 -3.6 -3.0 -14.4 -16.6 -20.5	-17.9 4 3.1 -8.7 -1.9 -5.9	-38.1 -7.8 -17.9 -40.5 -40.5	-39.1 10.2 -20.5 -47.9 -55.2 -48.0	-2.1 -4.8 -4.7 -20.3 -28.1 -34.5	-16.0 -3.0 .1 -6.8 -8.4 -16.8	-13.7 -5.5 -5.2 -13.5 -18.1 -27.0	-25.8 -5.9 3.5 1.0 -1.5 -14.5

SOURCE: IMPORTATIONS PAR MARCHANDISES, NO. 65-007 AU CATALOGUE, STATISTIQUE CANADA.

### COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX RECETTES DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	EXPORTA-		RECETTES	AU TITRE DES	SERVICES		RECETTES D SUCCESSIONS			
	TIONS DE MARCHAN- DISES	VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES RECETTES	TOTAL	ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITU- TIONS	RETENUES FISCALES	TOTAL DES RECETTES COURANTES
1977	44253	2025	874	2371	3025	8295	690	331	534	54103
1978	53054	2378	1208	2714	3631	9931	616	394	582	64577
1979 1980	65275 76772	2887 3349	1271 1577	3469 3966	4279	11906	799	448	754	79182
1981	84221	3760	1631	4279	5280 5577	14172 15247	1161 1404	5 15 5 6 1	995 1110	936 15 102543
1980 11	18113	827	487	957	1322	3593	308	122	265	22401
111	19469	843	366	1015	1337	3561	298	138	212	23678
14	20640	839	411	1033	1353	3636	317	135	216	24944
1981 I	20266	939	427	1042	1211	36 19	350	128	236	24599
11	21486	937	299	1078	1364	3678	346	135	250	25895
111	21174	941	390	1088	1479	3898	331	152	339	25894
VI	21295	943	5 15	1071	1523	4052	377	146	285	26155
1982 I	20522	946	356	1013	1498	3813	411	139	264	25 149

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

5 JUIL 1982

TABLEAU 67

14H 41

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX RECETTES VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

			RECETTES	AU TITRE DES	SERVICES			TRANSFERT		
	EXPORTA- TIONS DE MARCHAN- DISES	VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES RECETTES	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITU- TIONS	RETENUES FISCALES	TOTAL DES RECETTES COURANTES
1977 1978 1979 1980 1981	16.5 19.9 23.0 17.6 9.7	4.9 17.4 21.4 16.0 12.3	5.9 38.2 5.2 24.1 3.4	13.9 14.5 27.8 14.3 7.9	9.2 20.0 17.8 23.4 5.6	9.1 19.7 19.9 19.0 7.6	-5.1 -10.7 29.7 45.3 20.9	19.1 19.0 13.7 15.0 8.9	6.0 9.0 29.6 32.0	14.8 19.4 22.6 18.2 8.5
11 0881 111 VI	-2.4 7.5 6.0	-1.5 1.9 5	55.6 -24.8 12.3	5.1 1.8	4.3 1.1 1.2	6.2 9 2.1	29.4 -3.2 6.4	1.7 13.1 -2.2	-12.3 -20.0	8 5.7 5.3
1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	-1.8 6.0 -1.5	11.9 2 .4 .2	3.9 -30.0 30.4 32.1	3.5 .9 -1.6	-10.5 12.6 8.4 3.0	5 1.6 6.0 4.0	10.4 -1.1 -4.3 13.9	-5.2 5.5 12.6 -3.9	9.3 5.9 35.6 -15.9	-1.4 5.3 .0
1982 I	-3.6	. 3	-30.9	-5.4	-1.6	-5.9	9.0	-4.8	-7.4	-3.8

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALÒGUE), STATISTIQUE CANADA.

## COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX PAIEMENTS DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	THROSTA		PALEMENTS	AU TITRE DE	SERVICES		PATEMENTS D SUCCESSIONS			
	IMPORTA- TIONS DE MARCHAN- DISES	VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	AUTRES PAIEMENTS	RETENUES FISCALES	ET CAPITAUX DES MIGRANTS		CONTRI- BUTIONS	TOTAL DES PAIEMENTS
1977	41523	3666	4532	2397	4610	534	235	364	-543	58404
1978	49047	4084	5904	2583	5770	582	252	380	-910	695 12
1979	61157	3955	6512	3160	7269	754	255	437	-645	84144
1980	68284	4577	6961	3430	9040	995	266	478	-680	94711
1981	76870	4876	8 105	3792	11622	1110	273	523	-718	107889
1980 II	16825	1102	1803	848	2134	265	66	118	- 150	23311
III	16821	1160	1746	865	2238	212	6.7	120	-214	23443
IV	17789	1213	1712	888	2455	216	67	121	- 132	24593
1981 I	18448	1192	1910	930	2696	236	6.7	129	- 158	25766
II	19850	1222	1942	936	2933	250	67	130	-177	275 07
III	19989	1208	2244	977	3071	339	70	131	-187	28216
IV	18583	1254	2009	949	2922	285	69	133	- 196	26400
1982 1	16951	1225	2178	895	2904	254	7.1	143	-230	24861

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO. 67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

5 JUIL 1982

TABLEAU 69

14H 41

COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX
PAIEMENTS
VARIATION EN POURCENTAGE DES CHIFFRES DESAISONNALISES

	********		PATEMENTS	AU TITRE DES	SERVICES		PATEMENTS D SUCCESSIONS			
	IMPORTA- TIONS DE MARCHAN- DISES	VDYAGES	INTERETS ET OIVIOENDES	TRAMSPORTS	AUTRES PAIEMENTS	RETENUES FISCALES	ET CAPITAUX DES MIGRANTS	A DES PARTICU. ET INSTITU- TIONS	CONTRI- BUTIONS	TOTAL DES
1977	13.4	17.5	36.4	7.4	10.1	6.0	29.8	6.1	19.3	14.6
1978	18.1	11.4	30.3	7.8	25.2	9.0	7.2	4.4	67.6	19.0
1979	24.7	-3.2	10.3	22.3	26.0	29.6	1.2	15.0	-28.1	21.0
1980	11.7	15.7	6.9	8.5	24.4	32.0	4.3	9.4	5.4	12.6
1981	12.6	6.5	16.4	10.6	28.6	11.6	2.6	9.4	5.6	13.9
1980 II	1	.0	6.1	2.3	-3.6	-12.3	. 0	8	-18.5	2
111	. 0	5.3	-3.2	2.0	4.9	-20.0	1.5	1.7	42.7	. 6
IV	5.8	4.6	-1.9	2.7	9.7	1.9	. 0	. 8	-38.3	4.9
1981 I	3.7	-1.7	11.6	4.7	9.8	9.3	. 0	6.6	19.7	4.8
11	7.6	2.5	1.7	. 6	8.8	5.9	. 0	, В	12.0	6.8
III	. 7	-1.1	15.6	4.4	4.7	35.6	4.5	. 8	5.6	2.6
IV	-7.0	3.8	-10.5	-2.9	-4.9	-15.9	-1.4	1.5	4.8	-6.4
1982 I	-8.8	-2.3	8.4	-5.7	6	-7.4	2.9	7.5	17.3	-5.8

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (ND. 67-001 AU CATALOGUE), STATISTIQUE CANADA.

### COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX SOLDES DONNEES EXPRIMEES EM MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

		OPER	MATIONS AU TI	TRE DES SERVI	CES		TRANSFERTS			
	COMMERCE DE MARCHAN- DISES	VOYAGES	INTERETS ET DIVIDENDES	TRANSPORTS	TOTAL	SUCCESSIONS ET CAPITAUX DES MIGRANTS	VERSEMENTS A DES PARTICU. ET INSTITU- TIONS	TOTAL	BIENS ET SERVICES	TOTAL DI COMPTE COURAN
977	2730	-1641	-3658	-26	-7444	455	-33	413	-4714	-43(
978	4007	-1706	-4696	131	-8992	364	14	50	-4985	-49:
979	4118	-1068	-5241	309	-9744	544	11	664	-5626	-491
980	8488	-1228	-5384	5 3 6	-10831	895	37	1247	-2343	- 10
981	7351	-1116	-6474	487	- 14258	1131	38	15.6.1	-8907	-53
980 11	1288	-275	-1316	109	-2559	242	4	361	- 1271	-9
111	2548	-317	- 1380	150	-2660	231	18	247	-12	2:
IV	285 1	-374	-1301	145	-2848	250	14	348	3	3!
981 I	1818	-253	-1483	112	-3345	283	- 1	350	- 1527	- 111
II	1636	-285	-1643	142	-3805	279	5	357	- 1969	-16
III	1185	-257	- 1854	111	-3941	281	21	434	-2756	-23
IV	27 12	-311	-1494	122	-3367	308	13	410	-655	-2
982 I	3571	-279	-1822	118	-3653	340	-4	370	-82	2

SOURCE ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO.67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

## Marchés financiers

71	Agrégats monétaires	69
72	Devises et indicateurs du marché monétaire, données exprimées en millions de dollars et désaisonnalisées	69
73	Nouvelles émissions nettes de titres payables en devises canadiennes et étrangères, données exprimées en millions de dollars canadiens et non désaisonnalisées	70
74	Taux d'intérêt, moyenne des mercredis, chiffres non désaisonnalisés	70
75	Taux de change, dollars canadiens par unité monétaire d'autres pays, chiffres non désaisonnalisés	71
76-77	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à long terme données exprimées en millions de dollars et	
	non désaisonnalisées	71-72
78-79	Compte de capital de la balance des paiements internationaux, mouvements de capitaux à court terme, données exprimées en millions de dollars et	
	non désaisonnalisées	72-73

#### AGREGATS MONETAIRES

	VARIATI	DONNEES N	ON DESAISONN ENTAGE D'UNE		UTRE			DESAISONNAL ON EN POURCE		
	MONNALE CENTRALE(1)	M1 (2)	M1B (3)	M2 (4)	M3 (5)	MONNAIE CENTRALE(1)	M1 12)	M1B (3)	M2 (4)	M3 (5)
977	10.2	8.4	7.2	14.0	15.8	10.3	8.4	7.2	14.1	15.
978 979 980	12.1 10.4 7.7	10.1 6.9 6.3	8.8 4.8 4.4	10.6 15.7 18.1	13.7 19.3 14.3	12.1 10.4 7.6	10.0 6.9 6.3	8.8 4.8 4.4	10.7 15.7 18.1	13. 19. 14.
981	7.4	4.1	3.1	14.5	12.2	7.6	4.2	3.2	14.5	12.
111 08e	7.4	4.6	2.6	17.5 16.5	13.4	2.7	3.2	2.8	3.3	2.
981 [	10.3 8.8	6.4	6.2	13.5 13.8	11.1	1.6	1.2	1	2.5	3.
III	7.5	4.6	3.4	14.6 15.9	12 . 1 17 . 1	1.4	-1.0	-1.5 -2.7	4.1	5.
982 I II	4.4	1.5	2.1	18.2 17.6	17.6 18.8	2.5	4.0	3.5	4.5	4.
B1 JUIN	7.6 8.2	7.6 9.8	6.2	13.8 14.7	8.5	5 . 6	-1.9 3.8	-1.8 2.6	.9	2.
ADUT	7.1	4.2	3.2	14.6	12.9	. 2	-3.6	-2.5	2.4	2.
SEP	7.3	-4.3	5 -5 . 0	14.6 13.8	14.5	. 9 8	-2.8 -1.9	-2.8 -1.8	1.2	1.
NOV	2.3	-6.6	-7.2	16.0	17.4	-1.9	7	4	3.0	3.
DEC 182 JAN	2.6 6.5	2.6	1 .5	17.7 18.7	20.4 17.0	2.1	8.1	6.5	2.4	3.
FEV	4.8	1.2	3	18.2	16.4	. 6	-1.5	- 9	1,7	1.
MARS	1.8	. 5	~ . 4	17.6	19.5	-2.4	. 1	. 0	. 9	1.
AVR	3.1	1	4	16.8	18.7	. 3	1.8	2.1	1.0	+
JUIN	-2.1	2.9	2.9	18.4 17.4	19.8 17.9	-3.1	2.2	2.3	2.0	* .

SDURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

(1) BILLETS EN CIRCULATION. PIECES HORS BANQUE ET DEPOTS DES BANQUES A CHARTE AUPRES DE LA BANQUE DU CANADA.

(2) MONNAIE ET DEPOTS À VUE.

13) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUE.

(4) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS TRANSFERABLES PAR CHEQUE.

(5) MONNAIE ET ENSEMBLE DES DEPOTS BANCAIRES DU PUBLIC.

4 AOUT 1982

TABLEAU 72

14H 41

### DEVISES ET INDICATEURS DU MARCHE MONETAIRE DONNÉES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET DESAISONNALISEES

	PORTEFEUILLE	ARIATION DU	IE BIL CANADA			Dat	HOUSE A CHARY	,		
	RESERVES OFFICIELLES INTER- NATIONALES (EN \$ E.U.)	SONS DU TRESOR DU GOUVERNE- MENT CANADIEN	TOUS LES TITRES DU GDUVERNE- MENT CANADIEN	RATIO DES RESERVES- ENCAISSES REELLES AU MINIMUM REQUIS	TAUX DES PRETS SUR DEMANDE (1)	TOTAL DES AVDIRS (1)	DISPONI- BILITES (1)	TOTAL DES PRETS (1)	PRETS PERSONNELS DRDINAIRES (2)	PRETS COMMERCIAU
1977 1978 1979 1980 1981	-1236 -41 -679 143 341	333 1071 751 1012 -7	1840 1699 1628 2242 1121	1.007 1.008 1.008 1.007 1.009	7.35 8.11 11.23 12.13 17.62	90955 106278 125260 139299 185665	15789 17053 17709 17645 17954	58636 65868 82087 96275 130809	18706 21634 25148 28839	31864 35180 45838 56630
1980 III 1981 I 111 III 1982 I	-357 80 -314 -661 -58 1374 -1402	384 588 -1307 1139 -923 1085 -432	618 845 -694 1242 -620 1193 -205	1.009 1.007 1.007 1.007 1.013 1.009 1.009	B.87 12.45 16.78 17.55 19.38 16.77 14.28	135685 139299 147885 152870 164892 185665 187097 185525	18396 17645 18948 18705 19993 17954 17131	90474 96275 103234 108650 118752 130809 130261 129442	27282 28839 29940 30461 31354	51374 56630 60687 65082 72182
1981 JUIL ADUT SEP DCT NOV DEC	-747 985 -295 -190 1748 -184	-152 151 -923 -134 626 592	148 154 -922 16 598 579	1.015 1.014 1.010 1.007 1.007	18.59 20.26 19.28 18.64 16.78	155924 161841 164892 165566 183679 185665	19193 19291 19993 19817 18370 17954	111065 116483 118752 119736 127236 130809	31098 31295 31354 31382	66294 70763 72182 73755
1982 JAN FEV MARS AVR MAI JUIN JUIL	-73 -797 -532 553 -651 56 344	-907 -179 654 -587 104	-904 -305 1004 -941 246	1.009 1.010 1.007 1.011 1.000	13.85 14.06 14.93 14.73 14.98 15.50	183982 185397 187097 186147 184472 185525	18532 18198 17131 17296 16140 15700	127681 127670 130261 129076 128256 129442		

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.
(1) MOYENNE DES MERCREDIS.
(2) EN FIN DE MDIS.

### NOUVELLES EMISSIONS NETTES DE TITRES PAYABLES EN DEVISES CANADIENNES ET ETRANGERES DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS ET NON DESAISONNALISEES

	GOUVER	NEMENT DU CAI	IADA			SOCIE		AUTRES	
	DBLIGATIONS	BDNS DU TRESDR	TOTAL	GOUVERNE. PROVINCIAUX	GOUVERNE. MUNICIPAUX	OBLIGATIONS	ACTIONS PRIVIL ET DRDINAIRES	ETABLIS. ET DEBITEURS ETRANGERS	TOTAL
977	5537	2470	8007	7463	1201	5072	3143	62	24946
1978	7670	2820	10490	7239	636	4654	6964	3	29986
979	6159	2125	8284	5454	587	2858	4363	47	22602
980	5913	5475	11388	8708	439	3747	5026	2 15	295 22
1981	12784	- 35	12749	11243	361	6264	5781	5.4	36449
980 II	-78	2300	2222	3572	6.4	1112	15 16	19	85.05
111	15.7.1	1160	2731	1162	195	1055	1019	160	6321
IV	3187	950	4137	2038	122	669	1640	34	8639
981 I	714	1035	1749	2290	-50	1375	1424	80	6857
II	-602	620	18	2248	151	1694	2284	3	6397
III	766	500	1266	3019	16	831	1166	- 26	6272
IV	11906	-2190	9716	3686	254	2364	907	-3	16923
1982 I	338	-1325	-987	3221	215	2112	666	-32	5 194

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA.

4 AOUT 1982

TABLEAU 74

14H 41

TAUX D'INTERET EN FIN DE MOIS CHIFFRES NON DESAISDNNALISES

	TAUX		TITRES DU	GOUVERNEMENT	DU CANADA		MOYENNES			TAUX DES
	D'ESCOMPTE	BONS 3 MOIS	OBLIGAT. 1-3 ANS	OBLIGAT. 3-5 ANS	OBLIGAT. 5-10 ANS	OBLIGAT. 10 ANS ET PLUS	10 TITRES PROVINCES	10 TITRES MUNICIPAL	10 TITRES SOCIETES	SDCIETES FINANCIERE 90 JOURS
1977 1978 1979 1980	7.71 8.98 12.10 12.89 17.93	7.33 8.68 11.69 12.79 17.72	7.33 8.74 10.75 12.44 15.96	7.79 9.00 10.42 12.32 15.50	8.13 9.08 10.16 12.29 15.29	8.70 9.27 10.21 12.48 15.22	9.53 9.88 10.74 13.02 15.95	9.71 10.06 10.94 13.35 16.46	9.71 10.02 10.88 13.24 16.22	7.48 8.83 12.07 13.15 18.33
1980 TI1 1981 I 11 III 1982 I	10.55 14.03 16.91 18.51 20.18 16.12 14.86 15.74	10.50 14.21 16.71 18.20 20.15 15.81 14.59	11.93 13.05 13.59 16.06 18.82 15.35 15.41 15.33	12 . 19 12 . 89 13 . 44 15 . 44 18 . 06 15 . 04 15 . 02 14 . 97	12.17 12.85 13.25 15.06 17.45 15.41 15.27 15.16	12.57 12.97 13.27 15.02 17.17 15.42 15.34 15.17	13.23 13.48 14.00 15.65 18.10 16.05 16.59 16.59	13.49 13.93 14.39 16.21 18.63 16.62 17.04 16.99	13.43 13.76 14.20 15.97 18.32 16.41 17.01	10.72 14.53 17.13 18.57 21.02 16.62 15.35 16.05
1981 JUIN JUIL AOUT SEP DCT NOV DEC 1982 JAN	19.07 19.89 21.03 19.63 18.30 15.40 14.66	18 . 83 20 . 29 20 . 82 19 . 35 17 . 96 15 . 07 14 . 41 14 . 34	16.19 18.77 18.77 18.93 17.30 13.56 15.19	15.52 17.91 17.58 18.68 16.31 13.41 14.80 15.73	15.24 17.37 17.00 17.99 16.79 14.14 15.29 15.95	15.03 17.07 16.77 17.66 16.66 14.32 15.27 15.94	15.63 18.09 17.48 18.73 17.01 15.16 15.97 16.81	16.36 18.50 18.24 19.15 17.65 15.84 16.37 17.15	15.93 17.93 17.95 19.09 17.28 15.46 16.48 16.87	19.20 21.25 22.20 19.60 18.80 15.40 15.65 14.90
FEV MARS AVR MAI JUIN	14.74 15.11 15.32 15.32 16.58	14.58 14.86 14.98 15.18 16.33	14.99 15.32 15.08 14.66 16.24	14.58 14.76 14.53 14.54 15.85	14.87 14.99 14.86 14.71 15.90	15.01 15.06 14.75 14.72 16.03	16.53 16.44 16.12 16.17 17.27	15.54 17.04 15.61 15.68 17.69	17.24 16.93 16.73 16.84 17.80	15.00 16.15 15.50 15.60 17.05

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA

TAUX DE CHANGE DOLLARS CANADIENS PAR UNITE MONETAIRE D'AUTRES PAYS CHIFFRES NON DESAISONNALISES

	DDLLAR AMERICAIN	LIVRE BRITANNIQUE	FRANCAIS	MARK ALLEMAND	FRANC	YEN JAPONAIS (MILLIERS)	GROUPE DE 10 PAYS
977 978	1.063	1.857	.217	459	. 445	3.982	105.9
979	1, 171	2.486	.276	.57D .640	. 644	5.484 5.369	117.0
980	1.169	2.720	. 277	644	. 698	5.185	121.8
981	1.199	2.430	. 222	.532	.613	5.452	121.5
111 086	1.159	2.760	. 281	.653	.710	5.273	121.3
IA	1.184	2.825	. 26B	. 620	. 687	5.624	123.6
981 I	1.194	2.757	. 246	.573	. 530	5.810	123.5
II	1.199	2.492	. 222	.527	. 589	5.455	121.7
III	1.212	2.225	. 209	. 499	.579	5.228	120.9
982 I	1.192	2.244	.211	.531	. 652	5.315	119.8
II	1.209	2.231	. 202	. 5 15	. 645	5.173	120.6
1.1	1.243	2.213	. 198	. 5 23	. 624	5.101	123.2
9B1 JUIN	1.204	2.376	.213	.507	.581	5.374	121.2
JUIL	1.211	2.269	. 209	. 496	.578	5.216	121.0
AOUT	1.223	2.227	. 204	. 489	.564	5.238	121.6
SEP	1.201	2.179	. 214	.511	. 594	5.232	120.0
NOV	1.203	2.215	. 214	. 534	. 539	5.196	120.5
DEC	1.185	2.257	.211	.533	. 665	5.327	119.6
982 JAN	1. 192	2.249	. 20B	.525 .520	. 654	5.422	119.4
FEV	1.214	2.243	. 202	.513	. 547	5.306 5.152	119.7
MARS	1.220	2.204	. 199	.513	. 547	5.061	121.0 121.1
AVR	1.225	2.172	. 198	.511	. 625	5.023	121.2
MAI	1.234	2.234	. 205	.533	633	5.204	122.8
ALIN	1.275	2.240	. 194	. 525	. 614	5.076	125.6

SOURCE: REVUE DE LA BANQUE DU CANADA. REVUE ECONOMIQUE, MINISTERE DES FINANCES.

(1) DONNEES PONDEREES GEOMETRIQUEMENT PAR LES PARTS BILATERALES DU COMMERCE DE 1971. LE GROUPE DES 10 COMPREND LES PAYS SUIVANTS: BELGIQUE. CANADA, FRANCE, ALLEMAGNE, ITALIE, JAPON, PAYS-BAS, SUEDE, ROYAUME-UNI, ETATS-UNIS ET SUISSE.

4 ADUT 1982

TABLEAU 76

14H 41

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX A LONG TERME DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE ODILLARS ET NON DESAISONNALISEES

	INVESTISSEMENTS DIRECTS		ACTIONS	DBLIGATIONS	NOUVELLES	REMBOUR.	TOTAL	CREDITS
	CANADA	L'ETRANGER	CANADIENNES NETTES	CANADIENNES EN CIRCULATION	EMISSIONS D'OBLIG. CANADIENNES	D'DBLIG. CANADIENNES	DES OBLIG. CANADIENNES	EXPORTAT
177	475	-740	- 105	243	5876	~903	5216	602
378	85	-2150	-271	35	6404	-1314	5 125	-523 -881
79	675	-2350	525	476	5080	-2175	3381	-877
380	585	-2780	1450	1071	4972	-2072	3971	-1186
981	-5300	-4900	-841	1267	13230	-2773	11724	-895
11 088	215	- 680	435	176	1438	-341	1273	-419
111	340	-475	558	316	1093	-653	756	-333
IA	-220	-1200	-201	493	1279	-642	1130	-261
981 I	205	-1305	-411	279	1833	-446	1486	-66
11	-3405	-840	-301	466	2161	-609	2018	-457
III	-580	- 1560	101	246	2938	-488	2896	-206
IV	- 1520	- 1195	-230	276	6498	-1230	5544	-166
982 I	- 1950	1175	-206	345	4308	-585	4066	-201

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERMATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

#### COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX À LONG TERME (SUITE) DONNEES EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS ET NON DESAISONNALISEES

	VA	LEURS ETRANGER	5		S ET SOUSCRIPTI VERNEMENT DU CA			
	EN	NOUVELLES EMISSIONS	REMBOURSE- MENTS	AUX GOUV. NATIONAUX	DRGANISMES FINANCIERS INTER- NATIONAUX	REMBOURSE - MENTS	AUTRES CAPITAUX A LONG TERME	CAPITAUX A LONG TERME, TOTAL
1977	166	-41	96	- 200	-339	36	176	4217
978	29	-25	21	-281	-248	262	1395	3081
979	-315	-313	46	-230	-322	33	1846	1305
1980	60	- 194	20	-238	-279	36 41	- 140 2234	1340
981	- 7	-97	9	-319	-309	46.1	2234	1340
980 II	162	-5	5	-64	-9	1	101	1035
III	39	-70	4	-40	0	0	-217	562
IV	-187	-55	8	-37	-262	30	- 5	-1262
981 I	-243	-17	4	-124	-24	9	- 14	-520
II	-315	-22	2	- 29	-9	1	43	-3314
III	548	-50	2	- 67	-57	0	1260	2 DB 7
IV	3	- 8	1	-99	-219	31	945	3087
1982	4.1	- 10	5	- 100	-8	1	1228	4041

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

4 AOUT 1982

TABLEAU 78

14H 41

COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX A COURT TERME DONNÉES EXPRIMEES EN MILLIONS DE ODLLARS ET MON DESAISONNALISEES

	AVOIRS DES NON-RESIDENTS									
	DEPOTS EN OOLLARS CANADIENS	CREANCES A VUE DU GOUV.	BONS DU TRESOR	EFFETS DES SOCIETES DE FINANCEMENT	ENGAGE- MENTS DES SOCIETES DE FINANCEMENT	EFFETS COMMERCIAUX	AUTRES			
1977	230	172	242	42	-55	-65	243			
978	37	55	-53	128	- 40	- 186	144			
979	524	217	-178	-5	0	153	52			
1980	-56	171	542	- 164	70	-64	751			
981	1401	164	-61	760	471	-86	543			
980 II	34	- 19	212	-290	27	-65	5 12			
III	74	-25	240	- 18	-36	- 48	-53			
IV	-56	231	- 75	- 156	21	- 128	258			
981 I	402	- 8	26	73	29	92	5 6 3			
11	-4	-57	- 93	265	135	- 11	-99			
111	- 43	41	213	209	200	D	491			
IV	1046	188	-207	213	107	- 167	-412			
1982 I	-525	- <b>6</b>	28	-24	31	5.4	-137			

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE). STATISTIQUE CANADA.

### COMPTE DE CAPITAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX À COURT TERME (SUITE) DONNEES EXPRIMEES EN MILLIDNS DE DOLLARS ET NON DESAISDNALISEES

	DEVISES É	RESIDENTS EN Trangeres				MDUVEMENTS DES
	POSITION NETTE DES BANQUES A CHARTE	AVOIRS NON- BANCAIRES	TOUTES AUTRES OPERATIONS	CAPITAUX A COURT TERME TOTAL	MDUVEMENTS NETS DE CAPITAUX	RESERVES OFFICIELLES INTER- NATIONALES
1977	1384	-655	-870	668	4885	-1421
1978	2771	-667	-952	1237	4318	- 185
1979	4107	7	1400	6752	8851	-858
1980	1406	-517	- 1026	1113	2418	-542
1981	17898	-6828	-59	14203	15543	382
1980 II	96	-642	819	684	1719	331
III	-254	390	- 195	-404	158	-532
IV	2270	- 116	-1100	1149	-113	84
1981 I	5912	- 1337	362	6114	5594	-314
II	8098	-1241	- 19 D	6803	3489	-637
III	2721	-1949	-2783	-900	1187	- 126
IV	1167	-2301	2552	2186	5273	1459
1982 I	1173	-1187	-1112	- 1705	2336	- 1546

SOURCE: ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES DE LA BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX (NO 67-001 AU CATALOGUE).
STATISTIQUE CANADA.

